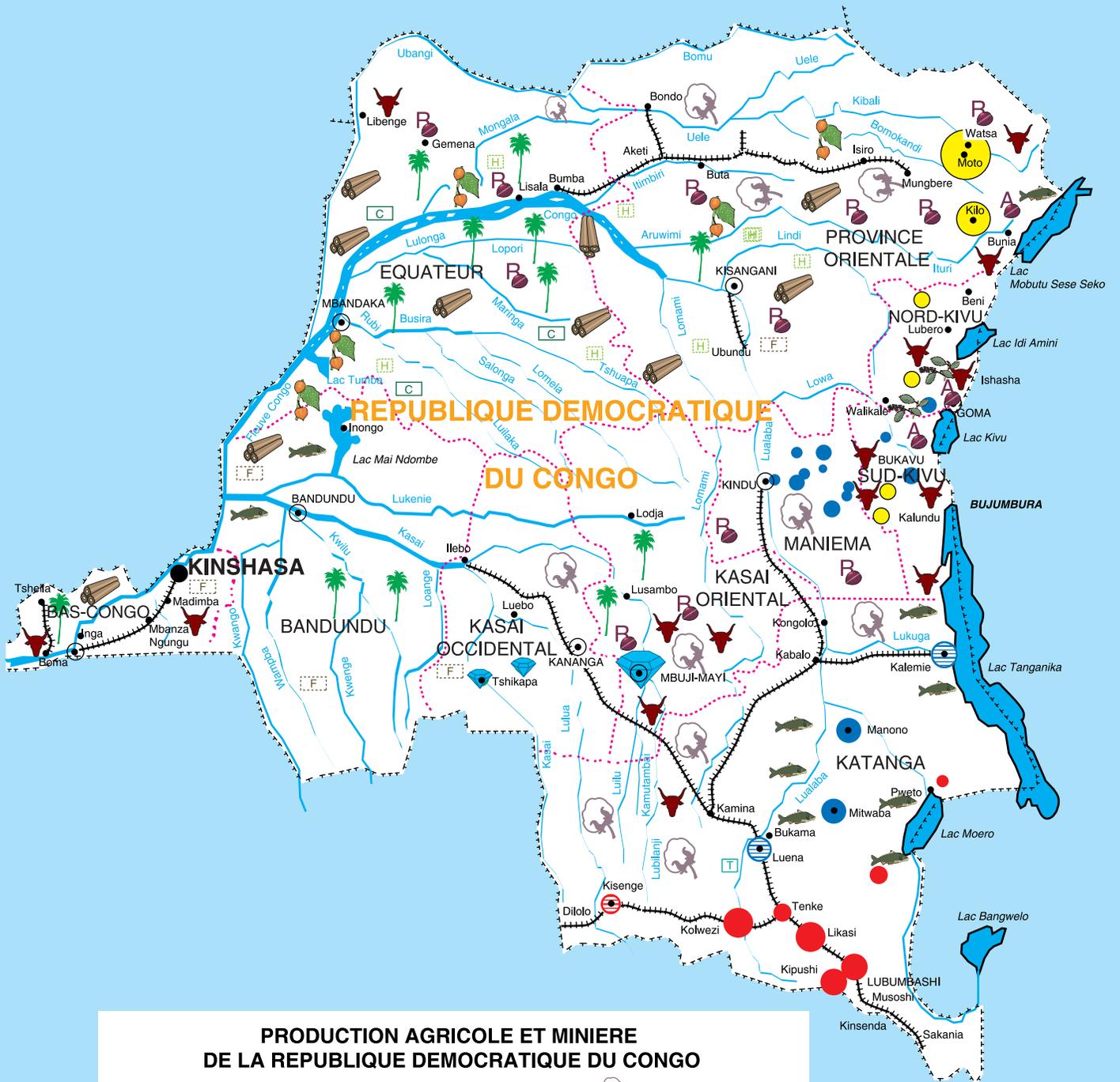


RAPPORT ANNUEL 2007



BANQUE
CENTRALE DU
CONGO



**PRODUCTION AGRICOLE ET MINIERE
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

- | | | |
|---|---|--|
|  Or |  Fibre |  Coton |
|  Diamant |  Copal |  Thé |
|  Cuivre, cobalt, zinc |  Hévéas |  Palmarais |
|  Cassitérite, wolfram, colombo - tantalite |  Tabac |  Café-Arabica |
|  Charbon |  Pêche |  Café-Robusta |
|  Manganèse |  Elevage |  Cacao |
|  Chemins de fer |  Bois | |

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE EN 2007



J-C. MASANGU MULONGO, Gouverneur



**Jean-Marie EMUNGU EHUMBA,
Vice-Gouverneur**

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

563, Boulevard Colonel Tshatshi
B.P. 2697
KINSHASA I
Téléphone : 20.704 - 20.550 - 20.549-33.989
Télex : Congobanque 21.365 - 21.372 - 21.335
Télécopie : (243) 8805152 – (243) 8804326

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Gbadolite, Gemena, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Tshikapa, Uvira et Zongo.

Bureau de représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50
1040 BRUXELLES
Téléphone : +32 (02) 502 58 00
Téléfax : +32 (02) 502 67 07
Télex : 61810
Site Web: <http://www.bcc.cd/>

Agences mandataires par Province :

- Inkisi, Mbanza-Ngungu, Muanda, Tshela (Bas-Congo)
- Kenge, Inongo (Bandundu)
- Basankusu, Lisala, Zongo (Equateur)
- Buta (Province Orientale)
- Beni, Butembo (Nord Kivu)
- Mwene-Ditu (Kasaï Oriental)
- Tshimbulu (Kasaï Occidental)
- Kolwezi (Katanga)

BANQUE CENTRALE DU CONGO



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 23 MAI 2008

Excellence Monsieur le Président de la République,

**Concerne : Rapport Annuel 2007 de la Banque Centrale
du Congo**

J'ai l'insigne honneur de Vous transmettre le Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 2007.

La situation économique et financière de la RDC a connu de réels progrès au cours de l'année sous revue.

Au plan de la stabilisation macro économique, cette assertion se vérifie au regard de la baisse de l'inflation intérieure, de la maîtrise du taux de change et de l'amélioration des réserves internationales. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 9,9 % contre 18,2 % en 2006. En ce qui concerne le taux de change, il est passé de 503 CDF le dollar américain à fin décembre 2006 à 502,9 à fin décembre 2007 après avoir atteint le pic de 540 CDF le dollar au début de l'année. S'agissant des réserves internationales, elles ont augmenté, d'une année à l'autre, de 162 à 185 millions de USD contre un repère fixé à 175 millions de USD. Cette réalisation aurait été inférieure à cette dernière cible, arrêtée dans le cadre du Programme de Référence Suivi par les Services du FMI (PSSF), n'eût été la vente aux enchères des immeubles par la BCC pour un import de 12,5 millions de USD.

./...

Au plan de la relance de l'activité réelle, le taux de croissance économique est établi à 6,3 % en 2007 contre une moyenne de 6,2 % pour l'Afrique subsaharienne. Il convient de relever qu'en 2006 l'accroissement du PIB réel de la RDC était aussi au-delà de la moyenne des pays de l'Afrique au sud du Sahara, soit 5,6 contre 5,5 %.

Selon l'optique de la production, la croissance économique a été principalement tirée par les branches ci-après : Mines, Télécommunications, Commerce de Gros et de Détail.

Selon l'approche par la dépense, l'activité économique a été impulsée par la consommation et les investissements tant publics que privés et les exportations nettes de biens et services.

Cependant, le taux de chômage et l'incidence de la pauvreté restent élevés. La réduction significative de ces indicateurs sociaux passe par le maintien sur la durée d'une croissance forte et soutenue et la lutte contre les inégalités de tous ordres. Cette dernière suppose l'amélioration de la qualité de la vie par l'accès à l'emploi, l'éducation, aux soins de santé ainsi qu'à l'eau potable et à l'électricité.

Dans ce contexte, pour réaliser cette finalité de la Politique Economique, la Banque Centrale s'engage à travers sa politique monétaire à préserver la stabilité du niveau général des prix.

Je Vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'assurance de ma très haute et très respectueuse considération.



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Table des matières

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2007....	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	3
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT	7
I.	EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE	7
I.	EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS.....	14
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS	15
I.	INFLATION BRUTE	15
2.	STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS	17
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I		19
TITRE II	LES FINANCES PUBLIQUES	47
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	49
I.	RECETTES	51
II.	DEPENSES PUBLIQUES	54
III.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	57
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	58
I.	RECETTES	58
II.	DEPENSES	59
CHAPITRE III	NOTE D'ANALYSE SUR LES ARRIERES DE PAIEMENTS ET LES DEPASSEMENTS BUDGETAIRES EN 2007	60
I.	ARRIERES DE PAIEMENTS.....	60
II.	DEPASSEMENTS BUDGETAIRES.....	61
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II		63
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUESEXTERIEURES.....	91
CHAPITRE I	COMMERCE EXTERIEUR.....	94
I.	COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES	94
II.	ECHANGES COMMERCIAUX	95
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE	99
I.	EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE CHANGE	99
II.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES .	100
III.	EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE	101
CHAPITRE III	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	103
I.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	103
II.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	108
III.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT.....	109
CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE.....	110
I.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	110
II.	STOCK DE LA DETTE	112
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	114
I.	ASSISTANCE MULTILATERALE	114
II.	ASSISTANCE BILATERALE.....	115
CHAPITRE VI	COOPERATION INTERNATIONALE ET SOUS - REGIONALE	118
III.	COOPERATION SOUS – REGIONALE	118

CHAPITRE VII	NOTE SPECIFIQUE SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT.....	125
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III		127
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	163
CHAPITRE I	SITUATION MONETAIRE.....	166
I.	EVOLUTION DE L'OFFRE DE MONNAIE	166
II.	EVOLUTION DE LA DEMANDE DE MONNAIE.....	177
CHAPITRE II	CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS.....	180
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE	184
CHAPITRE IV	POLITIQUE MONETAIRE, GESTION DE LA LIQUIDITE EN 2007 ET PERSPECTIVES	190
I.	INTRODUCTION	190
II.	ETAT DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	191
III.	LES FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EVOLUTION DE LA LIQUIDITE ET DE L'INFLATION	192
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		195
DEUXIEME PARTIE	L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE	235
TITRE I	L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE	237
CHAPITRE I	ADMINISTRATION	238
1.	CONSEIL DE LA BANQUE	238
2.	HAUTE DIRECTION.....	238
3.	STRUCTURES DE CONTROLE	239
4.	GESTION COURANTE	241
5.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	247
6.	PERSONNEL	248
7.	FORMATION	249
TITRE II	COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2007	253
CHAPITRE I	BILAN	254
1.	ACTIF	254
2.	PASSIF	256
CHAPITRE II	COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2007.....	258
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	261
CHAPITRE IV	MODERNISATION DU SYSTEME COMPTABLE ET FINANCIER DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	262
	APERÇU SUR LE LOGICIEL NAVISION	262
	APERÇU SUR LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE DE LA BANQUE	265
CHAPITRE V	LES CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2007	268
1.	HAUTE DIRECTION.....	268
2.	CABINET DU GOUVERNEUR.....	268
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES.....		273
LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES.....		277

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2007	
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	
TABLEAU I. 1.	CROISSANCE DU PIB REEL ET DU REVENU PAR TETE DE 2002 A 2007	5
TABLEAU I.2.	TENDANCES DE L'INDICATEUR DU DEVELOPPEMENT HUMAIN	6
TABLEAU I.3.	EVOLUTION DE L'INFLATION	6
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I		19
Tableau I.1 :	Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes (variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)	21
Tableau I.2.	UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT ⁽¹⁾ (en pourcentage du PIB à prix courants)	22
Tableau I.3.	PRODUIT INTERIEUR BRUT	23
Tableau I.4.	PRODUIT NATIONAL BRUT ET REVENU NATIONAL (en millions de CDF).....	24
Tableau I.5:	CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT (en millions de CDF aux prix courants).....	25
Tableau I.6.	CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT (valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)	26
Tableau I.7.	UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (en millions de CDF courants)	27
Tableau I.8 :	UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (en millions de CDF aux prix de 2000)	28
Tableau I.9:	Compte des opérations courantes de l'Etat (en millions de CDF courants)	29
Tableau I 10.:	COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER DE L'ETAT (en millions de CDF à prix courants) (1)	30
Tableau I.11 :	Formation brute de capital fixe (en millions de CDF à prix courants)	31
Tableau I.12 :	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (en millions de CDF aux prix de 2000).....	32
Tableau I.13 :	COMPTE EXTERIEUR DE L'ECONOMIE(en millions de CDF courants) (1).....	33
Tableau I.14.:	EVOLUTION DES INDICES D'ACTIVITE ECONOMIQUE(base 1990 = 100)	34
Tableau I.15 :	IMPORTATIONS ET ESTIMATION DE LA PRODUCTION COMMERCIALISEE DES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES.....	35
Tableau I.16 :	PRODUCTION VIVRIERE,ELEVAGE, SYLVICULTURE, PECHE ET CHASSE (en milliers de tonnes).....	36
Tableau I.17 :	PRODUCTION AGRO-INDUSTRIELLE (tonnes)	37
Tableau I.18 :	PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE	38
Tableau I.19.	PRINCIPALES PRODUCTIONS MANUFACTURIERES	39
Tableau I.19 bis :	INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT	40
Tableau I.20 :	INDICE DE LA PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES.....	41
Tableau I.21 :	PRODUCTION, EXPORTATION ET CONSOMMATION INTERIEURE DE CIMENT (en tonnes)	42
Tableau I.22 :	PRODUCTION DE LA RAFFINERIE DE PETROLE (en tonnes)	43
Tableau I.23 :	CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS (en m ³)	44
Tableau I.24 :	PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ELECTRICITE PAR PROVINCE (en milliers de Mwh).....	45
TITRE II	LES FINANCES PUBLIQUES.....	47
Tableau II.1.	OPERATIONS INTEGREES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (1).....	50
Tableau II.2. :	IMPORTANCE RELATIVE DES DIFFERENTES CATEGORIES DES RECETTES COURANTES (1).....	51
TABLEAU II.3.	STRUCTURE DES DEPENSES COURANTES PAR MINISTERE ET INSTITUTION (1).....	56
TABLEAU II.4. :	BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)	57
TABLEAU II.5. :	COUVERTURE DES BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE ⁽¹⁾ (en milliers de CDF).....	58
Tableau II.6.	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE (en milliers de CDF)	59

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II	63
Tableau II.1. OPERATIONS INTEGREES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en milliers de CDF)	65
Tableau II.2. IMPORTANCE RELATIVE DES DIFFERENTES CATEGORIES DE RECETTES	66
Tableau II.3. STRUCTURE DES DEPENSES COURANTES PAR MINISTERE ET INSTITUTION	66
Tableau II.4. BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	67
Tableau II.5. COUVERTURE DES BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE (en milliers de CDF)	68
Tableau II.6. OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE (en milliers de CDF)	69
Tableau II.7. Importance relative des finances publiques dans l'économie	70
Tableau II.8. SITUATION INTEGREE DES OPERATIONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en milliers de CDF).....	71
Tableau II.9. PREVISIONS DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ETAT (en milliers de CDF)	72
Tableau II.10. RECETTES COURANTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en milliers de CDF).	73
Tableau II.11. PREVISIONS DES RECETTES DES IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR (en milliers de CDF)	74
Tableau II.12. RECETTES DES IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR (en milliers de CDF).	75
Tableau II.13. PREVISIONS DES RECETTES DES IMPÔTS SUR LES REVENUS (en milliers de CDF).	76
Tableau II.14. RECETTES DES IMPÔTS SUR LES REVENUS (en milliers de CDF)	77
Tableau II.15. PREVISIONS DES RECETTES DES IMPÔTS SUR BIENS ET SERVICES (en milliers de CDF)	78
Tableau II.16. RECETTES DES IMPÔTS SUR BIENS ET SERVICES ⁽¹⁾ (en milliers de CDF).	79
Tableau II.18. BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE (en milliers de CDF)	80
Tableau II.19. EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE (en milliers de CDF)	81
Tableau II.20. DEPENSES COURANTES DE L'ETAT PAR NATURE (en milliers de CDF)	82
Tableau II.21. BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE (en milliers de CDF)	83
Tableau II.22. Budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition des crédits de paiement par secteur (en milliers de CDF)	84
Tableau II.23. EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE (en milliers de CDF).....	85
Tableau II.24. DEPENSES PUBLIQUES EN CAPITAL DU CADRE BUDGETAIRE REPARTITION PAR SECTEUR (en milliers de CDF)	86
Tableau II.25. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE LIBELLEE EN MONNAIE NATIONALE (en milliers de CDF).	87
Tableau II.26. COUVERTURE DES BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT (en milliers de CDF).	88
Tableau II.27. TABLEAUDESOPERATIONSFINANCIERESDEL'ETAT:PROGRAMME	89
TableauII.28. TABLEAUDESOPERATIONSFINANCIERESDEL'ETAT:EXECUTION	90
TITRE III	
RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	91
Tableau 18 : Evolution mensuelle du volume des transactions sur le marché des changes	100
Tableau 20 : Evolution mensuelle du Taux de change en 2007(CDF / 1 Usd)	102
TABLEAU COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS(en millions de USD)	103
TABLEAU STRUCTURE DES EXPORTATIONS (en millions de USD).....	105
TABLEAU STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en millions de USD).....	106
Tableau III.4.bis. REPARTITION DES OPERATIONS SUR LES SERVICES (en millions de USD)	107
Tableau III.4.ter. EVOLUTION DES OPERATIONS SUR LES REVENUS (en millions de USD).....	107
Tableau III.5. : EVOLUTION DES TRANSFERTS COURANTS (en millions de XDR)	108
TABLEAU III.5.BIS. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES (en millions de USD)	109
Tableau STOCK DE LA DETTE AU 30 DECEMBRE 2007(en millions de USD).....	112
Tableau 21 : Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2007 (en millions de USD)	113

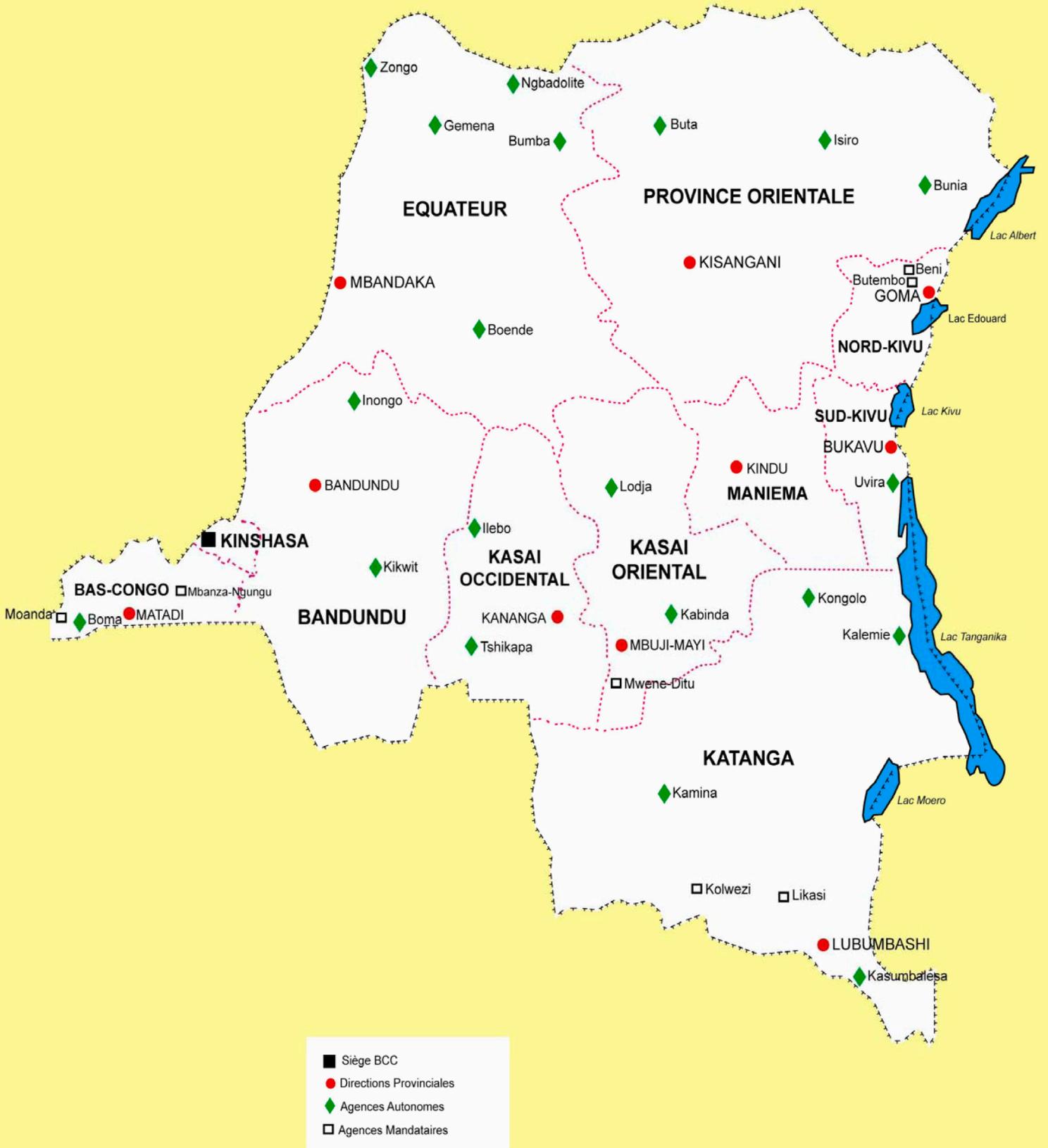
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III	127
Tableau III.13. COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS MINERAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE	129
Tableau III.14. COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE Moyennes Annuelles®	130
Tableau III.15. EVOLUTION DES INDICES DES COURS DE MATIERES PREMIERES (Indice 1990 = 100)	131
Tableau III.16. REPARTITION DES EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION (Valeur C.I.F.)	132
Tableau III.17. REPARTITION DES IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS (Valeur F.O.B.)	133
Tableau III.18. BALANCE COMMERCIALE	134
Tableau III.19. EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE (base:2000=100)	135
Tableau III.20. EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX	136
Tableau III.21. RESSOURCES EXTERIEURES UTILISEES (en millions de XDR)	137
Tableau III.22. RESSOURCES NETTES EN PROVENANCES DU SECTEUR PUBLIC EXTERIEUR (en millions de XDR)	138
Tableau III.23. RESSOURCES NETTES EN PROVENANCE DU SECTEUR PRIVE EXTERIEUR (en millions de XDR)	139
Tableau III.24. PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE (en milliers de XDR)	140
Tableau III.24 bis. PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE (en milliers de XDR)	141
Tableau III.25. NATURE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE (en milliers de XDR)	142
Tableau III.25. NATURE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE (en milliers de XDR)	143
Tableau III.26. ENCOURS UTILISE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE (en milliers de XDR)	144
Tableau III.27 ter. MOUVEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE (en milliers de XDR)	145
Tableau III.28. REPARTITION DE L'UTILISATION DES EMPRUNTS PUBLICS EXTERIEURES (en milliers de XDR)	146
Tableau III.29. BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS (1) (en millions de XDR)	147
Tableau III.29.bis. BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS (1) (en millions de XDR)	148
Tableau III.30. SOLDE DE LA BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS (en millions de XDR)	149
Tableau III.31. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (en millions de XDR)	150
Tableau III.32. REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'ENTREPRISES (en milliers de XDR)	151
Tableau III.33. REPARTITION DES PAIEMENTS D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR MODE DE FINANCEMENT (1) (en millions de XDR)	152
Tableau III.34. REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR PRODUIT (en milliers de XDR)	153
Tableau III.35. REPARTITION DES PAIEMENTS D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'UTILISATIONS (1) Sur ressources propres (en milliers de XDR)	154
Tableau III.36. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE (en millions de XDR)	155
Tableau III.37. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE EN 1992 (en millions de XDR)	156
Tableau III.38. Cours interbancaires des devises (1) (en CDF)	157
Tableau III.38 bis. Cours interbancaires des devises (1) (en CDF)	158
Tableau III.39. ECART ENTRE LES TAUX DE CHANGE INTERBANCAIRES ET PARALLELES	159
Tableau III.40. BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS (en millions de XDR)	160
Tableau III.40.bis. BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS (en millions de XDR)	161
Tableau III.41. S OLDE DE LA BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS (en millions de XDR)	162

TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	163
Tableau IV. 13	Evolution des crédits suivant la monnaie de règlement (en millions de CDF).....	182
Tableau IV.12.	CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	182
Tableau IV.13	Evolution des opérations sur le marché en banque.....	185
Tableau.IV.13.	Evolution des transactions et des taux du marché monétaire (en milliards de CDF)	187
Tableau IV.14.	Evolution du Billet de Trésorerie(en milliards de cdf).....	188
Tableau IV.1	Evolution du multiplicateur de la base monétaire au sens strict	166
Tableau IV.2	Evolution des composantes de la base monétaire(en millions de CDF, sauf indication contraire).....	166
Tableau IV. 3	Evolution des contreparties de la base monétaire (en milliards de CDF, sauf indication contraire).....	167
Tableau IV.4.	Evolution de la masse monétaire(en millions de CDF, sauf indication contraire)	167
Graphique	Evolution de la masse monétaire(Variation en %)	168
Tableau IV. 6.	Evolution des contreparties de la masse monétaire(en millions de CDF).....	169
Tableau IV.7	Contribution des contreparties à l'évolution de la masse monétaire (en %)	170
Tableau IV. 11	Evolution de la vitesse - revenu de la monnaie de 2001 à 2007	179
Tableau IV.10 :	Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie	179
Tableau IV.12.	Structure des crédits à décaissement (en %)	180
Tableau IV. 5.	Evolution des Composantes (en millions de CDF)	169
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		195
Tableau IV.7.	SITUATION MONETAIRE INTEGREE (CDF).....	197
Tableau IV.7.Bis	SITUATION MONETAIRE INTEGREE (en milliers de XDR)	198
Tableau IV.8.	SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2007 (en milliers de CDF).....	199
Tableau IV.8.bis.	SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2007 (en milliers de XDR)	200
Tableau IV.9.	LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES (en CDF).....	201
Tableau IV.10.	LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES EN 2007 (En milliers de CDF).....	202
Tableau IV.11.	ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE	203
Tableau IV.11.bis.	ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE (en pourcentage).....	204
Tableau IV.12.	ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2007 (en milliers de CDF)	205
Tableau IV.12.bis.	ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2007 (en pourcentage).....	206
Tableau IV.13.	VENTILATION DES EMISSIONS MONETAIRES EN BILLETS ET PIECES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO.....	207
Tableau IV.14.	DEPOTS BANCAIRES A VUE Ventilation par secteur d' activité, catégorie de déposants et province (en CDF)	209
Tableau IV.15.	DEPOTS BANCAIRES A TERME Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, région et échéance (en CDF)	210
Tableau IV.16.	CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS (en CDF)	211
Tableau IV.17.	CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS Utilisations des crédits (en CDF)	212
Tableau IV.18.	VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITE (1).....	213
Tableau IV.19.	VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITE (en CDF).....	214
Tableau IV.20.	VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES DE SIGNATURE PAR BRANCHE D'ACTIVITE (en CDF).....	215
Tableau IV.22.	VENTILATION DES CREDITS OCTROYES PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES DE CREDIT PAR BRANCHE D'ACTIVITE (en CDF).....	217
Tableau IV.23.	SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (en CDF)....	218
Tableau IV.24.	SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2007 (en milliers de CDF)	219
Tableau IV.25.	SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE (en CDF)	220
Tableau IV.26.	SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE EN 2007 (en milliers de CDF)	221
Tableau IV.27.	RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (en CDF)(1).....	222
Tableau IV.27.bis	RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (en millions de USD)	223
Tableau IV.28.	RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2007	

	(en milliers de CDF)	224
Tableau IV.28.bis.	RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2007 (en millions de USD)	225
Tableau IV. 29.	SITUATION CONSOLIDEE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES (en CDF) (1).....	226
Tableau IV. 30.	SITUATION CONSOLIDEE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES EN 2007 (en milliers de CDF).....	227
Tableau IV.32.	SITUATION RESUMEE DE L'INSTITUT NATIONAL DE SECURITE SOCIALE (en CDF)	229
Tableau IV.33.	SITUATION RESUMEE DE LA SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (en CDF)	230
Tableau IV.34.	RECETTES ET DEPENSES DE DIFFERENTES BRANCHES D'ASSURANCES (en CDF)	231
Tableau IV.35.	SITUATION RESUMEE DU FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	232
Tableau IV.36.	EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE (au sens strict) (en CDF)	233
DEUXIEME PARTIE	L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE	235
TITRE I	L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE	237
TABLEAU I :	EVOLUTION DES PERSONNES A CHARGE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	248
TABLEAU II :	REPARTITION DU PERSONNEL DE LA BANQUE PAR NIVEAU D'ETUDES	249
TABLEAU 1 :	PERSONNEL FORME A L'INTERIEUR DU PAYS EN 2007	250
TABLEAU 2 :	PERSONNEL FORME A L'EXTERIEUR DU PAYS EN 2007	251
TABLEAU 3 :	REPARTITION DES STAGIAIRES PAR DIRECTION EN 2006 – 2007	252
TABLEAU II.1.	RECETTES D'EXPLOITATION (en millions de CDF)	258
Tableau II.2.	CHARGES D'EXPLOITATION (en millions de CDF)	259

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

Graphique 1.	Evolution de l'inflation	6
Graphique 1.	Croissance du PIB en volume.....	7
Graphique 2.	Croissance du PIB réel et du revenu réel par tête	8
Graphique 3.	Evolution des emplois du PIB réel	8
Graphique 4.	EVOLUTION DE L'INFLATION EN 2007, OBJECTIF ANNUEL : 12 %	15
GRAPHIQUE 7	IMPORTANCE RELATIVE DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE DANS L'ECONOMIE (1).....	49
GRAPHIQUE 8 :	OPERATIONS INTEGREES DE L'ETAT (1)	50
GRAPHIQUE 9.	IMPORTANCE DES DIFFERENTES CATEGORIES DES RECETTES (1).....	52
GRAPHIQUE 10.	STRUCTURES DES DEPENSES PUBLIQUES ⁽¹⁾ (en pourcentage).....	55
GRAPHIQUE 11.	EVOLUTION DES DEPENSES EN CAPITAL A FINANCEMENT EXTERIEUR ET DE CELLES DU CADRE BUDGETAIRE (1) en milliers de CDF) ...	59
Graphique 12.	Cours des principaux produits exportés ⁽¹⁾ (base 1990 = 100).....	95
Graphique 13.	Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New-York (en milliers de FB/tonne métrique)	96
Graphique 14.	Cours des principaux produits minéraux exportés(base 1990=100).....	97
Graphique 15.	Cours des principaux produits végétaux exportés(base 1990=100).....	97
Graphique 16.	Indices des prix à l'exportation et à l'importation et termes de l'échange	98
Graphique 17.	Evolution des transactions en devises sur le marché des changes en 2007	100
Graphique :	Evolution des transactions sur le marché des changes de 2004 à 2007 (en millions de USD)	101
Graphique ?	Evolution du taux de change en 2007	101
Graphique	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes	104
Graphique :	Répartition du stock de la dette par catégorie de créanciers au 31 décembre 2007	112
Graphique 21 :	Situation monétaire intégrée – Engagements ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)	171
Graphique 21 bis :	Situation monétaire intégrée en 2007 – Engagements ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)	172
Graphique 22 :	Situation monétaire intégrée en 2007 – Avoirs ⁽¹⁾ (en milliers de CDF).....	173
Graphique 22 bis :	Situation monétaire intégrée en 2007 – Avoirs ⁽¹⁾ (en milliers de CDF).....	174
Graphique 23 :	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)	175
Graphique 24 :	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)	176
Graphique	.....	179
Graphique :	Structure des crédits à décaissement (en %)	181
Graphique 25 :	Situation des crédits bancaires par secteur d'activité ⁽¹⁾	183
Graphique	Evolution des opérations de refinancement.....	184
Graphique	Evolution du marché Interbancaire	187
Graphique	Evolution de l'encours du BTR et du solde budgétaire	188
Graphique	Evolution des réserves libres des BCM et de l'encours du BTR.....	188
Graphique	Evolution du Taux Débiteur	189
Graphique	Evolution du Taux Crédeur.....	189



AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	renseignement non disponible
-	renseignement nul
p	renseignement provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
brl	baril
c.s	cotation suspendue
n.c	non communiqué
XDR	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
(CDF) FC	Franc congolais
Cc	Centime congolais
cts	cents
PIR	Programme Intérimaire Renforcé du Gouvernement
PEG	Programme Economique du Gouvernement
BTR	Billet de Trésorerie
PRC	Programme Relais de Consolidation
PSSF	Programme Suivi par les Services du Fonds.

LA POLITIQUE MONETAIRE ET L'ENVIRONNEMENT GENERAL

L'environnement tant international qu'intérieur en 2007 a été marqué par la poursuite de l'expansion économique. Cette dernière dont la caractéristique principale est l'augmentation de la demande globale dans un contexte de stabilité de l'offre s'accompagne à terme des tensions inflationnistes.

C'est pourquoi, au cours de l'année 2007, la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo est demeurée prudente pour s'assurer de la maîtrise de l'inflation intérieure provoquée principalement par l'augmentation de la demande à travers, d'une part, l'accroissement des importations des biens et services ainsi que des investissements étrangers, et d'autre part, les chocs monétaires internes.

Dans ce cadre, pour maintenir un niveau adéquat de demande ainsi que des moyens de paiement, un accent particulier a été porté sur la ponction, par l'entremise des ventes des billets de trésorerie, de la liquidité bancaire excédentaire. Cette dernière provenait de l'expansion de deux facteurs autonomes, à savoir : les Avoirs Extérieurs Nets et le Crédit Net à l'Etat.

Les Avoirs Extérieurs Nets ont impulsé l'expansion monétaire à travers les entrées des devises. Celles-ci sont issues des rapatriements des recettes d'exportation et des transferts non courants ainsi que des produits tant d'investissement direct que de portefeuille.

Le Crédit Net à l'Etat a induit l'augmentation de la base monétaire en raison du financement monétaire du déficit budgétaire de l'Etat notamment aux deux premiers mois et au dernier trimestre de l'année.

I. Environnement International

En dépit des craintes suscitées par la crise financière apparue en août 2007, la croissance économique mondiale, quoiqu'en léger repli, s'est maintenue. Selon les indications du Fonds Monétaire International, elle s'est située à 4,9 % contre 5,0 % en 2006. Elle a été principalement le fait des économies émergentes et en développement d'Asie et d'Afrique.

Cette croissance est inégalement répartie par région comme suit : (i) Economies Avancées (2,7 %) et (ii) Pays émergents et en développement (7,9 %).

Dans les économies avancées, la croissance économique s'est fortement ralentie aux Etats-Unis, en raison de l'effondrement de la bulle immobilière dans le secteur immobilier. Ce dernier s'est ressenti sur l'activité. La même tendance a été constatée dans la zone Euro et au Japon, où il est relevé un fléchissement du PIB en volume respectivement de 2,6 % contre 2,1 % et 2,8 % et 2,4 % en 2006. Cette évolution tire son origine notamment du renforcement de l'incertitude résultant des turbulences sur les marchés des capitaux au second semestre de l'année.

Dans les économies émergentes, le rythme de l'activité économique est demeuré vigoureux et a constitué le principal moteur de l'expansion du PIB mondial en 2007.

En ce qui concerne l'Afrique Subsaharienne, la croissance économique est en nette progression en 2007, s'établissant à 6,2 % contre 5,7 % en 2006. Cette évolution est consécutive, en terme de l'approche par les valeurs ajoutées, à l'accroissement de la production pétrolière et, en terme de l'approche par la dépense, à l'augmentation des investissements intérieurs.

II. Contexte intérieur

Avec une variation du PIB réel de 6,3 %, l'économie congolaise a enregistré pour la 6ème fois consécutive un taux de croissance économique positif, consolidant ainsi son ancrage dans la phase d'expansion économique. Les mines, les télécommunications et le commerce de gros et de détail ont constitué les principales sources de cette croissance.

Quoique volatile, l'inflation est demeurée sous contrôle. L'accroissement du niveau général de prix a été de 9,9 % au cours de l'année sous examen contre 18,2 % une année auparavant. L'application des politiques macroéconomiques saines tant au niveau monétaire que budgétaire a déterminé cette évolution de l'inflation.

Toutefois, depuis 2003, l'économie est en proie à une évolution erratique. En effet, de façon cyclique, elle est exposée, d'une part, à des chocs exogènes notamment les conflits à l'Est du pays et les catastrophes de divers ordres. Ces derniers expliquent entre autre les perturbations monétaires et budgétaires aux 1er et 4ème trimestres de chaque année et, d'autre part, les ajustements parfois abrupts opérés au cours des 2ème et 3ème trimestres.

Compte tenu de ces contraintes, la politique monétaire a été, selon le cas, restrictive et souple.

Ainsi, au cours des deux premiers mois de l'année 2007, marqués par la recrudescence du déficit public, le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale est passé à 40,0 % et 50,0 % l'an. Au cours de la période s'étalant de mars à juillet, caractérisée par l'accumulation d'importants excédents budgétaires, d'environ 0,9 % du PIB, l'Institut d'Emission a baissé son taux directeur de 40,0 % à 22,0 % l'an. La réponse des taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales à cette inflexion de la politique monétaire est intervenue après un temps d'observation d'au moins deux mois

PREMIERE PARTIE

**EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET
FINANCIERE EN 2007**

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Au cours de l'exercice 2007, les résultats préliminaires des réalisations de la production établissent la croissance économique à 6,3 % contre une prévision de 6,5 %. Comparée à l'année 2006 où le taux de croissance s'est situé à 5,6 %, l'activité économique s'est améliorée de 0,7 point de pourcentage.

Examinée sous l'approche de la valeur ajoutée, la croissance économique en 2007 est le fait du maintien de l'activité dans tous les secteurs économiques. Les contributions les plus significatives à la croissance ont été réalisées dans le secteur des services. En effet, son activité s'est améliorée de 11,2 % contre 9,2 % en 2006 grâce notamment au dynamisme observé dans les branches « Commerce de gros et de détail » ainsi que « Transports et communication » dont les variations ont été respectivement de 13,1 % et 11,0 %.

Il a été observé néanmoins un léger repli de l'activité dans le secteur des biens. Sa contribution dans la création des richesses intérieures a été ramenée à 3,5 % contre 3,7 % une année auparavant. Cette situation est la résultante du ralentissement des activités de construction, dont l'évolution est passée de 13,2 % en 2006 à 5,4 % en 2007.

L'analyse des branches du secteur révèle cependant une reprise des activités dans les industries manufacturières et dans celles d'extractions minières. Ces évolutions procèdent notamment aux nouveaux apports d'investissement. Ces industries ont connu des augmentations respectives de 5,1 % et 2,9 % contre 0,9 % en 2006.

Analysées sous l'optique de la dépense, toutes les composantes de la demande globale ont évolué à la hausse en 2007 contrairement à l'exercice précédent où les exportations nettes se sont repliées de 73,7 %. Il convient de relever que la demande intérieure s'est accrue de 6,1 % d'une année à l'autre. Sur les six années d'expansion économique, la demande intérieure aux prix constants a progressé de 40,6 % parallèlement à la richesse intérieure dont la variation a été de 41,3 %. Cependant, des hypothèques pèsent sur le commerce extérieur dont le solde créditeur s'amenuise progressivement sous l'effet cumulé de la reprise de la croissance économique : si entre 2005 et 2007, les importations se sont accrues de 26,2 %, les exportations des biens et services n'ont augmenté que de 14,7 %. Il convient de relever que, entre fin 2001 et 2007, les importations et exportations des biens et services ont augmenté respectivement de 153 % et 165 %.

TABLEAU I. 1. CROISSANCE DU PIB REEL ET DU REVENU PAR TETE DE 2002 A 2007

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB courant par tête (USD)	101,0	100,6	112,7	120,1	141,3	160,0
PB réel par tête (en USD aux prix de 2000)	79,3	81,7	84,8	87,7	88,9	93,96
Taux de croissance du PIB réel par tête	0,7	3,0	3,8	3,4	2,0	5,69
Taux de croissance du PIB réel	3,5	5,8	6,6	6,5	5,1	6,3

Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne l'indice du développement humain, il a continué à augmenter, atteignant 0,425 en 2007 contre 0,415 en 2006, soit une variation de 2,4 % comme l'indique le tableau ci-dessous.

TABLEAU I.2. TENDANCES DE L'INDICATEUR DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

	1990	1995	2000	2005	2006	2007
IDH	0,423	0,391	0,375	0,411	0,415*	0,425*

Sources : - PNUD, Rapport mondial sur le développement humain

-(*) Estimation de la Banque Centrale du Congo.

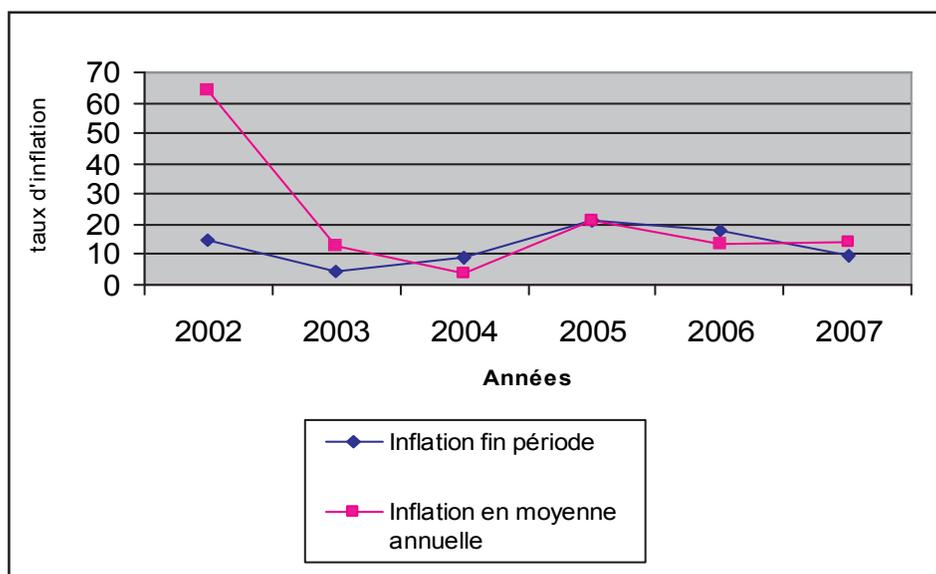
S'agissant du rythme de formation des prix intérieurs, la désinflation de l'économie, notée depuis 2005, s'est poursuivie. Au terme de l'année sous analyse, la hausse du niveau général des prix s'est établie à 9,9 % contre 18,2 % et 21,3 % respectivement en 2006 et 2005. Cependant, la volatilité de l'inflation, est demeurée l'un des problèmes auxquels se trouve confrontée la politique monétaire, hormis la dollarisation et la sous bancarisation de l'économie nationale.

TABLEAU I.3. EVOLUTION DE L'INFLATION

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Inflation fin période (en %)	15,0	4,4	9,2	21,3	18,2	9,9
Inflation en moyenne annuelle (en %)	64,4	12,8	4,0	21,4	13,2	13,9
Volatilité de l'inflation						
- fin période	-120,0	-10,6	4,8	12,1	-3,1	-8,3
- moyenne annuelle	-264,0	-51,6	-8,8	17,4	-8,2	0,7

Graphiquement, cette situation se présente comme suit :

Graphique 1. Evolution de l'inflation



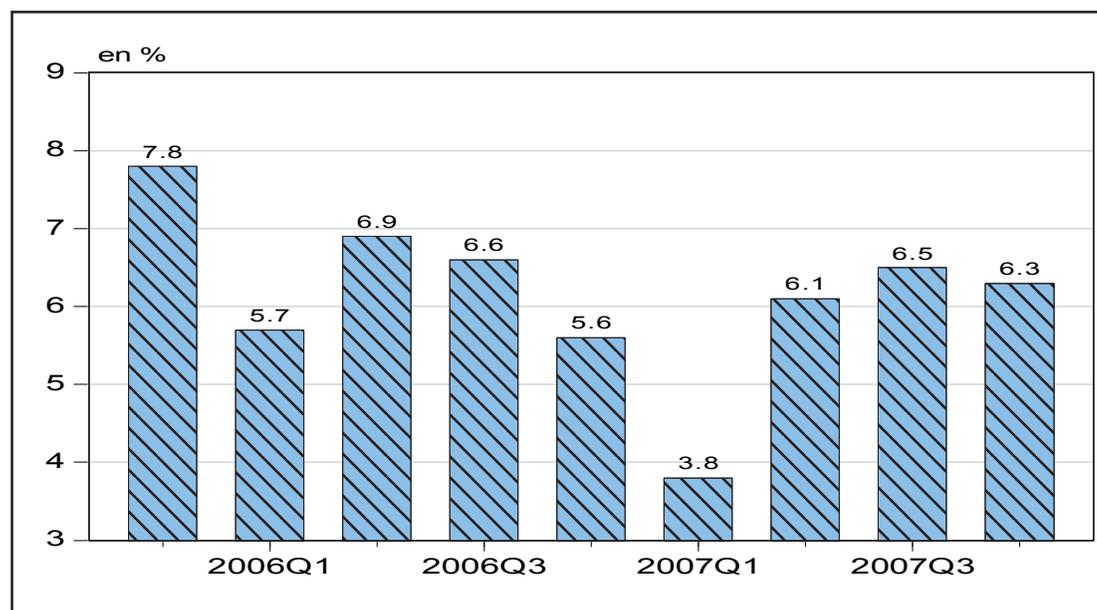
CHAPITRE I

PRODUIT INTERIEUR BRUT

I. EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Selon les estimations de la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN) basées sur les réalisations des enquêtes conjoncturelles à fin décembre 2007, la croissance du PIB réel s'est établie à 6,3 % contre une prévision de 6,5 %. Cette évolution intervient après le repli de l'activité en 2006, soit 5,6 %.

Graphique 1. Croissance du PIB en volume



Source : Statistiques Economiques, Direction des Etudes, Banque Centrale du Congo.

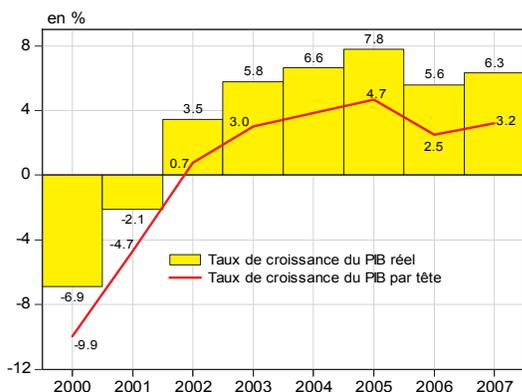
En 2007, deux grandes phases ressortent de l'évolution de l'activité de production en RDC :

- la première, couvrant le premier trimestre, s'est traduite par un taux de croissance de 3,8 % ;
- la seconde, s'échelonnant d'avril à décembre a été marquée par la recrudescence de la croissance économique.

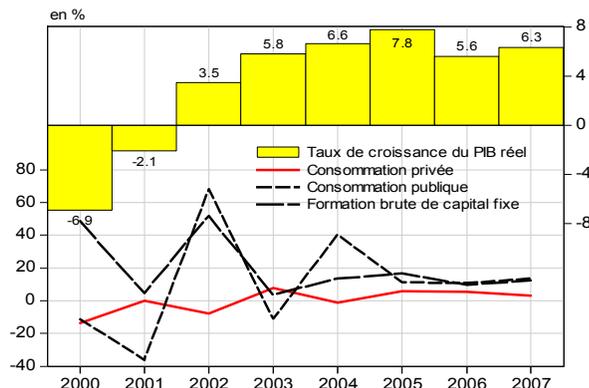
S'agissant de la première phase, la faiblesse de la croissance est tributaire de l'instabilité macroéconomique ayant prévalu au cours de cette période, marquée notamment par de fortes tensions sur les marchés des biens et services et de change. Cette situation a contribué au ralentissement de l'activité, particulièrement dans le secteur de la construction.

La deuxième phase, marquée par la reprise significative de l'activité, a atteint son pic à partir du troisième trimestre avec une accélération notable de la croissance.

Graphique 2. Croissance du PIB réel et du revenu réel par tête



Graphique 3. Evolution des emplois du PIB réel



Source : Statistiques Economiques, Direction des Etudes, Banque Centrale du Congo.

1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse

En 2007, l'indice de la production agricole a connu une baisse de 5,7 %, s'établissant à 134,8 contre 142,9 une année auparavant. Cette évolution procède notamment de la baisse des oléagineux. Il est à noter cependant que la valeur ajoutée de la branche dans la formation du produit intérieur brut a augmenté de 3,2 % d'une année à l'autre en raison de la faible incidence de la consommation intermédiaire sur la production.

L'importance de la production agricole dans le produit intérieur brut s'est légèrement repliée, se situant à 38,5 % en 2007 contre 39,6 % l'exercice précédent. Quant à la contribution de la branche à la croissance économique, elle s'est établie à 20,6 % contre 23,6 % l'année précédente.

1.1. Agriculture

Cultures vivrières

L'évolution de la production des cultures vivrières est restée relativement stable avec un glissement de 0,3 % d'une année à l'autre. Sur l'ensemble des composantes de ces cultures, seuls les oléagineux ont accusé une légère baisse de 0,5 %. Les autres cultures ont évolué comme suit en 2007 :

Céréales	:	0,7	%
Racines et tubercules	:	0,1	%
Légumes et légumineuses	:	2,7	%
Fruits	:	1,6	%

L'absence d'une politique agricole cohérente constitue la cause fondamentale de la stagnation de l'activité des cultures vivrières, laquelle pour l'essentiel, fait l'objet de l'agriculture d'autosubsistance. En effet, la promotion de ces cultures est handicapée par les difficultés d'accès au marché, l'exode rural, l'insécurité principalement à l'Est du pays, la concurrence des produits importés de substitution bénéficiant des subventions des pays de provenance, ...

Cultures d'exportation

Après une baisse de 9,3 % en 2006, l'indice de la production agricole d'exportation a progressé de 57,6 % en 2007, passant de 90,2 à 142,2 d'une année à l'autre. Cette évolution résulte de l'accroissement des productions du caoutchouc (104,3 %), de l'huile de palme (90,1 %), du thé (43,7 %), du bois de grume (40,2 %), du cacao (33,8 %) et des tourteaux des palmistes (3,4 %). Cette progression est due à la forte demande mondiale de ces produits respectifs.

1.2. Sylviculture

En 2007, les productions du charbon de bois et du bois de chauffage ont enregistré des hausses respectives de 2,7 % et de 3 % par rapport à l'année 2006. Cette augmentation résulte des besoins des ménages en vue de faire face au déficit dans la fourniture de l'énergie électrique.

1.3. Elevage

La production de la branche « Elevage » est demeurée quasiment stable. En effet, hormis la production d'œufs qui a augmenté de 2,5 %, tous les autres produits sont restés pratiquement à leur niveau de 2006.

1.4. Pêche et Chasse

Les données disponibles indiquent une baisse de l'activité au niveau de la pêche et de la chasse. Cette situation serait à la base de contre-performances notées dans la sous branche. Il sied de relever que la pêche en RDC demeure artisanale par manque des unités de production industrielle.

2. Extraction minière et industries métallurgiques

L'indice de production minière et métallurgique n'a pas connu une augmentation significative dans sa globalité. Il s'est situé à 63,6 en 2007 contre 63,4 en 2006 en raison de la baisse des productions du diamant et du pétrole brut.

Il convient de relever aussi les statistiques officielles ne prenant pas en compte les opérations frauduleuses du diamant d'exploitation artisanale.

La contribution à la croissance des industries extractives, qui était de 2,1 % une année plus tôt, a connu une amélioration pour s'établir à 5,4 % en 2007, principalement sous l'impulsion des minerais non ferreux.

a. Cuivre

Après une augmentation notable enregistrée en 2006, la production totale de cuivre s'est repliée de 1,8 %, se situant à 97.385 tonnes en 2007 contre 99.121 en 2006. Cette contraction est notamment due à la mesure administrative interdisant l'exportation des minerais à l'état brut. La production de la Gécamines a baissé de 0,7 % et celle des partenaires de 2,1 %.

b. Cobalt

Sous l'effet de la demande mondiale, la production totale de cobalt a augmenté de 17,1 %, s'établissant à 18.017 tonnes en 2007 contre 15.384 tonnes en 2006. L'évolution favorable de la demande mondiale n'a pas rejaili sur l'activité de la Gécamines confrontée aux contraintes structurelles, tenant notamment à la vétusté de son outil de production. Seuls, ses partenaires disposant des équipements modernes ont pu tirer profit de cette nouvelle donne.

c. Zinc

Après quatre années successives des augmentations notables de la production induite par la demande en provenance principalement de l'Asie, la production du zinc est restée quasiment inchangée en 2007 comparativement à l'année précédente. Elle s'est chiffrée à 33.809 tonnes contre 33.784 en 2006. La mesure administrative sus évoquée explique cette évolution.

d. Diamant

La production totale de diamant a régressé de 2,3 %, s'établissant à 28.270 milliers de carats contre 28.949 une année plus tôt suite à la baisse de production de la MIBA.

En effet, la production de cette dernière s'est contractée de 66,6 % se situant à 973 milliers de carats contre 2.914 une année auparavant. Cette contre-performance est imputable notamment à la baisse de 75 % de la teneur géologique consécutive à l'épuisement des gisements détritiques, à la vétuste de l'outil de production et à l'insuffisance de l'énergie électrique.

Quant à la production artisanale, elle a progressé de 4,9 %, passant d'une année à l'autre de 26.034 milliers de carats à 27.297, suite à l'engouement des opérateurs économiques vers ce secteur attiré par le bon comportement de cours de ce produit dû à l'augmentation de la demande provenant principalement de l'Asie.

e. Pétrole brut

Rapprochée à son niveau de 2006, la production du pétrole a accusé une baisse de 2,1 %, passant de 9.009,4 milliers de barils à 8.816 milliers. Cette évolution est consécutive à la fermeture temporaire de quelques puits suite aux travaux d'entretien des machines et de conversion. A ce facteur, il y a lieu de noter les mouvements de grève qui ont affecté une des grandes entreprises du secteur. Il importe de relever aussi l'inélasticité du volume de production par rapport à la variation du cours mondiaux.

3. Industries manufacturières

Après le ralentissement de 0,9 % observé en 2006, la valeur ajoutée de la branche « Industries manufacturières » a progressé de 5,1 % en 2007. Il en est de même de la contribution à la croissance de la branche, laquelle est passée de 0,7 % à 3,4 %.

Parallèlement, l'indice de la production des industries manufacturières s'est amélioré de 4,4 points, se situant à 121,3 points en 2007 contre 116,9 points une année auparavant, sous l'impulsion de la production des industries des biens de consommation, suscitée par la demande intérieure.

Sans préjudice de cette amélioration, cette branche continue de ressentir les pesanteurs dues notamment à la vétusté de l'outil de production, à la capacité limitée pour l'utilisation des nouvelles technologies, au manque de compétitivité face à la concurrence des produits similaires importés, au déficit dans la fourniture de l'énergie électrique et aux tracasseries administratives.

3.1. Industries des biens de consommation

L'activité des Industries des biens de consommation a connu une légère amélioration par rapport à l'année 2006. Son indice de production a augmenté de 3,4 %, passant de 118,9 points à 122,9 points d'une période à l'autre.

Cette évolution est imputable au bon comportement de la quasi-totalité des indices de production des industries des biens de consommation, 12,0 % pour les industries des boissons, 5,0 % pour les industries du plastique, les industries d'édition, imprimerie et reproduction ainsi que les industries de fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton, 3,0 % pour les industries alimentaires, les industries du tabac, les industries de la chimie de consommation ainsi que les industries de fabrications métalliques légères et 3 % pour les industries de fabrication des produits pétroliers raffinés.

Par contre, l'indice des industries de Confection, bonneterie, tissage et impression de tissu a baissé de 29,4 % suite à l'arrêt de la production d'une des plus importantes usines textiles et celui des industries des chaussures et cuirs de 5,3 %.

3.2. Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

Comparativement à l'année précédente, l'indice de production des biens d'équipement et d'approvisionnement a enregistré une baisse de 17,8 % en 2007, s'établissant à 195,4 points contre 237,8 points.

A l'issue de cette période, hormis l'indice des industries des minéraux non métalliques et celui des Industries « Autres » non classées ailleurs qui ont évolué à la hausse, les indices de production des autres composantes ont enregistré des baisses.

L'indice de production des industries de fabrication métalliques lourdes s'est contracté de 14,3 %, en raison de la baisse enregistrée dans la production de la chaudronnerie (26,1 %) ainsi que des charpentes et constructions métalliques (1,8 %).

S'agissant de la baisse de 33,4 % de l'indice d'activité de production des industries du matériel de transport, elle est imputable au repli des activités des réparations navales (15,6 %).

Quant à l'indice de production des industries de minéraux non métalliques, il a enregistré une hausse de 3 % sous l'impulsion de l'amélioration des productions notamment les produits en béton (6,4 %), le carrelage (5,3 %) et le fibrociment (3,8 %).

Pour ce qui est de l'industrie de transformation des bois, son indice de production s'est inscrit en baisse de 13 % consécutive aux replis observés dans les productions des placages (35,9%), des tranchages (24,2%) et des contreplaqués (17,8%). Ces contre-performances observées malgré la hausse de la production des grumes s'expliquent par la préférence des exploitants à exporter le bois en grume compte tenu du renchérissement de son cours sur le marché mondial.

4. Electricité et Eau

La valeur ajoutée de la branche « Electricité et Eau » qui avait enregistré une hausse de 4,3 % en 2006 a connu un ralentissement se situant à 1,8 % en 2007. Cette évolution, induite par la quasi-stagnation de la production de l'électricité se reflète également dans la contribution de la branche à la croissance, laquelle est passée de 0,6 % à 0,2 % d'une année à l'autre.

Il convient de relever que les multiples défaillances de ce secteur perturbent l'activité des entreprises et ménages. Elles constituent en outre, l'une des entraves majeures à la promotion des investissements

4.1. Electricité

Comparée à l'année 2006, la production d'électricité a subi une baisse de 1,1 % se situant à 7.543 gWh contre 7.629 une année plus tôt. Cette baisse est imputable au vieillissement de l'outil de production et au manque d'entretien des équipements.

Parallèlement, la consommation de l'électricité a connu une baisse de 15,3 % en 2007 par rapport à son niveau de l'année précédente, suite aux coupures récurrentes et délestages dans la fourniture de l'énergie électrique.

4.2. Eau

Etablie à 235,1 millions de m³ en 2006, la production d'eau s'est accrue de 3,1 % atteignant 242,3 millions de m³ en 2007. Cet accroissement est dû par la poursuite de l'effort du renouvellement et la réhabilitation de l'outil de production.

Par contre, la consommation d'eau sous la même période a accusé une baisse de 1,5 %, s'établissant à 139,2 millions de m³ contre 141,3 millions une année plus tôt. Cette diminution de la consommation est consécutive au déficit observé dans la fourniture d'énergie électrique et la poursuite des travaux de réhabilitation du réseau domestique.

5. Construction

Après avoir affiché un regain d'activités depuis la reprise économique de 2002, la valeur ajoutée de la branche « Construction » a connu un ralentissement de 7,8 points de pourcentage, se situant à 5,4 % en 2007 contre 13,2 % une année plus tôt. Ce tassement est illustré par la diminution de la contribution de la branche à la croissance économique, laquelle s'est située à 7,1 % en 2007 contre 18,2 % en 2006. Cette évolution est consécutive à l'insuffisance de l'offre du ciment face à une demande sans cesse croissante. Par ailleurs, cette branche continue à se ressentir de la nature oligopolistique dans l'industrie de ciment.

6. Commerce de gros et de détail

Comparativement à l'année 2006, la valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 13,1% contre 8,9 % une année auparavant. Ce bon comportement est également confirmé par la contribution de ladite branche à la croissance, laquelle est passée de 28,8 % à 38,8 % d'une année à l'autre. L'activité de commerce a été stimulée par la consommation tant privée que publique.

7. Transports et Communications

La valeur ajoutée de la branche « Transports et Communications » a progressé de 10,9 % en 2007 contre 12,5 %. Ce ralentissement est également attesté par la contribution de la branche dans le PIB laquelle est passée de 11,8 % à 9,8 % une année à l'autre sous l'effet, du repli de l'expansion des activités de communication.

7.1. Transports

Trafic des marchandises et des personnes

L'indice de trafic des marchandises et des personnes a connu une amélioration de 12,7 % en 2007, se situant à 87,0 points contre 77,2 points en 2006. Cette amélioration est imputable principalement à l'accroissement de 15,3 % du trafic des marchandises.

Concernant le trafic des marchandises, l'activité la plus intense a été enregistrée au niveau des voies fluviale et routière qui ont connu des améliorations respectives de 31,6 % et 24,9 %. Quant aux activités dans les autres voies de transport, leur trafic est demeuré au niveau de 2006.

S'agissant du trafic voyageurs, il est resté quasiment inchangé avec un glissement de 0,1 % par rapport à l'année 2006.

Manutention

L'indice de l'activité de manutention dans les principaux ports du pays s'est amélioré de 6,7 %, passant de 117,4 en 2006 à 125,3 en 2007. Cette évolution résulte de l'expansion des activités au niveau de port de Matadi et du port public de Kinshasa. Leurs niveaux d'activité se sont accrus respectivement de 6,4 % et 36,2 %. Par contre, les activités au port de Boma ont accusé un repli de 9,5 %.

Au niveau de deux ports maritimes, les déchargements ont eu une prédominance sur les chargements.

7.2. Communications

Depuis 2003, les activités de la téléphonie mobile ne cessent de progresser. En 2007, la consommation du temps de communication a atteint 2.109.645 milliers d'unités contre 1.331.669 milliers une année avant, soit une progression de 58,4 %. Cette évolution résulte de l'apport des nouveaux investissements dans le secteur.

8. Services marchands

La tendance haussière de la valeur ajoutée dans la branche des services marchands observée depuis 2002 s'est poursuivie en 2007. Au terme de cette année, elle a enregistré une croissance positive de 7,1 % grâce principalement à l'expansion des activités des banques, du secteur hôtelier, des agences de publicité et de voyage.

9. Services non marchands

La valeur ajoutée de la branche des services non marchands s'est améliorée de 6,7 % après s'être accrue de 5,8 % une année plus tôt suite notamment aux effets conjugués de l'augmentation des rémunérations des agents et fonctionnaires des administrations publiques.

I. EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS

Après le ralentissement observé en 2006, le taux de croissance économique a progressé de 0,7 point de pourcentage en 2007. En effet, situé à 5,6 % en 2006, il est passé à 6,3 % sous l'effet de l'augmentation de toutes les composantes de la demande globale.

1. Demande intérieure

L'apport significatif de la demande intérieure dans le PIB procède essentiellement de la formation brute du capital fixe et de la consommation de ménage.

- Consommation finale des ménages

L'accroissement de la consommation finale des ménages s'est établi à 3,3 % en 2007. Cette croissance procède notamment de la majoration de l'enveloppe salariale des fonctionnaires de l'Etat et du bon comportement de la monnaie nationale sur le marché de change.

- Consommation des administrations publiques

Les dépenses de consommation des administrations publiques, en valeurs réelles, ont enregistré un accroissement de 13,5 % en 2006. Cette évolution résulte des frais liés à la mise en place des institutions issues des élections démocratiques.

- Formation brute de capital fixe

Les investissements bruts ont participé à la formation des richesses intérieures en concurrence de 39,0 % en 2007 contre 33,8 % une année plus tôt. Cet accroissement a été essentiellement soutenu par les entreprises et les ménages en concurrence de \pm 80 % de l'ensemble de la formation brute du capital.

Les dépenses des entreprises ont concerné l'achat des biens d'équipement dans le secteur de la téléphonie mobile, des industries minières, tabaciques et alimentaires.

L'augmentation des investissements privés particulièrement traduit le regain de confiance dans le chef des investisseurs suite à consolidation de la stabilité macroéconomique, aux perspectives de reconstruction du pays et à la poursuite des activités dans le secteur minier.

- Variation de stock

Sous l'impulsion de la demande, la variation de stock s'est accrue de 5,0 % contre 4,0 % en 2006. En effet, l'accroissement de la consommation des biens et services par les entreprises et les ménages s'est répercuté sur le stock des matières premières et produits finis des entreprises.

2. Exportations nettes des biens et services

Le solde du commerce extérieur affiche une nette augmentation de 74,0 % après un fléchissement de même ordre une année auparavant. L'accroissement plus important des exportations par rapport aux importations est consécutif essentiellement à l'expansion de la demande extérieure des produits miniers et forestiers.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

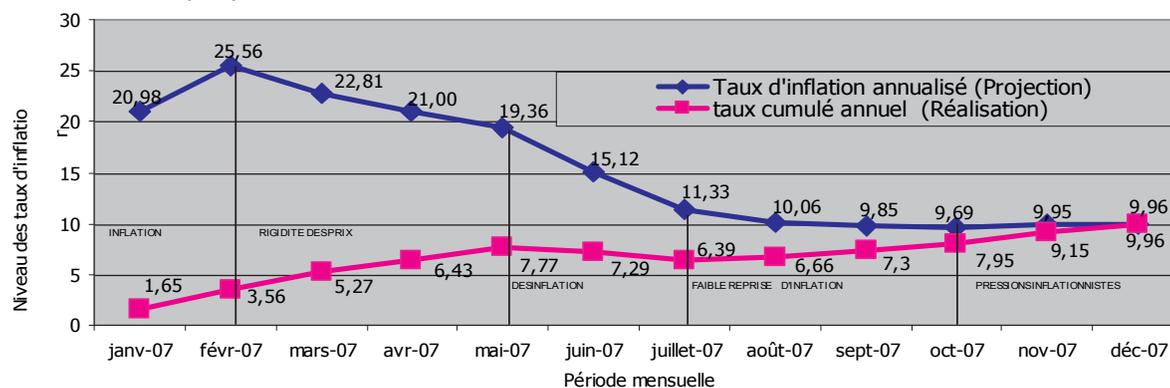
I. INFLATION BRUTE

Comparé à 2006 période pendant laquelle les taux annuel et annualisé avaient atteint 18,2 %, le rythme de formation des prix au cours de l'année 2007 a enregistré une forte décélération. En effet, les taux annuel et annualisé se sont situés à 9,9 % face à un taux programme fixé à 12 %.

En 2007, il a été observé cinq phases d'inflation, à savoir :

- Phase de l'inflation : de janvier à février ;
- Phase de rigidité des prix : de mars à mai ;
- Phase de la désinflation : de juin à juillet ;
- Phase de reprise d'inflation : août à octobre
- Phase des pressions inflationnistes : novembre à décembre

Graphique 4. EVOLUTION DE L'INFLATION EN 2007, OBJECTIF ANNUEL : 12 %



Source : *Economie Réelle, Direction des Etudes, Banque Centrale du Congo.*

a. Phase caractéristique de l'inflation

La période de janvier à février a été marquée par une accélération du rythme de formation des prix, attestée par la hausse du taux d'inflation mensuel qui s'est établi respectivement à 1,65 % et 1,89 %. Cette évolution s'explique par l'expansion de la base monétaire et par la dépréciation du taux de change suite au financement monétaire excessif.

b. Phase de rigidité des prix

L'application depuis début mars des politiques monétaire prudente et budgétaire restrictive a entraîné une diminution de moyens de paiement et une augmentation de l'offre de devises ayant eu pour effet la forte appréciation du franc congolais.

Cependant, il sied de relever qu'en dépit de la contraction de la base monétaire et de l'appréciation du taux de change entre mars et mai, le taux d'inflation mensuel a évolué de la manière suivante : 1,65 % en mars, 1,10 % en avril et 1,26 % en mai.

La survivance des tensions inflationnistes au cours de cette période résulte principalement du réajustement de 13,7 % du prix des produits pétroliers intervenu au mois de mai.

Alors que le taux de change s'est stabilisé autour de 495 CDF pour 1 USD depuis le mois de mai, certains biens et services ont affiché une surestimation dudit taux dans la fixation de leur prix. Il s'agit du carburant (1 USD pour 535 CDF), le sac de ciment (1 USD pour 1.000 CDF) et la télécommunication (1 USD pour 550 CDF).

La perturbation des prix relatifs observée sur les marchés des biens et des services a eu pour conséquence l'aggravation de la résistance des opérateurs économiques à baisser les prix au regard du raffermissement de la monnaie nationale. En effet, une baisse éventuelle de leurs prix aurait entraîné à une perte de pouvoir d'achat par rapport au dollar exprimé en produits pétroliers, en sac de ciment ou en temps unitaire de télécommunication.

Il sied de relever que la persistance de telles distorsions a eu pour conséquences de désorganiser les marchés des biens et services et de plomber les effets attendus de l'ajustement macroéconomique.

c. Phase de désinflation

Une désinflation a été observée aux mois de juin et juillet avec un taux d'inflation mensuel respectif de -0,45 % et -0,84 %. Ce ralentissement de l'inflation est expliqué principalement par la poursuite des politiques budgétaire restrictive et monétaire prudente, attestées par la suppression du déficit public et la quasi-stabilité de la base monétaire et du taux de change.

d. Phase de faible reprise d'inflation

Cette phase a été marquée par une reprise de l'inflation situant le taux d'inflation mensuel à 0,26 % au mois d'août et à 0,60 % en septembre comme en octobre.

Au cours de ces trois mois, les deux traditionnels facteurs explicatifs de l'inflation que sont la base monétaire et le taux de change n'ont plus justifié, en grande partie, la hausse des prix sur le marché des biens et services.

Bien que la base monétaire ait connu un accroissement inférieur à la programmation d'août à octobre, le taux de change est demeuré quasi-stable durant la période sous analyse.

De même, l'émission de petites coupures a permis à la politique monétaire de lutter contre l'**inflation induite** due à la rareté des billets de banque à faible valeur faciale sur le marché des biens et services.

Aussi, l'évolution des prix au cours de cette phase résulte principalement du dysfonctionnement du marché de ciment et de l'application des mesures d'ordre fiscal.

En effet, le sac de ciment gris de 50 Kg a connu une augmentation en moyenne de 2,3 % au cours de la période. Il sied de noter que la fixation du prix de ciment ne respecte point celle du Ministère de l'Economie l'homologuant à 10,5 USD. Cette situation trouve

sa cause d'une part, dans le déséquilibre chronique entre l'offre et la demande, et d'autre part, dans l'existence d'un marché duopole où le plus grand producteur du secteur assure aussi la commercialisation de son produit.

Concernant les mesures fiscales, l'application de l'Arrêté n° 106 du Ministère des Finances portant sur la vérification, avant embarquement, des marchandises à destination de la RDC (BIVAC) a entraîné le réajustement à la hausse des coûts de certains produits importés.

Il convient également de retenir que les difficultés d'approvisionnement de la Ville de Kinshasa en farine de manioc ont occasionné la hausse des prix de ce produit.

e. Phase des pressions inflationnistes

La tendance haussière des prix, observée à partir du mois de novembre avec un taux mensuel de 1,11 %, résulte principalement de la majoration de 14,1 % du prix du carburant terrestre qui s'est répercutée sur les coûts de transports et les prix des produits alimentaires tels que poissons frais, viandes et boissons. Toutefois, compte tenu de la particularité du mois de décembre, lequel n'a plus enregistré de taux d'inflation supérieur à 1 % depuis 2004, il a été enregistré un ralentissement du rythme de formation des prix au cours de ce mois. En effet, le taux d'inflation mensuel a reculé de 0,36 point par rapport à celui du mois de novembre.

2. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS

La structure des prix des carburants terrestres a connu cinq modifications en 2007 contre quatre l'année précédente. La première due à la dépréciation du franc congolais a hissé le prix de l'essence à la pompe à 580 CDF le litre en mai 2007 contre 510 CDF en novembre 2006. La deuxième et la troisième intervenues aux mois de juin et juillet, induites essentiellement par l'appréciation du franc congolais par rapport au dollar américain et dans une moindre mesure par l'évolution à la baisse du Prix Moyen Frontière, ont ramené le prix du litre respectivement à 550 CDF et à 535 CDF. Les deux dernières modifications à la hausse, intervenues le 02 et le 18 novembre 2007 sont consécutives à l'augmentation des Prix Moyen Frontière (PMF) dues à la flambée des prix du baril sur le marché mondial, ont fait passer les prix respectivement à 580 CDF et à 610 CDF le litre.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.1 : Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes (1)
(variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

SECTEURS D'ACTIVITE	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001	2002	2003 ®	2004 ®	2005 ®	2006 ®	2007 ®
I. Secteur des biens	-0,5	-7,3	-0,7	-1,9	-8,2	-3,3	3,1	4,6	6,6	7,2	3,7	3,5
1. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse	-2,9	-2,8	-1,4	-5,1	-11,7	-3,9	0,5	1,2	0,6	2,9	3,2	3,3
2. Activités extractives et métallurgiques	3,2	-13,9	9,6	7,9	29,1	0,8	9,9	13,2	16,4	13,6	0,9	2,5
3. Activités de fabrications	-3,4	-21,8	-7,3	4,3	-10,9	-16,2	6,8	-3,3	24,0	5,6	0,9	5,1
4. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	18,9	-10,6	-5,9	10,5	-66,0	8,6	2,8	8,3	-7,4	1,7	4,3	1,8
4. Construction	24,7	-30,6	4,5	13,7	3,5	6,7	11,5	23,8	22,5	24,1	13,2	5,4
II. Secteur des services	-2,3	-1,3	-4,7	-6,8	-6,9	-3,5	4,9	8,0	7,5	8,7	9,1	11,1
-	-0,2	-1,6	-6,7	-11,9	2,3	-0,7	1,7	3,5	5,7	9,9	8,9	13,1
1. Commerce de gros et de détail	-3,5	-8,4	-8,5	-20,7	28,5	8,1	21,0	27,8	11,3	10,1	12,5	10,9
2. Transports, entreposage et communications	-0,5	-2,0	-6,5	-5,0	-18,7	-10,0	6,1	6,2	8,1	8,5	7,5	6,9
3. Services marchands	-21,2	15,4	21,7	33,6	-44,7	-23,6	3,5	14,4	11,6	-3,5	5,8	6,2
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	-4,3	58,9	-21,3	-49,4	25,1	44,4	16,3	4,7	11,5	13,7	14,0	19,0
Droits et taxes à l'importation												
Produit Intérieur Brut	-1,1	-5,4	-1,7	-4,3	-6,9	-2,1	3,5	5,8	6,6	7,8	5,6	6,3

(1) Cfr. tableau I.9

Tableau I.2. UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT ⁽¹⁾
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 [®]	2004 [®]	2005 [®]	2006 [®]	2007 [®]
1. Consommation finale des ménages	71,3	82,5	84,5	81,3	81,7	88,2	82,6	81,4	67,0	56,8	61,6	67,3
2. Consommation finale des administrations publiques	6,2	7,9	10,2	8,9	7,5	4,9	5,2	12,0	16,1	21,3	21,7	18,2
3. Formation brute de capital fixe	15,5	8,5	7,3	4,3	10,5	7,6	8,6	12,5	18,5	20,0	20,7	19,2
4. Variation de stocks	-1,2	-0,4	-0,8	5,3	0,6	0,5	0,7	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0
5. Exportations des biens et services	30,9	24,0	25,0	6,6	6,5	14,2	24,4	26,8	35,1	34,6	36,2	45,1
6. Importations des biens et services	22,7	22,5	26,2	6,4	6,7	15,4	21,5	33,9	38,0	33,9	41,3	50,7
7. Exportations nettes des biens et services	8,2	1,5	-1,3	0,2	-0,2	-1,2	2,9	-7,1	-2,8	0,6	-5,1	-5,6
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0							

(1) Cfr. Tableau I.11

Tableau I.3. PRODUIT INTERIEUR BRUT (1)

Périodes	Estimations aux prix de 2000			Estimations à prix courants				Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles en %	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles en %	Déflateur du PIB (2000 = 100)	
1980	483 829,556	162,870	2,3	0,0000001	0,0000000003	19,0476190476	0,000000000207	18,74
1981	495 441,466	166,779	2,4	0,0000002	0,0000000007	100,0000000000	0,000000000404	95,31
1982	492 964,258	165,945	-0,5	0,0000003	0,0000000010	50,0000000000	0,000000000609	50,75
1983	499 915,054	168,284	1,4	0,0000005	0,0000000017	66,6666666667	0,000000001000	64,35
1984	527 660,340	177,624	5,6	0,0000009	0,0000000030	80,0000000000	0,000000001706	70,54
1985	530 298,641	178,512	0,5	0,0000012	0,0000000040	33,3333333333	0,000000002263	32,67
1986	555 328,737	186,938	4,7	0,0000016	0,0000000054	33,3333333333	0,000000002881	27,32
1987	570 322,613	191,985	2,7	0,0000029	0,0000000098	81,2500000000	0,000000005085	76,48
1988	573 744,549	193,137	0,6	0,0000055	0,0000000185	89,6551724138	0,000000009586	88,52
1989	565 712,125	190,433	-1,4	0,0000115	0,0000000387	109,0909090909	0,000000020328	112,06
1990	528 375,125	177,865	-6,6	0,0000224	0,0000000754	94,7826086957	0,000000042394	108,55
1991	483 885,939	162,889	-8,4	0,0004649	0,00000015650	1 975,4464285714	0,0000000960764	2 166,27
1992	433 077,916	145,785	-10,5	0,0176546	0,00000594300	3 697,5048397505	0,0000040765418	4 143,02
1993	374 557,451	126,086	-13,5	0,2692385	0,00009063272	1 425,0331358400	0,0000718817731	1 663,30
1994	360 059,735	121,206	-3,9	69,34	0,02334221094	25 654,7289856391	0,0192583754810	26 691,74
1995	362 641,520	122,075	0,7	396,42	0,13344566373	471,6924761203	0,1093148485509	467,62
1996	358 603,343	120,715	-1,1	2 896,25	0,97495503626	630,6007621348	0,8076486485050	638,83
1997	339 206,854	114,186	-5,4	7 803,82	2,62696878383	169,4451216850	2,3006073888138	184,85
1998	333 315,088	112,203	-1,7	9 989,43	3,36270327278	28,0069749397	2,9969934301553	30,27
1999	319 082,170	107,411	-4,3	51 823,85	17,44526416409	418,7869029443	16,2415409372720	441,93
2000	297 065,500	100,000	-6,9	297 065,46	100,0000000000	473,2214717956	100,000000000000	515,71
2001	290 827,100	97,900	-2,1	1 407 545,00	473,81644653132	373,8164465313	483,9800678721080	383,98
2002	300 914,410	101,296	3,5	1 922 300,00	647,09643753283	36,5711220600	638,8196126625010	31,99
2003 (r)	318 341,200	107,162	5,8	2 298 655,50	773,78753845146	19,5783956719	722,0729896219920	13,03
2004 (r)	339 478,900	114,277	6,6	2 601 000,00	875,56460179103	13,1531018893	766,1743814220910	6,11
2005 (r)	365 960,767	123,192	7,8	3 396 231,00	1 143,26014729156	30,5740484429	928,0315747924750	21,13
2006 (r)	386 386,002	130,068	5,6	4 066 601,32	1 368,92432372800	19,7386550184	1 052,4713286564000	13,41
2007 (r)	410 565,111	138,207	6,3	5 234 361,82	1 762,02303661585	21,2120349147	1 274,9165501989100	21,14

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

1) Cfr. Tableaux I.5 et I.6

Tableau I.4. PRODUIT NATIONAL BRUT ET REVENU NATIONAL
(en millions de CDF)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 r	2004 (r)	2005 (r)	2006 (r)	2007 (r)
Produit intérieur brut	2 896,3	7 803,8	9 989,4	51 824,0	297 065,5	1 407 545,0	1 922 300,0	2 298 655,5	2 601 000,0	3 396 231,0	4 066 601,3	5 234 361,8
Revenu des facteurs du reste du Monde	3,5	3,8	4,8	4,4	351,0	5 457,0	2 030,9	26 900,5	76 210,9	101 886,9	121 998,0	157 030,9
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	400,6	363,6	405,1	2 064,8	9 104,2	118 038,5	110 773,8	99 309,4	226 825,5	296 491,0	355 014,3	456 959,8
Revenu national brut (2)	2 499,2	7 444,0	9 589,2	49 763,6	288 312,3	1 294 963,5	1 813 557,0	2 226 246,6	2 450 385,4	3 201 627,0	3 833 585,1	4 934 432,9
Consommation de capital fixe (-)	86,9	234,1	299,7	1 554,7	8 912,0	42 226,4	57 669,0	68 959,7	78 030,0	101 886,9	121 998,0	157 030,9
Revenu national net	2 412,3	7 209,9	9 289,5	48 208,9	279 400,3	1 252 737,2	1 755 888,0	2 157 287,0	2 372 355,4	3 099 740,0	3 711 587,0	4 777 402,0
Transferts courants du reste du Monde	125,4	405,1	389,1	605,0	4 677,7	164 093,0	218 501,4	212 898,3	257 724,2	339 623,1	406 660,1	523 436,2
Transferts courants au reste du Monde (-)	83,5	185,2	334,3	787,3	2 834,0	33 194,0	53 033,0	-2 669,8	10 182,0	13 924,5	16 673,1	21 460,9
Revenu National disponible	2 454,2	7 429,8	9 344,3	48 026,6	281 244,0	302 579,9	1 533 405,0	2 372 855,1	2 619 897,6	3 425 438,6	4 101 574,1	5 279 377,3
Consommation finale (-)	2 245,3	7 050,3	9 462,6	46 710,2	264 874,0	1 311 025,8	1 688 135,9	2 145 778,1	2 162 758,9	2 653 737,1	3 386 979,9	4 473 237,6
Epargne nette	208,9	379,5	-118,3	1 316,4	16 370,0	-1 008 445,9	-154 730,9	227 077,0	457 138,7	771 701,5	714 594,2	806 139,7

(2) *Produit national brut selon SCN 68.*

Tableau I.5: CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(en millions de CDF aux prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001 r	2002 (p)	2003 (r)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007(e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PÊCHE	963,4	3 843,8	4 645,3	27 138,2	146 671,3	826 802,1	962 100,0	1 102 985,6	1 274 900,0	1 604 528,9	1 880 993,5	2 293 924,8
2. INDUSTRIES	937,1	1 603,7	2 042,8	9 698,5	59 570,7	279 090,4	432 300,0	515 185,6	541 405,0	748 547,1	888 699,0	1 156 207,1
1. Activités extractives et métallurgiques	230,6	488,4	694,0	4 564,2	30 516,6	103 352,7	166 200,0	211 549,5	221 802,0	307 149,1	350 783,1	438 441,4
2. Activités de fabrications	256,0	465,2	593,7	2 598,8	14 151,0	67 326,0	102 300,0	112 188,8	136 525,0	178 920,0	206 670,3	273 956,4
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	169,1	378,4	435,3	1 094,4	2 361,3	57 178,1	78 300,0	97 875,1	78 581,0	103 032,5	126 051,6	173 150,7
4. Construction	281,4	291,7	319,8	1 441,2	12 541,8	51 233,6	85 500,0	93 572,1	104 497,0	159 445,4	205 193,9	270 658,6
3. SERVICES	986,8	2 395,4	3 151,0	14 887,2	89 089,5	275 547,2	496 900,0	630 832,5	718 149,0	950 233,2	1 174 087,4	1 593 758,4
1. Commerce de gros et de détail	577,3	1 434,1	1 796,1	8 686,9	54 255,6	146 015,3	297 100,0	362 831,8	396 372,0	530 081,4	653 267,5	878 673,6
2. Transports, entreposage et communications	97,3	221,4	280,6	1 380,8	9 443,0	57 170,6	70 800,0	88 909,2	94 426,0	128 679,5	165 213,1	232 919,7
3. Services marchands (1)	258,4	563,0	715,0	2 723,2	18 249,9	47 555,8	79 800,0	123 991,9	135 949,0	181 015,3	221 172,2	294 691,4
- dont services financiers	15,5	181,2	45,3	298,9	446,7	-6 710,1	-700,0	-8 526,0	876,0	27 170,6	50 021,8	76 061,3
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	53,8	177,0	359,4	2 096,3	7 141,0	24 805,5	49 200,0	55 099,6	91 402,0	110 457,1	134 434,5	187 473,7
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	2 887,2	7 842,9	9 839,1	51 723,9	295 331,5	1 381 439,7	1 891 300,0	2 249 003,8	2 534 454,0	3 303 309,1	3 943 779,9	5 043 890,3
Production imputée des services bancaires (-)	-15,9	-145,0	-55,9	-413,1	-1 826,3	2 445,0	-4 900,0	-1 436,8	37,0	-1 748,2	-1 154,6	-1 281,0
DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION	24,9	105,9	206,6	513,0	3 560,3	23 660,3	35 900,0	51 088,5	66 509,0	94 670,1	123 976,0	191 752,6
Produit intérieur brut au prix du marché	2 896,3	7 803,8	9 989,8	51 823,9	297 065,46	1 407 545,00	1 922 300,00	2 298 655,48	2 601 000,00	3 396 230,99	4 066 601,32	5 234 361,82

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

(1) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.6. CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)

	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PÊCHE	148 358,9	153 175,8	158 154,0
2. INDUSTRIES	97 432,0	101 830,5	105 712,1
1. Activités extractives et métallurgiques	50 643,7	51 075,8	52 376,6
2. Activités de fabrications	16 029,3	16 171,5	16 995,5
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	2 690,2	2 807,1	2 856,9
4. Construction	28 068,7	31 776,2	33 483,0
3. SERVICES	113 811,3	124 143,6	137 982,5
1. Commerce de gros et de détail	65 828,8	71 719,8	81 104,3
2. Transports, entreposage et communications	19 335,1	21 746,6	24 126,4
3. Services marchands (1)	21 693,2	23 319,8	24 940,2
- dont services financiers	619,2	694,8	760,7
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	6 954,2	7 357,3	7 811,6
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	359 602,2	379 149,9	401 848,6
Production imputée des services bancaires (-)	-1 576,3	-1 809,6	-2 045,6
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	7 934,9	9 045,7	10 762,2
Produit intérieur brut au prix du marché	365 960,77	386 386,0	410 565,1

(1) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.7. UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(en millions de CDF courants)

	2005 (e)	2006 (e)	2007(e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	1 929 124,175	2 504 481,550	3 520 508,230
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	724 612,876	882 498,346	952 729,377
3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE	679 861,027	841 683,870	1 003 506,712
4. VARIATION DES STOCKS	41 397,48	45 345,00	50 765,00
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	1 174 158,56	1 472 186,18	2 360 884,34
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	1 152 923,12	1 679 593,63	2 654 031,84
7. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	21 235,444	-207 407,445	-293 147,500
PRODUIT INTERIEUR BRUT	3 396 231,000	4 066 601,321	5 234 361,819

Tableau I.8 : UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(en millions de CDF aux prix de 2000)

	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	252 643,066	266 318,396	274 979,329
2. CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	33 278,00	36 859,05	41 844,37
3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE	68 000,00	74 631,96	83 826,36
4. VARIATION DES STOCKS	6 965,00	7 243,60	7 584,66
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	35 246,56	34 876,00	40 399,64
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	30 171,86	33 543,00	38 069,24
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	5 074,70	1 333,00	2 330,39
PRODUIT INTERIEUR BRUT	365 960,77	386 386,00	410 565,11

Tableau I.9: Compte des opérations courantes de l'Etat
(en millions de CDF courants) (1)

	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001 r	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(e)	2007(e)
EMPLOIS:												
Consommation publique r	178,9	614,3	1 017,5	4 594,8	22 288,5	69 654,7	99 954,4	215 603,2	275 710,2	304 834,4	403 385,7	403 385,7
Frais du personnel	47,5	150,6	387,5	2 041,1	7 398,6	24 195,7	27 944,9	60 469,2	100 208,7	142 242,1	195 339,5	195 339,5
Consommation de biens et services	131,4	463,7	630,0	2 553,7	14 889,9	45 459,0	72 009,5	155 134,0	175 501,5	162 592,3	208 046,1	208 046,1
Transferts courants	18,6	254,8	204,4	319,9	1 058,0	9 593,3	31 686,7	73 789,0	45 222,8	82 568,6	90 767,4	90 767,4
Subventions d'exploitation aux												
Entreprises	1,1	2,5	6,7	7,0	252,1	6 570,0	4 370,7	-	0,0	380,5	451,0	451,0
Transferts aux ménages	0,3	0,3	0,2	5,0	14,0	-	-	2 380,40	3 789,6	0,0	0,0	0,0
Transferts à l'extérieur	10,1	0,0	1,7	3,0	3,8	-	-	59 827,50	1 490,9	0,0	0,0	0,0
Intérêts de la dette publique	7,0	-	-	295,8	13,3	611,4	24 678,3	6 875,6	39 047,3	16 823,1	19 884,4	19 884,4
Autres transferts (n.d.a)	-	252,0	195,8	9,0	774,8	2 411,9	2 637,7	4 705,5	895,0	65 365,0	70 432,0	70 432,0
Prestations de la Sécurité Sociale	0,5	0,7	17,8	88,8	396,6	1 348,4	1 949,2	709,6	1 479,2	1 479,2	1 479,2	1 479,2
Epargne de l'Etat	-27,7	-150,3	-288,0	-1 695,7	-22 856,1	84 672,9	467 238,4	-3 411,7	7 260,4	104 128,3	26 266,5	31 054,4
TOTAL	170,2	719,4	951,7	3 307,8	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 010,5	521 898,9	526 686,7
RESSOURCES:												
Recettes ordinaires	163,2	463,3	621,7	2 648,3	-	97 296,6	244 296,6	257 868,0	245 661,5	442 226,5	468 366,3	468 366,3
Cessions de biens et services (2)	14,5	117,4	85,2	734,9	593,3	0,0	11 367,0	15 989,4	18 716,0	137 250,6	143 654,0	143 654,0
Impôts directs	101,8	100,7	228,9	817,5	-593,3	28 208,1	37 654,7	34 401,5	60 273,3	158 852,6	162 343,7	162 343,7
Impôts indirects	36,1	223,6	305,6	935,3	-	54 374,8	88 991,1	111 985,7	156 790,3	139 079,5	154 325,7	154 325,7
Intérêts et dividendes	0,9	10,2	2,0	157,4	-	13 151,1	96 984,7	9 538,3	8 121,7	5 287,3	6 231,0	6 231,0
Autres recettes ordinaires (3)	9,9	11,4	0,0	3,2	-	1 562,6	9 299,1	85 953,2	1 760,2	1 756,5	1 812,0	1 812,0
Transferts courants de l'extérieur	0,0	230,4	297,5	527,6	-	64 464,74	125 591,9	240 38,4	47 151,6	13 924,5	16 673,1	21 460,9
Cotisations à la Sécurité Sociale	7,0	25,8	32,6	131,9	887,0	3 507,9	230 940,2	4 783,7	36 859,5	36 859,5	36 859,5	36 859,5
TOTAL	170,2	719,4	951,7	3 307,8	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 010,5	521 898,9	526 686,7

Tableau I 10.: COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER DE L'ETAT
(en millions de CDF à prix courants) (1)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(e)	2007(e)
EMPLOIS:												
Formation brute de capital	11,0	131,7	24,2	554,0	5 170,80	25 028,30	44 300,0	45 516,8	23 255,2	28 321,0	34 000,0	34 000,0
Sur ressources intérieures	11,0	131,7	24,2	554,0	5 170,80	25 028,30	39 788,4	3 723,7	7 267,4	8 456,0	10 543,0	10 543,0
Sur ressources extérieures	-	-	-	-	-	-	4 511,6	41 793,1	15 987,8	19 865,0	23 457,0	23 457,0
Transferts de capital	-	-	-	-	-	16,00	-	-	-	-	-	-
Subventions d'équipement versées aux entreprises	-	-	-	-	-	16,00	-	-	-	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capacité(+)/Besoins(-) de financement	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	55 981,4	389 813,1	123 138,6	-1 823,2	75 807,3	-7 733,5	-7 733,5
TOTAL	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	434 113,1	168 655,4	21 432,0	104 128,3	26 266,5	26 266,5
RESSOURCES:												
Epargne	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	434 113,1	4 265,9	15 659,9	104 128,3	26 266,5	26 266,5
Transferts en capital reçus par l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	164 389,5	5 772,1	-	-	-
TOTAL	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	434 113,1	168 655,4	21 432,0	104 128,3	26 266,5	26 266,5

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N
(1) En milliers de CDF jusqu'en 1993.

Tableau I.11 : Formation brute de capital fixe
(en millions de CDF à prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)
Par agent:												
Secteur privé	425,4	100,6	217,0	1 118,0	17 685,8	26 960,6	64 179,5	72 057,1	121 215,2	171 263,7	193 587,3	0,0
Administrations publiques	11,0	131,7	24,2	325,4	5 170,8	25 028,3	44 300,0	45 516,8	76 989,6	108 777,8	143 086,3	0,0
Ménages	13,7	433,7	489,7	807,3	8 257,6	55 289,8	56 600,0	169 185,0	282 980,2	399 819,6	505 010,3	1 003 506,7
Total	450,2	666,1	731,0	2 250,6	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7
Par type de biens d'investissement:												
Matériels d'équipement	153,5	142,5	160,0	490,9	7 539,2	21 166,5	25 432,0	29 565,0	50 043,2	70 705,5	86 693,4	0,0
Bâtiments et travaux publics	288,2	496,5	543,2	1 373,9	19 085,3	86 008,6	97 568,0	198 625,4	333 365,0	471 007,7	584 128,6	0,0
Projets administratifs	0,5	2,2	0,0	280,6	2 934,0	103,6	39 552,8	56 754,0	96 237,0	135 972,2	168 926,0	199 998,9
Cheptels	7,9	24,9	27,8	105,1	1 555,7	0,0	2 526,7	1 814,6	1 539,8	2 175,6	1 935,9	803 507,8
Total	450,2	666,1	731,0	2 250,6	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7

(1) En milliers de CDF jusqu'en 1993.

Tableau I.12 : FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
(en millions de CDF aux prix de 2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 r	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)
Par agent:												
Secteur privé (1)	14 168,8	6 009,7	10 858,1	11 344,0	17 685,8	10 327,1	32 122,1	33 258,8	13 906,0	34 631,3	38 062,3	0,0
Administrations publiques	224,9	1 780,7	1 292,6	2 268,8	5 170,8	10 255,6	4 978,5	5 432,0	24 817,5	23 112,1	25 001,7	0,0
Ménages	5 847,4	16 916,3	21 199,2	7 310,6	8 257,6	11 971,1	12 345,0	12 637,0	19 519,6	10 256,6	11 568,0	0,0
Total	20 241,1	24 706,7	33 350,0	20 923,4	31 114,2	32 553,8	49 445,6	51 327,8	58 243,1	68 000,0	74 632,0	83 826,4
Par type de biens d'investissement:												
Matériels d'équipement	6 747,0	4 006,5	8 531,4	7 310,6	7 539,2	8 965,5	9 543,0	10 654,0	27 124,0	36 799,6	40 525,2	0,0
Bâtiments et travaux publics	13 044,3	19 587,3	23 525,9	12 982,6	19 085,3	22 147,4	22 321,0	22 677,8	27 692,1	28 306,9	31 345,4	0,0
Autres	449,8	1 112,9	1 292,6	630,2	4 489,7	1 440,9	17 581,6	17 996,0	3 427,0	2 893,5	2 761,4	0,0
Total	20 241,1	24 706,7	33 350,0	20 923,4	31 114,2	32 553,8	49 445,6	51 327,8	58 243,1	68 000,0	74 632,0	83 826,4

Tableau I.13 : COMPTE EXTERIEUR DE L'ECONOMIE
(en millions de CDF courants) (1)

	2000	2001r	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(e)	2007(e)
1. Exportations de biens et services	19 427,2	199 467,8	468 482,1	616 491,0	923 663,2	1 143 490,4	1 472 186,2	2 360 884,3
2. Importations de biens et services	20 026,5	216 960,4	412 852,9	778 693,5	1 094 386,0	1 335 841,7	1 679 593,6	2 654 031,8
Solde sur biens et services	-599,3	-17 492,6	55 629,2	-162 202,5	-170 722,8	-192 351,4	-207 407,4	-293 147,5
3. Rémunération des salariés reçues nettes du Reste du Monde	-31,4	0,0	-1 074,1	243,0	-3 185,9	-11 091,7	-12 543,0	-12 543,0
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	0,0	-88 020,1	-107 619,8	-72 738,5	-102 306,2	-134 001,3	-133 425,0	-133 425,0
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	0,0	48 783,0	165 241,1	210 478,5	173 988,3	220 080,7	213 456,0	213 456,0
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	-630,7	-56 729,7	112 176,4	-24 219,5	-102 226,6	-117 363,7	-139 919,4	-225 659,5
6. Transferts nets en capital	0,0	0,0	0,0	212 099,0	-25 686,1	-70 579,4	-70 579,4	-70 579,4
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	29 395,6	156 019,8	-47 357,2	75 053,1	132 132,9	-54 972,2	-54 972,2	-54 972,2
8. Achat d'actifs incorporels (3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	7 486,2	40 716,6	15 752,3	38 391,8	109 355,8	-47 077,7	-56 743,0	-56 743,0
Total du financement net	7 486,2	40 716,6	15 752,3	38 391,8	109 355,8	-47 077,7	-56 743,0	-56 743,0

(1) En milliers de CDF jusqu'en 1993

Tableau I.14.: EVOLUTION DES INDICES D'ACTIVITE ECONOMIQUE
(base 1990 = 100)

	2000	2001	2002	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006 (p)	2007 (p)
I. VOLUME DE PRODUCTION								
1. Production agricole ⁽¹⁾ r	102,3	101,6	97,6	102,5	134,8	138,7	142,9	134,8
2. Production agricole d'exportation ⁽¹⁾ r	43,8	41,9	49,3	66,8	74,0	99,5	90,2	142,2
3. Production minière et métallurgique	33,4	45,8	44,8	35,2	50,2	52,8	63,4	111,3
4. Production de pétrole brut	77,8	87,8	78,9	86,6	94,8	86,3	87,3	85,6
5. Production manufacturière (5)	100,0	91,0	94,9	101,6	112,9	117,7	116,9	121,3
6. Production de ciment	37,7	68,4	55,1	74,2	98,0	122,7	122,2	124,8
7. Production d'eau	89,8	102,6	98,7	101,6	108,2	109,2	112,4	115,1
8. Production d'électricité (8)	100,3	100,0	102,4	103,1	119,4	123,0	118,3	130,1
9. Evolution de l'emploi	35,2	33,5	...	...	...	...	...	...
II. VOLUME DE CONSOMMATION								
1. Consommation d'eau	77,2	86,5	87,0	81,1	91,8	91,1	96,7	95,3
2. Consommation intérieure d'électricité (8)	100,9	100,0	100,5	93,4	89,4	103,1	118,0	89,1
3. Consommation intérieure de ciment	33,5	37,0	50,5	72,2	88,9	123,4	133,7	141,5
4. Consommation des produits pétroliers	52,2	43,3	46,4	56,7	61,8	77,3	82,6	90,6
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT								
1. Manutention dans les principaux ports ^(r)	62,5	60,4	71,1	78,9	98,1	112,2	117,4	125,3
2. Trafic des marchandises et des personnes	39,6	47,9	53,2	57,2	62,8	69,4	77,2	87,0
IV. PRIX								
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers (1)	51 956,1	462 727,3	670 765,3	745 391,6	767 870,0	1 158 799,0	1 370 859,6	1 547 539,6
2. Indice des prix de détail aux machés de Kinshasa, B.C.C. (2)	78 899,6	421 685,0	451 980,9	510 207,7	530 619,0	645 072,5	798 297,0	877 842,4
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	104 114 076,6	123 948 488,8	161 052 458,4	186 204 214,1	249 673 469,6
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)	12 977 199,5	57 187 421,7	82 106 913,3	98 361 566,5	109 362 615,0	136 658 724,9	156 623 005,6	178 771 466,5
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ. (4)	46,2 (6)	220,0	324,2	395,6	408,6	531,7	570,8	742,2
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	100,0	100,3	93,2	77,6	83,3	95,9	109,6	125,3
V. Indice de volume du P.I.B. (6)	100,0	97,9	101,3	107,2	114,3	123,2	130,1	5,6

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Base : 1995 = 100

(2) Base : août 1995 = 100

(3) Il s'agit de l'indice moyen annuel, base: décembre 1993 = 100 .

(4) Base : novembre 1989 = 100

(5) Base : 2000 = 100 à partir de 1996

(6) Indice des prix réajusté sur base de l'actualisation des pondérations à partir du mois de décembre 2000.

(7) Non compris la consommation du ciment métallurgique

(8) Base 2001 = 100 à partir de 2000

Tableau I.15 : IMPORTATIONS ET ESTIMATION DE LA PRODUCTION COMMERCIALISEE DES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (p)	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006(p)	2007(p)
Production commercialisée:												
Manioc en cossettes	8 067	6 896	8 189	7 920	15 959	15 436	14 930	15 442	15 920	16 414	14 989	15 004
Tubercules (1)	194	223	83	77	417	406	396	409	422	435	489	417
Bananes plantains	557	273	448	442	527	481	486	502	518	534	488	489
Mais	381	351	452	446	1 184	1 169	1 155	1 194	1 231	1 269	1 155	1 156
Riz	213	172	121	118	338	326	314	325	335	346	456	516
Pois et haricots	56	37	26	25	123	116	109	112	116	120	119	123
Poissons frais	65	75	59	56	53	55	61	63	65	67	70	73
Viande	40	39	40	38	36	44	46	48	49	51	65	73
Légumes (2)	201	205	67	67	69	74	85	88	91	93	87	88
Fruits (3)	334	366	365	346	328	352	363	375	387	399	405	420
Importations:												
Mais	24	5	2	-	2	2	3	3,1	3,2	3,3	2,8	3
Riz	62	88	44	48	69	144	163	169	174	179	180	186
Poissons salés et fumés	10	7	5	2	2	3	5	5	5	5	5,4	6
Viande et abats	15	10	18	105	110	2	7	7	7	8	9	10
Blé	45	-	65	185	183	129	162	168	173	178	203	219

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames

(2) Feuilles de manioc et piments et poivre

(3) Tomates, bananes douces et autres fruits

Tableau I.16 : PRODUCTION VIVRIERE,ELEVAGE, SYLVICULTURE, PECHE ET CHASSE
(en milliers de tonnes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)	2004 (r)	2005 (r)	2006 (r)	2007(r)
I. CULTURES VIVRIERES	22 823	22 911	22 065	21 926	21 254	20 662	20 688	20 722	20 783	20 815	20 882
Céréales	1 560	1 621	1 592	1 572	1 545	1 520	1 521	1 523	1 515	1 515	1 525
Maïs grains	1 167	1 215	1 199	1 184	1 169	1 155	1 155	1 156	1 156	1 155	1 156
Riz paddy	355	363	350	338	326	314	315	315	315	316	316
Millet & sorgho	32	33	33	40	41	43	43	43	37	37	45
Blé & orge	6	10	10	9	9	8	8	9	6	6	9
Racines et tubercules	17 527	17 616	17 038	16 489	15 955	15 441	15 461	15 467	15 497	15 516	15 537
Manioc tubercules	16 973	17 060	16 500	15 959	15 436	14 930	14 945	14 951	14 974	14 989	15 004
Patate douce	247	256	246	237	228	220	223	224	230	233	237
Taro	72	59	60	62	64	65	66	66	66	66	66
Pomme de terre	88	88	88	90	91	91	92	92	93	93	94
Oignons, ails...	54	56	51	51	50	51	50	49	49	48	49
Igname	93	97	93	90	87	84	85	85	85	86	87
Légumes et légumineuses	597	598	579	577	576	566	570	572	591	589	605
Haricots	135	138	130	122	114	107	108	109	110	111	112
Vandzou	8	8	8	9	9	9	9	9	10	10	10
Feuille de manioc	277	280	281	283	287	285	285	286	298	294	306
Tomates	42	41	42	43	45	44	45	46	46	45	46
Piments et poivre	30	31	29	29	30	30	31	31	32	31	32
Autres légumes	105	100	89	91	91	91	91	91	95	98	100
Oléagineux	1 549	1 569	1 452	1 571	1 522	1 479	1 473	1 492	1 510	1 525	1 517
Arachides	400	412	396	382	369	355	360	364	368	369	369
Soja	7	9	10	11	13	14	14	15	15	16	16
Noix de palme (palmier à huile)	1 083	1 088	987	1 119	1 085	1 052	1 065	1 079	1 092	1 106	1 098
Autres oléagineux	59	60	59	58	56	57	34	34	35	35	35
Fruits	1 590	1 507	1 404	1 718	1 654	1 656	1 663	1 668	1 671	1 670	1 697
Bananes plantains	691	631	577	527	481	486	486	486	487	488	489
Bananes douces	318	318	315	312	313	313	314	313	314	314	315
Autres fruits	581	558	512	880	861	857	863	869	870	868	893
II. ELEVAGE	29 470	29 257	29 111	28 966	28 845	26 210	25 115	46 373	46 495	47 764	47 915
Bovins (en milliers de têtes)	1 039	987	967	947	927	765	688	838	837	835	833
Ovins (en milliers de têtes)	957	945	933	921	909	897	888	1 178	1 179	1 180	1 181
Caprins (en milliers de têtes)	4 286	4 255	4 225	4 195	4 165	4 004	3 964	5 608	5 617	5 625	5 633
Porcins (en milliers de têtes)	1 051	989	961	934	931	953	963	1 497	1 500	1 503	1 505
Volailles (en milliers de têtes)	22 137	22 081	22 025	21 969	21 913	19 592	18 612	37 252	37 363	37 476	37 588
Oeufs (en millions d'oeufs)	625	675	629	627	584	606	558	1 118	1 121	1 124	1 152
Lait (en millions de litres)	31	28	25	23	20	22	21	22	22	21	21
III. SYLVICULTURE	18 263	18 242	18 200	18 163	18 487	18 986	23 370	24 001	26 443	28 011	28 848
Bois de chauffage	17 659	17 624	17 589	17 554	17 864	18 346	22 504	23 112	25 432	26 887	27 694
Charbon de bois	604	618	611	609	623	640	866	889	1 011	1 124	1 154
IV. PECHE ET CHASSE	232	231	224	221	215	218	220	219	222	221	225
Poissons frais	142	140	133	131	125	128	130	131	134	132	136
Gibier	90	91	91	90	90	90	90	88	89	89	89

(1) Chiffres réctifiés à partir de 2000.

(2) Données estimées à partir de 1997.

Tableau I.17 : PRODUCTION AGRO-INDUSTRIELLE (tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)
PRODUITS												
PLANTES STIMULANTES												
Café robusta	62 067	53 998	46 978	40 764	36 945	32 058	48 087	32 050	32 020	31 990	31 960	31 930
exportations	44 486	18 897	30 408	22 311	14 421	5 587	6 078	3 537	4 406	4 309	3 666	8 070
Café arabica	11 908	10 360	9 013	7 841	6 822	7 065	4 622	5 128	5 123	5 118	5 916	
exportations	8 456	4 142	8 579	2 119	2 459	2 396	2 706	2 408	2 372	3 883	4 489	4 563
Cacao	7 576	7 235	6 909	6 565	6 562	6 235	5 749	5 710	5 670	5 630	4 149	5 550
exportations	3 468	3 295	3 131	2 975	2 827	2 397	2 617	1 216	1 386	1 289	950	885
Thé	3 431	2 951	2 438	2 182	1 953	1 774	1 388	1 560	1 716	1 570	1 378	1 980
exportations	1 559	1 341	1 153	991	...	...	...	...	...	...	...	...
Tabac	3 356	3 759	4 210	4 715	4 210	3 759	3 620	3 517	4 174	4 053	4 184	
BOIS												
Grumes (m³)	453 686	494 518	539 025	205 540	191 720	178 829	238 707	243 000	371 000	391 321	380 238	
exportations	121 551	97 830	105 248	40 133	16 478	14 437	16 854	60 626	92 829	117 844	150 505	213 308
OLEAGINEUX (1)												
Huile de palme	18 612	16 781	16 883	6 102	12 997	12 495	12 881	13 930	21 143	25 223	20 931	
exportations	1 150	237	49	18	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110
Huile de palmistes	1 722	1 901	2 099	1 670	1 512	1 369	1 231	1 108	1 001	1 77	212	403
exportations	861	360	611	486	159	719	313	696	603	111	128	253
Tourteaux de palmistes	8 539	8 124	7 729	7 353	6 995	6 654	6 987	6 995	7 345	7 515	7 694	7 954
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES												
Coton-fibres	9 051	9 142	9 234	8 772	8 333	7 916	7 520	7 144	6 787	6 401	6 034	5 663
Huile de coton	120	121	122	116	110	104	100	95	90	86	81	76
Tourteaux de coton	674	681	688	654	622	591	562	534	508	480	452	425
Fibres Urena-Punga	5 526	5 581	5 637	5 355	5 087	4 832	4 590	3 906	3 324	2 861	2 228	1 706
PLANTES MEDICINALES												
Quinquina	6 687	6 420	6 164	5 918	5 682	5 455	5 256	5 051	4 854	4 743	4 352	4 198
exportations	3 707	3 559	3 417	3 281	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC												
Caoutchouc	5 611	5 274	4 957	5 000	4 699	4 216	3 783	5 670	4 967	9 762	5 721	11 326
exportations	3 095	3 333	3 216	3 244	2 029	2 099	1 351	3 240	2 838	5 578	3 269	6 472
PLANTES INSECTICIDES												
Pyréthre	156	157	158	168	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES												
Canne à sucre	1 702	1 697 863	1 693 476	1 785 093	1 669 000	1 560 000	1 911 000	1 786 200	1 787 300	1 821 129	1 887 546	1 694 395
exportations	261	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée

Tableau I.18 : PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE

Produits	Unité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Cuivre	tonnes	37 658	38 236	31 225	30 821	37 845	26 311	16 359	18 995	26 389	99 121	235 742
dont : - Gécamines	tonnes	36 430	37 227	29 633	27 507	21 186	18 172	9 369	7 691	16 055	24 201	23 025
- Sodinico	tonnes	1 228	1 009	1 592	3 314	608	-	-	-	-	-	-
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	...	16 051	8 139	6 990	11 304	10 334	74 920	212 717
Zinc	tonnes	1 660	1 147	-	214	1014	828	4 886	5 067	15 110	33 784	11 925
Cobalt	tonnes	3 003	3 871	2 308	3 739	11 637	11 865	7 341	8 851	8 234	15 384	41 464
dont : - Gécamines	tonnes	3 003	3 871	2 308	3 739	3 463	1 780	1 358	1 412	934	738	730
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	...	8 174	10 085	5 983	7 439	7 300	14 646	40 734
Cassitérite totale	tonnes	232	...	...	...	...	...	1728	9545	8950	8439	14694
soit en étain contenu	tonnes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Or fin (1) r	kilos	394	151	622	1 382	1 512	2 154	819	1 202	2 244	254	122
Diamant	milliers de carats	21 977	26 083	20 116	16 006	18 198	22 503	26 981	29 502	32 214	28 949	28 270
dont : - MIBA	milliers de carats	6 419	6 831	4 788	4 640	6 160	6 021	6 746	7 350	5 375	2 914	973
- Sengamines	milliers de carats	...	...	...	...	195	306	1 094	506	...	...	...
- Artisanal (2)	milliers de carats	15 558	19 252	15 328	11 366	11 843	16 176	19 141	21 646	26 839	26 034	27 297
Charbon	tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombo-tantalite	tonnes	-	-	-	-	-	-	1 728	77	152	299	393
Pétrole brut	milliers de barils	10 146	9 444	8 650	8 459	9 380	8 425	9 246	10 119	9 216	9 009	8 816
Indice de la production minière et métallurgique (1990=100) r		42,4	42,7	35,9	33,3	35,9	46,1	50,6	56,8	62,3	62,9	63,6

1 Y compris la production artisanale.

2 Sur base des achats des comptoirs et du Service National.

Tableau I.19. PRINCIPALES PRODUCTIONS MANUFACTURIERES

Unité	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)	
Industries alimentaires :													
Lait pasteurisé	10 ³ litres	379	359	130	82 (e)	80	78	70	63	57	61	61	63
Farine de maïs	tonnes	13 157	11 455	17 400	18 874	12 327	11 945	12 500	13 081	13 690	13 867	14 332	14 762
Farine de froment	tonnes	123 381	131 571	113 433	88 679	117 244	90 070	88 095	154 373	184 914	184 100	185 738	179 070
Riz décortiqué	tonnes	313	320	327	315	304	293	200	193	186	178	168	173
Sucre	tonnes	72 000	64 375	56 628	73 375	72 037	57 739	63 187	73 896	80 871	88 950	90 792	93 516
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	63	115	128	66	332	661	793	90	45	161	164	169
Pain	tonnes	29 892	26 971	21 067	12 063	140 693	138 374	139 534	140 706	141 888	143 054	145 231	149 588
Graisses et huiles de table	tonnes	3 496	4 808	6 033	5 975	5 668	2 743	823	950	1 075	1 201	1 227	1 264
Huiles de palme	tonnes	18 612	16 781	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110
Margarine	tonnes	1 193	1 799	999	1 643	2 052	1 418	425	510	561	635	593	611
Aliments pour animaux	tonnes	53 329	52 928	47 712	32 670	39 830	36 251	29 001	26 101	24 796	22 427	21 768	22 421
Pêche lacustre	tonnes	2 141	1 372	879	878	875	848	963	933	904	875	845	871
Industries des boissons :													
Bières	10 ³ d'hl	2 322	1 717	1 613	1 447	1 710	1 566	1 348	1 572	2 033	2 523	2 617	2 951
Limonades et eaux gazeuses	10 ³ d'hl	678	680	776	745	805	713	764	987	1 295	1 557	1 245	1 296
Boissons alcooliques	hl	1 411	1 528	4 119	4 220	4 220	4 089	4 155	4 221	4 289	4 240	4 356	4 487
Industries du tabac :													
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	3 658	3 555	3 848	3 200	3 712	2 299	2 444	2 462	2 922	3 228	3 333	3 433
Industries de tissu, confection et bonneterie :													
Bonneterie	10 ³ de pièces	163	187	179	139	125	121	110	105	100	98	80	82
Couvertures	10 ³ de pièces	85	63	47	36	30	29	20	14	14	15	12	12
Sacs	10 ³ de pièces	6 467	5 938	5 406	6 994	9 822	8 081	7 053	6 156	5 373	5 314	5 287	5 446
Toiles d'emballages	milliers de m	263	189	136	100	90	87	13	12	10	11	11	11
Tissus de coton (écru, blanchis, teints)	milliers de m ²	31 712	10 568	1 563	3 028	2 361	2 353	3 454	1 291	1 052	1 079	620	267
Tissus imprimés	milliers de m ²	15 472	11 223	12 220	16 853	14 334	7 193	9 526	4 277	4 730	8 514	6 382	5 616
Tissus polyester	milliers de m ²	4 434	3 627	827	132	125	74	105	102	290	478	1 406	1 237
Filatures	tonnes	1 965	1 588	1 608	1 951	1 756	1 234	1 052	603	672	372	299	209
Industries des chaussures et cuirs :													
Chaussures	10 ³ de paires	1 758	1 742	1 609	848	952	1 347	1 482	855	941	58 778	35 297	21 178
Industries de la chimie de consommation :													
Savons	tonnes	28 280	25 702	29 212	25 506	28 287	25 159	15 000	16 588	19 340	21 316	7 970	8 209
Peintures, vernis, émaux	tonnes	133	214	206	169	151	67	71	92	101	117	38 290	39 439
Allumettes	cartons	47 778	58 932	79 915	75 473	53 433	89 151	98 066	107 873	110 030	117 287	121 144	124 779
Explosifs	tonnes	934	435	513	300	246	35	34	32	30	28	26	27
Acétylène	kilos	38 737	35 233	37 240	20 884	22 868	18 700	20 675	13 775	7 819	12 568	4 934	7 434
Oxygène	10 ³ de m ³	120	123	113	74	103	83	92	82	50	63	48	15
Chaux	kilos	...	...	...	55 873	51 705	20 315	31 789	26 938	16 733	25 135	12 140	8 994
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés													
Lubrifiants	litres	262 125	215 176	309 073	443 945	237 056	340 501	347 311	364 677	382 910	394 998	412 798	425 182
Industries du plastique :													
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	48	49	69	70	69	44	42	45	49	50	45	50
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	130	134	131	126	130	126	120	109	103	95	87	103
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	1 646	1 484	1 338	1 521	1 430	1 476	1 624	1 786	1 965	2 120	2 291	2 359
Industries des fabrications métalliques légères :													
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	415	399	497	110	105	102	95	89	89	82	79	88
Machettes et houes	10 ³ de pièces	273	304	245	208	199	146	151	156	162	167	172	161
Pelles et bêches	10 ³ de pièces	33	50	64	29	22	19	20	21	22	23	23	22
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	118	101	86	75	211	215	261	270	278	306	314	323
Articles de ménage émaillés	10 ³ de pièces	84	91	86	74	0	0	0	0	0	0	0	0
Articles de ménage en aluminium	tonnes	61	36	39	19	32	46	46	47	48	49	50	51
Valises et malles	pièces	128	473	144	96	98	152	129	135	135	127	130	133
Frigos & congélateurs	pièces	3	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Bouchons couronnes	10 ³ de pièces	542	405	447	358	388	391	426	411	535	545	600	618
Fûts métalliques de 30 litres	pièces	311	273	203	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fûts métalliques de 200 litres	pièces	18 442	10 544	11 486	8 289	3 081	0	0	0	0	0	0	0
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction:													
Imprimés	10 ³ de pièces	300	300	266	264	294	279	293	308	323	338	315	329
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton													
Papiers et cartons	tonnes	1 929	1 238	1 360	866	836	545	463	428	405	419	434	447
Papiers hygiéniques (1)	Sach. (30 roul.)	39 382	58 804	63 920	46 281	54 367	75 527	57 539	50 408	52 862	54 554	61 645	63 494

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo.

Tableau I.19 bis : INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT

	Unité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006 (p)	2007 (p)
Industries des fabrications métal. lourdes :												
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	471	373	492	304	398	359	378	380	403	393	386
Chaudronnerie	tonnes	324	118	108	100	102	170	187	175	217	241	178
Fonderie fonte et acier	tonnes	248	118	91	211	307	150	158	145	110	104	110
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	28	23	19	5	6	5	5	5	5	5	5
Industrie du matériel de transport :												
Réparations navales	pièces	43	35	33	49	25	26	28	30	28	32	27
Constructions navales	pièces	1	3	2	1	2	1	1	3	3	4	4
Automobiles (véhicules montés)	pièces	156	94	84	0	0	0	0	0	0	0	0
Industries des minéraux non métalliques :												
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	125	134	159	161	192	250	315	395	499	519	530,2
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	5	11	14	9	9	15	15	7	12	11	9
Produits en béton	tonnes	672	718	804	700	731	763	820	902	931	992	1 052
Carrelages	milliers de m ²	6	10	15	12	12	14	16	16	18	19	20
Fibro-ciment	milliers de m ²	56	70	44	104	100	128	132	136	149	160	165
Concassés	10 ³ de tonnes	239	249	260	191	185	194	203	205	210	223	229,7
Bouteilles	10 ³ de pièces	22 700	21 034	18 262	22 829	19 685	16 543	21 408	18 742	19 077	18 042	18 588
Industries de transformation de bois :												
Tranchages	m ³	7 714	7 396	6 428	4 307	4 175	3 340	3 250	2 951	3 114	3 780	2 867,2
Contreplaqués	m ³	1 442	1 382	1 395	843	817	654	620	603	624	715	591,3
Bois sciés	m ³	30 933	38 210	20 263	8 215	18 004	26 010	20 369	29 687	30 062	25 253	35 958,9
Placages	m ³	5 636	5 702	1 022	233	7	7	8 731	3 973	7 764	6 524	4 179,0
Matelas	106 de pièces	3 752	3 105	2 346	2 000	1 938	2 519	2 575	2 584	2 865	3 072	3 141
Stylo à billes	10 ³ de pièces	5 902	5 274	2 530	4 308	3 600	1 854	2 225	2 892	3 362	3 963	4 477
Menuiserie métallique	tonnes	121	118	90	65	60	60	55	54	54	60	61,8
Mobiliers métalliques	pièces	1 915	790	465	1 274	1 453	1 095	821	616	615	600	762,8

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo

Tableau I.20 : INDICE DE LA PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004(p)	2005(p)	2006(p)	2007(p)
A. INDUSTRIES DES BIENS												
DE CONSOMMATION	117,3	95,9	95,9	85,1	100,0	79,7	79,3	90,7	105,2	118,7	117,2	121,0
Produits alimentaires	79,9	76,4	67,8	65,7	100,0	86,1	87,3	94,5	128,5	153,0	133,8	137,8
Boissons	120,1	95,6	95	87,1	100,0	90,7	83,5	109,0	141,6	171,8	188,3	210,9
Tabacs	98,6	95,8	103,7	65,7	100,0	61,9	65,8 r	66,3	78,7	87,0	89,8	92,5
Confection et bonneterie,												
Tissage et impression de tissu	145,0	93,5	75,7	100,5	100,0	64,4	71,3	44,2	55,8	76,2	67,2	47,5
Chaussures et cuirs	158,9	165,4	161,3	89,5	100,0	152,9	157,9	89,8	98,8	115,7	67,7	64,1
Chimie de consommation	100,6	93,3	106,0	92,2	100,0	89,8	57,0	88,7	85,2	96,4	98,4	101,4
Fabrication des produits pétroliers raffinés		110,6	90,77	130,4	187,3	100,0	143,6	146,5	153,8	161,5	166,6	
Plastique	72,9	74,2	99,9	101,2	100,0	67,2	64,4	104,9	114,2	120,8	126,1	132,4
Fabrications métalliques légères	248,0	322,5	289,7	99,3	100,0	116,7	116,1	122,9	131,3	134,0	138,8	143,0
Edition, imprimerie et reproduction	102,0	102,0	90,5	89,8	100,0	94,9	99,7	104,7	109,9	114,8	107,1	112,5
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton		158,5	129,9	142,1	95,2	100,0	79,7	82,3	69,9	70,4	72,7	74,8
B. INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT	112,3	137,0	95,8	100,6	100,0	92,1	96,4	200,2	182,0	231,6	237,8	195,4
Fabrication métalliques lourdes	124,8	185,1	109	125,4	100,0	122,3	131,4	141,0	135,7	153,4	160,5	137,5
Matériel de transport	96,1	88,3	81,7	73,3	100,0	57,7	84,5	94,6	140,6	154,6	202,7	134,9
Minéraux non métalliques	146,8	85,0	92,8	106,8	100,0	115,2	118,0	140,8	150,1	171,8	176,4	181,7
Transformation de bois	265,2	210,9	219,2	166,2	100,0	116,9	197,9	720,8	475,6	723,0	615,0	534,8
Autres non classées à ailleurs	160,3	168,1	134,8	92,5	100,0	96,5	82,2	80,1	82,1	89,4	98,5	103,4
Indice global A+B	112,7	133,3	95,8	99,2	100,0	91,0	94,9	101,6	112,9	117,7	116,9	121,3

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques.

1. base 1990 = 100.

Tableau I.21 : PRODUCTION, EXPORTATION ET CONSOMMATION INTERIEURE DE CIMENT
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation de stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique (1)	Total prod_ciment	Exportation (2)	Consommation locale (3)	Total	
1990	459 878	-	459 878	40 936	417 637	458 573	1 305
1991	271 401	-	271 401	20 745	256 052	276 797	-5 396
1992	207 514	22 073	229 587	23 576	198 038	221 614	7 973
1993	151 309	10 434	161 743	23 480	142 046	165 526	-3 783
1994	154 411	11 315	165 726	29 199	148 974	178 173	-12 447
1995	195 461	13 107	208 568	14 515	197 331	211 846	-3 278
1996	240 790	15 219	256 009	7 623	231 035	238 658	17 351
1997	124 929	5 123	130 052	7 948	128 371	136 319	-6 266
1998	134 324	10 638	144 962	300	138 033	138 333	6 630
1999	158 837	14 025	172 862	22 704	150 781	173 485	-623
2000	160 709	8 218	168 927	27 167	135 467	162 634	6 294
2001	192 122	9 304	201 426	55 230	137 231	192 461	8 965
2002	233 943	15 766	249 708	61 660	187 257	248 917	791
2003	315 427	15 367	330 794	64 815	267 848	332 663	-1 869
2004	395 309	15 984	411 293	71 555	329 648	401 203	10 091
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	452 721	529 579	-5 580
2006	519 233	2 020	521 253	80 820	452 685	533 505	-12 252
2007	530 196		530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA)

(2) Uniquement ciment Portland normal

(3) Y compris ciment métallurgique

Tableau I.22 : PRODUCTION DE LA RAFFINERIE DE PETROLE (en tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Pétrole brut traité (1)	-	-	106 553	60 019	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Production totale	-	-	74 510	38 069	-	-	-	-	-	-	-	-
Gaz liquéfié (GPL)	-	-	332	139	-	-	-	-	-	-	-	-
Essence super	-	-	27 953	10 290	-	-	-	-	-	-	-	-
Jet JP1 et pétrole	-	-	16 660	7 041	-	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	-	-	29 565	20 599	-	-	-	-	-	-	-	-
Fuel oil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Consommation de la raffinerie + pertes	554	-	9 001	4 086	671	547	-	-	395	-	-	436
4. Ventes sur le marché intérieur	292 776	-	163 315	113 888	121 352	84 667	-	-	-	-	-	-
5. Exportations	7 981	-	11 712	28 104	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Variations de stocks des produits finis	-301 311	-	-77 475	-86 059	-122 023	-85 214	-	-	-	-	-	-

Source: SEP-Congo
(1) = 3 + 4 + 5 + 6

Tableau I.23 : CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS (en m³)

Produits	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Essence auto	160 943	160 764	163 470	156 806	154 249	129 840	129 624	156 927	172 449	209 545	224 298	250 655
Carburant aviation	153 746	125 288	126 605	98 552	93 776	97 743	126 869	139 502	158 045	198 928	254 565	210 241
Pétrole	11 680	11 820	14 259	8 998	5 978	1 954	1 034	5 601	5 031	13 139	11 277	6 504
Gasoil	224 334	195 090	200 956	162 154	161 524	129 140	145 873	170 897	183 761	232 175	251 075	280 220
Fuel oil	17 379	13 261	18 941	17 266	14 968	18 337	22 913	32 295	37 241	43 714	46 571	46 970
Huiles	4 922	3 403	3 422	2 291	72	-	893	1 884	1 551	1 988	2 430	1 809
G.P.L (Gaz)	110	68	66	98	80	23	22	-	-	-	-	-
Total	573 114	509 694	527 719	446 165	430 647	377 037	427 228	507 106	558 078	699 489	790 216	796 399

Source: SEP – Congo.

Tableau I.24 : **PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ELECTRICITE PAR PROVINCE**
(en milliers de Mwh)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I. Production brute (1)										
dont:										
centrales hydroélectriques	4 827	4 500	5 074	5 797	5 786	5 926	5 973	6 914	7 119	7 620
centrales thermiques	8	19	26	16	12	11	7	8	9	9
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	3 371	3 081	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	59	15	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	121	65	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	6	7	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	17	16	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	1 261	1 335	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	4 835	4 519	5 100	5 813	5 798	5 937	5 980	6 922	7 128	7 629
II. Consommation intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	1 833	1 557	1 832	1 951	...	...	...	...	...	...
dont: ville de Kinshasa	1 705	1 381	1 665	1 763	...	...	...	...	...	...
haute tension	23	-	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	969	693	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	713	688	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	40	14	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	78	46	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	8	17	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	6	6	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	1 192	1 182	1 160	1 142	...	...	...	...	...	...
- Ajustements (2)	656	243	771	1 303	31	...	...	...	...	...
Total	3 061	2 766	3 013	3 122	3 347	3 236	2 893	3 058	3 596	4 507
III. Exportations (3)	773	299	749	1 274	1 013	1 145	1 230	1 598	1 707	1 190
IV. Importations et Achats locaux (4)	43	55	18	6	12	9	27	21	21	22
V. Pertes (5)	1 044	1 509	1 356	1 423	1 450	1 565	1 884	2 287	1 846	1 954

Source: S.N.E.L.

1 I = II + III - IV + V non compris les autoproducteurs.

2 Conformément au tableau 26.

3 Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

4 En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

5 Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

TITRE II

LES FINANCES PUBLIQUES

Au courant de l'exercice 2007, le Gouvernement s'est efforcé de resserrer la gestion des finances publiques. Toutefois, il a dû relâcher sa discipline face aux réalités politiques et sociales. Des augmentations qui en sont résultées sont néanmoins restées inférieures à celles envisagées dans le budget 2007 révisé, adopté en juin par le Parlement.

Dans ce contexte, le Gouvernement a dû revoir sa programmation pour le reste de l'année 2007 à travers une augmentation des dépenses, notamment les salaires (0,4 % du PIB), et les biens et services (0,5 % du PIB). Cependant, afin de limiter les effets inflationnistes, cette augmentation devait être financée par un effort accru de mobilisation des recettes.

Au dernier trimestre, en raison de fortes pressions sur les dépenses, celles-ci se sont accentuées au-delà de leurs prévisions. Ainsi, l'accroissement imprévu des dépenses courantes, notamment celles en rapport avec la souveraineté et la sécurité ainsi que les transferts aux régies financières et aux provinces dans les deux derniers mois de l'année, a creusé le déficit budgétaire dont la monétisation a engendré le dérapage constaté à la fin de l'exercice sous examen.

La dégradation de la situation budgétaire est attestée par un ratio

Déficit sur le 1,1 % et ce, malgré une relative performance des recettes internes.

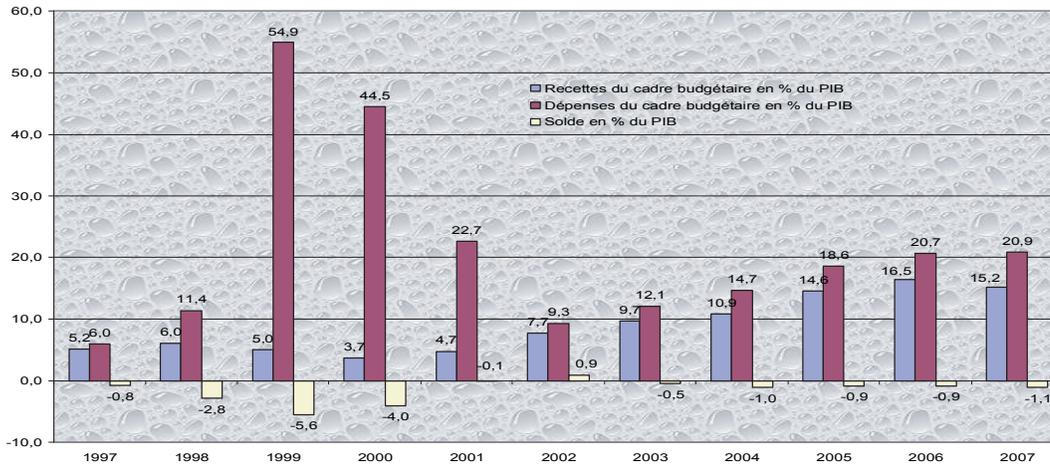
Concernant l'importance des finances Publiques dans l'économie, il s'est avéré qu'elle a connu une évolution contrastée. En effet, les principaux indicateurs qui entrent en ligne pour l'apprécier ont été soit en hausse, soit en baisse selon le cas.

D'une part, le rapport entre les dépenses publiques et le Produit Intérieur Brut commercialisé qui renseigne sur la part de l'activité économique soumise à l'affectation publique est descendu de 30,8 % en 2006 à 18,4 % en 2007. En d'autres termes, l'expansion des dépenses publiques a été moins forte que l'accroissement du Produit Intérieur Brut commercialisé à prix courant.

D'autre part, la charge fiscale brute a été de 11,6 % contre 11,4 % en 2006. La hausse de la pression fiscale sur le commerce extérieur est à la base de cette évolution. En effet, la charge fiscale sur les activités extérieures est passée de 4,0 % à 4,6 % d'une année à l'autre. En revanche, celle se rapportant aux activités intérieures a été de 7,0 % contre 7,3 % l'année précédente, en dépit du bon rendement de l'impôt sur les biens et services. La charge fiscale nette est demeurée inchangée, se situant à 11,2 % comme en 2006.

S'agissant des contributions des Administrations publiques à la formation brute du capital fixe et aux revenus des ménages, elles ont enregistré des évolutions divergentes, se situant respectivement à 8,0 % et 9,0 % contre 31,5 % et 8,1 % en 2006.

GRAPHIQUE 7 IMPORTANCE RELATIVE DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE
DANS L'ECONOMIE ⁽¹⁾



(1) Cfr. Tableaux II.7 et II.8.

CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Trois périodes ont marqué l'exécution des opérations du cadre budgétaire au cours de l'année 2007.

La première, couvrant les deux premiers mois de l'année, révèle d'importants déficits atteignant 23,1 milliards de CDF.

La deuxième période, s'étalant de mars à septembre, est caractérisée, hormis les mois de juillet et d'août clôturés par un déficit de 8,7 milliards, par l'accumulation d'excédent de 73,4 milliards de CDF. Au total, les excédents nets du Trésor à fin septembre se sont chiffrés à 41,7 milliards de CDF.

La troisième période, allant d'octobre à fin décembre laisse apparaître un dérapage du cadre budgétaire consécutif aux causes tant conjoncturelles que cycliques que connaissent les Finances Publiques.

Les causes conjoncturelles tiennent au retournement brutal de la position budgétaire du fait d'importants écarts notés dans les réalisations entre les assignations des régies et les dépenses intérieures.

Les causes cycliques mettent en exergue le caractère récurrent des évolutions défavorables de la situation financière de l'Etat, en particulier, au dernier trimestre de chaque année sous l'effet de plusieurs facteurs, dont :

- Les pressions budgétaires résultant des revendications salariales des différentes catégories socio-professionnelles (Enseignants, Infirmiers, Magistrats, ...)
- La concentration des paiements sur le quatrième trimestre suite aux fêtes de fin d'année : Règlement paiements des prestataires des biens et services, libérations

des étrennes, fonds de ménage, constitution des provisions, règlement de tous les arriérés au titre de rétrocession aux régies financières et aux EAD, ainsi que des primes de motivation.

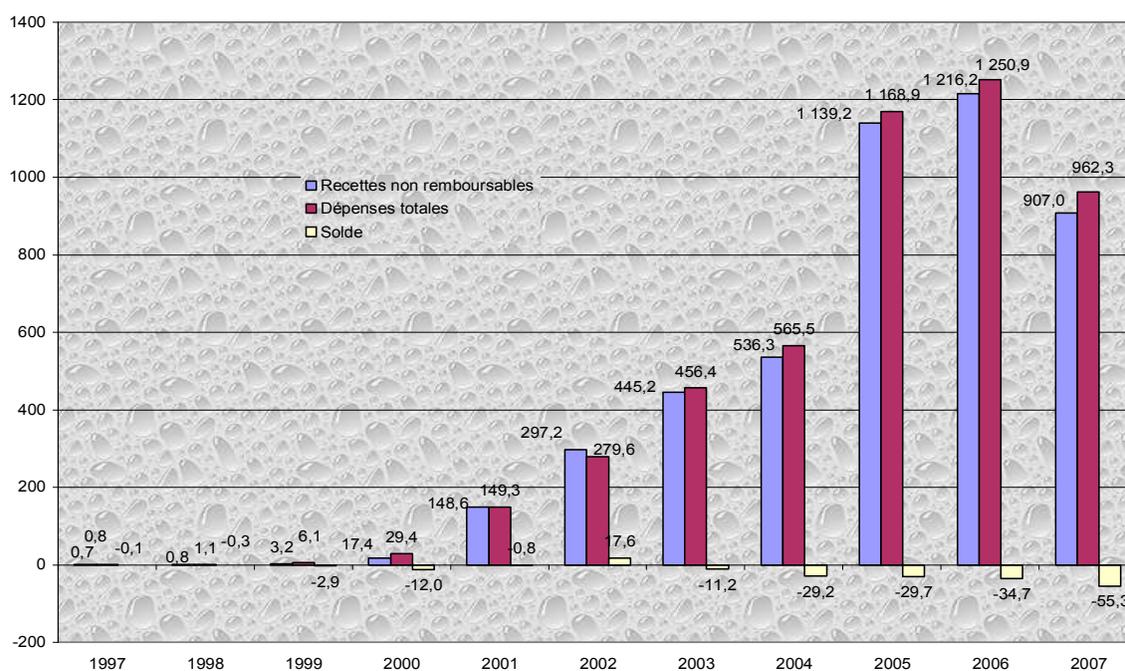
L'accélération des dépenses publiques qui en résulte n'est pas compensée par une évolution correspondante des recettes. Elle aboutit plutôt à la résurgence des déficits périodiques. Ainsi, les opérations du Trésor, au cours de l'année 2007, se sont-elles soldées en net par un mali de 55.269,4 millions de CDF, financé par le système bancaire !

Tableau II.1. OPERATIONS INTEGREES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ⁽¹⁾

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Ajustements statistiques (c)	Dépenses en capital (d)	Prêts nets (e)	Besoins de financement (f)=(a)-(b)+ (c)-(d)-(e)
1997	726 620,1	658 307,3	-204 177,0	131 228,9	0,0	-267 093,1
1998	802 198,0	1 061 107,0	32 737,0	24 839,0	0,0	-251 011,0
1999	3 165 814,0	5 237 403,0	256 625,0	819 958,0	0,0	-2 634 922,0
2000	17 419 403,0	26 595 935,0	1 445 470,0	2 809 103,0	0,0	-10 540 165,0
2001	148 551 292,0	126 548 576,0	2 038 330,0	22 799 689,0	0,0	1 241 357,0
2002	297 200 978,0	224 857 298,0	5 181 200,0	54 735 776,0	0,0	22 789 104,0
2003	445 225 390,0	277 970 253,0	2 394 546,0	178 474 238,0	0,0	-8 824 555,0
2004	536 321 997,0	425 120 052,0	50 305 873,0	140 407 203,0	0,0	21 100 615,0
2005	1 139 225 210,0	739 174 892,0	-13 193 085,0	429 756 583,0	0,0	-42 899 350,0
2006	1 216 224 246,0	952 857 081,0	9 405 298,0	298 075 918,0	0,0	-25 303 455,0
2007	906 981 600,0	859 152 672,0	33 469 746,0	103 098 330,0	0,0	-21 799 656,0

(1) Cfr. Tableau II.8

GRAPHIQUE 8 : OPERATIONS INTEGREES DE L'ETAT ⁽¹⁾



(1) Cfr. Tableau II.1. (Besoins de financement sans ajustement).

I. RECETTES

1. Recettes courantes

De 761.267,0 millions de CDF, les recettes courantes ont été mobilisées en deçà de l'objectif de 883.482,6 millions. Rapportées au PIB, elles ont représenté 14,5 %. Cette contre-performance est essentiellement imputable aux recettes non fiscales qui ont enregistré une moins value de 36,1 %. En effet, le faible taux de réalisation de cette catégorie des recettes tient notamment à la non application de certaines dispositions du code minier et à la non réalisation de la vente d'une licence à un opérateur oeuvrant dans le secteur de télécommunication.

Hormis la moins value observée au niveau de la rubrique « Autres recettes fiscales », toutes les autres rubriques des recettes fiscales ont enregistré des plus values à la suite du bon encadrement des échéances fiscales, de la mise en œuvre du contrat de vérification avant embarquement des marchandises importées ainsi qu'au renchérissement du baril de pétrole sur le marché international. Rapprochées aux réalisations de l'année 2006, toutes les rubriques ont connu des évolutions positives : s'agissant des recettes mobilisées sur les activités intérieures, elles ont enregistré un accroissement de 43,4 %, se chiffrant à 521.934,1 millions de CDF contre 364.084,4 millions l'année précédente.

Quant aux recettes provenant du commerce extérieur, elles ont progressé de 46,1 % par rapport à l'année précédente, passant de 163.804,6 millions à 239.332,9 millions en 2007. Cette augmentation aurait été plus importante n'eussent été les interruptions de travail à la suite de l'irrégularité dans le paiement des salaires et autres avantages du personnel de l'OFIDA.

Enfin, l'importance relative des recettes du commerce extérieur et de celles des impôts sur biens et services a continué à se consolider. Par contre, les recettes non fiscales ont connu une évolution contrastée comme l'illustre le tableau II.2 ci-dessous :

Tableau II.2. : IMPORTANCE RELATIVE DES DIFFERENTES CATEGORIES DES RECETTES COURANTES ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Recettes fiscales	92,6	92,9	86,7	66,1	70,9	67,7	69,1	76,2
- Recettes des impôts sur le Commerce extérieur	22,9	32,7	28,9	24,2	27,4	24,1	24,5	30,2
- Recettes des impôts sur les revenus	15,9	24,7	19,1	15,5	17,3	11,1	19,2	20,3
- Recettes des impôts sur les biens et services	22,1	21,7	21,5	23,6	23,6	21,6	21,1	24,3
- Autres recettes fiscales	31,7	13,8	17,2	2,8	2,6	10,9	3,5	1,4
2. Recettes non fiscales	7,4	7,1	13,3	11,5	11,5	11,5	9,8	19,7
3. Recettes exceptionnelles	-	-	-	22,4	17,6	20,8	21,1	4,1
TOTAL	100,0							

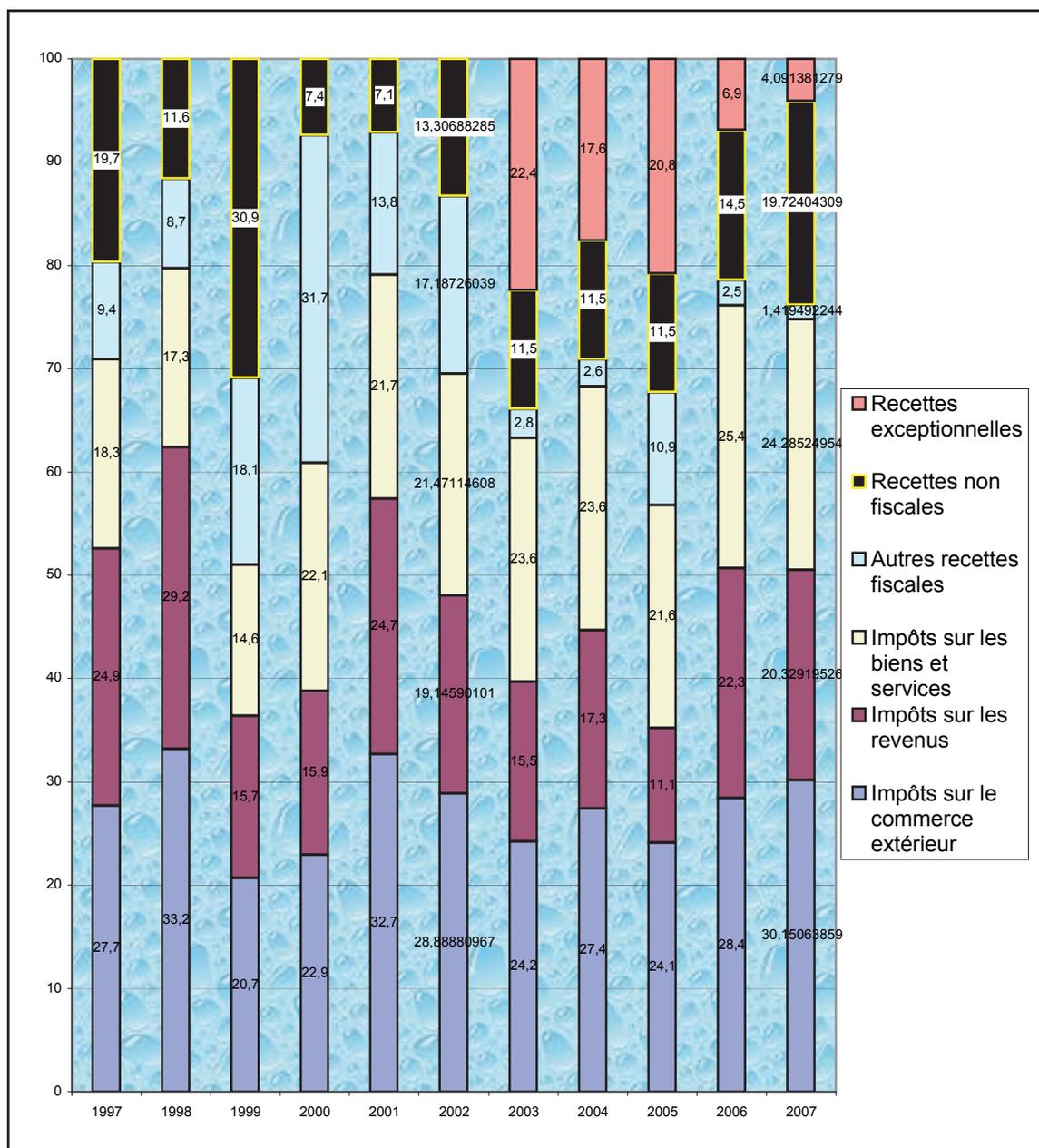
(1) Cfr. Tableau II.10

1.1. Recettes fiscales

1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les ressources publiques tirées du commerce extérieur ont atteint 4,6 % du PIB, soit 239.332,9 millions de CDF contre 221.127,6 millions prévus dans le budget de l'Etat. Rapprochées aux réalisations de 2006 chiffrées à 163.804,6 millions, elles se sont accrues de 46,1 %. La bonne tenue de ces recettes est imputable principalement à l'effort de l'administration des douanes appliquant le contrat de vérification avant embarquement des marchandises importées en République Démocratique du Congo.

GRAPHIQUE 9. IMPORTANCE DES DIFFERENTES CATEGORIES DES RECETTES ⁽¹⁾



(1) Cfr. Tableau II.2.

Ainsi, les recettes des droits de sortie, dont plus de la moitié proviennent des prélèvements sur l'exportation des produits minéraux, ont totalisé 8.679,1 millions de CDF contre 9.630,5 millions en 2006, soit une régression de 9,9 %. Par rapport aux assignations budgétaires prévues à 8.742,9 millions de CDF, elles accusent une baisse de 0,7 %. Cette moins value est imputable à l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires (ICA) à l'exportation ainsi qu'à la baisse de la taxe statistique. De plus, en dépit de la fiscalisation de l'exportation de l'énergie électrique par la loi n°003/03 du 13 mars 2003, les droits de sortie dus par la SNEL sur ce produit ne sont toujours pas payés au Trésor.

Par contre, les recettes des droits d'entrée sont passées de 154.045,2 millions de CDF en 2006 à 230.595,8 millions en 2007. Rapprochées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 212.304,5 millions, elles alignent un taux de réalisation de 108,6 %.

1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

Les impôts sur les revenus dont l'assiette est constituée des revenus des personnes physiques et les bénéficiers des sociétés et des entreprises, se sont établis à 161.371,2 millions de CDF, contre une prévision de 135.741,9 millions, soit un taux de mobilisation de 118,9 %. Rapprochées aux résultats de 2006 chiffrés à 128.774,2 millions, ces recettes ont connu une progression de 25,3 %. Cette hausse résulte principalement des augmentations de salaires, de l'encadrement efficace des échéances fiscales et de l'intensification de la campagne de vérification des déclarations d'impôts sur les revenus. Cependant, le rapprochement de ces recettes au PIB montre un léger repli par rapport à 2006, soit 3,1 % contre 3,2 %.

Les recettes perçues sur les revenus des personnes physiques sont passées de 49.694,3 millions de CDF à 71.933,5 millions d'une année à l'autre, en hausse de 44,8 %. En ce qui concerne les recettes recouvrées sur les bénéficiers des sociétés et des entreprises, elles se sont élevées à 89.407,6 millions de CDF contre 79.076,3 millions, soit une progression de 13,0 %.

1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Les recettes provenant des droits de consommation, de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur et de la marge distribuable se sont chiffrées à 192.774,0 millions de CDF contre une prévision de 159.036,8 millions, soit une plus value de 21,2 %. Par rapport aux réalisations de 2006 situées à 146.300,9, elles se sont accrues de 31,8 %. Cette évolution est consécutive au réajustement de l'ICA sur tous les produits.

L'ICA à l'intérieur est demeuré la source prédominante des impôts sur les biens et services. Il a représenté 57,2 % de recettes fiscales sur les biens et services contre 46,2 % l'année précédente. La part des droits de consommation, qui était de 24,3 % en 2006 est descendue à 21,0 %. En ce qui concerne la marge distribuable, elle est passée de 29,1 à 21,1 % d'une année à l'autre.

1.1.4. Autres recettes fiscales

Les autres recettes fiscales, constituées des impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs, de ceux sur le patrimoine et des postes divers, ont atteint 11.267,8 millions de CDF contre 23.221,6 millions en 2006, soit une diminution de 51,5 %. Rapprochées aux assignations budgétaires de 122.463,4 millions de CDF, elles ont connu un taux de réalisation de 9,2 %.

A l'instar de l'exercice 2006, la contraction enregistrée au niveau de cette catégorie des recettes est essentiellement attribuable à la rubrique « Divers » qui s'est effrité à concurrence de 98,3 %. Cette rubrique enregistre notamment les recettes sur les perceptions diverses de l'OFIDA ainsi que les ventes des imprimés, les amendes et pénalités sur autres revenus mobilisés par la DGI.

S'agissant de recettes des impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs, elles ont augmenté de 127,5 %, passant de 3.052,6 millions de CDF à 6.944,8 millions d'une année à l'autre. Cette évolution s'explique par l'élargissement de l'assiette.

1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales perçues par les différents services de l'Etat n'ont été réalisées qu'à concurrence de 63,9 % des prévisions qui les situaient à 245.118,2 millions de CDF. Cette contre-performance tient essentiellement à la non réalisation de la vente d'une licence dans le secteur de Télécommunications, ainsi qu'à la non application de certaines dispositions du code minier.

Cependant, rapprochée aux réalisations de 2006, cette catégorie des recettes a enregistré une augmentation de 138,0 %, passant de 65.787,7 millions de CDF à 156.567,6 millions, représentant respectivement 1,6 % et 3,0 % du PIB. Cette évolution est expliquée par le bon comportement des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participation impulsées essentiellement par les services des PTT et le cadastre minier, l'augmentation des recettes du portefeuille et celles de redevances pétrolières à la suite de la hausse du prix du baril sur le marché international.

2. Recettes exceptionnelles

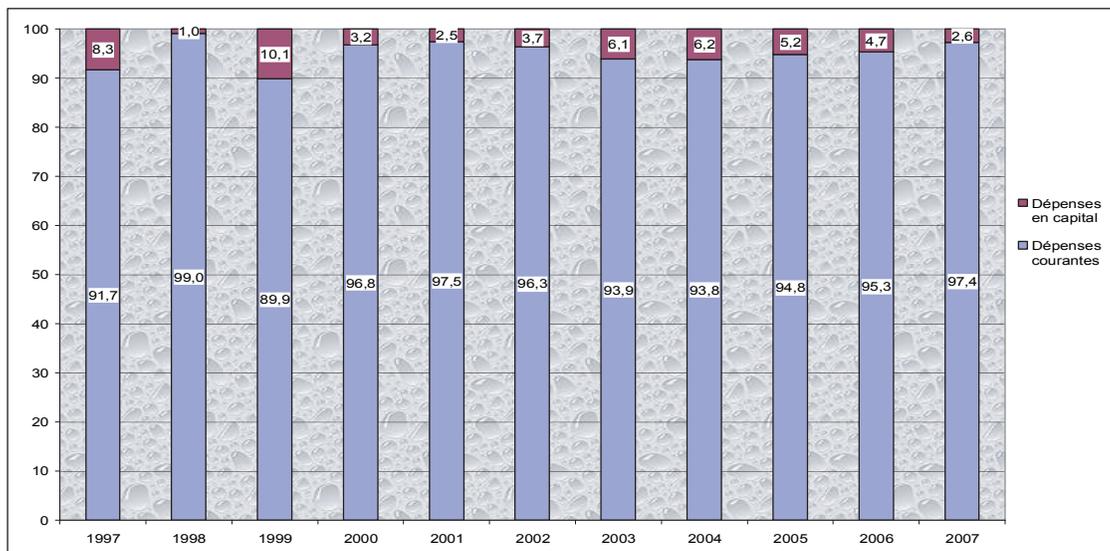
Les recettes exceptionnelles se sont établies à 32.477,0 millions de CDF, soit 0,6 % du PIB contre 141.278,4 millions en 2006, soit un repli de 77,0 %. Cette situation est expliquée par le fait que la RDC n'est pas dans un programme formel avec les institutions financières multilatérales. Rapportées aux prévisions budgétaires, ces recettes, constituées uniquement des dons projets, ont atteint 32.477,0 soit 6,7 %.

II. DEPENSES PUBLIQUES

Au cours de l'exercice sous revue, l'exécution des dépenses de l'Etat a représenté 16,2 % du PIB en 2007 contre 17,3 % en 2006. Les dépenses sont passées de 703.876,2 millions de CDF en 2006 à 849.060,0 millions en 2007, soit une hausse de 20,6 %. Rapportées aux prévisions arrêtées à 1.233,0 millions de CDF, elles ont été exécutées à 68,9 %.

Les dépenses courantes ont représenté 97,4 % et les dépenses d'investissement 2,6 %, du total des dépenses.

GRAPHIQUE 10. STRUCTURES DES DEPENSES PUBLIQUES ⁽¹⁾
(en pourcentage)



(1) Cfr. Tableau II.8

1. Dépenses Courantes

Le poids des dépenses courantes a été moins important en 2007 qu'en 2006. En effet, la part desdites dépenses dans le PIB s'est située à 15,8 % 2007 alors qu'elle était de 16,5 % en 2006.

Il est à noter que le rythme de décaissement des dépenses liées aux rémunérations, des biens et services ainsi qu'aux transferts et subventions s'est accéléré au cours du dernier trimestre de l'année.

Rapprochées aux prévisions budgétaires qui situaient les dépenses courantes à 1.168,0 millions de CDF, elles ont été exécutées à hauteur de 70,8 %.

1.1. Analyse des dépenses par nature

1.1.1. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, qui se rapportent aux rémunérations et aux biens et services consommés par l'Etat, se sont chiffrées à 544.041,0 millions de CDF contre 403.385,7 millions l'année précédente, soit une augmentation de 34,9 %. Rapportées au PIB, elles ont représenté 10,4 %.

Les débours de l'Etat au titre de rémunérations ont totalisé 300.986,0 millions de CDF contre 195.339,5 millions une année auparavant, soit une progression de 54,1 %. Cette évolution est due essentiellement aux augmentations des salaires intervenues au dernier trimestre de l'année et visant l'apaisement des tensions sociales. Il convient de souligner que le débours en rapport avec cette rubrique a été conforme aux prévisions.

Les dépenses liées à l'acquisition des biens et services ont augmenté de 16,8 %, passant de 208.046,1 millions à 243.055,0 millions d'une année à l'autre. Cette expansion a concerné toutes les rubriques.

1.1.2. Intérêts sur la dette publique

Les paiements d'intérêt sur la dette publique ont atteint 34.396,0 millions de CDF en 2007 contre 113.097,3 millions en 2006. La charge financière sur la dette intérieure a représenté 83,5 % de la charge financière totale. Ce montant a servi à payer les intérêts sur le découvert journalier du Compte Général du Trésor.

Les décaissements se rapportant aux paiements d'intérêt sur la dette extérieure sont passés de 95.273,8 millions de CDF en 2006 à 5.676,0 millions en 2007, soit une baisse de 94,0 %. La suspension du paiement du service de la dette auprès du Club de Paris explique en grande partie cette situation.

1.1.3. Subventions et transferts

En 2007, les dépenses effectuées au titre des subventions et transferts ont totalisé 248.238,7 millions de CDF, contre 154.467,6 millions, une année auparavant, soit une augmentation de 60,7 %. Le rapprochement au PIB indique un taux de 4,7 %.

Les bénéficiaires les plus importants des subventions et transferts ont été les organismes publics (93,1 %) et les ménages (6,3 %). Par ailleurs, il a été noté des fortes augmentations de décaissement en faveur des EAD, des régies financières ainsi que des pensions civiles et militaires. L'accroissement de cette dernière rubrique résulte essentiellement de la progression des effectifs des pensionnés.

2.2. Analyse des dépenses par service

L'analyse par service des dépenses courantes met en évidence une concentration des consommations des crédits budgétaires au niveau des services communs, des Ministères des Finances et de la Défense Nationale ainsi que des Institutions politiques.

En effet, les dépenses destinées à couvrir le fonctionnement des services communs ont représenté 65 % du total des dépenses. La différence a été absorbée par les Ministères des Finances (9,2 %), la Défense Nationale (8,2 %) et les Institutions politiques (7,2 %). Tous les autres ministères ont totalisé 10,4 %.

Les charges relatives aux services communs sont constituées essentiellement des dépenses à paiements centralisés (carburant, eau, électricité, communications et rémunérations), soit 58,6 %, des transferts en faveur des villes et des provinces (9,0 %) ainsi que du paiement de la dette (6,4 %).

TABLEAU II.3. STRUCTURE DES DEPENSES COURANTES PAR MINISTERE ET INSTITUTION ⁽¹⁾

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Services communs	79,5	50,7	51,5	79,4	58,4	62,8	74,7	78,3	65,0
Institutions politiques	1,9	7,3	22,6	10,0	16,3	9,9	7,7	6,6	7,2
Finances	0,3	2,2	2,6	1,3	5,7	5,7	4,5	4,5	9,2
Défense Nationale	12,2	12,9	8,1	3,4	10,9	8,9	6,9	4,6	8,2
Affaires Etrangères	0,3	0,2	1,0	1,1	0,1	1,7	1,3	1,1	0,6
Travaux Publics	1,3	0,3	0,7	0,3	0,4	0,2	0,2	0,1	0,0
Education Nationale	0,4	0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	2,1
Autres Ministères	4,1	26,3	13,2	4,2	7,8	10,4	4,4	4,5	7,7
TOTAL	100,0								

(1) Cfr. Tableau II.19.

1. Dépenses en capital

En 2007, les dépenses d'investissement ont baissé de 32,0 %, passant de 32.925,6 millions de CDF en 2006 à 22.384,3 millions. Cette contraction a concerné aussi bien les infrastructures sociales et collectives que les équipements des administrations. En effet, ces dépenses ont reculé respectivement de 6.307,1 millions de CDF et de 5.390,7 millions. Cependant, il a été noté une augmentation des dépenses des infrastructures économiques.

Rapprochées au PIB, les dépenses d'investissement ont représenté un taux de 0,4 % contre 0,8 % en 2006. A l'instar des années passées, la totalité des dépenses d'investissement a été affectée aux investissements directs.

Comparées aux prévisions budgétaires arrêtées à 65.024,6 millions de CDF, cette catégorie des dépenses n'a été exécutée qu'à concurrence de 34,4 %. La faiblesse des ressources affectées aux investissements publics ainsi que l'absence d'un programme formel expliquent cette situation.

L'analyse par ministère des dépenses d'investissement révèle que la part la plus importante des investissements, soit 21,6 %, a été absorbée par le Ministère de la Défense Nationale.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les besoins de financement de l'Etat, après ajustement, ont diminué de 13,8 %, s'établissant à 21.799,7 millions de CDF contre 25.303,5 millions une année auparavant. En conséquence, il en est résulté une contraction du financement monétaire du Trésor. Rapporté au PIB, les besoins de financement du Trésor ont représenté 0,4 % contre 0,8 % en 2006.

TABLEAU II.4. : BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

Année	Solde des opérations du cadre budgétaire	Ajustement statistique	Besoins de financement
1997	-62 916,0	-204 177,0	-267 093,0
1998	-283 748,0	32 737,0	-251 011,0
1999	-2 891 547,0	256 625,0	-2 634 922,0
2000	-11 985 635,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	-796 973,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	17 607 904,0	5 181 200,0	22 789 104,0
2003	-11 219 101,0	2 394 546,0	-8 824 555,0
2004	-29 205 258,0	50 305 873,0	21 100 615,0
2005	-29 706 265,0	-13 193 085,0	-42 899 350,0
2006	-34 708 753,0	9 405 298,0	-25 303 455,0
2007	-55 269 402,0	33 469 746,0	-21 799 656,0

(1) Cfr. Tableau II.8

Comme illustré dans le tableau ci-après, ce besoin de financement a été couvert totalement par les avances reçues du système bancaire.

TABLEAU II.5. : COUVERTURE DES BESOINS DE FINANCEMENT DES
OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

Année	Organismes monétaires	Variation de l'endettement intérieur non monétaire	Moyens de financement totaux
1994	1 515,6	0,3	1 515,9
1995	-462,5	-66,7	-529,2
1996	35 444,5	0,5	35 445,0
1997	267 092,5	0,5	267 093,0
1998	251 011,0	-	251 011,0
1999	2 634 922,0	-	2 634 922,0
2000	10 540 165,0	-	10 540 165,0
2001	-1 241 357,0	-	-1 241 357,0
2002	-22 879 104,0	-	-22 879 104,0
2003	8 824 555,0	-	8 824 555,0
2004	-21.100.615,0	-	-21.100.615,0
2005	42 899 350,0	-	42 899 350,0
2006	25 303 455,0	-	25 303 455,0
2007	21 799 656,0	-	21 799 656,0

(1) Cfr. TABLEAU II.26

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Les opérations à financement extérieur spécifique se rapportent aux activités de l'Etat qui se réalisent en dehors du cadre budgétaire. On y distingue les recettes de transfert d'origine extérieure ainsi que les dépenses sur les donations.

En 2007, ces opérations se sont chiffrées à 1.412,7 millions de USD contre 1.161,3 millions en 2006, soit une augmentation de 21,6 %. Exprimées en francs congolais, elles sont passées de 547.056,8 millions de CDF à 729.965,5 millions d'une année à l'autre.

I. RECETTES

En 2007, les partenaires bilatéraux ont financé des activités et des projets pour 390,3 millions de USD, soit 27,6 % du total des donations tandis que les organismes internationaux ont contribué pour 1.022,4 millions, soit 72,4 %. Parmi les partenaires bilatéraux, le Royaume uni vient en première position avec 116,5 millions de USD (29,8 %), suivie du Royaume de Belgique 67,3 millions de USD (17,2 %) et du Pays Bas avec 65,8 millions de USD (16,9 %).

S'agissant des partenaires multilatérales, les Nations Unies, l'Union Européenne et La Banque Mondiale ont été les seuls donateurs, avec des contributions respectives de 435,4 millions de USD, 388,1 millions de USD et 198,5 millions de USD.

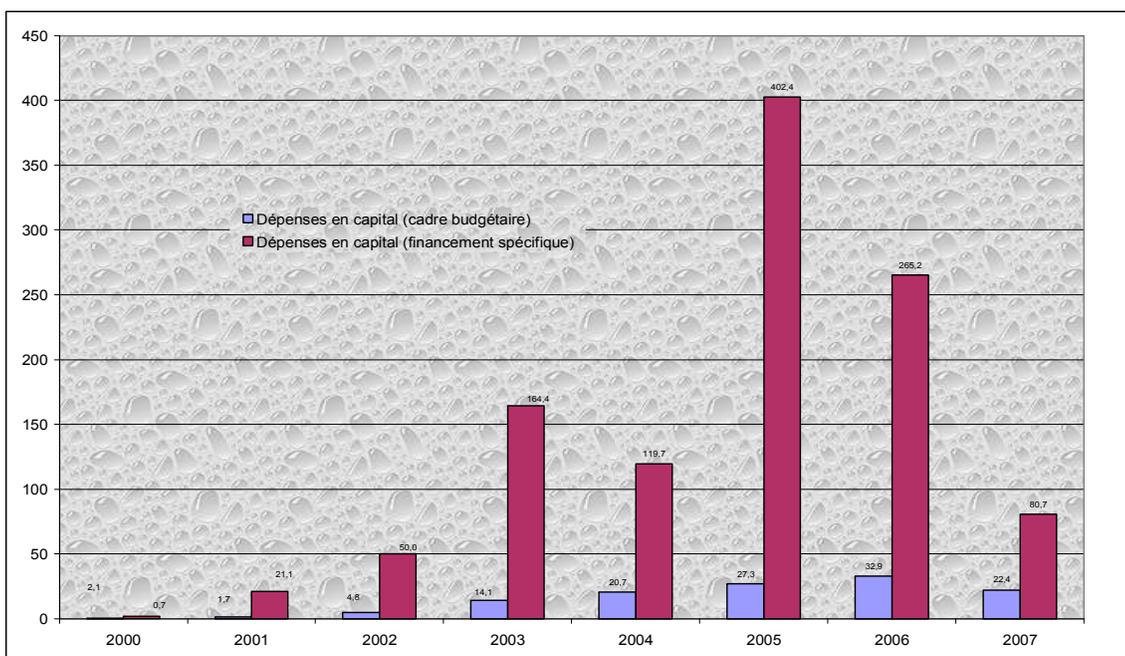
II. DEPENSES

Les dépenses publiques sur les ressources extérieures provenant des partenaires multilatéraux et bilatéraux ont servi à financer les dépenses d'investissement pour 880.7 millions de USD, celles liées à l'aide alimentaire pour 207,1 millions de USD et celles relatives à l'assistance et secours d'urgence pour 325 millions de USD.

Tableau II.6. OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE
(en milliers de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
1995	11 765,0	11 765,0	-
1996	170 910,1	128 838,0	42 072,1
1997	322 981,8	230 410,8	92 571,0
1998	197 854,0	181 466,0	16 388,0
1999	569 588,0	303 591,0	265 997,0
2000	6 326 680,0	4 248 240,0	2 078 440,0
2001	81 907 182,0	60 801 076,0	21 106 106,0
2002	149 367 528,0	99 405 112,0	49 962 416,0
2003	223 924 500,0	59 535 000,0	164 389 500,0
2004	230.297.060,0	110.607.910,0	119.689.150,0
2005	643 961 776,0	241 533 044,0	402 428 732,0
2006	547 056 840,0	281 906 840,0	265 150 325,0
2007	729 965 504,0	274 925 428,0	455 040 076,0

GRAPHIQUE 11. EVOLUTION DES DEPENSES EN CAPITAL A FINANCEMENT EXTERIEUR ET DE CELLES DU CADRE BUDGETAIRE (1) en milliers de CDF



(1) Cfr. Tableau II.8

CHAPITRE III

NOTE D'ANALYSE SUR LES ARRIERES DE PAIEMENTS ET LES DEPASSEMENTS BUDGETAIRES EN 2007

I. ARRIERES DE PAIEMENTS

Les arriérés sont l'encours total des obligations exigibles dont l'Etat ne s'est pas acquitté. Il convient normalement d'exclure des arriérés les créances litigieuses ou pour lesquelles les pièces justificatives sont insuffisantes. De même sont écartés, les arriérés dus à une augmentation de salaires avec effet rétroactif. Le point le plus important dans la détermination d'un arriéré reste le moment à partir duquel, dans le processus d'exécution de la dépense, naît la créance sur l'Etat. A cet effet, parmi les différentes phases d'exécution de la dépense publique en RDC, c'est la liquidation qui fait naître une dette vis-à-vis de l'Etat. Il s'agit là d'une référence théorique, qui ne doit cependant pas empêcher une vérification comptable et administrative des liquidations devant être considérées comme effectivement faisant partie les arriérés des paiements de l'Etat.

1. Analyse par nature des dépenses

L'analyse de l'exécution des dépenses par nature à partir des Etats de Suivi Budgétaire de l'année 2007, renseigne que, d'un montant total des crédits votés de 1 370 309,60 millions de CDF, les dépenses engagées se sont élevées à 1 133 228, 37 millions de CDF, soit un taux d'exécution de 97,2%.

Aussi, de l'ensemble des dépenses ainsi engagées, 96 % de celles-ci ont fait l'objet d'une liquidation pour un montant total de 1.084.990,12 millions de CDF.

La différence entre le total des liquidations et les paiements à hauteur de 910.417,21 millions de CDF, dégage des arriérés de paiements de 174.573,00 millions de CDF, répartis comme suit :

RUBRIQUES	ARRIERES DE PAIEMENT (en millions de CDF)	en %
Dette Publique en capital	1 336,7	0,77
Frais financiers	401,34	0,23
Dépenses de personnel	49 002,88	28,07
Biens et Matériels	25 321,68	14,50
Dépenses de prestations	25 808,06	14,80
Transferts et interventions	31 689,17	18,15
Equipements	22 155,73	12,69
Const, Refect°, Réhab, addit et édifice	18 857,32	10,80
Total	174 573,00	100

La lecture du tableau ci-dessus révèle que les arriérés les plus importants sont observés aux niveaux des dépenses du personnel, des transferts et interventions de l'Etat, des Biens et Matériels, ainsi que des dépenses de prestation, représentant 70,0% de l'ensemble des arriérés.

2. Analyse par fonction des dépenses

Analysés selon l'approche fonctionnelle, les arriérés de paiements ont pour l'essentiel été enregistrés aux niveaux des dépenses de l'Administration centrale, de la Défense, de l'Ordre et Sécurité ainsi que des Affaires économiques. En effet, les arriérés réalisés aux niveaux de ces quatre rubriques ont représenté 73,7% de l'ensemble, tel qu'illustré dans le tableau ci-après :

RUBRIQUES	ARRIERES DE PAIEMENT (en millions de CDF)	en %
Administration Centrale Publique	43 120,04	24,7
Défense	37 332,09	21,4
Ordre et Sécurité	30 770,99	17,6
Affaires économiques	17 404,84	10
Protection de l'environnement	589,74	0,3
Logement et équipements collectifs	6 273,3	3,6
Santé	18 797,62	10,8
Religions, culture, sports et loisirs	3 733,52	2,13
Enseignement	9 522,63	5,45
Protection sociale, affaires sociales	7 028,13	4,03
Total	174 573,00	100

Toutefois, il convient de souligner que les écarts entre les sommes liquidées et celles ayant fait l'objet de paiement ne fournissent qu'une indication statistique globale sur le montant des arriérés de paiements. En effet, ce sont en réalité les non paiements des biens réellement livrés et des services effectivement prestés au profit de l'Etat qui devraient seuls être pris en considération. Une telle évaluation est rendue à ce jour difficile dans la mesure où l'absence de suivi et de contrôle des biens et services fournis à l'Etat constitue une des faiblesses institutionnelles des Finances Publiques congolaises. Aussi, les dépenses font rarement l'objet d'un suivi après décaissement par le Trésor.

II. DEPASSEMENTS BUDGETAIRES

L'analyse du Tableau des Opérations Financières de l'Etat renseigne que sur une programmation de 874.593,00 millions de CDF, les dépenses totales (amortissement du capital compris) ont été exécutées à concurrence de 884.963 millions de CDF occasionnant ainsi un dépassement global de 10.370,00 millions de CDF. Ce résultat est le fait de l'accélération des dépenses de sécurité et de souveraineté ainsi qu'aux actions humanitaires, particulièrement au dernier trimestre de l'année.

Ce niveau de dépassement a été la résultante des dépassements enregistrés au niveau de certaines rubriques pour un total de 52.890,00 millions de CDF et des sous-consommations de 42.520,00 millions réalisées sur d'autres. A cet effet, les rubriques à dépassement peuvent se décliner comme suit par ordre d'importance :

- Biens et services d'un montant de 30.138,00 millions de CDF, représentant 59 % de l'ensemble des dépassements, lesquels ont été essentiellement le fait des institutions politiques et des ministères, respectivement pour 14. 960,00 millions de CDF et 18.181,00 millions; alors que les dépenses à paiement centralisé ainsi que les services déconcentrés ont totalisé des sous-consommations de 1.959,00 millions.

- Déficit de la BCC pour 7.877,00 millions de CDF, soit une proportion de 15%. Ce dépassement provient des charges liées à la conduite de la politique monétaire et à sa modernisation.
- Les transferts et subventions pour un import de 6.843,00 millions de CDF. Leur dépassement découle des interventions économiques, de la rétrocession aux EAD et aux régies financières. Seule la sous- rubrique transferts aux organismes auxiliaires et autres subventions a été en sous consommation.
- Les dépenses exceptionnelles pour un montant de 3.822,00 millions de CDF.
- L'amortissement du capital de la dette extérieure pour un import de 2.612,00 millions de CDF.
- Le repaiement des arriérés avec un dépassement de 598,00 millions de CDF.

Quant aux sous-consommations, elles ont été essentiellement le fait des dépenses en capital, pour un import de 34.503,00 millions de CDF. Ces dépenses, comme d'habitude connaissent de taux d'exécution inférieurs à 100 %. A celle-ci se sont ajoutées les sous-consommations réalisées au niveau des rémunérations et du paiement des intérêts sur la dette publique, respectivement de 6.401,00 et 1.616,00 millions de CDF.

L'ensemble de la situation est retracé dans le tableau ci-après :

RUBRIQUES	PROGRAMMATION (a)	REALISATIONS (b)	ECARTS (b-a)
Rémunérations	307.387	300.986	-6.401
Intérêt /dette	36.012	34.396	-1.616
Biens et Services	172.498	203.636	31.138
Transferts et subventions	104.887	111.730	6.843
Dépenses en capital	156.595	122.092	-34.503
Dépenses exceptionnelles	41.212	45.034	3.822
Repaiement des arriérés	10.660	11.258	596
Déficit BCC	12.001	19.878	7.877
Amortissement dette ext.	33.341	35.953	2.612
Total	874.593	884.963	10.370

Source : Tableau des Opérations Financières de l'Etat, 2007.

Le dépassement observé au niveau des dépenses sur les Biens et Services reflète le train de vie relativement élevé des institutions politiques et des ministères. C'est principalement à ce niveau que les efforts d'ajustement budgétaire sont requis afin d'assurer et de préserver la stabilité du cadre macroéconomique. En effet, le dérapage souvent observé dans la gestion des Finances de l'Etat, est consécutif aux dépassements observés dans l'exécution des dépenses publiques, principalement courantes, dans lesquelles les dépenses de fonctionnement occupent une place de choix.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.1. OPERATIONS INTEGREES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(en milliers de CDF)

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Ajustements statistiques (c)	Dépenses en capital (d)	Prêts nets (e)	Besoins de financement (f)=(a)-(b)+ (c)-(d)-(e)
1997	726 620,1	658 307,3	-204 177,0	131 228,9	0,0	-267 093,1
1998	802 198,0	1 061 107,0	32 737,0	24 839,0	0,0	-251 011,0
1999	3 165 814,0	5 237 403,0	256 625,0	819 958,0	0,0	-2 634 922,0
2000	17 419 403,0	26 595 935,0	1 445 470,0	2 809 103,0	0,0	-10 540 165,0
2001	148 551 292,0	126 548 576,0	2 038 330,0	22 799 689,0	0,0	1 241 357,0
2002	297 200 978,0	224 857 298,0	5 181 200,0	54 735 776,0	0,0	22 789 104,0
2003	445 225 390,0	277 970 253,0	2 394 546,0	178 474 238,0	0,0	-8 824 555,0
2004	536 321 997,0	425 120 052,0	50 305 873,0	140 407 203,0	0,0	21 100 615,0
2005	1 139 225 210,0	739 174 892,0	-13 193 085,0	429 756 583,0	0,0	-42 899 350,0
2006	1 216 224 246,0	952 857 081,0	9 405 298,0	298 075 918,0	0,0	-25 303 455,0
2007	906 981 600,0	859 152 672,0	33 469 746,0	103 098 330,0	0,0	-21 799 656,0

Tableau II.4. BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Année	Solde des opérations du cadre budgét.	Ajustement statistique	Besoins de financement
1997	-62 916,0	-204 177,0	-267 093,0
1998	-283 748,0	32 737,0	-251 011,0
1999	-2 891 547,0	256 625,0	-2 634 922,0
2000	-11 985 635,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	-796 973,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	17 607 904,0	5 181 200,0	22 789 104,0
2003	-11 219 101,0	2 394 546,0	-8 824 555,0
2004	-29 205 258,0	50 305 873,0	21 100 615,0
2005	-29 706 265,0	-13 193 085,0	-42 899 350,0
2006	-34 708 753,0	9 405 298,0	-25 303 455,0
2007	-55 269 402,0	33 469 746,0	-21 799 656,0

Tableau II.5. COUVERTURE DES BESOINS DE FINANCEMENT DES
OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE
(en milliers de CDF)

Année	Organismes monétaires	Variation de l'endet. Intér. non monét.	Moyens de financement totaux
1997	267 092,5	0,5	267 093,0
1998	251 011,0	-	251 011,0
1999	2 634 922,0	-	2 634 922,0
2000	10 540 165,0	-	10 540 165,0
2001	-1 241 357,0	-	-1 241 357,0
2002	-22 879 104,0	-	-22 879 104,0
2003	8 824 555,0	-	8 824 555,0
2004	-21 100 615,0	-	-21 100 615,0
2005	42 899 350,0	-	42 899 350,0
2006	25 303 455,0	-	25 303 455,0
2007	21 799 656,0	-	21 799 656,0

Tableau II.6. OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE
(en milliers de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
1997	322 981,8	230 410,8	92 571,0
1998	197 854,0	181 466,0	16 388,0
1999	569 588,0	303 591,0	265 997,0
2000	6 326 680,0	4 248 240,0	2 078 440,0
2001	81 907 182,0	60 801 076,0	21 106 106,0
2002	149 367 528,0	99 405 112,0	49 962 416,0
2003	223 924 500,0	59 535 000,0	164 389 500,0
2004	230 297 060,0	110 607 910,0	119 689 150,0
2005	643 961 776,0	241 533 044,0	402 428 732,0
2006	547 056 840,0	281 906 515,0	265 150 325,0
2007	113 191 000,0	32 477 000,0	80 714 000,0

Tableau II.7. Importance relative des finances publiques dans l'économie

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Produit intérieur brut	9 989 830,00	51 823 854,00	297 065 449,00	1 407 545 000,00	1 922 300 000,00	2 284 500 000,00	2 817 519 940,00	3 396 329 888,00	4 066 812 654,00	5 234 361 819,00
2. Dépenses publiques	904 479,33	6 057 361,00	29 405 038,00	149 248 265,00	279 593 074,00	456 444 491,00	565 527 255,00	1 168 931 475,00	1 250 932 998,33	962 251 000,00
Consommation publique	871 000,00	5 222 361,00	22 077 861,00	113 700 463,00	208 078 027,00	275 297 379,00	419 839 543,00	724 612 876,00	944 858 481,33	842 060 377,00
Formation brute de capital	24 839,33	819 958,00	7 057 343,00	35 330 297,00	70 475 638,00	178 474 238,00	140 407 203,00	429 756 583,00	298 075 917,00	103 098 328,00
Transferts à d'autres secteurs	8 640,00	15 042,00	269 834,00	217 505,00	1 039 409,00	2 672 874,00	5 280 509,00	14 562 016,00	7 998 600,00	17 092 295,00
3. Charge fiscale brute	534 436,33	1 794 223,00	10 269 266,00	61 419 933,00	128 161 426,00	146 387 135,00	217 063 640,00	335 702 509,00	462 101 285,00	604 746 000,00
Commerce extérieur	200 786,68	536 049,00	2 539 804,00	21 767 711,00	42 707 324,00	53 548 910,00	83 817 660,00	119 554 001,00	163 804 608,00	239 332 935,00
Exportations	9 110,97	22 903,00	114 876,00	653 551,00	3 848 086,00	5 119 583,00	6 325 244,00	9 038 986,00	9 630 487,00	8 679 097,00
Importations	191 667,87	513 006,00	2 406 117,00	21 111 220,00	38 858 948,00	48 411 490,00	77 464 091,00	110 407 763,00	154 045 215,00	230 595 776,00
Divers	7,84	140,00	18 811,00	2 940,00	290,00	17 837,00	28 325,00	107 252,00	128 906,00	58 062,00
Activités intérieures	333 649,65	1 258 174,00	7 729 462,00	39 652 222,00	85 454 102,00	92 838 225,00	133 245 980,00	216 148 508,00	298 296 677,00	365 413 065,00
Revenus	176 716,53	407 928,00	1 767 422,00	16 461 771,00	28 304 046,00	34 401 462,00	53 075 846,00	54 763 145,00	128 774 164,00	161 371 241,00
Biens et Services	104 219,96	379 201,00	2 446 338,00	14 451 247,00	31 741 536,00	52 148 867,00	72 071 197,00	107 218 135,00	146 300 924,00	192 774 028,00
Autres recettes fiscales	52 713,16	471 045,00	3 515 702,00	8 739 204,00	25 408 520,00	6 287 896,00	8 098 937,00	54 167 228,00	23 221 589,00	11 267 796,00
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette ⁽¹⁾	525 796,33	1 779 181,00	9 999 432,00	61 202 428,00	127 122 017,00	143 714 261,00	211 783 131,00	321 140 493,00	454 102 685,00	587 653 705,00
5. Solde global ⁽²⁾	-251 011,00	-2 634 922,00	-10 540 165,00	1 241 593,00	22 789 104,00	-8 824 555,00	21 100 615,00	-42 899 350,00	-25 303 455,00	-21 799 656,00
6. Formation brute de capital fixe	730 993,80	2 250 596,00	31 114 200,00	107 278 700,00	149 931 500,00	183 920 000,00	481 185 000,00	679 861 027,00	841 683 870,00	1 003 506 712,00
Contribution des administrations publiques	24 839,00	819 958,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	80 714 000,00
Acquisition directe des biens de capital	24 839,00	819 958,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	80 714 000,00
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Revenus des ménages	8 445 058,00	42 115 425,00	242 585 518,00	1 241 371 100,00	1 603 229 490,00	1 787 849 750,00	1 947 155 700,00	2 300 392 725,00	2 504 692 883,00	3 520 923 206,00
Contribution des administrations publiques	528 102,49	2 084 537,00	6 977 621,00	24 167 435,00	38 045 761,00	58 503 658,00	99 955 244,00	155 890 028,00	202 700 445,00	316 648 613,00

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cf tableau II.8

Tableau II.8. SITUATION INTEGREE DES OPERATIONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Recettes non remboursables	802 199	3 165 814	17 419 403	148 551 292	297 200 978	445 225 390	536 321 997	1 139 225 210	1 216 224 246	906 981 600
a) Recettes courantes ⁽¹⁾	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600
Cadre budgétaire	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	197 854	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 961 776	547 056 840	113 191 000
Courantes ⁽²⁾	181 466	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515	32 477 000
En capital ⁽³⁾	16 388	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325	80 714 000
2. Dépenses courantes	1 061 107	5 237 403	26 595 935	126 548 576	224 857 298	277 970 253	425 120 052	739 174 892	952 857 081	859 152 672
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 500	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	181 466	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515	32 477 000
3. Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	-275 297	-2 337 586	-11 254 972	896 610	22 381 264	2 865 637	-8 487 205	-2 378 414	-1 783 160	-32 885 072
4. Dépenses en capital	24 839	819 958	2 809 103	22 799 689	54 735 776	178 474 238	140 407 203	429 756 583	298 075 918	103 098 330
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593	22 384 330
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	16 388	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325	80 714 000
5. Total dépenses= 2 + 4	1 085 947	6 057 361	29 405 038	149 348 265	279 593 074	456 444 491	565 527 255	1 168 931 475	1 250 932 999	962 251 002
Cadre budgétaire	888 093	5 487 773	23 078 358	67 441 083	130 225 546	232 519 991	335 230 195	524 969 699	703 876 159	849 060 002
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	197 854	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 961 776	547 056 840	113 191 000
6. Solde (1 - 5)	-283 748	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753	-55 269 402
Cadre budgétaire	-283 748	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753	-55 269 402
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique ⁽⁹⁾	32 737	256 625	1 445 470	2 038 330	5 181 200	2 394 546	50 305 873	-13 193 085	9 405 298	33 469 746
8. Besoins de financement ⁽¹⁰⁾	-251 011	-2 634 922	-10 540 165	1 241 357	22 789 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455	-21 799 656
9. Financement ⁽¹¹⁾	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656
Intérieur monétaire net	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cf tableau II.10

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cf tableaux III.19 et III.21.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.11 & III.12.

(4) Cf tableau II.22

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cf tableau II.26.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+).

(11) Chiffres différents de ceux du tableau II.28 qui ne comprennent pas les soldes de la sécurité sociale.

Tableau II.9. PREVISIONS DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ETAT ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A.RECETTES FISCALES	716 095	1 508 324	13 893 517	53 368 007	146 446 296	156 849 948	209 261 252	292 841 070	365 344 960	638 364 383
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	234 199	373 603	3 632 508	21 292 522	35 550 038	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469	221 127 588
-Droits de sortie	15 371	28 666	228 553	621 963	3 178 942	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944	8 742 878
-Droits d'entrée	217 699	343 157	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408 751	132 677 382	212 304 538
-Divers	1 129	1 780	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143	80 172
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	110 816	255 258	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 140 709	135 736 628
-Personnes physiques	58 564	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448	72 352 215
-Sociétés et entreprises	52 252	120 359	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 261	63 384 413
-Amendes et accroissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	129 236	243 111	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329	159 036 811
4.Autres recettes fiscales	241 844	636 352	7 645 721	20 390 800	45 524 617	19 909 331	24 491 037	40 165 908	54 703 453	122 463 356
a. I.E.R charge des employeurs	6 740	15 513	52 933	177 708	1 214 699	1 449 943	800 749	1 827 847	23 527	4 648 721
b. Impôts sur le patrimoine	3 120	7 167	-	-	-	-	-	-	-	7 265 869
-Impôts sur propriété immobilière	267	614	-	-	-	-	-	-	-	3 310 280
-Autres	2 853	6 553	-	-	-	-	-	-	-	3 955 589
c. Fonds spéciaux	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-	-
-Divers ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.Divers	52 100	383 179	4 201 856	6 835 085	20 123 229	14 374 964	4 408	657 061	82 966	38 637 625
e.Gécamines	63 843	-	704 152	2 343 000	1 173 529	-	-	-	-	-
f.Pétroliers	71 842	-	1 511 780	5 491 007	10 798 776	-	23 685 880	37 681 000	54 596 960	71 911 141
B.RECETTES NON FISCALES	169 008	471 275	4 469 277	2 650 993	17 032 544	39 085 435	26 127 748	44 846 356	130 369 040	245 118 223
1.Recettes adm. ,judiciaires et domaniales	152 917	79 625	1 594 113	1 697 000	15 733 110	32 457 907	25 338 320	37 371 356	122 253 063	172 616 548
2.Portefeuille	15 000	41 849	108 220	524 994	1 047 616	6 627 528	-	7 475 000	8 115 977	72 501 675
3.Divers	1 091	349 801	2 766 944	428 999	251 818	-	789 428	-	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES			112 500	-	50 441 000	140 768 000	292 944 000	468 482 000	543 847 000	486 827 000
1 Dons			112 500	-	50 441 000	39 192 860	121 790 000	174 338 500	246 361 000	152 120 914
2.Prêts			-	-	-	24 922 000	56 188 000	130 891 000	148 167 000	113 508 086
3.Ressources PPTE			-	-	-	9 667 000	28 687 000	88 007 000	121 098 000	210 700 000
4.Appui budgétaire			-	-	-	66 986 140	86 279 000	75 245 500	-	-
5.Autres(Remboursement BCC)									28 221 000	10 498 000
D.BUDGETS POUR ORDRE			-	-	-	2 010 933	-	-	-	-
TOTAL (A+B)	885 103	1 979 599	18 475 294	56 019 000	213 919 840	338 714 316	528 333 000	806 169 426	1 039 561 000	1 370 309 606

Source : Ministère du Budget.

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cf tableau II.11.

(3) Cf tableau II.13.

(4) Cf tableau II.15.

(5) Il s'agit du Fonds de Promotion du Tourisme et du Fonds de Reboisement depuis 1985.

Tableau II.10. RECETTES COURANTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(en milliers de CDF).

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
I.RECETTES DU CADRE BUDGET ⁽¹⁾	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600
A.RECETTES FISCALES	534 436	1 794 223	10 269 266	61 419 933	128 161 426	146 387 135	217 063 640	335 702 509	462 101 285	604 746 000
1.Impôts s/comm. ext. ⁽²⁾	200 787	536 049	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608	239 332 935
-Droits de sortie	9 111	22 903	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487	8 679 097
-Droits d'entrée	191 668	513 006	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215	230 595 776
-Divers	8	140	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906	58 062
2.Impôts s/revenus ⁽³⁾	176 717	407 928	1 767 422	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164	161 371 241
-Revenus des pers. phys.	55 229	272 693	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860	20 988 432	28 296 053	49 694 348	71 933 545
-Revenus des soc. et ent	121 487	135 235	921 600	10 738 805	15 114 370	16 943 602	32 087 414	26 465 364	79 076 300	89 407 594
-Amendes et accroiss.	-	-	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516	30 102
3.Impôts s/biens et services ⁽⁴⁾	104 220	379 201	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924	192 774 028
4.Autres recettes fiscales	52 713	471 045	3 515 702	8 739 204	25 408 520	6 287 896	8 098 937	54 167 228	23 221 589	11 267 796
a. I.E.R charge des employeurs	-	12 400	52 165	465 400	950 046	419 843	929 778	2 630 275	3 052 552	6 944 817
b. Impôts sur le patrimoine	577	2 364	-	-	-	-	-	-	-	3 987 649
-Impôts sur propriété immobilière	577	2 188	-	-	-	-	-	-	-	3 987 649
-Autres	-	176	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	3 141	12 221	2 481 398	5 433 015	3 737 550	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	12 221	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion tourist.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	-	3 141	-	2 481 398	5 433 015	3 737 550	-	-	-	-
d. Divers	52 137	421 493	3 435 071	5 470 537	19 025 459	2 130 503	7 169 159	51 536 953	20 169 037	335 330
e. Gécamines	-	31 647	16 245	321 869	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	69 908	802 003	823 457	5 224 177	19 672 024	25 527 694	35 085 812	56 787 791	65 787 687	156 567 600
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	64 858	126 452	593 333	4 735 946	11 337 019	15 989 401	18 562 291	29 090 733	42 220 050	71 582 000
2.Portefeuille	3 044	15 280	138 367	161 527	3 931 701	4 499 304	8 121 657	13 958 438	8 499 674	36 740 061
3.Royalties	2 006	17 112	91 173	132 811	4 403 304	5 038 989	8 401 864	13 738 620	15 067 963	48 245 539
4.O.GE.DE.P.	-	643 159	584	193 893	-	-	-	-	-	-
5.Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	-	-	49 386 061	53 875 485	102 773 134	141 278 434	32 477 000
1 Dons projets	-	-	-	-	-	19 774 622	6 723 869	23 150	1 545 000	32 477 000
2.Prêts projets	-	-	-	-	-	23 106 439	5 772 114	76 670 524	54 984 336	-
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	6 505 000	41 379 502	26 079 460	46 526 866	-
4.Dons budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	38 222 232	-
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A + B).

(2) Cf tableau II.12.

(3) Cf tableau II.14.

Tableau II.11. PREVISIONS DES RECETTES DES IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A.DROITS DE SORTIE	15 371	28 666	228 553	808 108	3 508 828	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944	8 742 878
1. Droits de sortie ordin.	8 912	14 048	208 947	621 963	3 178 942	3 392 338	3 975 972	6 565 372	7 529 408	8 566 519
-Produits minéraux	6 563	10 345	181 321	519 779	2 754 574	3 216 700	3 630 739	5 434 561	6 352 137	6 382 596
-Produits végétaux	732	1 153	12 052	39 088	134 564	34 452	20 898	30 475	65 572	93 135
-Autres produits	1 618	2 550	15 574	63 116	289 804	141 186	324 335	1 100 336	1 111 699	2 090 788
2. I.C.A à l'exportation	6 116	14 078	19 422	185 966	327 659	917 110	-	-	-	-
3. Amendes	343	540	184	179	2 227	75 103	3 976	6 503	7 536	176 359
B.DROITS D'ENTREE	217 699	343 157	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408	132 677	212 304 538
1.Droits de douane	150 714	237 567	2 566 275	14 636 026	23 902 013	43 631 661	38 315 187	48 263 108	63 114 631	99 439 884
2.I.C.A à l'importation	58 322	91 932	783 570	5 566 389	7 907 511	9 714 257	38 652 668	50 919 241	66 577 510	101 747 398
3.Taxe statistique	8 315	13 109	36 030	379 453	492 652	857 609	1 391 650	1 955 757	2 534 138	5 442 655
4.Amendes	348	549	7 363	88 384	64 734	1 864 244	15 605	270 645	451 103	5 674 601
C.ENTREPOTS ⁽²⁾	1 129	1 780	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143	80 172
TOTAL(A+B+C)	234 199	373 603	3 632 508	21 478 667	35 879 924	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469	221 127 588

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.12. RECETTES DES IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR (1) (en milliers de CDF).

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A.DROITS DE SORTIE	9 111	22 903	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487	8 679 097
1.Droits de sortie ordin.	7 840	17 788	83 060	608 827	2 842 939	3 689 790	4 397 269	6 819 684	5 585 671	6 795 759
-Produits minéraux	6 728	14 788	72 005	590 184	2 808 255	3 561 435	4 074 968	5 645 071	4 980 702	4 717 275
-Produits végétaux	609	1 642	4 792	3 905	1 422	3 837	10 501	31 655	42 891	442 323
-Autres produits	503	1 358	6 263	14 738	33 262	124 518	311 800	1 142 958	562 078	1 636 161
2.I.C.A à l'exportation	659	2 135	4 002	13 213	238 478	458 338	344 278	2 273	-	-
3. Taxe statistique	612	2 980	27 814	30 311	766 669	971 455	1 583 697	2 217 029	4 044 816	1 869 672
4. Amendes	-	-	-	1 200	-	-	-	-	-	13 666
B.DROITS D'ENTREE	191 668	513 006	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215	230 595 776
1.Droits de douane	133 938	360 337	1 664 078	14 915 392	31 572 895	30 691 128	34 920 714	52 545 976	73 323 951	110 730 625
2.I.C.A à l'importation	52 956	141 451	680 695	5 713 832	6 858 604	16 769 740	40 562 717	55 437 814	76 727 125	116 796 871
3. Taxe statistique	4 408	10 231	56 663	470 939	299 214	948 865	1 967 705	2 129 311	3 957 752	3 021 630
4. Amendes	365	987	4 681	11 057	128 235	1 757	12 955	294 662	36 387	46 650
C.ENTREPOTS (2)	8	140	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906	58 062
TOTAL	200 787	536 049	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608	239 332 935

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II.11

(2) Cf note 2, tableau II.11

Tableau II.13. PREVISIONS DES RECETTES DES IMPÔTS SUR LES REVENUS ⁽¹⁾ (en milliers de CDF).

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	34622,17	58 564	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448	72 352 215
1. Rémunérations	31255,14	36 577	84 267	592 715	2 281 300	9 902 535	15 973 587	18 589 458	22 654 584	33 236 315	60 145 415
2. Revenus locatifs	1459,41	17 987	41 417	47 686	243 191	1 284 216	935 491	1 525 649	1 713 364	2 263 042	-
3. Revenus mobiliers	1445,68	3 528	8 140	14 690	73 552	725 732	2 060 293	2 203 383	2 245 453	5 943 035	10 286 348
4. Professions libérales	461,94	473	1 075	14 690	52 230	62 640	16 466	21 116	31 809	56	1 920 452
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	15727,04	52 252	120 359	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 261	63 384 413
1. Sociétés	14456,79	39 198	90 308	697 963	2 432 411	12 741 602	9 214 283	22 625 800	39 693 495	36 989 571	57 901 403
2. Entreprises	1270,25	13 054	30 051	312 603	1 124 203	7 065 921	2 524 972	2 994 937	5 494 372	2 708 690	5 483 010
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 470	5 295
TOTAL	50 349,21	110 816	255 258	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 146 179	135 741 923

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II.12

Tableau II. 14. RECETTES DES IMPÔTS SUR LES REVENUS ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	55 228	272 693	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860	20 988 432	28 296 053	49 694 348	71 933 545
1. Rémunérations ⁽²⁾	47 820	245 306	765 319	4 891 384	11 227 716	14 585 809	18 297 074	22 957 193	39 494 093	58 107 235
2. Revenus locatifs	3 256	19 159	22 884	270 985	727 755	1 189 044	1 373 113	1 987 707	2 176 035	0
3. Revenus mobiliers	4 152	8 220	57 619	346 202	1 046 660	1 665 049	1 290 850	2 065 359	6 761 798	13 826 249
4. Professions libérales	0,01	8	-	102 818	12 505	17 958	27 395	1 285 794	1 262 422	61
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	121 487	135 235	452 950	10 738 805	15 114 370	16 943 602	32 087 414	26 465 364	79 076 300	89 407 594
1. Sociétés	121 441	119 522	452 950	10 656 492	12 956 314	14 549 204	29 460 967	22 942 007	75 472 007	87 197 813
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	6 283	31 314	285 569	910 337	8 057 592	9 220 830	17 338 422	13 501 371	42 510 481	24 238 962
2. Entreprises	46	15 713	-	82 313	2 158 056	2 394 398	2 626 447	3 523 357	3 604 293	2 209 781
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516	30 102
TOTAL	176 716	407 928	1 298 772	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164	161 371 241

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II. 11

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.15. PREVISIONS DES RECETTES DES IMPÔTS SUR BIENS ET SERVICES ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	41 558,0	34 085	78 533	447 448	1 678 372	8 738 026	20 334 676	27 235 591	40 289 636	59 210 289	105 595 930
B. DROITS DE CONSOMMATION	61 543,4	75 049	118 298	341 219	3 494 800	24 396 693	24 437 648	26 222 556	31 635 742	29 383 898	52 237 688
1. Bières	24 783,6	30 215	47 627	156 459	1 423 742	10 694 597	6 148 072	6 579 266	7 815 738	11 067 086	17 991 396
2. Huiles minérales	-	-	-	-	-	-	8 280 000	12 300 859	14 409 184	5 863 549	15 973 522
3. Tabacs et allumettes	24 246,5	29 569	46 609	149 420	1 513 821	11 203 019	6 871 752	6 315 361	8 252 390	10 697 224	14 096 162
4. Autres produits ⁽²⁾	12 502,7	15 250	24 038	35 273	556 994	2 496 704	2 555 885	1 013 162	1 139 887	1 728 857	3 096 183
5. Amendes	10,6	15	24	67	243	2 373	581 939	13 908	18 543	27 182	1 080 425
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽³⁾	24 637,9	20 101	46 280	146 274	304 626	454 276	976 699	976 689	901 440	605 142	1 203 193
TOTAL (A+B+C)	127 739,2	129 236	243 111	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329	159 036 811

Source : Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II. 11.

(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.16. RECETTES DES IMPÔTS SUR BIENS ET SERVICES ⁽¹⁾
(en milliers de CDF).

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	24 514	154 526	561 793	4 198 840	10 734 219	22 603 439	32 816 800	52 315 462	67 532 382	110 251 376
B. DROITS DE CONSOMMATION	69 389	185 881	1 417 530	9 084 860	12 749 656	19 944 935	22 206 762	27 066 717	35 542 944	40 406 361
1. Bières	30 772	82 339	628 674	3 802 899	4 986 852	5 854 485	6 640 387	6 791 067	13 803 883	16 911 325
2. Huiles	-	-	-	-	-	6 778 130	8 292 151	12 696 850	8 343 368	8 330 077
3. Tabacs fabriqués	31 475	84 237	642 992	4 051 456	5 831 112	5 617 164	6 246 606	6 518 666	11 039 592	11 985 468
4. Autres produits (2)	7 029	19 001	143 596	1 226 754	1 923 379	1 689 037	1 025 931	1 045 778	2 350 655	3 175 091
5. Amendes	113	304	2 268	3 751	8 313	6 119	1 687	14 356	5 446	4 400
C. MARGE DISTRIBUABLE (3)	10 147	31 831	461 189	759 180	8 060 114	9 223 716	16 649 657	27 257 422	42 523 787	40 665 366
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH.	169	6 963	5 826	408 367	197 547	376 777	397 978	578 534	701 811	1 450 925
TOTAL	104 220	379 201	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924	192 774 028

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II.11

(2) Cf note 2, tableau II.15

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

Tableau II.18 BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
I. Institutions politiques	21 457	28 913	775 128	2 675 842	8 695 683	26 454 601	16 741 139	22 053 066	32 906 000	42 789 797
Présidence de la République.	13 303	15 663	660 153	2 115 313	3 831 685	18 366 573	9 762 715	9 762 441	14 751 209	11 185 876
Compagnons de la Révolution.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assemblée Nationale & Sénat	2 789	-	50 000	-	2 483 428	1 474 365	3 576 198	5 003 106	4 829 012	22 480 836
Bureau du 1er ministre	3 218	-	-	-	433 581	677 853	693 978	693 978	542 864	2 063 557
Serv. techn. de la Prés.	-	7182	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes auxiliaires ⁽¹⁾	-	-	-	315 223	1 006 931	4 795 095	-	2 090 923	9 404 000	2 577 889
Autres ⁽²⁾	-	-	-	-	-	310 743	1 869 819	3 664 189	1 483 950	1 787 546
Magistrature, Cours & Tribunaux	2 146	6 068	64 975	184 306	768 096	829 972	838 429	838 429	1 894 965	2 694 093
Comité Directeur CPP	-	-	-	21 000	96 706	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	40 000	75 256	-	-	-	-	-
II. Ministères	91 341	110 643	956 073	5 877 060	19 966 037	24 044 836	31 988 672	59 688 605	65 622 000	96 638 618
Administration du territoire.	4 480	3 495	82 150	84 242	2 210 987	287 402	2 821 534	3 284 394	5 275 258	10 726 060
Affaires Etrangères	5 307	3 626	5 940	367 345	5 529 436	2 792 529	2 058 911	2 104 293	2 480 944	5 152 017
Commerce	913	-	2 479	26 765	41 506	57 923	113 451	113 121	50 452	283 593
Défense Nationale	18 002	38 041	44 884	2 679 611	4 661 739	12 475 552	15 668 228	13 731 378	14 024 626	16 858 590
Anciens Combattants	913	-	-	24 603	42 335	83 376	51 090	50 941	33 913	162 961
Justice	3 480	3 095	6 957	145 998	215 813	614 934	596 507	593 970	451 729	1 228 903
Finances	2 740	3 253	85 500	106 645	341 582	205 569	1 556 640	1 971 875	7 010 328	9 117 803
Economie Nationale	913	2 715	4 112	71 645	242 776	234 864	222 910	222 261	118 096	328 482
Education Nationale ⁽³⁾	5 701	4 458	79 737	390 318	698 607	560 847	869 949	7 179 417	16 009 630	16 999 570
Information et presse	3 654	2 594	4 167	30 830	110 217	37 187	106 665	106 355	70 028	472 655
Agriculture, Pêche & Elevage	914	3 888	80 500	80 772	192 866	134 837	140 587	140 178	87 676	942 029
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	2 700	3 494	80 500	39 765	138 395	127 559	127 705	127 334	957 039	1 122 882
Mines & Hydrocarbone	2 780	2 759	4 710	83 013	145 900	67 614	143 737	143 318	116 106	567 187
Transports et Communications.	2 192	2 759	81 400	38 000	161 024	82 621	107 850	107 536	58 150	378 124
Fonction Publique	1 279	3 230	4 323	104 095	1 136 051	104 228	245 582	21 619 882	8 182 660	945 310
Affaires sociales	903	2 594	11 023	31 000	1 043 482	577 475	377 049	375 951	233 730	662 173
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	1 827	2 602	80 500	38 000	58 927	44 306	88 794	126 221	70 027	1 421 619
Santé Publique	8 706	3 394	5 123	191 530	304 752	585 918	229 030	275 460	250 291	7 102 810
Culture et Arts	1 461	2 602	3 500	32 300	81 489	96 145	96 145	95 865	49 710	1 370 700
Energie	1 553	2 579	4 900	32 300	104 758	71 763	97 459	144 283	71 955	283 593
Pétrole	3 000	2 645	82 150	-	-	-	-	-	-	-
Sports & Jeunesse	3 106	2 736	5 567	128 765	202 089	1 446 415	1 053 749	1 715 514	1 889 187	2 079 682
Affaires Foncières.	1 370	2 811	4 391	30 000	110 301	139 776	158 648	158 186	89 162	283 593
Travail et Prévoyance Sociales.	1 918	-	1 512	197 882	341 867	86 487	182 672	182 140	85 167	567 186
Portefeuille	741	2 601	1 500	20 765	126 749	64 774	126 955	126 586	95 995	378 124
Environnement	731	-	3 902	25 000	39 776	74 934	108 036	107 721	111 289	283 593
Développement rural	457	-	2 696	29 765	48 448	119 430	105 303	104 996	98 832	661 717
Plan	816	2 827	4 862	94 706	241 104	205 814	309 216	374 315	847 344	1 228 903
Recherche scientifique	911	-	2 781	60 000	93 045	84 871	105 776	105 468	506 081	378 124
Condition Féminine & Famille	639	-	18 000	23 647	127 888	127 888	171 084	170 586	75 557	283 593
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	457	2 215	75 200	38 830	110 217	267 713	161 422	160 952	71 561	309 406
Budget	1 030	-	4 125	116 706	315 690	728 940	2 500 051	2 971 365	3 128 805	7 099 941
Urbanisme et Habitat	910	-	2 779	23 000	32 396	14 383	102 500	102 201	53 431	425 081
Reconstruction	2 187	3 630	83 200	-	156 396	19 496	15 000	14 956	3 361	146 278
Coopération internationale	1 000	-	3 679	323 645	361 775	58 481	98 989	47 325	551 007	47 266
Relations avec le parlement	183	-	-	32 300	50 089	15 844	15 000	14 957	3 338	141 796
Réformes Institutionnelles	187	-	-	10 000	20 159	14 365	15 000	14 956	3 361	141 796
Relations avec partis politiques.	307	-	-	10 000	27 914	14 973	15 000	14 956	3 353	189 062
Petites et Moyennes Entreprises.	240	-	2 062	25 765	47 709	-	-	-	-	379 051
Tourisme et hôtellerie	426	-	3 262	19 000	31 275	116 205	95 092	104 237	51 513	283 593
Industrie	305	-	-	74 154	122 749	65 091	102 320	102 022	53 775	283 593
Ministères non identifiés	-	-	-	-	-	1 191 997	827 033	581 133	2 297 533	4 920 179
III. Autres services	731 888	2 014 479	16 203 631	43 505 000	113 780 736	198 845 284	295 417 000	391 253 743	702 392 000	1 028 591 191
Dette Publique	80 860	209 655	3 080 428	3 373 000	48 191 643	101 870 989	94 887 876	171 446 250	225 048 000	376 381 000
Villes et Provinces	17 550	23 649	320 346	2 144 000	4 465 971	6 151 492	12 432 000	12 432 000	22 556 000	45 727 000
Dépenses centralisées ⁽⁴⁾	532 394	1 617 863	11 812 931	31 829 000	59 423 122	66 888 136	112 791 915	158 201 416	205 762 000	350 131 409
Budgets annexes	22 308	43 839	989 926	3 261 000	1 500 000	21 975 092	30 974 209	29 633 077	36 030 000	91 110 600
Dépenses pour ordre	78 776	119 473	-	2 898 000	200 000	1 959 575	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	178 846 000	71 441 329
Autres services (PPTE)	-	-	-	-	-	-	44 331 000	19 541 000	34 150 000	93 799 853
TOTAL	844 686	2 154 035	17 934 832	52 057 902	142 442 456	249 344 721	344 146 811	472 995 414	800 920 000	1 168 019 606

Source : Ministère du Budget

(1) Principalement les Services de Sécurité.

(2) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(3) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

**Tableau II.19 EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT REPARTITION
PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)**

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
I. Institutions politiques	125 471	93 914	1 639 762	14 880 227	12 547 504	35 509 298	31 087 016	38 307 935	44 190 402	59 238 127
Présidence de la Républ. ⁽³⁾	125 471	78 045	1 375 430	13 809 613	12 159 552	27 812 418	20 531 844	25 300 998	26 270 680	29 279 772
Conseil Législatif*	-	-	214 634	286 539	387 952	3 086 463	3 137 239	3 865 960	9 466 753	12 522 672
Bureau du 1er ministre ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	3 769 104	3 917 042	4 826 896	2 827 708	7 894 404
Organismes auxiliaires	-	15 869	49 698	213 539	-	841 313	3 500 891	4 314 081	5 625 261	9 541 279
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	570 536	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	79 158	915 057	9 385 781	17 004 453	13 291 005	55 257 231	70 969 907	87 454 860	101 543 859	229 942 545
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	-	1 020	4 257	146 605	81 054	214 877	196 159	241 723	115 937	82 484
Administration du territoire.	1 702	14 542	16 676	93 632	1 579 251	6 629 194	2 379 162	2 931 796	3 024 369	28 044 425
Affaires Etrangères	3 971	15 918	41 735	637 869	1 411 589	135 606	5 438 704	6 702 011	7 366 159	4 941 887
Défense Nationale	42 788	600 196	2 878 658	5 341 361	4 313 146	23 851 162	28 028 449	34 538 922	30 597 584	67 881 820
Anciens Combattants	-	-	305	-	2 232	183 965	8 363	10 306	875	96 743
Justice	840	7 421	29 171	99 045	270 410	791 924	541 081	666 764	1 554 277	2 484 723
Finances	11 087	15 989	500 082	1 681 448	1 586 608	12 396 019	18 067 589	22 264 345	30 362 571	75 945 830
Economie Nationale	267	605	102 700	-	22 431	348 382	97 468	120 108	386 370	527 796
Petites et moyennes entreprises	57	605	475	44 916	920	239 456	-	-	-	-
Education Nationale	1 398	19 296	21 856	191 654	342 053	831 381	1 303 397	1 606 151	1 816 742	17 254 437
Information et Presse	708	802	6 121	250 722	267 148	514 164	200 592	247 186	72 200	1 154 433
Agriculture	71	54 428	24 539	138 087	119 864	225 399	383 603	472 706	1 651 697	445 004
Travaux Publics ⁽¹⁾	7 620	63 555	75 911	470 000	336 581	848 926	758 152	934 256	346 511	190 118
Mines, Industrie et Artisanat	711	1 020	1 053	28 356	40 394	66 477	188 699	232 530	65 741	3 542 785
Transports et Communications.	466	14 024	7 734	4 516	41 773	656 181	378 764	466 744	716 569	27 147
Fonction Publique	682	2 068	5 312	45 028	66 265	356 906	456 097	562 040	331 659	1 160 019
Postes, Télégraphes Télégrammes.	639	905	11 187	14 336	42 810	397 559	162 004	199 634	149 848	1 870 487
Santé Publique	126	20 344	38 563	83 218	182 445	914 309	956 792	1 179 036	5 476 587	9 029 765
Développement rural	-	-	842	-	4 848	172 947	76 584	94 373	106 065	120 573
Culture et Arts	79	400	31 695	24 366	151 569	263 039	257 632	317 475	342 688	72 889
Travail et Prévoyance Sociale	142	-	11 384	26 984	106 374	307 430	137 861	169 883	161 458	324 624
Energie	37	1 224	3 630	39 542	20 497	73 277	115 197	141 955	486 520	584 974
Pétrole	-	8 388	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme et hôtellerie	49	-	687	-	350	9 116	111 434	137 318	286 331	616 081
Sports, Loisirs et Jeunesse	2 377	7 122	38 814	668 160	758 754	1 124 030	1 154 061	1 422 127	1 805 623	1 873 709
Urbanisme et Affaires Foncières.	24	684	126 862	21 452	294 684	292 194	63 187	77 864	10 843	97 085
Plan	131	1 928	3 181	128 880	495 587	486 968	702 635	865 844	1 599 903	339 881
Reconstruction	2	43 655	-	-	15 372	80 569	8 438	10 398	85 089	-
Portefeuille	14	270	2 417	14 844	200	546 051	771 537	950 750	559 808	79 871
Commerce	1 112	0	3 229	-	13 227	173 984	56 386	69 483	372 120	17 797
Environnement	103	1 045	6 036	-	53 131	434 434	141 765	174 694	397 403	352 995
Affaires sociales	135	14 563	26 360	27 503	92 994	503 035	211 245	260 313	1 094 178	103 043
Recherche scientifique	-	-	301	-	1 268	301 735	160 176	197 382	2 514 702	108 571
Condition Féminine	-	-	681	-	-	5 151	76 768	94 600	132 471	74 543
Budget	-	-	12 814	-	128 443	153 334	1 801 025	2 219 369	4 502 107	7 123 667
Coopération internationale**	430	3 040	1 006	7 877	38 308	135 606	4 127 133	5 085 787	184 942	111 312
Relations avec le Parlement	-	-	250	-	350	5 676	-	-	47 244	-
Réformes institutionnelles	-	-	-	-	2 409	35 668	350	431	-	-
Rélation avec les Partis Politiques	1 389	-	450	1 934	517	500	-	-	-	49 829
Ministères non identifiés	-	-	5 348 807	6 772 118	405 149	550 600	1 451 418	1 788 556	2 818 668	3 211 198
III. Autres services	675 013	3 924 841	11 322 152	33 862 821	99 613 677	127 668 724	212 455 219	371 879 053	525 216 305	537 495 000
Villes et Provinces	53 568	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572	48 528 512
Dettes Publiques	27 757	1 104 714	70 221	544 777	25 264 324	20 808 000	67 108 441	109 881 538	95 273 217	34 396 000
Dépenses centralisées ⁽²⁾	555 034	2 155 708	8 625 878	25 722 072	36 989 170	67 687 281	96 165 677	178 905 852	247 741 995	314 968 000
Dépenses à ventiler	-	397 044	1 504 067	447 099	25 126 127	24 536 192	8 806 309	25 714 216	41 037 548	19 936 488
Budgets annexes	31 911	81 984	328 239	2 852 105	6 518 496	7 718 010	13 144 984	26 430 117	45 453 966	62 057 000
Budget pour ordre	6 742	-	-	-	70 929	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	40 399 000	45 034 000
Autres services (PPTE)	-	-	-	-	-	-	19 698 339	12 706 191	19 389 007	12 575 000
TOTAL	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépenses de l'Office des Routes

(2) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

(3) Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(4) Secrétariat du Gouvernement

* Assemblée Nationale et Sénat.

** Coopération Internationale et Coopération régionale

Tableau II.20. DEPENSES COURANTES DE L'ETAT PAR NATURE (en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
I.Biens et services	843 244	4 622 958	22 077 861	65 529 996	119 788 288	208 886 812	270 189 073	304 834 364	403 385 662	544 041 003
1.Rémunérations	527 886	2 079 504	6 963 636	24 030 171	37 752 699	56 123 282	96 165 677	142 242 050	195 339 530	300 986 000
2.Autres biens et services	315 358	2 543 454	15 114 225	41 499 825	82 035 589	152 763 530	174 023 396	162 592 314	208 046 132	243 055 003
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	65 551	18 332	43 073	354 950	2 898 383	58 585 763	61 145 988	16 576 279	57 884 738	57 992 516
Frais généraux et divers	161 098	1 037 062	5 163 560	5 730 903	13 976 733	10 132 698	14 452 217	37 773 094	60 904 491	72 751 718
Dépenses extérieures ⁽²⁾	-	8 031	-	-	75 769	-	2 805 744	-	-	4 416 538
Provinces et villes	53 568	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572	48 528 512
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	35 141	35 750	112 359	2 152 006	4 341 663	1 765 135	8 805 117	1 105 352	2 567 850	5 880 939
A ventiler	-	1 258 888	9 001 486	28 965 198	55 098 410	75 360 693	79 282 861	88 896 450	50 767 481	53 484 780
II.Versements d'intérêts	27 757	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	39 042 560	99 878 099	113 097 292	34 396 000
1.Sur dette intérieure	27 757	-	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503	28 720 000
Découvert journalier	27 757	-	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503	28 720 000
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Sur dette extérieure	-	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789	5 676 000
Dette financière	-	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789	5 676 000
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.Subventions et transferts	8 640	15 042	269 834	217 505	1 039 409	2 672 874	5 280 509	92 929 385	154 467 612	248 238 669
1.Organismes publics ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	78 367 369	146 469 012	231 146 374
2.Entreprises	6 742	6 994	252 051	-	151 206	-	-	-	-	-
3.Ménages	217	5 033	13 985	137 264	293 062	2 380 376	3 789 567	13 647 978	7 360 915	15 662 613
Bourses d'études	83	15	1 277	23 379	28 309	-	-	210 168	-	2 509 041
Pensions civiles et militaires	-	-	-	-	-	784 438	747 617	887 130	2 884 789	3 694 137
Soins médicaux	37	5 018	12 566	105 592	264 753	1 595 938	2 375 207	2 636 939	2 241 849	5 889 510
Divers ⁽⁴⁾	96	-	142	8 293	-	-	666 743	9 913 741	2 234 277	3 569 925
4.A l'étranger ⁽⁵⁾	1 681	3 015	3 798	80 241	595 141	292 498	1 490 942	914 038	637 685	1 429 682
Total ⁽⁶⁾	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(4) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(5) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

(6) Ce total diffère de celui du tableau II.21. Il comprend les dépenses de matériel militaire qui figurent au Budget en capital mais n'inclut pas les charges d'amortissement de la dette publique.

Tableau II.21. BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Présidence	6 115	350 000	1 097 819	171 500	263 122	874 409	882 509	417 597	54 566	3 542 920
Affaires étrangères	-	-	21 552	-	31 268	6 714	11 500	-	54 566	-
Commerce	-	-	-	-	-	-	9 441	-	34 780	30 146
Finances	21 646	-	224 477	150 915	150 044	147 869	271 863	-	550 253	916 683
Education Nationale	15 227	46 666	236 355	200 000	568 148	2 356 998	415 589	2 267 333	3 556 079	13 121 348
Information	4 000	-	94 017	-	406 705	170 435	228 252	-	431 274	200 000
Agriculture, Pêche et Elevage	4 482	96 250	365 748	135 734	759 961	523 692	128 784	1 238 087	463 736	5 249 261
Développement rural	2 000	-	-	82320	-	150 070	164 255	1 176 706	340 073	2 046 698
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	10 898	96 250	521 361	233 799	992 261	3 345 333	901 577	860 654	763 754	12 139 965
Mines et Affaires Foncières	143	26 250	441 176	12 316	213 667	9 455	88 067	-	324 615	577 768
Transports et Communications	3 302	33 270	253 026	415 035	439 828	201 464	372 318	-	193 223	1 667 476
Postes, Téléphones Télégrammes.	3 000	-	105 963	22 103	258 769	34 091	174 654	-	113 615	2 990 010
Santé Publique	6 854	31 500	230 439	100 000	568 176	1 544 384	299 286	2 350 800	5 062 137	6 132 040
Energie	2 000	25 000	220 758	137 200	449 604	1 159 207	663 990	-	386 446	2 726 222
Jeunesse et Sports	-	-	9920	-	33 501	122 423	189 770	130 600	48 692	193 884
Défense Nationale(1)	453	42 000	856 100	63 746	405 951	57 942	405 196	8 272 000	1 026 758	300 000
Culture et Arts	465	-	12 963	-	63 911	13 723	69 239	-	46 605	30 146
Portefeuille	715	-	300	89 180	-	7 515	39 771	-	-	30 146
Environnement	4 160	-	-	23 923	368 513	145 223	258 658	238 998	687 874	271 314
Plan	6 830	-	139 108	111 448	1 166 656	232 090	472 400	-	1 533 875	1 157 499
Justice	-	21250	55512	-	134 005	12 461	69 386	-	61 059	30 146
Administration du Territoire	6 508	-	172 160	-	67 002	7 301	36 678	2 955 000	35 244	228 281
Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300 000
Affaires sociales	1 418	-	48 478	-	98 302	26 414	96 320	851 876	-	512 219
Recherche scientifique	1 500	-	-	-	-	11 515	95 810	130 600	-	691 214
Travail	215	-	-	24 166	90 203	197 448	11 578	266 424	26 597	292 500
Fonction Publique	644	-	50 628	-	51 369	11 029	33 321	-	54 566	30 146
Economie Nationale	286	-	102 822	-	-	4 971	103 236	-	27 283	30 146
Conseil Législatif	1 585	-	50 000	50 870	68 122	18 921	-	-	140 744	5 687 721
Condition Féminine	-	-	-	-	-	3 150	18 525	130 600	-	30 146
Anciens Combattants	1 500	-	-	-	-	751	15 000	-	6 183	-
Budget	9 249	-	-	10 845	-	33 023	180 140	-	333 045	857 080
Conseil Judiciaire	-	-	50 913	-	-	-	-	-	-	-
Urbanisme et Habitat	-	-	-	-	-	12 813	89 389	928 245	772 893	1 031 488
Petites et Moyennes Entreprises	4 000	-	-	-	329 720	41 387	167 042	-	-	30 146
Reconstruction et Service National	-	94 166	662 498	36 484	-	43 969	45 333	-	-	-
Pétrole	-	21 250	114 966	41 416	-	-	-	-	-	-
Autres ministères	-	27 044	166 287	-	43 192	35 121	186 162	2 381 492	469 465	1 949 885
Total	119 193	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	17 600 000	65 024 644

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

Tableau II.22 Budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition des crédits de paiement par secteur
(en milliers de CDF)

SECTEURS	Valeurs courantes										Structure en %								
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	1998	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A.Projets économiques et sociaux	78 548	600 280	4 155 223	868 191	3 982 083	6 316 674	3 571 533	13 749 730	9 380 800	32 902 470	65,9	65,9	40,6	49,6	54,6	49,6	55,9	53,3	50,6
Projets économiques	46 247	356 445	2 568 371	611 005	2 648 085	2 109 308	2 375 103	6 419 820	4 488 000	17 621 679	38,8	39,1	28,9	33,0	18,2	33,0	26,1	25,5	27,1
Projets sociaux	32 301	243 835	1 586 852	247 186	1 333 998	4 207 366	1 196 481	7 329 910	4 892 800	15 280 791	27,1	26,8	11,7	16,6	36,4	16,6	29,8	27,8	23,5
B.Equipement des administrations	23 958	183 090	1 267 375	491 405	1 740 774	4 821 577	1 561 323	5 435 940	4 153 600	26 204 932	20,1	20,1	23,3	21,7	41,7	21,7	22,1	23,6	40,3
C.Dépenses militaires	-	-	-	63 747	405 951	57 942	384 103	1 303 641	1 161 600	3 316 257	-	-	3,0	5,1	0,5	5,1	5,3	6,6	5,1
D. Investissements indirects	16 687	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	2 904 000	2 800 986	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5	4,0
Participations dans les entreprises en République Dém du Congo	16 687	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	2 904 000	2 800 986	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5	4,0
Participations dans les organismes financiers internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	119 193	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	17 600 000	65 024 644	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère du Budget.

Tableau II.23. EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT REPARTITION
PAR MINISTERE
(en milliers de CDF).

Ministères	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1.Présidence.	-	2 540	385 426	260 000	352 534	268 883	1 408 000	804 380	2 514 030	329 699	2 296 540
2.Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Finances	-	-	969	22 000	94 500	-	17 600	475 470	37 540	667 818	633
4.Education Nationale	669,9	-	-	-	-	12 101	6 000	-	2 015 010	1 928 610	2 996 925
5.Information	-	-	-	-	-	-	45 000	222 090	216 300	-	356 953
6.Agriculture	77,3	-	11 920	82 646	53 340	116 012	209 000	96 730	679 310	1 888 812	1 974 612
7.Travaux Publics	34018,7	4 786	53 029	299 701	931 139	3 995 833	1 691 130	6 320 730	13 722 970	15 537 954	1 324 973
8.Mines et Affaires Foncières.	-	-	67 000	-	-	-	-	-	-	-	-
9.Transports et Communications.	-	-	3 700	964	-	39 379	-	19 000	207 870	155 867	2 830
10.Postes,Télégraphes Télé.	301,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11.Santé Publique	192,8	-	7 095	1 533	5 000	51 213	683 600	5 480	640 680	3 084 376	3 831 727
12.Energie	3208,6	-	-	-	-	-	41 000	-	-	914 546	-
13.Défense Nationale	11,6	-	-	-	-	234 528	275 000	1 145 290	3 346 340	3 049 900	4 843 532
14.Portefeuille	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15.Environnement	-	-	2 200	-	-	-	-	-	-	-	-
16.Plan	-	-	-	57 000	100 360	13 000	-	127 000	-	19 059	1 034 068
17.Développement rural	177,3	-	-	-	-	7 000	-	-	653 980	1 688 587	980 095
18.Justice	-	-	-	-	-	-	52 000	-	-	-	-
19.Affaires sociales	-	-	-	5 863	-	25 180	56 500	-	71 610	776 166	-
20.Affaires étrangères	-	-	-	-	156 710	6 881	73 100	39 150	21 700	109 901	75 000
21.Travail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22.Recherche scientifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123 210
23.Conseil Législatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24.Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	228 369	-
25.Budget	-	-	-	-	-	-	17 000	-	-	12 465	42 171
26.Fonction Publique	-	-	-	956	-	3 350	-	-	-	178 046	37 455
27.Cultures & Arts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67 648	-
28.Sports & Loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26 446	-
29.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30.Urbanisme & Habitat	-	-	-	-	-	-	-	-	226 040	1 731 574	370 669
31. Commerce Extérieur	-	1 125	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32.Reconstruction	-	-	15 000	-	-	-	-	-	-	-	-
33.Intérieur	-	-	7 622	-	-	-	-	-	-	268 030	-
34.Autres ministères	-	-	-	-	-	-	9 509 808	11 462 733	2 974 471	261 720	2 092 937
TOTAL	38 657,7	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593	22 384 330

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.24. DEPENSES PUBLIQUES EN CAPITAL DU CADRE BUDGETAIRE REPARTITION PAR SECTEUR (en milliers de CDF)

Secteurs	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
I.Acquisition des biens de capital	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 592	22 384 328
A.Infrastructure économique	7 326	152 743	279 327	455 281	374 554	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162
1.Voies de communications	7 326	69 523	196 681	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162
Routes, ponts et chaussées	7 326	69 523	195 717	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162
Voies fluviales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	-	-	964	-	-	-	-	-	-	-
2.Agriculture	-	16 220	82 646	159 965	277 918	-	-	-	-	-
3.Mines	-	67 000	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Infrastructure sociale et collective	1 125	394 539	357 146	1 043 349	2 999 065	10 650 508	13 235 043	7 985 321	11 862 926	5 555 761
1.Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Santé publique	-	4 495	1 533	-	57 213	-	-	-	-	-
3.Urbanisme	-	15 500	13 750	171 057	76 807	230 278	1 319 500	1 663 920	4 080 605	123 209
4.Information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers	1 125	374 544	341 863	872 292	2 865 045	10 420 230	11 915 543	6 321 401	7 782 321	5 432 552
C.Equipement des administrations	-	6 679	94 190	194 953	1 399 741	2 865 320	4 835 850	17 239 240	19 883 100	14 492 405
1.Constructions civiles	-	6 679	94 190	158 593	1 147 282	973 810	2 636 130	5 050 360	4 345 146	5 273 418
2.Matériel durable (1)	-	-	-	36 360	252 459	1 891 510	2 199 720	12 188 880	15 537 954	9 218 987
D.Constructions militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Transfert d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 592	22 384 328

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire.

Tableau II.25. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE LIBELLE EN MONNAIE NATIONALE (en milliers de CDF).

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Auprès des institutions monétaires	303 632	554 643	3 189 565	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778	67 335 434
Banque Centrale du Congo	271 848	528 342	3 143 593	14 019 715	13 326 500	-7 246 644	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	78 032 124	89 851 364
Banques de dépôts	31 784	26 301	45 972	-289 985	-838 363	-3 144 323	-7 317 117	-10 823 845	-18 710 703	-32 496 346	-22 515 930
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux ⁽¹⁾	0,02	0,00	0,00	0,00	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	303 632	554 643	3 189 565	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778	67 335 434

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cf tableau IV.22.

Tableau II.26. COUVERTURE DES BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT
(en milliers de CDF).

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Besoins nets de financement	-267 093,0	-251 011	-2 634 922	-10 540 165	1 241 593	22 879 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455	-21 799 656
Moyens de financement :	267 093,0	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656
A. Financement intérieur monétaire ⁽¹⁾	267 092,5	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656
Banque Centrale du Congo	235 552,5	256 494	2 615 251	10 876 122	-693 215	-20 573 144	12 997 349	-17 593 887	50 786 208	39 089 098	11 819 240
Banques de dépôts	31 540,0	-5 483	19 671	-335 957	-548 378	-2 305 960	-4 172 794	-3 506 728	-7 886 858	-13 785 643	9 980 416
B. Financement intérieur non monétaire	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) D'après la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics.

TITRE III

**RELATIONS ECONOMIQUES
EXTERIEURES**

La politique de change de la Banque Centrale du Congo a été menée dans un contexte marqué sur le plan extérieure par l'envolée des cours des matières premières et l'absence de soutien à la balance des paiements à la suite de la suspension de l'accord sur la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) intervenue en mars 2006.

Le solde global de la balance des paiements s'est amélioré en 2007, passant d'un déficit de 5,0 % du PIB en 2006 à 2,7 % une année après. Cette évolution est consécutive à la bonne tenue de la balance commerciale et des transferts courants.

L'évolution du taux de change s'est ressentie de l'amélioration de la position extérieure du pays. En effet, à fin 2007, la monnaie a enregistré une légère appréciation de 0,1 % contre une dépréciation de 16 % à fin 2006. C'est dans cette perspective que la Banque Centrale, pour stabiliser les fluctuations du taux de change et améliorer le niveau de réserves internationales, n'a procédé qu'à des achats des devises par voie d'adjudication.

Cependant en raison de la non atteinte du point d'achèvement, la dette extérieure, analysée à travers tous ses indicateurs de viabilité, est demeurée non soutenable.

CHAPITRE I

COMMERCE EXTERIEUR

En termes nominaux, les échanges commerciaux sont passés de 5.590,4 millions de USD en 2006 à 7.197,9 millions en 2007, soit un accroissement de 28,8 % contre 9,8 % une année plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par la reprise de l'activité dans le secteur minier et l'envolée des cours des matières premières sur les marchés internationaux.

Rapportés au PIB, les échanges ont atteint 71,1 % en 2007 contre 64,3 % en 2006. Les parts relatives des exportations et des importations ont été respectivement de 28,5 % et 42,6 % en 2007 contre 31,0 % et 33,3 % en 2006.

I. COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

L'indice des cours des matières premières exportées par la République Démocratique du Congo a enregistré une hausse de 1,9 % en 2007, s'établissant à 123,0 points contre 120,7 points en 2006. Cette situation est due à la bonne tenue des cours mondiaux de la plupart des produits miniers et végétaux.

1. Produits miniers

L'indice des cours de produits miniers s'est accru de 6,9 % en 2007, sous l'effet de l'amélioration des prix de certains produits tels que le cobalt et le pétrole. L'accroissement de la demande mondiale marquée par les fortes consommations des pays émergents dans un contexte d'inélasticité de l'offre mondiale, continue d'influencer l'envolée des cours de ces produits.

2. Produits végétaux

De 112,0 points en 2006, l'indice des cours des produits végétaux est passé à 136,9 points en 2007, entraînant une progression de 22,2 %. Cette évolution est attribuable à l'amélioration des cours de tous les produits. Les effets de la sécheresse et des inondations dans les principales zones de production agricole et la forte demande caractérisée par l'accroissement de la consommation des pays émergents expliquent cette situation.

Les cours du café robusta et arabica ont augmenté respectivement de 30,6 % et 6,1 %, s'établissant à 1.718,5 USD la tonne et à 116,3 USD le livre poids en 2007 contre 1.315,8 et 109,6 USD une année auparavant. De même, le cours du caoutchouc s'est accru de 15,7 %, passant de 147,7 pence le kilo en 2006 à 170,9 pence en 2007.

II. ECHANGES COMMERCIAUX

Les exportations de la RDC vers ses principaux partenaires sont passées de 2.698,8 millions de USD en 2006 à 2.887,1 millions en 2007, soit une progression de 7,0 %. S'agissant des importations, elles ont atteint 4.310,8 millions de USD en 2007 contre 2.891,6 millions, une année plus tôt, enregistrant ainsi une hausse de 49,1 %.

1. Destination des exportations

La part des exportations vers l'Union européenne est passée de 52,9 % du total en 2006 à 46,1 % en 2007. Les exportations à destination de l'Amérique du Nord et du Japon ont représenté respectivement 10,1 % et 0,1 % contre 5,0 % et 0,2 % en 2006.

Les exportations à destination des pays non membres de l'OCDE n'ont atteint que 43,6 % du total contre 49,2 % en 2006.

2. Origine des importations

De 60,1 % en 2006, la part des importations en provenance des Etats non membres de l'OCDE est descendue à 58,4 % en 2007 tandis que celles de l'OCDE ont représenté 41,6 % du total contre 39,9 une année auparavant.

Les marchandises en provenance de l'Union européenne ont atteint 33,62 % contre 33,58 % en 2006.

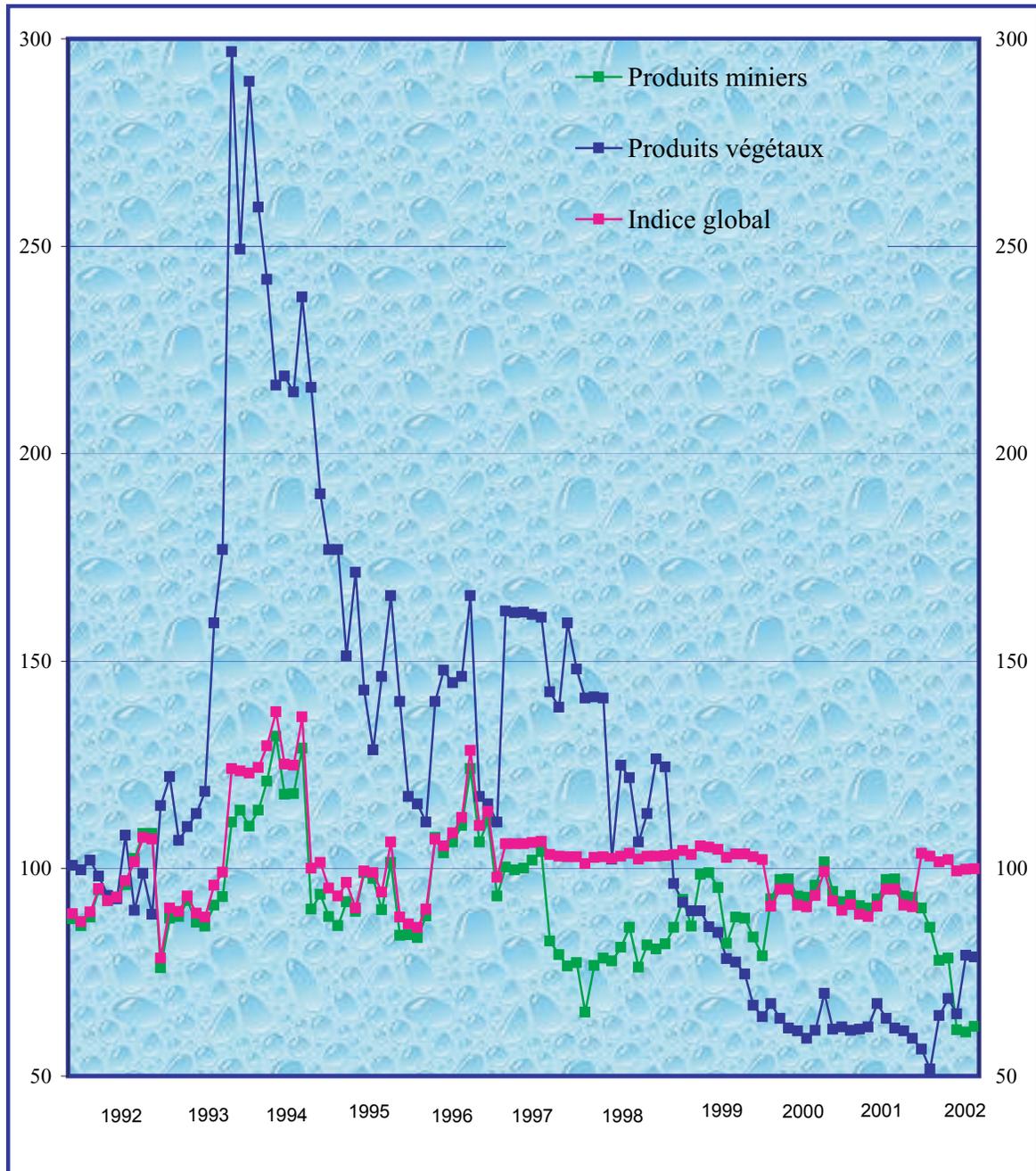
3. Termes de l'échange

L'indice des prix à l'exportation exprimé en XDR est passé à 171,1 en 2007 à 143,8 points en 2006, soit un accroissement de 19,0 %. Quant à l'indice de prix à l'importation, il s'est chiffré à 529,5 points contre 425,2 en 2006, soit une hausse de 24,5 %.

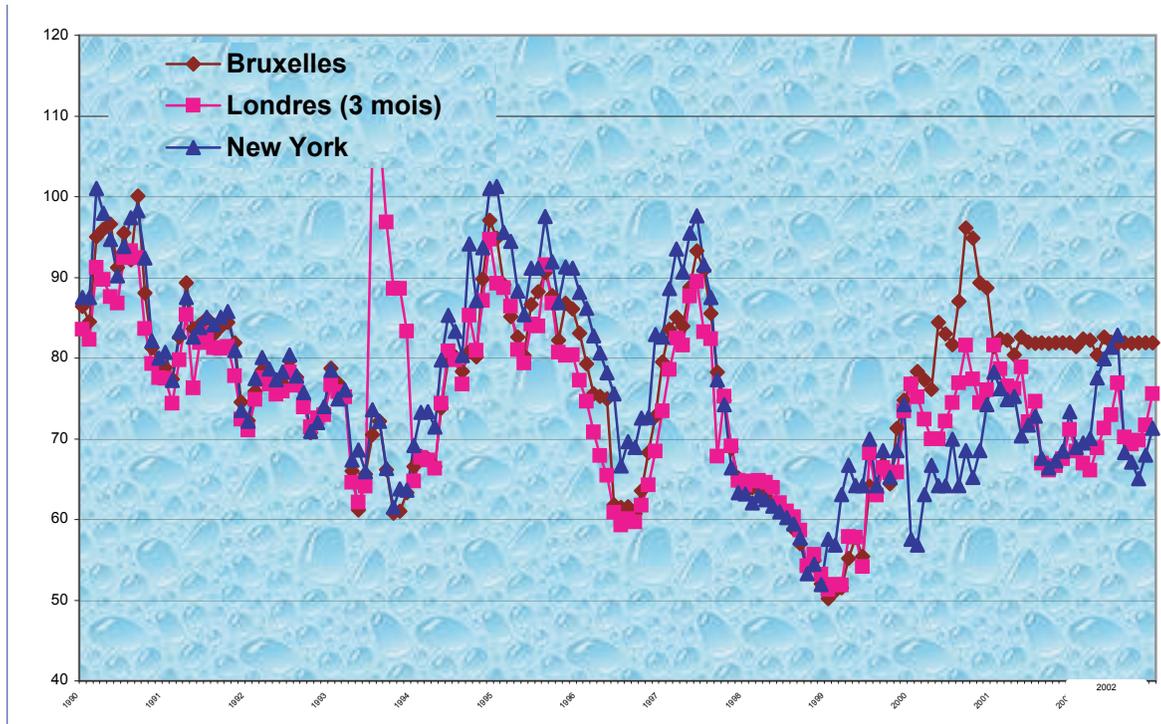
Les termes de l'échange se sont détériorés de 4,4 %, s'établissant à 32,3 points en 2007 contre 33,8 points une année plus tôt à la suite d'une progression plus prononcée plus importante.

Graphique 12. Cours des principaux produits exportés ⁽¹⁾
(base 1990 = 100)

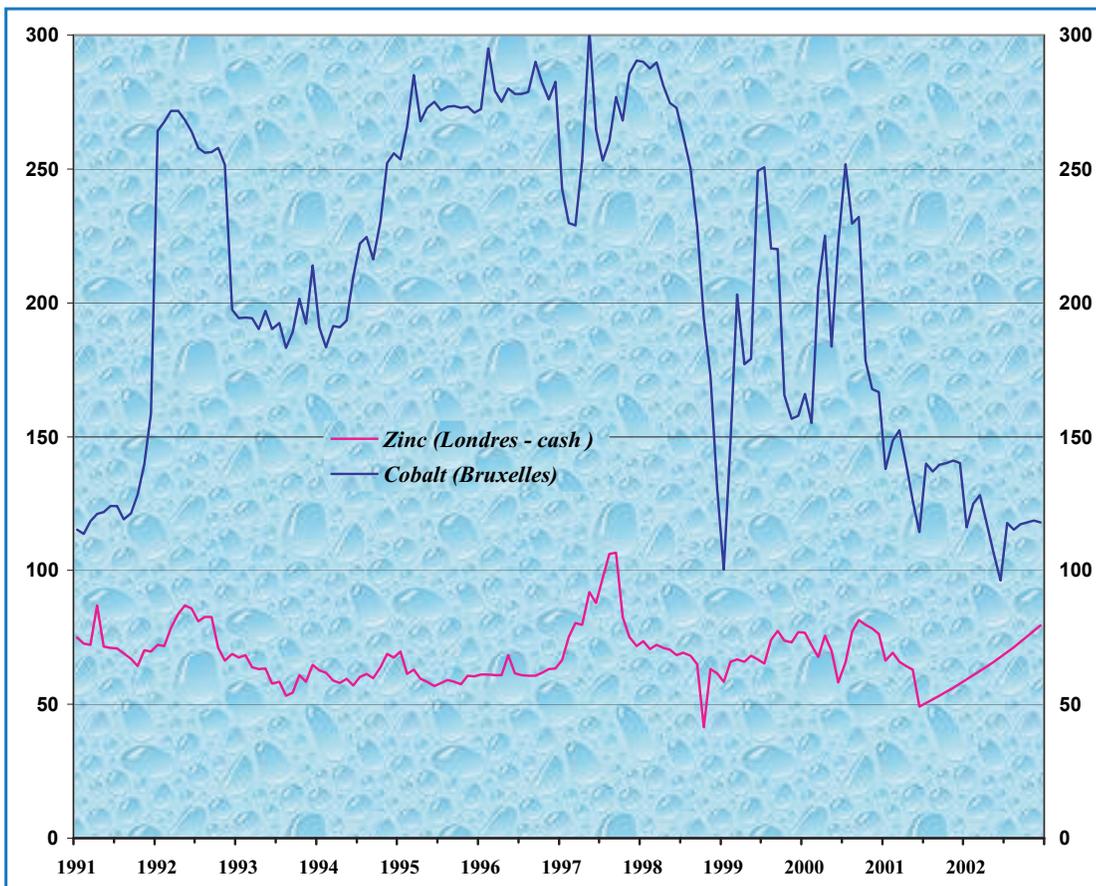
Graphique 13. Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New-York
(en milliers de FB/tonne métrique)



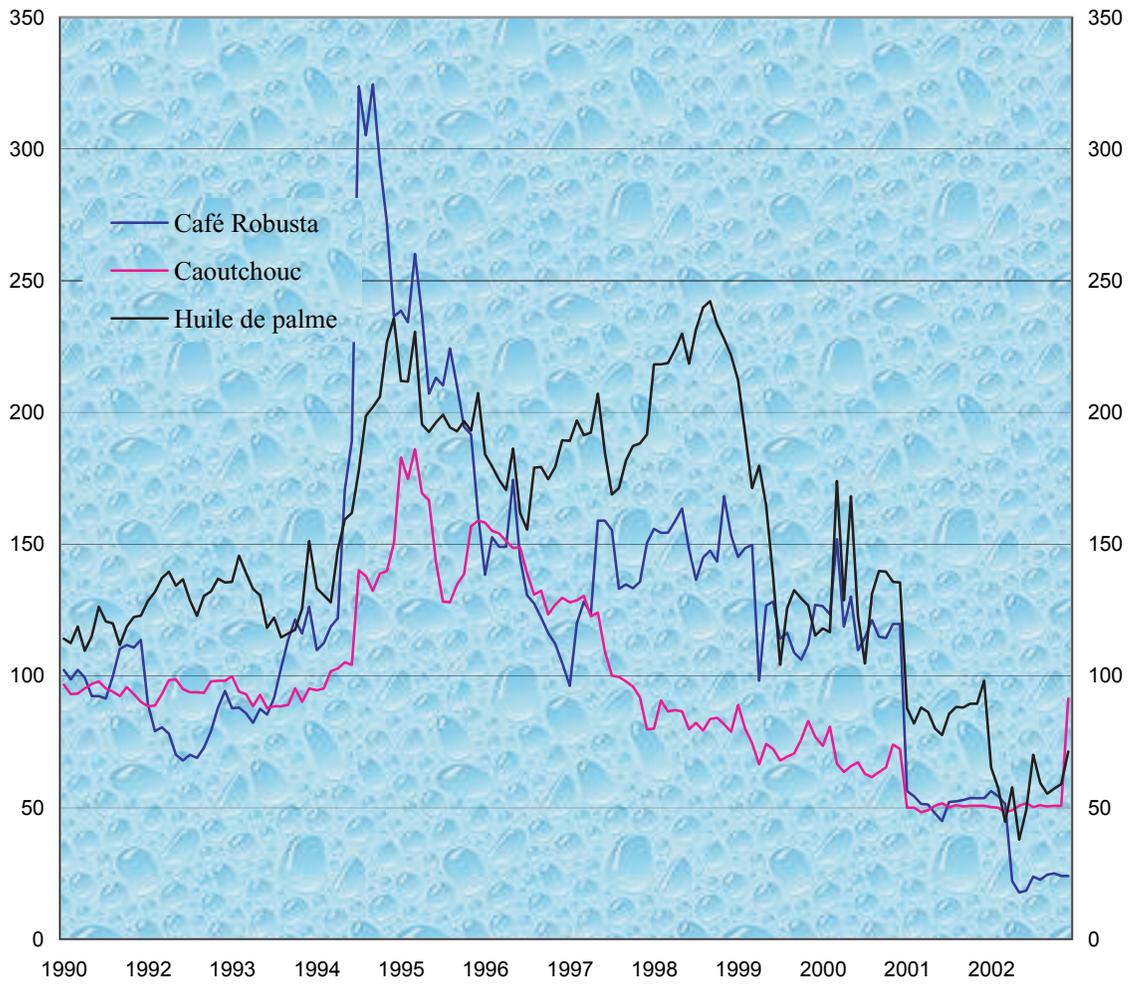
Graphique 14. Cours des principaux produits minéraux exportés
(base 1990=100)



Graphique 15. Cours des principaux produits végétaux exportés
(base 1990=100)



Graphique 16. Indices des prix à l'exportation et à l'importation et termes de l'échange



CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

I. EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE CHANGE

Deux principaux objectifs sont assignés à la politique de change de la BCC :

- Lisser les variations des cours de change ;
- Améliorer le niveau des réserves internationales.

a. Interventions sur le marché de change

Dans ce cadre, en vue d'atteindre ses objectifs, la stratégie de la BCC consiste à étendre et approfondir les marchés de change, notamment par :

- l'acceptation des francs congolais au titre de paiement par les opérateurs miniers d'impôts, droits et taxes ;
- l'abandon ou le refus de payer en devises les résidents et enfin ;
- l'intervention ponctuelle active sur le marché des changes en tenant compte des cycles budgétaires et économiques ;

b. Réglementation de change

Bien qu'aucune modification ne soit intervenue à la réglementation du change édictée depuis février 2001, l'Institut d'émission a néanmoins instauré en 2005, dans le cadre de ses interventions sur le marché des changes, un système d'appels d'offres à taux variables.

Ce dernier applique la méthode d'adjudication compétitive à taux unique « Système hollandais ». En effet, la Banque Centrale a publié les règlements sur les ventes et les achats des devises par voie d'adjudication, respectivement le 14 février et le 22 juin 2005. Seules les banques commerciales sont éligibles à ces achats et ventes par la Banque Centrale.

Dans le cadre de l'amélioration de sa gestion des réserves de change, la BCC a, d'une part, réduit le nombre des correspondants aussi bien locaux qu'étrangers et, d'autre part, élaboré le manuel des procédures définissant de manière détaillée l'organisation des opérations en devises, leur répartition et les responsabilités de chacun des agents concernés.

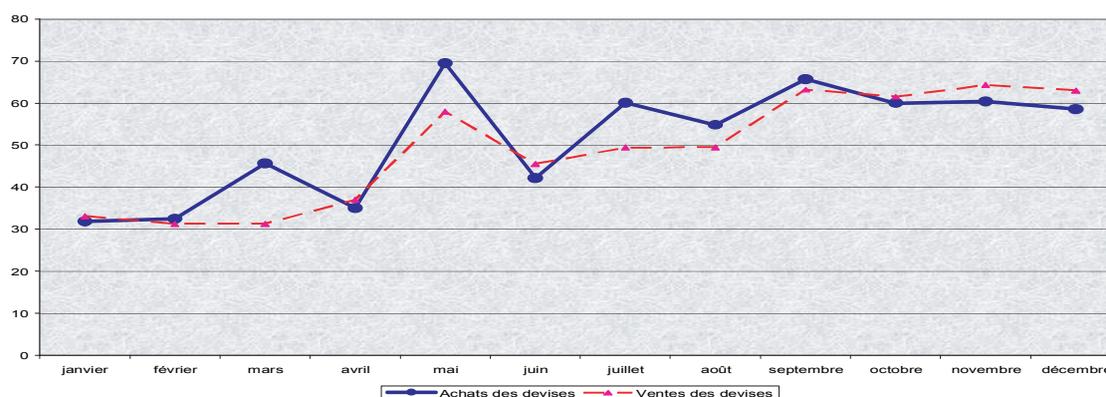
En effet, le nombre de comptes de la Banque est passé de 56 à 21, dont 12 comptes au niveau local et 9 à l'étranger. L'Institut d'Emission a également concentré ses avoirs en comptes de dépôt rémunérés auprès de la BRI. Les comptes à l'étranger sont ouverts auprès de quatre banques, à raison de 4 à la BRI, 3 à la Fortis, 1 à la Banque de France et 1 à la BNB. Le compte ouvert auprès de la BNB sert uniquement à entretenir les engagements du pays vis-à-vis de cette banque.

II. EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES

Le marché des changes a enregistré un excédent net de la demande de devises de 28,91 millions de USD à fin décembre 2007 contre un excédent net de l'offre de 60,18 millions en 2006. Cette évolution résulte des interventions de la Banque Centrale du Congo lesquelles se sont effectuées uniquement par achat des devises par voie d'adjudication.

Les ventes de devises ont totalisé 587,1 millions de USD en 2007 contre 392,7 millions en 2006, soit un accroissement de 49,5 %. De même, les achats ont connu une forte augmentation de 85,2 %, se situant à 616,0 millions de USD contre 332,5 millions une plus tôt. Ainsi, le volume global de transactions est passé de 725,2 millions en 2006 à 1.203,1 millions de USD en 2007. Cet accroissement procède d'une part de l'obligation faite aux opérateurs économiques de s'acquitter des droits et taxes en monnaie nationale et d'autre part de la préférence des agents économiques à détenir la devise par rapport à la monnaie nationale.

Graphique 17. Evolution des transactions en devises sur le marché des changes en 2007



Le marché des changes est resté animé par les banques dont les transactions ont représenté 92,2 %, suivi de la Banque Centrale 5,6 % et enfin des bureaux de change 2,2 %. En 2006, ces proportions ont été respectivement de 93,3 %, 3,0 % et 3,7 %.

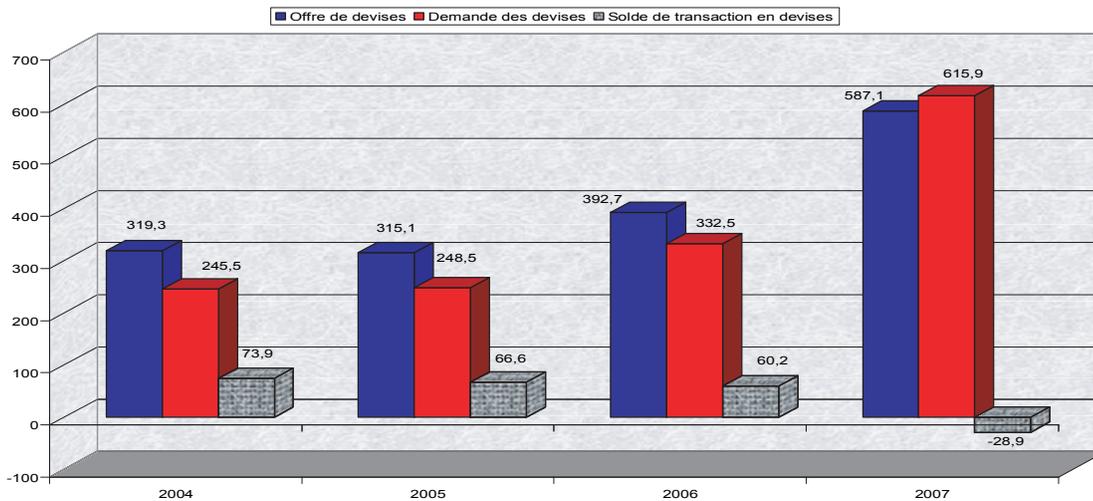
Tableau 18 : Evolution mensuelle du volume des transactions sur le marché des changes (en millions de USD)

Transactions	janv-07	févr-07	mar-07	avr-07	mai-07	juin-07	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	Total
- Vente	33,1	31,3	31,3	37,0	57,9	45,5	49,4	49,5	63,2	61,5	64,3	63,0	587,1
- Achat	31,9	32,5	45,6	35,0	69,5	42,1	60,1	54,8	65,7	60,0	60,4	58,5	616,0
- Solde	1,2	-1,2	-14,3	2,0	-11,5	3,4	-10,7	-5,3	-2,5	1,5	3,9	4,5	-28,9

Source : Banque Centrale du Congo

La Banque Centrale a effectué des achats des devises par voie d'adjudication pour un montant de 66,9 millions de USD. En 2006, les interventions de l'Institut d'émission ont concerné les achats pour un montant de 10,4 millions de USD et les ventes pour 11 millions.

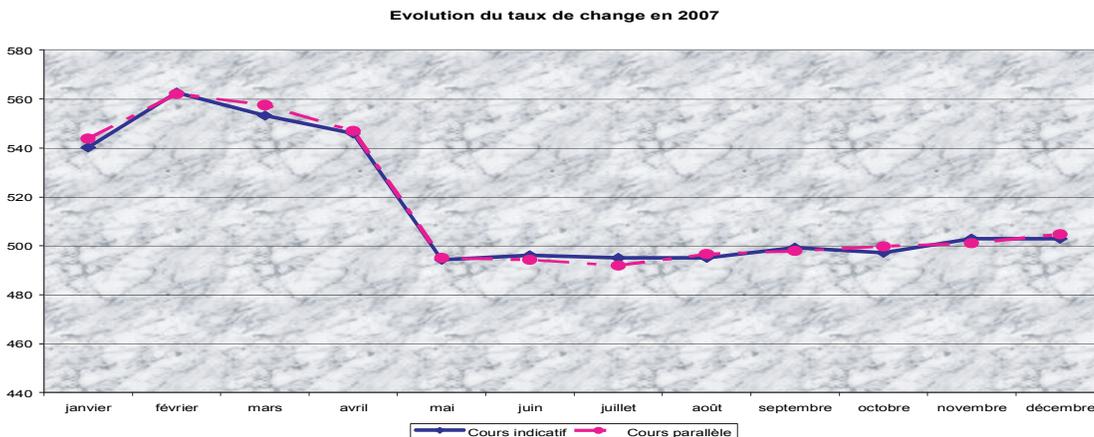
Graphique : Evolution des transactions sur le marché des changes de 2004 à 2007
(en millions de USD)



III. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

L'évolution du taux de change en 2007 a été caractérisée par une forte dépréciation (janvier et février), une appréciation remarquable durant les trois mois suivants et une relative stabilité au cours des sept derniers mois.

Graphique ? Evolution du taux de change en 2007



Cette évolution trouve sa justification dans les politiques monétaire et budgétaire mises en œuvre. En effet, le relâchement de ces politiques s'est accompagné d'une instabilité des prix intérieurs et du taux de change et leur resserrement par contre a induit une amélioration de l'évolution de ces paramètres de conjoncture.

A fin décembre 2007, le franc congolais a enregistré une appréciation de 2,2 % sur le marché libre et une stabilité à l'indicatif. En effet, le taux de change s'est établi à 502,9 CDF le dollar au 31 décembre 2007 contre 503,4 CDF le 31 décembre 2006. Sur le marché libre, le taux de change est passé de 515,9 CDF le dollar à 504,7 CDF d'une année à l'autre.

Tableau 20 : Evolution mensuelle du Taux de change en 2007
(CDF / 1 Usd)

	Cours indicatif		Cours parallèle		Ecart en %
	Taux	Variation en %	Taux	Variation en %	
janvier	540,2		543,75		0,7
février	562,62	-4,0	562,08	-3,3	-0,1
mars	553,23	1,7	557,54	0,8	0,8
avril	545,95	1,3	546,87	2,0	0,2
mai	494,36	10,4	495,09	10,5	0,1
juin	496,18	-0,4	494,33	0,2	-0,4
juillet	494,98	0,2	491,94	0,5	-0,6
août	495,06	0,0	496,6	-0,9	0,3
septembre	499,24	-0,8	497,86	-0,3	-0,3
octobre	497,28	0,4	499,78	-0,4	0,5
novembre	502,85	-1,1	501	-0,2	-0,4
décembre	502,99	0,0	504,72	-0,7	0,3

CHAPITRE III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2007, la Balance des Paiements a accusé un déficit de 271,5 millions de USD contre 430,8 millions en 2006. Par rapport au PIB, le déficit s'est amélioré en s'établissant à 2,7 % contre 5,0 % une année auparavant. L'amélioration des soldes commercial et des transferts courants explique cette évolution.

TABLEAU COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de USD)

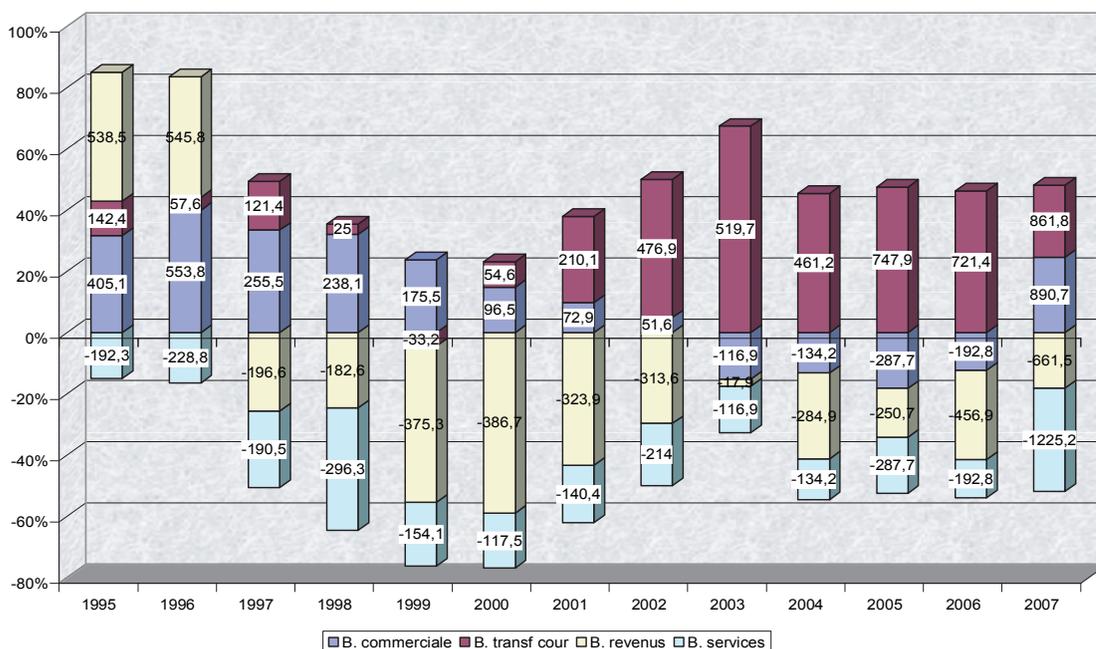
	2006	2007
Compte des transactions courantes	-395,5	-134,2
- Balance commerciale	-186,9	890,7
- Services nets	-473,0	-1 225,2
- Revenus nets	-456,9	-661,5
- Transferts courants nets	721,3	861,8
Compte de capital et d'opérations financières	13,1	-56,6
- Capitaux publics nets	151,4	50,9
- Capitaux privés nets	-69,6	-54,6
- ACANFNP		2,2
- Opérations financières nettes	-68,6	-55,1
Erreurs et omissions	-48,4	80,8
Déficit global	-430,8	-271,5
Besoins de financement	430,8	271,5

Source : Banque Centrale du Congo.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Après avoir représenté 4,5 % du PIB en 2006, le déficit du compte des transactions courantes s'est situé à 1,3 % du PIB en 2007, soit une réduction de 3,2 points. Cette évolution procède essentiellement de l'amélioration de la balance commerciale et celle des transferts sans contrepartie. En effet, la balance commerciale s'est soldée par un excédent représentant 8,8 % du PIB en 2007 contre un déficit de 2,2 % une année plus tôt. S'agissant de la balance des transferts sans contrepartie, elle est passée d'un excédent de 8,3 % du PIB en 2006 à 8,5 % une année après.

Graphique Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes
(en millions de USD) (2)



(2) En millions de USD à partir de 2003.

1. Balance commerciale

L'excédent commercial s'est situé à 890,7 millions de USD en 2007 contre un déficit de 186,9 millions en 2006. Cette amélioration trouve son origine dans la croissance des exportations des produits miniers.

1.1. Exportations

Sous l'effet de l'augmentation des produits miniers et agricoles, les exportations se sont accrues de 127,3 % en 2007 contre 12,3 % en 2006.

L'accroissement des exportations des produits miniers, soit 133,5 %, résulte de performances enregistrées dans les ventes du cuivre, du cobalt et du zinc des sociétés partenaires à la Gécamines. A cela, s'ajoute le relèvement du cours du cuivre de 6.952,3 euros la tonne à 7.294,5 euros d'une année à l'autre.

De même, les exportations du cobalt ont enregistré une augmentation de 336,8 % à la suite de l'amélioration aussi bien du cours sur le marché que du volume exporté. En effet, établi à 34.384,0 dollars la tonne en 2006, le cours du cobalt a atteint 64.867,4

dollars en 2007. Le volume exporté est passé de 15.383,4 tonnes à 35.770 tonnes, soit une augmentation de 132,5 %. L'installation de nouveaux exploitants miniers et de nouvelles technologies est à la base de la hausse du volume exporté.

Les exportations de zinc ont enregistré une baisse de 51,6 % en 2007 en raison notamment de la concentration de nouveaux investissements dans la production du cuivre et du cobalt.

TABLEAU STRUCTURE DES EXPORTATIONS
(en millions de USD)

	2006		2007	
	Valeur	%	Valeur	%
I. PRODUITS MINIERES	2 537,6	93,8	5 924,8	96,4
- Produits GECAMINES	367,2	13,6	266,9	4,3
- Autres sociétés	831,6	30,7	4 214,1	68,5
- Or	2,9	0,1	4,0	0,1
- Diamant	883,6	32,7	827,5	13,5
- Pétrole brut	452,2	16,7	612,2	10,0
II. PRODUITS AGRICOLES	111,3	4,1	172,0	2,8
- Café	37,7	1,4	64,5	1,0
- Caoutchouc	8,5	0,3	17,0	0,3
- Bois	55,5	2,1	80,7	1,3
- Autres (1)	9,6	0,4	9,9	0,2
III. PRODUITS INDUSTRIELS	55,5	2,1	51,1	0,4
- Ciment	19,7	0,7	13,8	0,2
- Produits chimiques	0,8	0,0	0,8	0,0
- Electricité	23,1	0,9	24,7	0,4
- Autres(2)	11,8	0,4	11,8	0,2
TOTAL	2 704,4	100,0	6 147,9	99,6

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Cacao, thé, sucre de canne

(2) Bouteilles vides, mitrilles ferreuses, ...

Sous l'impulsion du caoutchouc, du café et du bois, les exportations de produits agricoles ont augmenté de 54,5 %.

En effet, en dépit de la baisse de son cours, les exportations de caoutchouc ont enregistré un accroissement 99,9 % attribuable principalement à l'augmentation du volume exporté, lequel est passé de 3.267 tonnes en 2006 à 6.678 tonnes en 2007.

S'agissant du café, ses exportations ont progressé de 71,1 % sous l'effet combiné de la hausse des cours et des quantités. Le cours du café robusta est passé de 1.262,7 dollars la tonne en 2006 à 1.730,8 dollars en 2007, soit une augmentation de 37,1 % ; tandis que celui du café arabica a connu une augmentation de 9,9 % se chiffrant à 2.590,9 dollars la tonne en 2007 contre 2.357,3 dollars une année avant. Quant aux volumes exportés, ils ont augmenté de 120,1 et 1,6 % respectivement pour les cafés robusta et arabica.

Pour ce qui est du bois, ses exportations ont été en hausse de 45,3 % à la suite de l'augmentation des quantités exportés, lesquelles sont passées de 55,5 à 80,7 tonnes d'une année à l'autre.

Par contre, les exportations des produits industriels ont baissé de 7,9 % à la suite de la contraction des ventes de ciment.

1.2. Importations

En 2007, les importations ont été en hausse de 81,8 % contre 7,5 % en 2006. Toutes les rubriques ont connu des augmentations dont la plus importante a été celle des biens d'équipements atteignant 169,0 %.

TABLEAU STRUCTURE DES IMPORTATIONS
(en millions de USD)

	2006		2007	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	1 001,01	34,62	1 145,53	21,79
1. Non durables	736,74	25,48	843,11	16,04
2. Durables	264,27	9,14	302,42	5,75
B. ENERGIE	535,16	18,51	683,70	13,01
1. Matières brutes	1,07	0,04	1,37	0,03
2. Matières élaborées	534,09	18,47	682,33	12,98
			0,00	
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	148,97	5,15	182,17	3,47
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	73,14	2,53	89,45	1,70
2. Destinées à l'industrie	75,82	2,62	92,72	1,76
D. BIENS D'EQUIPEMENT	1 206,52	41,72	3 245,79	61,74
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	108,10	3,74	290,82	5,53
2. Matériels de transport	675,77	23,37	1 817,96	34,58
3. Machines pour industries spécialisées	422,64	14,62	1 137,00	21,63
TOTAL	2 891,65	100,00	5 257,19	100,00

Source: Banque Centrale du Congo

2. Balance des services

La balance des services s'est soldée par un déficit de 12,1 % du PIB en 2007 contre 5,3 % en 2006. Les exportations de toutes les catégories des services ont enregistré des augmentations à l'exception de celles des voyages et de services fournis par les administrations publiques qui ont régressé respectivement de 77,4 % et 35,0 %.

L'analyse de la structure des dépenses renseigne que le transport a représenté 45,4 % du total suivi des autres services aux entreprises 20,5 %, de services d'assurance 13,2 %. La différence a été absorbée par les services reçus des administrations publiques et voyages.

Tableau III.4.bis. REPARTITION DES OPERATIONS SUR LES SERVICES
(en millions de USD)

	2006			2007		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Transport	2,7	357,0	-354,3	21,8	734,5	-712,7
Voyages	3,1	92,7	-89,7	0,7	108,7	-108,0
Services de communication	57,5	1,0	56,5	62,3	1,0	61,3
Services bâtiments et travaux publics	0,0	21,2	-21,2	0,0	20,8	-20,8
Services d'assurance	0,0	93,4	-93,4	0,0	213,7	-213,7
Services financiers	38,5	27,2	11,3	41,7	28,4	13,4
Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevances et droits de licence	49,6	1,9	47,7	53,8	1,9	51,9
Autres services aux entreprises	66,4	166,8	-100,4	71,9	331,7	-259,8
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,0	2,2	-1,1	1,1	2,1	-1,0
Services fournis ou reçus par les administrations publiques	214,1	142,4	71,6	139,1	174,8	-35,7
Total	432,9	905,8	-472,0	392,5	1.617,7	-1.225,2

Source: Banque Centrale du Congo

3. Balance des revenus

La balance des revenus s'est soldée en 2007 par un déficit de 6,5 % du PIB contre 5,3 % en 2006.

L'aggravation du déficit des transactions sur les revenus est attribuable essentiellement à l'accroissement du montant à payer au titre des revenus des investissements.

Tableau III.4.ter. EVOLUTION DES OPERATIONS SUR LES REVENUS
(en millions de USD)

	2006	2007
1. RECETTES	17,6	26
- Rémunérations des salariés	12,8	8,8
- Revenus des investissements	4,9	17,2
2. DEPENSES	474,5	687,5
- Rémunérations des salariés	31,5	26,4
- Revenus des investissements	443,0	661,1
3. SOLDE	-456,9	-661,5
- Rémunérations des salariés	-18,8	-17,5
- Revenus des investissements	-438,1	-643,9

Source: Banque Centrale du Congo

4. Balance des transferts courants

Les transferts sans contrepartie se sont soldés par un excédent de 8,5 % du PIB en 2007 contre 8,3 % une année plus tôt.

Il sied de noter que dans les transferts publics, les donations ont augmenté de 23,7 %, se situant à 849,1 millions en 2007 contre 686,6 millions de USD en 2006.

Tableau III.5. : EVOLUTION DES TRANSFERTS COURANTS
(en millions de XDR)

	2006	2007
1. RECETTES	1.203,1	1.484,4
- Transferts publics	819,1	909,1
- Transferts privés	384,0	575,3
2. DEPENSES	481,7	622,6
- Transferts publics	129,6	168,5
- Transferts privés	352,1	454
3. SOLDE	721,4	861,8
- Transferts publics	689,5	740,6
- Transferts privés	31,9	121,2

Source: Banque Centrale du Congo

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est soldé par un déficit de 0,6 % du PIB en 2007 contre un excédent de 0,2 % en 2006.

Dans un contexte marqué par la baisse des prêts consentis au pays dont le montant est passé de 114,2 millions de USD en 2006 à 57,4 millions en 2007, l'accroissement de 118,5 % des recettes se justifie essentiellement par l'augmentation des encaisses au titre d'investissement direct étranger. Ces dernières ont atteint 1.808,0 millions en 2007, soit 17,8 % du PIB contre 256,1 millions de USD en 2006, représentant 2,9 % du PIB.

Les dépenses ont augmenté de 124,9 %, suite à la hausse des placements effectués à l'étranger qui ont atteint 1815,6 millions en 2007 contre 401,2 millions en 2006. En outre, le montant à payer au titre du remboursement du principal de la dette extérieure est passé de 471,0 millions de USD en 2006 à 500,2 millions en 2007, soit une augmentation de 6,2 %.

TABLEAU III.5.BIS. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES
(en millions de USD)

	2006			2007		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. CAPITAL	151,5	69,9	81,7	54,8	56,3	-1,5
1.1. Transferts des capitaux	151,5	69,7	81,8	52,6	56,3	-3,7
* Capitaux publics	151,4	0,0	151,4	50,9	0,0	50,9
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts	151,4	0,0	151,4	50,9	0,0	50,9
* Capitaux privés	0,1	69,7	-69,6	1,6	56,3	-54,6
- Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts	0,1	69,7	-69,6	1,6	56,3	-54,6
1.2. Acquisition et cession ANFNP(1)	0,0	0,1	-0,1	2,2	0,0	2,2
2. OPERATIONS FINANCIERES	1.202,2	1.270,7	-68,5	2903,6	2958,7	-55,1
- Investissements directs	256,1	18,4	237,8	1808,0	14,3	1793,7
- Investissements de portefeuille	0,1	413,3	-413,2	0,0	1833,6	-1833,6
- Autres investissements	946,0	839,0	107,0	1095,6	1110,8	-15,2
TOTAL (1+2)	1353,8	1340,6	13,2	2958,4	3015,0	-56,6

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

De 430,8 millions de USD en 2006, le déficit de la balance des paiements est passé à 271,5 millions en 2007. Ce déficit a été couvert essentiellement par les allègements dans le cadre de l'initiative PPTE.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

I. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

1. Fonds Monétaire International

Depuis l'interruption du programme Economique du Gouvernement en 2006 et en conséquence, l'arrêt des tirages dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), la RDC n'a plus conclu de programme formel avec les institutions de Bretton Woods. En attendant, le pays exécute le Programme Suivi par les Services du FMI (PSSF).

Par ailleurs, le pays s'est acquitté des obligations relatives au remboursement du principal obtenu dans le cadre des tirages ainsi qu'aux paiements des intérêts et commissions. En 2007, les paiements effectués en faveur du FMI ont atteint à 70,28 millions de USD contre 3,54 millions une année auparavant.

2. Club de Paris

Suite aux difficultés de trésorerie que connaît le pays, la RD Congo a suspendu les paiements en faveur de ce Club depuis le second semestre 2006.

Par ailleurs, l'absence d'un programme formel avec le FMI ne permet pas au Secrétariat de ce Club de convoquer une réunion de ses membres avec la RDC, ce qui retarde le traitement à réserver aux arriérés accumulés.

3. Club de Londres

La procédure de rachat de cette dette par la Banque Mondiale achoppe sur trois exigences des consultants de cette dernière institution, à savoir : les gentlemen's agreements, créances rachetées par Red Mountain et les créances Belgolaises.

a. Gentlemen's agreements

Pour rappel, il existe une discordance de chiffres entre les experts congolais et les consultants sur le stock de la dette due au Club de Londres. Cette différence s'explique par le fait que le calcul des consultants se fonde sur l'accord de refinancement de mars 1980 alors que la partie congolaise a pris en compte les quatre gentlemen's agreements signés entre cette date et 1989.

Pour partir sur une même base, la partie congolaise devait transmettre les copies desdits gentlemen's agreements aux consultants. Cependant, à ce jour, ces accords n'ont toujours pas été retrouvés au sein des services gestionnaires de la dette de la RDC.

Face à cette situation, la partie congolaise a pris l'option de souscrire au calcul du stock de la dette tel qu'effectué par les conseillers sous réserve de l'obtention, entre

temps, des copies des gentlemen's agreements. En effet, après la prise en compte du retrait de la Belgoïse, la différence entre les deux stocks ne sera plus importante.

b) Créances rachetées par Red Mountain

Red Mountain avait acquis un montant significatif de la dette congolaise sur le marché secondaire et a été entièrement désintéressé par la RD Congo.

Les consultants avaient souhaité disposer du montant original de ces créances afin de le soustraire de l'encours de la dette due au Club de Londres. Les informations nécessaires ont été remises par l'OGEDP au BCeCO en vue de leur transmission aux intéressés.

c) Créances Belgoïses

Par son courrier du 6 décembre 2007 adressé au Ministère des Finances, la Belgoïse avait affirmé renoncer à poursuivre le recouvrement des créances faisant partie du Club de Londres et abandonner son rôle de banque agent de ce Club.

Le conseiller juridique avait émis de fortes réserves sur l'efficacité juridique de cette lettre. A son avis, une différence est à établir entre renoncer à une créance (la créance est éteinte) et renoncer au recouvrement d'une créance (la créance est latente). Cette dernière formule ne protège pas l'Etat Congolais qui pourrait voir des tiers de mauvaise foi lui réclamer le paiement de ces créances.

Suite à cette réaction, plusieurs correspondances ont été échangées entre le Ministre des finances et la Belgoïse en vue de trouver une formulation appropriée.

Etant donné qu'aucune des lettres de la Belgoïse n'a rencontré la satisfaction du consultant juridique et pour éviter un échange interminable de correspondances entre la RDC et la Belgoïse, le Ministre des Finances a adressé, en date du 05 juillet 2008, une lettre à cette banque soulignant que le Gouvernement de la RD Congo prend acte de l'extinction totale et définitive de la dette de la Belgoïse faisant partie du Club de Londres. Sur cette base, Il a instruit ces différents services de retirer de leurs livres les créances susmentionnées.

Ainsi, plus rien ne devrait bloquer actuellement l'avancement de ce dossier. Toutefois, les contrats de ces conseillers étant arrivés à terme en août 2008, le BCeCO devra préparer un avenant auxdits contrats en vue de leur éventuelle prolongation.

4. Club de Kinshasa

La RD Congo a poursuivi les paiements et les négociations avec les créanciers de ce Club. Les négociations ont abouti à un allègement d'au moins 75 % du stock. Sur le montant initial de 60,1 millions de USD, le gouvernement a obtenu une annulation de 45,4 millions.

Il sied d'indiquer que hormis les créanciers traditionnels du Club de Kinshasa, à savoir les créanciers bilatéraux et privés non membres du Club de Paris ou de Londres ainsi que ceux dont les créances ne sont pas garanties par un organe d'assurance-crédit à l'exportation, les anciens propriétaires de biens zaïrianisés sont inscrits dans ce Club une fois que leurs créances ont fait l'objet des négociations d'allègements PPTTE.

En 2007, l'Etat congolais a obtenu une annulation de 9,9 millions de USD sur un total de 13,2 millions réclamés par quelques Anciens propriétaires des biens zaïrianisés.

II. STOCK DE LA DETTE

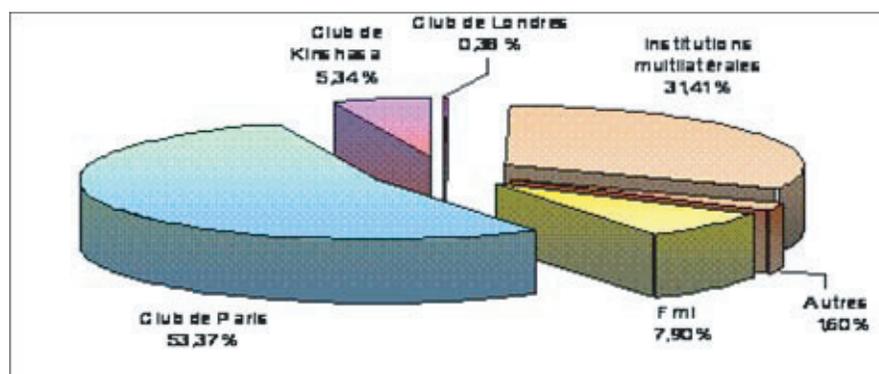
A fin 2007, le stock de la dette a enregistré une progression de 4,3 % par rapport à son niveau de 2006 en s'établissant à 10.973,25 millions. Il a représenté 108,3 % du PIB contre 121,2 % une année auparavant. Cette évolution est attribuable essentiellement à l'accumulation des arriérés envers le Club de Paris.

Reporté aux exportations des biens et services et aux recettes budgétaires, ce stock a représenté 167,8 % et 695,3 % contre des seuils respectivement de 150 % et 250 %, confirmant ainsi le caractère insoutenable de la dette congolaise.

Tableau STOCK DE LA DETTE AU 30 DECEMBRE 2007
(en millions de USD)

	Encours	Intérêts	Stock
I. Dette à moyen et long termes	10 570,74	371,91	10 942,65
a) Dette négociée	10 430,41	367,05	10 797,46
- Club de Paris	5 650,10	206,27	5 856,37
- Club de Kinshasa	439,87	146,43	586,30
- Club de Londres	28,57	12,80	41,37
- Institutions multilatérales	4 311,87	1,55	4 313,42
<i>dont FMI</i>	867,23		867,23
<i>Banque mondiale</i>	1 967,65		1 967,65
<i>Union européenne (IDA)</i>	10,99		10,99
<i>Groupe BAD</i>	1 295,54		1 295,54
<i>SFI</i>	17,12	1,55	18,67
b) Dette due aux anciens propriétaires des biens zairianisés	140,33	4,86	145,19
			-
II. Dette à court terme	29,64	0,96	30,60
- Dette issue des mécanismes des compensations entre banques centrales	29,64	-	29,64
- Autres engagements	-	0,96	0,96
TOTAL GENERAL (I + II)	10 600,38	372,87	10 973,25

Graphique : Répartition du stock de la dette par catégorie de créanciers au 31 décembre 2007



3. Service de la dette

La RD Congo continue de subir le poids de son endettement. Ainsi, les paiements du service de la dette en 2007 n'ont totalisé que 163,0 millions de USD représentant 54 % du total du service prévisionnel.

Ce service de la dette se ventile de la manière suivante :

Tableau 21 : Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2007
(en millions de USD)

CREANCIERS	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	111 327,52	105 199,33	-6 128,19	94,50%
Club de Londres	-	-	-	-
Club de Kinshasa	47 971,66	57 830,94	9 859,29	120,55%
Club de Paris	142 604,68	-	-142 604,68	-
Total	301 903,86	163 030,27	- 138 873,59	54,00%

(1) Service effectué y compris envers le Fmi, la Beac et la Belgoaise

Source: OGEDEP et BCC/Direction des Services Etrangers

La contre performance ainsi observée est imputable essentiellement au non paiement, depuis juin 2006, du service dû au Club de Paris.

Il importe de noter que les principaux indicateurs de l'endettement extérieur resteraient supérieurs aux seuils acceptables tant que le pays n'aura pas atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

Les statistiques provisoires fournies par la Plate Forme de Gestion de l'Aide, PGA en sigle, nouvelle base de données tenues par le Secrétariat d'Appui et du Suivi-Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX) du Ministère du Plan, renseignent que les versements effectifs au titre de donations extérieures par les partenaires extérieurs en faveur de la RDC se sont chiffrés à 1.412,7 millions de USD en 2007 contre 1.161,3 millions une année auparavant, soit une progression de 21,6 %. En pourcentage du PIB, ces versements ont représenté 13,9 % au cours de l'année sous analyse.

La PGA est un logiciel basé sur la technologie Web pour les gouvernements des pays en développement et les bailleurs de fonds. Sa mise en place en RDC constitue l'une des priorités du programme de renforcement des compétences et de gestion des finances publiques du Gouvernement.

Il est à noter que grâce essentiellement à la nouvelle base de données gérée par la PGA, les décaissements effectués par les partenaires extérieurs au profit de la RDC seront encore beaucoup plus importants du fait de l'exhaustivité des statistiques à fournir par les bailleurs, lesquelles statistiques n'étaient pas toutes saisies dans l'ancienne base de données de la Direction des Coordonation des ressources Extérieures (DCRE).

En effet, comme dans la plupart des pays post-conflit, les informations du Gouvernement sur les projets financés par l'aide extérieure sont incomplètes. Beaucoup de projets sont mis en œuvre par des structures parallèles avec peu ou pas d'intervention des institutions techniques nationales spécialisées.

Ainsi, le Gouvernement de la RDC s'est engagé fortement dans le domaine de l'efficacité de l'aide et l'application des principes de la Déclaration de Paris, en ce qu'il avait décidé par le truchement du Ministère du Plan de mettre en place la "Plate-forme de Gestion de l'Aide", en tant que nouveau Système de gestion de l'aide pour renforcer les processus du Gouvernement, ainsi qu'accroître la transparence et la responsabilisation quant à la gestion des ressources externes, dans un contexte post-conflit.

Ce système remplace ainsi une base de données Microsoft Access à utilisateur unique qui avait une vue incomplète des flux d'aide extérieure en RDC.

Le renforcement de la gestion financière par le pays est l'un des aspects importants des recommandations de la Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide. La PGA aide à suivre l'alignement de l'aide extérieure sur le Programme d'Actions Prioritaires du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR).

De plus, ses objectifs principaux sont de faciliter la planification, la budgétisation et la remise en l'état du Programme d'Investissement Public.

Pour faciliter une meilleure coordination et un meilleur partage des informations, le Ministère du Plan se propose de donner rapidement l'accès à la PGA aux donateurs et aux Ministères et/ou Services sectoriels concernés par la matière dont la BCC.

I. ASSISTANCE MULTILATERALE

Au cours de l'année 2007, l'assistance multilatérale a totalisé 1.022,4 millions de USD contre 864,6 millions en 2006, soit un accroissement de 18,3 %. Cette intervention a représenté 10,1 % du PIB.

a. Nations Unies

En 2007, l'assistance des Agences des Nations Unies a représenté 42,6 % du total des interventions multilatérales contre 68,4 % en 2006. Ces décaissements ont atteint 435,4 millions de USD après s'être établis à 591,6 millions une année auparavant.

Cette intervention a concerné l'Aide alimentaire pour 38,0 %, la Coopération technique, projets d'investissement et autres pour 36,0 % et l'Assistance et Secours d'Urgence pour 26,1 %.

b. Commission européenne

Le total des décaissements de la Commission européenne en 2007 est évalué à 388,1 millions de USD sur des engagements de 575,8 millions, soit un taux d'exécution de 67,4 %. Comparés à leur niveau de 2006, ces décaissements ont enregistré un accroissement notable de 148,7 % au cours de l'année sous examen. L'essentiel de ces décaissements a concerné la Coopération technique, projets d'investissement et autres pour 91,9 %.

c. Banque mondiale

L'apport de la Banque mondiale est passé de 109,0 millions de USD en 2006 à 198,5 millions en 2007, enregistrant ainsi une augmentation de 82,2 %. Cette intervention a concerné principalement la Coopération technique, projets d'investissement et autres pour 67,6 % et l'Assistance et Secours d'Urgence pour 31,0 %.

d. Banque Africaine de Développement

En 2007, il n'y a pas eu, dans la base de données PGAI, de versements décaissés par la Banque Africaine de Développement en faveur de la RDC, comme l'indique le tableau III.10 ci-dessous.

Cette situation est consécutive au caractère provisoire des données renseignées par la PGA.

II. ASSISTANCE BILATERALE

Les aides des partenaires bilatéraux ont atteint une enveloppe de 390,3 millions de USD en 2007 contre 296,7 millions en 2006, soit une hausse de 31,5 %. Elles ont représenté 3,9 % du PIB en 2007.

Ces aides proviennent essentiellement du Royaume Uni et de la Belgique pour respectivement 29,9 % et 17,2 %. Les autres pays ont contribué globalement pour 52,9 %.

a. Royaume-Uni

Le Royaume Uni ont apporté une aide de 116,5 millions de USD en 2007 contre 99,3 millions une année auparavant, soit une progression de 17,3 %. Cet apport a été orienté au niveau de l'Assistance et Secours d'Urgence pour 65,4 % et Coopération technique, Projets d'investissement et autres pour 34,6 %.

b. Belgique

L'assistance de la Belgique est passée de 59,9 millions de USD en 2006 à 67,3 millions en 2007, soit 12,3 %. Elle a principalement concerné la Coopération technique, projets d'investissement et autres pour 79,7 % et l'Assistance et secours d'Urgence pour 17,1 %.

c. Autres pays

L'apport des autres pays s'est établi à 299,9 millions de USD en 2007 contre 171,8 millions en 2006, soit une hausse de 74,6 %. Cette aide a été affectée à concurrence de 56,1 % à la Coopération technique, projets d'investissement et autres, 42,1 % à l'Assistance et Secours d'urgence et 1,8 % à l'Aide alimentaire.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ¹⁾
A. Donations Multilatérales	321,3	157,9	275,8	499,6	536,7	1 389,4	854,6	1 022,4
- Nations Unies	104,1	102,0	118,1	186,7	232,8	485,9	591,6	485,4
- Commission Européenne	216,9	53,4	87,1	201,2	233,0	688,8	156,0	388,1
- Banque Mondiale	0,4	1,9	24,5	49,5	42,3	185,1	109,0	198,5
- BAD	-	0,6	46,0	1,9	27,2	29,0	8,0	-
- ACBF	-	-	0,1	0,5	0,4	0,5	-	0,4
B. Donations Bilatérales	81,8	196,1	363,6	364,0	449,2	689,3	296,7	390,3
- Belgique	7,7	21,4	32,9	37,0	39,8	71,1	89,9	67,3
- France	0,9	4,2	4,1	3,1	17,4	21,7	-	8,3
- Allemagne	4,0	6,3	8,4	10,7	6,3	12,2	-	11,5
- Italie	6,1	8,8	12,1	3,6	2,3	3,4	4,5	7,8
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	6,2	14,3	60,3	49,5	33,3	36,9	34,0	41,9
- Japon	1,7	7,9	16,5	41	0,4	30,6	25,7	29,3
- Pays-Bas	10,7	6,9	38,6	41,2	97,7	96,8	0,0	66,8
- Espagne	0,0	2,3	2,5	2,5	2,0	5,2	6,3	16,8
- Suède	1,6	11,9	19,7	12,7	14,0	11,5	0,0	1,8
- Suisse	5,3	4,3	5,2	4,4	3,0	5,1	-	-
- Royaume-Uni	0,2	4,0	48,5	47,7	7,1	159,3	99,3	116,5
- USA	34,8	92,9	95,4	116,9	209,3	167,4	66,0	23,1
- Chine	2,8	0,0	3,8	3,1	6,6	5,0	-	-
- Inde	-	-	-	-	-	-	-	0,2
- Afrique du Sud	-	10,0	12,5	17,5	10,0	13,0	-	-
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	403,1	353,1	629,4	793,6	984,9	2 088,8	1 161,3	1 412,7

Sources : - Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (C.C.R.E.) (2000-2006).

- ¹⁾ Statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi Evaluation des Ressources Extérieures (SASERE) à partir de 2007, Ministère du Plan.

Tableau III.11 DONATIONS D'ORIGINE MULTILATERALE

(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres								Aide alimentaire								Assistance et Secours d'urgence							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾
	Total	161,9	68,6	165,8	266,7	311,8	954,9	460,0	647,8	230	11,8	53,4	69,6	70,2	64,7	261,0	188,2	136,4	81,5	65,5	112,9	153,3	389,4	173,6	186,4
Nations Unies	27,4	20,9	23,2	25,1	44,1	211,9	217,7	186,9	22,9	11,8	33,4	69,6	70,2	64,7	261,0	166,5	53,7	69,3	4,5	32,0	118,5	219,3	142,9	113,4
Commission Européenne	134,1	41,8	66,0	182,3	213,4	569,5	134,8	356,6	0,1	-	-	-	0,1	-	-	20,1	82,7	11,6	21,0	13,9	19,6	119,4	21,2	11,4
Banque Mondiale	0,4	1,9	21,1	47,5	38,2	166,8	99,4	134,3	-	-	-	-	-	-	-	2,6	-	-	3,4	2,0	4,1	18,4	9,5	61,6
BAD	-	-	45,5	1,9	16,2	16,7	8,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6	-	11,0	12,3	-	-

Sources : - Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE).

- A partir de 2007, il s'agit des statistiques provisoires établies sur la base de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA), Ministère du Plan.

Tableau III.12 TYPE DES DONATIONS D'ORIGINE BILATERALE

(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres								Aide alimentaire								Assistance et Secours d'urgence							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾
	Total	23,0	94,5	162,4	161,8	222,5	301,9	134,3	232,9	185	57,8	51,3	62,2	73,7	81,6	114	13,9	40,3	82,8	149,9	129,9	153,0	266,8	160,5	186,6
Belgique	1,4	11,5	20,8	16,7	24,0	38,0	56,3	53,6	-	0,5	0,5	2,9	-	1,3	-	2,2	6,2	9,4	11,6	17,4	15,9	31,8	3,6	11,5
USA	11,6	12,8	20,0	27,2	30,2	32,8	22,7	11,0	8,0	45,6	38,3	53,7	72,7	69,8	2,2	11,4	15,2	34,5	34,7	35,9	106,4	64,8	40,1	0,7
Autres pays	10,0	30,3	111,6	117,9	168,4	231,2	55,8	168,3	105	11,7	12,0	5,7	1,0	10,5	9,1	5,3	18,9	38,9	108,6	76,6	30,7	139,2	106,8	126,3

Sources : - Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE).

- A partir de 2007, il s'agit des statistiques provisoires établies sur la base de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA), Ministère du Plan.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE ET SOUS - REGIONALE

III. COOPERATION SOUS – REGIONALE

1. COMESA

L'an 2007 a marqué la septième année depuis le lancement de la Zone de libre-échange (ZLE) du COMESA.

Au cours de la période visée, les Etats membres ont franchi des étapes décisives en direction d'une intégration plus profonde notamment dans les préparatifs pour le lancement de l'Union douanière. En effet, la Région a finalement pu convenir sur la structure du Tarif extérieur commun (TEC), un préalable au lancement de l'Union douanière prévu pour 2008. Avec cette dernière, la région deviendra un espace économique unique encore plus important, avec des relations commerciales extérieures communes, en particulier des politiques tarifaires extérieures communes par rapport aux importations en provenance de pays non membres.

La Région a aussi réalisé des progrès notables dans la croissance des échanges commerciaux intra-COMESA. Les domaines concernés ont été notamment celui de l'énergie, des transports et communications et des travaux publics en tant que structure d'appui à l'intégration régionale. D'autres avancées substantielles ont été enregistrées dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'infrastructure.

Lors de la quatrième réunion ministérielle AfOA-UE tenue à Bruxelles le 12 novembre 2007, les parties ont réaffirmé leur engagement à conclure un APE complet qui servirait d'outil de développement durable et de promotion de l'intégration régionale. Cependant, tenant compte de l'expiration imminente du régime commercial mis en vigueur par l'Accord de partenariat de Cotonou, elles ont convenu d'un « Accord-cadre intérimaire » à l'APE qui sera appliqué, à titre provisoire à partir du 1^{er} janvier 2008, en vue d'éviter toute perturbation des échanges commerciaux au-delà de décembre 2007.

Par ailleurs, une convention a été signée le 23 novembre 2007, en Zambie, entre le Secrétariat et la délégation de l'UE pour une contribution de 78 millions d'euros. Cette intervention de l'UE qui constitue une première tranche, est affectée dans le cadre des facilités d'ajustement du Fonds du COMESA.

Sur le plan mondial, le COMESA a continué à plaider pour l'élimination des distorsions causées par les subventions dans les pays développés, lesquelles exercent un impact négatif sur ses exportations.

1.1. De la performance commerciale

Le commerce intra-COMESA n'a cessé de connaître une nette croissance depuis le lancement de la Zone de libre-échange de l'an 2000. Les produits manufacturés et agricoles tels que le thé, le tabac, le sucre, le riz, le café, le coton et le blé, sont parmi les plus échangés dans cette zone.

En effet, Le commerce intra-COMESA est passé de moins de 1,7 milliards de USD en 2000 à près de 7 milliards en 2006 et 7,5 milliards en 2007. Ces chiffres auraient été plus importants n'eut été l'existence du commerce informel.

Le commerce transfrontalier, surtout celui des produits alimentaires, demeure important au sein de la région du COMESA. Dans ce cadre, il convient de noter l'existence d'un volume important du commerce informel entre la RDC et ses cinq voisins membres du COMESA, à savoir la Zambie, le Soudan, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

1.2. Des échanges commerciaux au sein de la ZLE

La Zone de libre-échange compte à ce jour 14 Etats membres. Présentement le COMESA multiplie les consultations avec les Etats non encore membres de cette Zone en vue de les persuader à y adhérer. Il en a ainsi été le cas en 2007 avec l'Ethiopie, l'Erythrée, la RDC et l'Ouganda. Il sied de relever que l'adhésion à la ZLE constitue une étape préliminaire et obligatoire à leur participation à l'Union douanière. En outre, il est prévu que le Secrétariat organise un atelier sur la ZLE en RDC, au début de l'année 2008, pour sensibiliser les parties prenantes nationales sur les avantages et opportunités qu'offre la ZLE.

La RDC, signataire du Traité du COMESA, n'a pas respecté ses engagements dans le cadre dudit Traité, la suppression des barrières tarifaires et des obstacles non tarifaires au Commerce. Le COMESA a noté que ces derniers continuent à entraver le Commerce intra-Comesa. A cet effet, il a recommandé aux Etats membres d'instituer les points focaux nationaux de contrôle dans le but de les éliminer.

1.3. Progrès réalisés vers l'Union douanière

Le Conseil des ministres du COMESA a approuvé les taux du TEC recommandés pour la région. Cette décision historique a ouvert la voie au lancement de l'Union douanière du COMESA prévu en décembre 2008.

Les taux approuvés reposent sur une structure tarifaire à quatre bandes relatives respectivement aux biens d'équipement (0 %), aux matières premières (0 %), aux produits intermédiaires (10 %) et aux produits finis (25 %).

1.4. De la coopération monétaire au sein du COMESA

Il est envisagé la mise en œuvre d'un Système Régional de Paiement et de Règlement (SRPR) dans la région du COMESA. Ce système constituera l'activité principale de la Chambre de compensation. Cela permettra à la région d'utiliser les monnaies locales à fin de réduire les coûts de transaction et de consolider les réserves de change.

Le programme de travail de la Chambre de compensation a été approuvé par les gouverneurs, lors de la douzième réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales (CGBC), tenue à Tripoli, en Libye, le 8 novembre 2007. Un Plan de développement et de stabilité du système financier pour la région COMESA a été également adopté.

Il s'est dégagé de cette douzième réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales (CGBC), la nécessité pour les Etats membres de faire davantage d'efforts pour promouvoir la mise en œuvre des prochaines étapes du Programme d'intégration

monétaire du COMESA, notamment la convertibilité de la monnaie et l'union monétaire avant 2018.

La RDC figure parmi les pays qui n'ont pas ratifié les protocoles ad hoc lesquels constituent des instruments requis pour promouvoir l'intégration monétaire et plus particulièrement l'intégration régionale.

1.5. Des progrès réalisés dans l'intégration physique du COMESA

Au cours de 2007, les ministres de Transport, des Communications et des Travaux publics ont tenu leur deuxième réunion, en vue d'identifier les domaines clés de coopération qui pourraient faire avancer la région.

Des avancées ont été notées dans le cadre de la facilitation des transports. Elles concernent notamment la mise en œuvre du Carnet COMESA au niveau du Corridor-Nord, en rapport avec le régime régional de garantie du transit sous douane (RGTD) et la mise en œuvre du projet Sydonia ++ qui est exécuté à l'Union des Comores, dans la Province de Katanga en RDC, l'Erythrée, les Seychelles et le Royaume du Swaziland.

Pour les infrastructures, le COMESA a dressé une liste prioritaire quinquennale des projets d'infrastructures sur la base des soumissions des Etats membres. Les projets ont été présentés au NEPAD pour financement. Certains des projets soumis ont été adoptés et incorporés dans le Plan d'action à court terme du NEPAD et le reste sera examiné dans le Cadre stratégique à moyen et long terme de la même organisation.

1.6. Des aspects sociaux de l'intégration régionale

Il est à indiquer que le Comité Intergouvernemental, lors de sa dernière réunion tenue en novembre 2007 à Lusaka, a pris note des progrès en cours sur le plan de l'intégration des marchés et des économies dans les Etats membres, tel qu'illustré par la croissance notable enregistrée dans les échanges commerciaux intra-COMESA qui, selon les projections, devraient en 2007 dépasser 7,5 milliards de dollars américains. Près de 75 % de ce commerce est dû aux échanges commerciaux effectués par les treize Etats membres de la ZLE. Ainsi, les consultations concernant une participation plus large par les Etats membres du COMESA qui n'ont pas encore adhéré à la ZLE progressent d'une manière satisfaisante et la ZLE tend à croître davantage.

1.7. Affaires monétaires et financières

Le dernier Conseil des Ministres a pris note du progrès accompli dans la mise en œuvre du Fonds du COMESA. Ledit fonds est entré en vigueur après la ratification par sept (7) Etats Membres.

En effet, des progrès substantiels ont été enregistrés dans la mobilisation des ressources nécessaires notamment par la signature le 23 novembre 2007, à Lusaka, lors du dernier Conseil des ministres, d'un accord de contribution d'un montant de 78 millions d'euros avec l'UE, fonds destinés à financer la Facilité d'ajustement du Fonds du COMESA (compensation en cas de perte des recettes) ainsi que les projets d'infrastructures.

Des consultations sont en cours pour déterminer les termes du protocole d'accord à signer entre le COMESA et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) pour faire bénéficier les Etats membres de l'EAC à ces ressources.

1.8. Des échanges entre le COMESA et l'Union européenne

En dépit des déséquilibres commerciaux qui persistent en faveur de l'Union européenne, celle-ci demeure le principal partenaire commercial de la plupart des Etats du COMESA. Les indices commerciaux font état d'un niveau d'échanges entre les deux blocs estimé à 64 milliards de USD au cours de l'année 2007.

Au courant de 2007, un certain nombre de pays du COMESA négociant dans le cadre de l'AfOA, ont fait des progrès quant à l'accès sur le marché ; cependant, le sucre a continué à figurer parmi les produits protégés, malgré que l'industrie soit parmi les plus subventionnés.

2. SADC

L'année 2007 a été marquée, au plan de la libéralisation du commerce et de l'économie, par les concertations entre le Secrétariat et les Etats membres sur la réalisation des volets finaux de l'instauration de la Zone de libre-échange (ZLE) de la SADC sur base des recommandations émanant de l'évaluation de mi-parcours du Protocole commercial menée par le Secrétariat à cette fin.

Les principaux défis auxquels fait face la ZLE sont notamment sa mise en œuvre effective par ceux des Etats membres qui doivent toujours finaliser leurs offres ou leurs consultations respectives à son propos, la pleine participation de ces mêmes Etats membres, et l'engagement total des milieux d'affaires et du grand public de la Région.

Cependant, un certain nombre de difficultés majeures se dresse devant la Région dans la poursuite de l'approfondissement de l'intégration régionale, en particulier en ce qui concerne la réalisation des cibles arrêtées dans le Plan stratégique indicatif de développement régional (RISDP). Parmi ces difficultés, il y a lieu de relever la question du chevauchement d'adhésion, les niveaux différenciés d'intégration économique dans la Région, le rythme de la mise en œuvre, les contraintes de capacités rencontrées tant dans les Etats membres qu'au Secrétariat.

Le développement d'infrastructures adéquates dans la Région demeure l'élément pivot de l'intégration régionale. A cet égard, les efforts régionaux se sont attachés surtout à la réalisation des programmes cruciaux de développement des infrastructures et des services. Une attention particulière a été accordée au secteur de l'énergie, vu que la Région subit actuellement une crise de l'offre et de la demande. Dans ce contexte, la Région s'est convenue de mettre en place un certain nombre de mesures à court terme pour pallier les déficits d'électricité qui l'affectent négativement.

Au chapitre du développement social et humain, les programmes ont continué d'être mis en œuvre conformément aux priorités approuvées par le Conseil dans le cadre du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP). Ainsi, ces programmes ont été axés sur la santé et les produits pharmaceutiques, la lutte contre le VIH et le sida, l'éducation et la formation, et l'emploi et le travail.

Au plan de la coordination entre Communautés économiques régionales (CER), le

Secrétariat a continué à coordonner le programme d'intégration de la SADC avec ceux de l'UA et d'autres CER dans le cadre du Traité d'Abuja.

A cet égard, il est prévu la tenue d'un Sommet tripartite SADC – COMESA–EAC en octobre 2008 à Kampala (Ouganda). Il s'agira d'un événement majeur pour l'harmonisation des programmes d'intégration régionale.

2.1. Performance économique régionale

Des progrès considérables ont été accomplis pour atteindre des niveaux raisonnables de croissance économique dans la Région. La plupart des Etats membres ont enregistré des taux de croissance positifs durant cinq années consécutives. L'Angola a enregistré le taux élevé de 19,8% de croissance. Il est suivi du Malawi, du Mozambique et de la Tanzanie, qui ont affiché des taux de croissance du PIB réel de l'ordre de 7%.

Toutefois, la Région n'est pas parvenue à réaliser la cible de 7% de croissance réelle du PIB fixé pour 2007. En moyenne, cette dernière a crû de 5,9 % en 2007, soit plus ou moins le même chiffre atteint en 2006.

Par ailleurs, la situation de la Région au plan de la dette s'est fortement améliorée, principalement en raison du nombre d'Etats membres tirant profit de l'Initiative PPTTE. Toutefois, les comptes courants de la balance des paiements de la plupart des pays se sont détériorés en 2007 par suite de la hausse de la valeur des importations, même si la valeur des exportations a crû de manière raisonnable.

2.2. Libéralisation du commerce et de l'économie

Au cours de la période visée, il a été impulsé une dynamique aux programmes coordonnés au titre de la libéralisation du commerce et de l'économie afin qu'ils empruntent les orientations stratégiques qui sont régulièrement fixées par le Comité ministériel sur l'intégration régionale établi par le Sommet en octobre 2006. Ce Comité a pour mandat de guider le processus d'approfondissement de l'intégration économique régionale. Les programmes portaient principalement sur l'instauration de la Zone de libre-échange (ZLE), sur les préparatifs de l'avènement de l'Union douanière et sur la mise en œuvre du Protocole sur la finance et l'investissement.

2.3. Etat de la mise en œuvre de la zone de libre-échange (ZLE)

Sur base de la mise en œuvre des engagements convenus en matière de démantèlement tarifaire progressif, la SADC aura à atteindre la zone de libre-échange en janvier 2008. Toutefois, l'Angola, la RDC et le Malawi continuent de faire à des difficultés dans la mise en œuvre du Protocole commercial.

Vu les améliorations qu'enregistre son économie, le Malawi envisage de procéder en 2008/2009 à des réductions tarifaires supplémentaires pour donner effet aux engagements pris dans le Protocole commercial et rendra compte des progrès accomplis à cet égard au plus tard août 2008. L'offre angolaise est prête

techniquement et sera examinée par le Conseil des ministres de ce pays avant sa présentation à la SADC avant août 2008. De son côté, la RDC a indiqué qu'elle n'est pas en mesure de faire partie de la ZLE.

2.4. Convergence macroéconomique

Il est à relever que les Etats membres ont accompli des avancées notables au plan des indicateurs de convergence macroéconomique, la tendance générale étant que la Région converge dans une certaine mesure. Concernant l'inflation, l'Angola, la RDC et le Zimbabwe ne sont pas parvenus à réaliser la cible de convergence macroéconomique de l'inflation à un chiffre, alors que s'agissant du solde budgétaire en pourcentage du PIB, seul le Zimbabwe n'a pas été en mesure de réaliser un chiffre inférieur à 5 % du PIB, performance fixée comme objectif.

En RDC et au Zimbabwe, la dette rapportée au PIB a été supérieure au plafond de 60 % arrêté par le programme. Trois Etats membres, à savoir le Madagascar, le Malawi et la Tanzanie n'ont pu maintenir le déficit des comptes courants sous la barre à atteindre de 9 % du PIB.

2.5. Développement social et humain et Programmes spéciaux

Au cours de la période visée, la mise en œuvre des programmes a été guidée par les priorités approuvées par le CIM en juin 2006 dans le contexte du RISDP et détaillées de manière plus poussée dans le Plan d'activités 2007/2008 pour les programmes de développement social et humain et les programmes spéciaux. Dans ce domaine, les programmes d'intégration régionale se sont focalisés sur la santé et les produits pharmaceutiques, la lutte contre le VIH et le sida, l'éducation et la formation, et l'emploi et le travail.

Au titre du volet « Santé et produits pharmaceutiques », les travaux ont surtout consisté à coordonner et à mettre en œuvre les priorités définies dans le Protocole de la SADC sur la santé, en particulier, les programmes visant la prévention et la maîtrise des principales maladies transmissibles comme non transmissibles. C'est ainsi que des travaux ont été initiés pour harmoniser les recommandations et protocoles pour la prévention et la maîtrise de ces maladies.

Les activités menées au titre de la lutte contre le VIH et le sida se sont centrées principalement sur l'exécution du Plan d'activités de lutte contre le VIH et le sida, en particulier (i) l'élaboration et l'harmonisation de politiques, de lignes directrices et de cadres stratégiques pour la prévention, le traitement, les soins et l'appui ; (ii) la mobilisation des ressources et le renforcement des partenariats et des réseaux ; (iii) le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Maseru sur la lutte contre le VIH et le sida.

2.6. Mise en œuvre des programmes

Le RISDP demeure le document cadre principal pour orienter la réalisation des programmes et des objectifs de la SADC. Au cours de l'année visée, une dynamique a été impulsée à la mise en œuvre des programmes prioritaires suite à la redéfinition des programmes prioritaires approuvés par le Conseil à Lusaka (Zambie) en août 2007, exercice qui a donné un nouvel élan aux efforts de mise en œuvre du RISDP visant

à réaliser des avancées majeures dans les divers domaines d'intervention considérés comme cruciales pour la réalisation de l'objectif général d'intégration régionale, d'éradication de la pauvreté et de développement durable.

A cet égard, le processus d'approfondissement de l'intégration économique régional revêt une importance cruciale, dont les faits marquants seront la mise en place de la zone de libre-échange (ZLE) en janvier 2008 et son lancement officiel en août de la même année.

Les infrastructures et services demeurent une composante cruciale pour la réalisation de l'intégration économique dans la Région. Au cours de la période visée, des avancées ont été réalisées dans de nombreux domaines conformément aux dispositions prévues dans le RISDP, en particulier dans les domaines du transport, de la communication, de l'eau, de l'énergie et du tourisme.

La mise en œuvre des activités prévues dans le RISDP s'est également poursuivie dans les domaines de l'agriculture et des ressources naturelles, du développement durable, du développement social et humain lorsque ces activités comportaient une dimension régionale importante. Ont également été exécutées les activités prioritaires dans les domaines transversaux de la coopération régionale, à savoir le genre et le développement, et la lutte contre le VIH et le sida.

7.7. Accord de partenariat économique (APE) entre la SADC et l'Union Européenne

En effet, cinq des huit pays qui sont parties à l'APE-SADC qui négociaient au sein du groupe SADC ont paraphé l'Accord de partenariat économique intérimaire (APEI) avec l'UE avant la date butoir du 31 décembre 2007. Il s'agit du Botswana, du Lesotho, du Mozambique, de la Namibie et du Swaziland. Ayant achevé leurs négociations concernant l'accès au marché et paraphé l'Accord intérimaire, ces pays continuent de jouir de l'accès aux marchés européens en franchise de droits et de contingents. La Namibie a paraphé l'APEI avec des réserves à l'égard de certaines de ses dispositions. L'Afrique du Sud et l'Angola ont également exprimé des préoccupations à propos de l'Accord et devront le parapher. Les négociations en vue de la conclusion d'un APE intégral SADC/UE reprendront au cours de 2008.

2.8. Perspectives à moyen terme

Les perspectives à moyen terme pour la Région sont bonnes pour 2008. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), la région de l'Afrique australe continuera en 2008 et 2009 de connaître des taux élevés de croissance, supérieurs à 5%. Elle doit toutefois s'assurer de conserver les avancées réalisées jusqu'ici, en particulier dans les domaines de la dette fiscale et de la dette publique. Elle doit par ailleurs empêcher le dérapage de l'inflation en continuant à appliquer des politiques monétaires prudentes tout en maintenant la qualité des comptes courants, par exemple, en encourageant les importations de biens destinés aux investissements plutôt qu'à la consommation finale. Plus important encore, elle doit utiliser ses performances actuelles comme tremplin pour réaliser une croissance économique élevée sur le moyen terme.

CHAPITRE VII

NOTE SPECIFIQUE SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Il ressort de l'analyse de la situation dans la plupart des Etats bénéficiaires de l'Aide Publique au Développement (APD) que celle-ci ne contribuait pas de manière efficace à l'objectif pour laquelle elle a été octroyée. Face à ce constat, Il s'est tenu à Paris, du 28 février au 02 mars 2005, une réunion regroupant les donateurs et bénéficiaires de cette aide.

L'objet de la rencontre était d'examiner les actions à mener pour améliorer l'acheminement et la gestion de l'APD en vue d'une plus grande efficacité dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire à l'échéance de l'an 2015.

La réunion a été sanctionnée par une déclaration dite « la déclaration de Paris », signée par près de 100 pays bénéficiaires et plus de 25 organismes de développement.

Cette déclaration repose sur cinq principes, à savoir l'Appropriation, l'Alignement, l'Harmonisation, la Gestion axée sur les résultats et la Responsabilité mutuelle.

L'Appropriation signifie que les pays bénéficiaires (partenaires) doivent maîtriser leurs propres politiques et stratégies de développement et assurer la coordination de l'action à l'appui dudit développement.

L'Alignement est le recentrage de l'ensemble du soutien des donateurs sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires.

L'Harmonisation s'entend comme la nécessité pour les donateurs de mener leurs actions de manière harmonisée pour une plus grande efficacité collective et un fardeau individuel moindre.

La Gestion axée sur le Résultat appelle la responsabilité des pays donateurs et partenaires à mener une gestion de ressources et du processus de décision de manière à obtenir des résultats probants.

La Responsabilité mutuelle constitue un engagement des donateurs et des pays en développement à se tenir mutuellement responsables des résultats obtenus en matière de développement.

Pour rendre compte des progrès accomplis et des mesures à prendre pour améliorer les résultats futurs, un Sommet de haut niveau s'est tenu à Accra en septembre 2008. Au cours de ces assises, il a été établi qu'un grand nombre de pays en développement ont amélioré la gestion des fonds publics et les donateurs ont amélioré la coordination de leurs actions. Cependant, le rythme de progression demeure trop lent.

A cet effet, des résolutions suivantes ont été prises pour relever trois défis majeurs afin d'accélérer l'efficacité de l'aide. Ainsi, il a été recommandé une meilleure appropriation des politiques propres de développement par les pays bénéficiaires de l'aide. Dans ce cadre, les administrations devraient collaborer plus étroitement avec les parlements et les pouvoirs publics locaux à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques

et plans nationaux de développement. Elles y associeront également des organisations de la société civile;

Une mise en place des partenariats plus efficaces et davantage ouverts à tous a été également proposée. A ce sujet, il convient de signaler l'entrée en scène de nouveaux partenaires notamment les pays à revenu intermédiaire, les fonds mondiaux, les intervenants du secteur privé et certaines organisations de la société civile. Leur arrivée est également synonyme de défis nouveaux en terme de gestion et de coordination;

Enfin, l'obtention des résultats tangibles sur le front de développement et la communication de ceux-ci aux parlements et citoyens tant des pays bénéficiaires que donateurs sont des exigences pour tous. En effet, les populations doivent se rendre compte que les actions menées ont des effets positifs sur leurs conditions de vie.

Pour la RDC, beaucoup reste encore à faire pour la mise en œuvre de ces résolutions.

En effet, s'agissant de l'appropriation, la RDC est considérée comme un pays n'ayant pas une stratégie nationale de développement opérationnelle. Les mesures prises par le pays sont encore trop récentes pour se traduire par une réelle amélioration de l'appropriation. Depuis 2006, le pays s'est engagé dans la mise en œuvre d'un Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR). En concertation avec ses partenaires du développement, le gouvernement a pris la décision d'élaborer un Programme d'Actions Prioritaires (PAP) pour la mise en œuvre du DSCR sur la période initiale allant de juillet 2007 à décembre 2008.

Par ailleurs, un Cadre d'Assistance Pays (CAP) a été établi par les partenaires du développement. Le CAP ainsi que 15 Groupes thématiques de travail conjoint entre le Gouvernement et les donateurs doivent faciliter le principe de l'appropriation.

En outre, un programme national de renforcement des capacités est en cours de finalisation au Ministère du Plan, afin de soutenir les administrations nationales dans leurs capacités à identifier les besoins, à les hiérarchiser, à établir les programmations correspondantes et à en assurer le suivi/évaluation. Des DSCR et des PAP provinciaux sont aussi en cours d'élaboration pour certaines provinces ou en cours de finalisation pour d'autres

Concernant l'évaluation des résultats et leur communication, les initiatives sont prises pour la réactivation de la Commission Interministérielle de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (CI-SNLP) et la mise en place de 15 Groupes thématiques. Parallèlement des efforts sont menés par le Gouvernement pour améliorer les capacités statistiques du pays.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III. 13. COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS MINERAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE

Produits et marchés	Cotation	Moyennes Annuelles(r)									
		1999	2000 (r)	2001	2002	2003®	2004(r)	2005(r)	2006(r)	2007(p)	
Cuivre	New York	69,9	82,7	80,7	75,8	75,1	128,4	172,5	280,3	331,2	
	Londres : 3 mois	1 600,1	1 828,0	1 782,4	1 811,2	1 807,2	2 867,3	3 724,5	6 338,5	7 249,7	
	Bruxelles (4)(5)	60 482,9	84 484,7	81 840,1	1 842,9	927,2	2 411,9	3 139,8	5 496,3	5 346,5	
Etain	Londres : 3 mois	5 407,1	5 457,0	5 441,2	5 435,1	5 444,4	8 486,0	7 155,5	8 358,9	14 085,2	
Zinc	Londres :										
Diamant	Kinshasa	12,5	113,01	954,02	771,06	719,74	1047,47	1410,81	3163,2	3321,45	
Cobalt (2)	Bruxelles	17,5	11,0	16,3	20,8	21,1	22,3	23,1	24,9	22,6	
Or	Londres	270,5	17,8	12,3	6,8	10,7	24,5	15,9	17,2	29,4	
			266,2	256,3	318,9	357,5	405,6	445,2	597,3	693,61	
Pétrole	Arabe. Arabie Saoudite (Rastanura)	18,9	21,9	28,8	27,8	29,4	35,77	50,66	61,6	71,66	
Argent ... (3)(5)	New York	552,5	547,3	549,9	548,6	549,5	654,11	716,48	1029,44	13,6	
	Bruxelles	6 838,6	7 889,5	7 320,9	169,5	157,2	197,1	199,85	311,4	326,01	

Sources: Centre National d'Expertise et l'Echo.

(1) A partir de 1994, cotation sur le marché de Paris.

(2) A partir de 1994, cotation sur le marché Hors London Metal exchange.

(3) A partir de 1996, cotation sur le marché de Paris

(4) A partir de 2000, la cotation est celle de l'Union Minière et non de la GCM-C.

(5) A partir de 2002, cours en Euro/kg, au marché de Paris

Tableau III.14. COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE

Moyennes Annuelles®

Produits et marchés	Cotation	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (r)	2001(p)	2002(p)	2003(p)	2004(p)	2005(p)	2006(p)	2007(p)
Café :														
Robusta .....(1)	Londres	159,6	112,3	171,3	145,2	104,6	104,5	61,9	55,88	735,8	704,97	995,11	1315,8	1731,0
Arabica	New York	127,7	75,2	72,7	80,1	65,0	62,4	26,8	20,3	54,5	75,5	107,7	109,6	117,6
Cacao (3).....	New York C.I.F. (marché à terme)	59,7	60,7	68,1	70,6	46,3	41,9	44,5	85,4	1415,5	1526,8	1474,7	1496,2	1887,2
Huile(2)														
de palme vrac 5 % d'acidité.....	Anvers C.I.F.	18,9	16,8	19,3	22,6	19,7	13,7	11,2	22,8	434,5	463,41	424,79	481,3	778,27
de palmistes vrac 6 %.....	Anvers C.I.F.	19,9	22,9	23,2	23,4	31,9	24,6	13,3	27,0	457,7	625,16	622,98	571,3	877,26
d'acidité max. 8 %														
Coton	New York (contrat n°2)	95,1	73,8	72,4	66,9	55,1	...	...	...	59,3	55,84	50,26	52,6	57,88
Caoutchouc	Londres C.I.F. (R.S.S. R.M.A. 1)	107,0	95,7	66,4	61,6	45,5	45,9	50,4	68,0	103,4	111,6	129,0	147,7	170,8
Bois Sapelli														
Grumes, qualité LM	Congo F.O.B.	1 656,3	1 130,9	1 077,9	1 081,7	1 297,9	992,6	1 348,8	1 170,7	1 259,8	1 215,2	1 237,5	1 226,4	...
Sciés, qualité FAS, Standard	Cameroun F.O.B.	3 020,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources : L'Echo et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1)(2) sur le marché de Londres à partir de 1998. Usd par tonne à partir de 2003

(3) Usd par tonne à partir de 2003

Tableau III.15. EVOLUTION DES INDICES DES COURS DE MATIERES PREMIERES
(Indice 1990 = 100)

Périodes	Données exprimées en XDR		
	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global(1)
1997	107,7	160,3	111,3
1998	92,5	149,1	96,4
1999	81,4	120,7	84,1
2000	94,1	86,4	93,6
2001	95,0	63,2	92,8
2002.....	84,6	56,3	82,7
2003.....	99,4	67,9	105,0
2004(e).....	129,7	71,6	109,1
2005(e).....	145,5	94,8	111,5
2006(e).....	212,6	112,0	120,7
2007(e).....	227,2	136,9	123,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III. 16. REPARTITION DES EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION (Valeur C.I.F.)

PAYS	En millions de XDR										
	1999 (r)	2000 (r)	2001(e)		2002(e)		2003(e)	2004	2005®	2006(3)(p)	2007(p)
			2001(e)	2002(e)	2003(e)	2004					
1. UNION EUROPEENNE.....(2)	638,2	648,7	732,9	923,4	1448,2	559,6	822,2	839,1	869,3		
U.E.B.L.....	582,1	567,7	682,6	860,0	1348,8	356,4	522,9	466,4	455,4		
France.....	5,2	14,3	17,2	21,7	34,0	8,8	109,3	30,2	132,2		
Italie.....	27,4	21,2	-	-	-	9,4	17,9	23,2	28,8		
République Fédérale d'Allemagne (1)	3,8	4,8	15,7	19,8	31,0	5,1	17,7	15,4	14,5		
Pays-Bas.....	4,7	27,4	3,4	4,3	6,7	1,3	7,7	23,3	29,5		
Royaume-Uni.....	5,0	3,0	-	-	-	5,3	10,1	1,3	1,8		
Irlande, Danemark et Grèce	0,2	0,4	-	-	-	0,2	0,3	114,2	1,1		
Portugal.....	7,2	8,0	14,0	17,6	27,7	13,9	23,8	25,3	23,8		
Espagne.....	2,6	1,9	-	-	-	1,8	3,9	3,9	4,9		
- Autres pays de l'U.E.						157,2	108,7	135,7	177,5		
2. Amérique du Nord.....	177,9	180,8	204,2	257,3	403,5	81,6	244,8	78,7	189,9		
3. Japon	41,4	42,1	47,5	59,8	93,9	5,7	3,0	2,3	2,8		
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	41,6	42,3	47,8	60,2	94,5	98,2	3,1	18,5	1,8		
Sous - total O.C.D.E.	899,1	913,9	1 032,4	1300,7	2040,0	745,1	1073,1	938,5	1063,8		
5. Destinations diverses	186,2	189,2	213,8	269,4	422,5	509,6	295,4	648,2	823,2		
Total	1 085,3	1 103,1	1 246,2	1 570,1	2 462,5	1254,7	1368,5	1586,7	1887,0		

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne.

(1) A partir de 1991, y compris l'Allemagne de l'Est.

(2) CEE avant 1993.

(3) A partir de 2005, montants exprimés en millions de USD.

Tableau III.17. REPARTITION DES IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS (Valeur F.O.B.)

PAYS	En millions de XDR								
	1999 (r)	2000 (r)	2001(e)	2002(e)	2003(e)	2004	2005(3)(p)	2006(p)	2007(p)
1. UNION EUROPEENNE.....(2)	134,9	207,6	204,4	273,8	498,6	364,5	958,4	792,3	947,4
U.E.B.L.....	70,7	93,6	93,5	125,2	228,1	130,3	554,2	247,5	308,2
France.....	19,8	24,2	25,6	34,3	62,5	90,4	142,6	192,4	206,5
Italie.....	6,5	15,3	6,4	8,6	15,6	18,1	36,3	54,2	80,7
République Fédérale d'Allemagne (1)	11,8	29,3	45,7	61,2	111,5	48,8	72,6	79,6	101,9
Pays-Bas.....	15,0	23,2	25,3	33,9	61,7	26,1	65,0	75,3	92,8
Royaume-Uni.....	3,0	11,5	7,2	9,6	17,6	9,0	22,9	34,1	28,6
Irlande, Danemark et Grèce	4,6	6,6	-	-	0,0	16,9	24,2	36,5	36,6
Portugal.....	0,2	0,5	0,7	0,9	1,7	3,1	5,2	10,4	10,5
Espagne.....	3,3	3,4	-	0,0	0,0	7,9	11,3	21,2	22,5
2. Amérique du Nord.....	32,7	37,9	50,1	67,1	122,2	55,1	84,6	97,3	162,5
3. Japon	10,5	12,2	16,1	21,6	39,4	7,5	18,6	26,0	22,4
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	9,0	10,5	13,8	18,5	33,8	407,4	38,3	52,5	39,3
Sous-total O.C.D.E.	187,2	268,3	284,5	381,1	694,0	834,4	1099,8	968,0	1171,6
Provenances diverses	227,6	263,8	348,7	467,1	850,7	512,9	469,9	1 294,3	1 645,9
Total	414,8	532,1	633,2	848,2	1544,7	1347,3	1569,7	2262,3	2817,5

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE.

- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne.

(1) A partir de 1991, y compris l'Allemagne de l'Est.

A partir de 2004, en millions de USD.

A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union Européenne.

(2) CEE avant 1993.

(3) A partir de 2005, montants exprimés en millions de USD.

Tableau III.18. BALANCE COMMERCIALE (1)

Périodes	Millions de CDF courants (2)(3)			Millions de XDR (4)		
	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde
1990	0,0	1 271 878,6	136 529,4	1 424,3	1 286,3	138,0
1991	0,0	14 368 826,7	13 439 724,3	1 293,0	668,1	624,9
1992	0,0	416 922 994,8	554 677 718,4	1 062,2	455,8	606,4
1993	0,0	5 887 676 486,4	1 844 417 071,2	770,1	586,4	183,7
1994	16,0	11,6	4,4	927,2	673,0	254,2
1995	118,8	85,0	33,8	1 117,6	799,6	318,0
1996....	805,4	615,8	189,7	1 107,1	846,4	260,7
1997....	1 823,3	1 280,4	543,0	1 006,4	706,7	299,7
1998....	2 360,8	1 719,0	641,8	1 077,0	784,2	292,8
1999 (r)....	5 958,3	2 277,3	3 681,0	1 085,3	414,8	670,5
2000 (r)....	31 482,5	15 186,1	16 296,3	1 103,1	532,1	571,0
2001 (e)....	322 952,7	164 093,8	158 859,0	1 246,2	633,2	613,0
2002 (e)....	705 493,0	381 121,7	324 371,3	1 570,1	848,2	721,9
2003 (e)....	1 357 921,0	851 809,4	506 111,6	2 462,5	1 544,7	917,8
2004 (e)....	499 742,0	536 629,6	-36 887,6	1 254,7	1 347,3	-92,6
2005 (e)....	648 367,9	743 692,5	-95 324,5	1 368,5	1 569,7	-201,2
2006 (e)....	742 654,9	1 058 869,5	-316 214,6	1 586,7	2 262,3	-675,6
2007 (e)....	974 975,5	1 455 746,5	-480 770,9	1 887,0	2 817,5	-930,5

(1) Cf tableaux III.16 et III.17.

(2) A partir de 1994, en millions de ZRN courants.

(3) A partir de 1999, en millions de CDF courants.

(4) A partir de 2005, en millions de USD.

Tableau III.19. EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE (base:2000=100)

PERIODES	Données exprimées en XDR			Données exprimées en CDF (1)(2)		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export.	A l'import.		A l'export.	A l'import.	
1997.....	91,2	132,8	68,7	5,8	8,4	68,7
1998.....	97,6	147,4	66,2	7,5	11,3	66,2
1999.....	98,4	78,0	126,2	18,9	15,0	126,2
2000(e)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001(e)	113,0	119,0	94,9	1 020,9	1 075,4	94,9
2002(e)	142,3	159,4	89,3	2 240,1	2 508,8	89,3
2003(e)	223,2	290,3	76,9	4 412,7	5 738,4	76,9
2004	113,7	253,2	44,9	2 339,6	5 208,2	44,9
2005	124,1	295,0	42,1	2 058,7	4 895,5	42,1
2006	143,8	425,2	33,8	2 358,1	6 970,2	33,8
2007	171,1	529,5	32,3	3 095,8	9 582,7	32,3

- calculs Banque Centrale du Congo.

(1) En ZRN, à partir de 1994.

(2) En CDF, à partir de 1999.

Tableau III.20. EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX

Produits	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (r)	2001 (p)	2002 (p)	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006 (p)	2007 (p)
Bois (en m ³)	120 159	155 694	113 503	122 098	168 844	164 054	184 282	134 399	149 160	61 418	24 926	32 441	44 871	89 726	132 450	155 670	187 544	184 576
Grumes	92 977	111 501	72 431	76 782	119 186	111 520	121 551	97 830	105 248	40 133	16 478	14 437	16 854	60 626	92 829	117 844	150 505	161 456
Sciés	21 986	37 309	34 688	39 130	42 125	44 666	55 013	30 933	38 210	20 263	8 215	18 004	28 010	20 369	34 616	30 062	25 253	20 489
Plaçages et divers	5 196	6 884	6 384	6 186	7 533	7 868	7 718	5 636	5 702	1 022	233	-	7	8 731	5 005	7 764	11 786	2 631
Autres produits (T.M.)	162 571	156 830	99 443	90 022	93 041	103 262	117 734	62 421	59 901	30 425	48 647	44 469	45 628	33 426	36 563	0	0	0
Thé	2 446	2 410	902	2 353	1 784	515	1 559	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Café-robustia	83 482	74 671	57 749	55 701	64 687	68 122	55 309	30 994	26 392	18 291	10 938	2 636	5 260	2 866	3 126	...	...	...
Café-arabica	12 266	14 818	5 272	6 241	7 816	13 866	8 110	4 142	6 397	2 119	...	558	1 940	1 989	1 913	...	...	...
Caoutchouc	6 977	5 512	7 599	5 924	5 170	6 353	9 616	7 692	6 288	2 709	1 290	1 004	1 351	1 119	926	...	...	...
Huile de palme	1 706	2 764	-	-	200	5 686	1 150	16 781	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	...	...	...	...	...
Huile de palmistes	-	-	10	1 911	1 427	1 447	1 597	360	611	486	5 136	719	313	...	...	...	...	...
Tourteaux de palmistes	2 671	4 040	-	-	-	-	-	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Glycérine	-	-	-	-	-	-	-	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Cacao	5 384	4 267	3 502	3 261	3 226	3 469	3 577	2 452	3 330	718	1 643	1 245	2 617	1 176	1 152	...	...	...
Rauwolfia	29	37	45	39	3 034	16	33	-	...	...	11	6	...	...	...	...	...	...
Pellets	41 931	42 452	22 167	11 596	3 094	-	25 867	-	...	...	21 099	30 361	25 730	23 415	26 888	...	...	...
Quinquina	2 321	1 610	834	2 114	2 269	3 705	8 271	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Divers	3 358	4 249	1 363	882	334	183	2 645	-	...	...	4 040	3 468	3 754	2 861	2 558	...	...	...

Sources: - Office Congolais de Contrôle et Fonds de Reconstitution du capital forestier (pour le bois) à partir de 1991.
- Ogefrem, Direction des Frêts Maritimes.

Tableau III.21. RESSOURCES EXTERIEURES UTILISEES
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Donations et contributions assimilables	184,5	175,8	214,8	166,1	83,7	9,7
1. Provenant du secteur public(1)	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5
2. Provenant du secteur privé(2)	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
B. Prêts et autres capitaux nets	340,7	211,4	210	-47,2	-165,5	44,3
1. Provenant du secteur public	319,2	304,5	388,5	197,5	66,3	48,6
a) Prêts financiers	328,3	312,9	408	209,4	91,5	48,6
b) Autres capitaux	-9,1	-8,4	-19,5	-11,9	-25,2	-
2. Provenant du secteur privé	21,5	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
a) Crédits financiers	13,6	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
b) Crédits fournisseurs	7,9	-	-	-	-	-
c) Autres capitaux						
C. Apports nets de ressources (A + B)	525,2	387,2	424,8	118,9	-81,8	54
D. Intérêts et revenus d'investissements	-284,1	-212,4	-235,4	-190,5	-179,7	-62,2
E. Transferts nets de ressources (C + D)	241,1	174,8	189,4	-71,6	-261,5	-8,2

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Cf tableau III.16.

(2) Cf tableau III.17.

Tableau III.22 . RESSOURCES NETTES EN PROVENANCES DU SECTEUR PUBLIC
EXTERIEUR
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	517,6	507,3	656,2	378,2	200,4	61,7
1. Donations	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5
d'origine bilatérale	138,8	129,6	151,9	111,6	57,6	-
d'origine multilatérale	18,5	32,5	48	39,6	14,8	5
2. Prêts	360,3	345,2	456,3	227	128	56,7
d'origine bilatérale	112,9	125,9	121,9	116,2	29,5	13,5
d'origine multilatérale	247,4	219,3	334,4	110,8	98,5	43,2
autres (1)	-	-	-	-	-	-
B. Amortissements et autres opérations	41,1	40,7	67,8	29,5	61,7	8,1
Prêts bilatéraux	1,7	4	20,6	1,7	13,3	5,2
Prêts multilatéraux	30,3	28,3	27,7	15,9	23,2	2,9
Autres opérations de l'Etat (2)	9,1	8,4	19,5	11,9	25,2	-
C. Apports nets (A - B)	476,5	466,6	588,4	348,7	138,7	53,6
D. Intérêts versés sur les prêts	-90,9	-56,8	-61,3	-60,3	-34	-7,9
E. Transferts nets de ressources (C+D)	385,6	409,8	527,1	288,4	104,7	45,7

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les consolidations.

(2) Souscription aux organismes internationaux, prêts aux Gouvernements et contrepartie des arriérés extérieurs.

Tableau III.23. RESSOURCES NETTES EN PROVENANCE DU SECTEUR PRIVE EXTERIEUR
(en millions de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	7,9	435,9	756,7	704,6	860,3	404,2	344,2
1. Dons des institutions privées à l'Etat	7,9	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
aux organismes privés	-	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
2. Capitaux privés	0,0	408,7	743,0	689,7	845,4	392,9	339,5
a) Crédits fournisseurs à l'Etat	0,0	143,4	...	...	...	...	...
aux entreprises	-	143,4	...	...	...	...	...
b) Crédits financiers à l'Etat	0,0	265,3	743	689,7	845,4	392,9	339,5
aux entreprises	-	-	32,4	78,4	34,7	128,1	56,7
c) Autres capitaux(1)	-	265,3	710,6	611,3	810,7	264,8	282,8
B. Amortissements	346,2	387,2	836,1	868,2	1090,1	624,7	343,8
1. Crédits fournisseurs à l'Etat	-	135,5	-	-	-	-	-
aux entreprises	-	-	-	-	-	-	-
2. Crédits financiers à l'Etat	-	135,5	-	-	-	-	-
aux entreprises	88,9	251,7	836,1	868,2	1 090,10	624,7	343,8
à l'Etat	-	-	61,5	107,4	78,5	29,5	44,6
aux entreprises	88,9	251,7	774,6	760,8	1 011,60	595,2	299,2
3. Autres capitaux(1)	257,3	-	-	-	-	-	-
C. Apports nets de ressources (A - B)	-338,3	48,7	-79,4	-163,6	229,8	-220,5	0,4
D. Intérêts et revenus d'investissements(2)	-55	-58,1	-155,6	-174,1	-130,2	-145,7	-54,3
E. Transferts nets de ressources(C+D)	-393,3	-9,4	-235	-337,7	-360	-366,2	-53,9

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cf. balance générale des paiements, tableau III.23, poste 12, dont il faut déduire les opérations relatives aux prêts d'origine publique extérieure

et aux crédits consentis par le secteur privé extérieur aux entreprises publiques zairoises.

(2) Cf. balance générale des paiements, tableau III.23, poste 6, dont il faut déduire les intérêts payés sur les prêts d'origine publique extérieure.

Tableau III.24. PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Donations multilatérales	18 548	32 469	47 966	39 559	14748	4 965
F.E.D.	7 657	18 703	27 218	27 311	1 042	-
Nations-Unies	10 891	13 766	20 748	12 248	13 706	4 965
Donations bilatérales	138 775	129 605	151 822	111 622	57592	-
République Fédérale d'Allemagne	9 290	12 734	16 286	12 919	5 264	-
Belgique	42 343	40 925	53 299	-	-	-
Canada	6 721	6 675	11 341	7 107	4 407	-
Etats-Unis	19 092	24 303	14 504	31 682	8 254	-
France	19 142	15 309	13 504	-	19 937	-
Italie	8 256	11 124	13 469	8 170	-	-
Japon	29 657	15 559	27 379	46 592	11 275	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	4 003	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	1 169	-
Suède	-	-	2 040	4 747	-	-
Autres	271	2 976	-	405	7 286	-
Total	157 323	162 074	199 788	151 181	72340	4965

Source: Banque Centrale du Congo

Tableau III.24 bis PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en milliers de XDR)

	1994	1995	1996	1997
Donations multilatérales	197,8	211,5	202,9	111,0
F.E.D./ UE	28,9	49,8	30,4	68,8
Nations-Unies	168,9	161,8	172,5	42,2
Donations bilatérales	10,8	24,3	32,0	67,3
République Fédérale d'Allemagne	2,2	12,5	17,0	11,4
Belgique	6,0	5,5	5,7	41,4
Canada	0,0	0,0	0,0	5,3
Etats-Unis	0,0	0,0	0,1	0,1
France	1,4	2,5	2,9	1,7
Italie		0,0	0,0	0,9
Japon	0,0	0,4	0,1	0,3
Pays-Bas	0,0	-	-	2,8
Royaume-Uni	0,01	0,0	0,0	1,4
Suisse	1,2	0,8	0,0	0,0
Suède	-	-		
Autres	0,0	2,6	6,0	2,0
Total	208,6	235,8	234,8	178,3

Source: PNUD

Tableau III.25. NATURE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Dons à l'Etat	153 527	160 080	192 326	146 958	70 021	4 965
1. Financement de projets économiques et sociaux	55 385	49 218	90 308	86 141	13 625	-
Marchandises	47 077	-	-	-	-	-
Services	8 308	-	-	-	-	-
Cession de devises	-	-	-	-	-	-
2. Donations en marchandises	12 380	4 672	2 923	12 655	34	-
Dons spéciaux liés à des projets	12 380	4 672	2 923	12 655	34	-
3. Coopération technique	85 762	106 190	99 095	48 162	56 362	4 965
dont: Cession de devises	...	...	...	...	...	-
B. Dons à des organismes privés ou à des particuliers(bourses d'études et stage)	3 796	1 994	7 462	4 223	2 319	-
Total	157 323	162 074	199 788	151 181	72 340	4 965

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau III.25. NATURE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Dons à l'Etat	153 527	160 080	192 326	146 958	70 021	4 965
1. Financement de projets économiques et sociaux	55 385	49 218	90 308	86 141	13 625	-
Marchandises	47 077	-	-	-	-	-
Services	8 308	-	-	-	-	-
Cession de devises	-	-	-	-	-	-
2. Donations en marchandises	12 380	4 672	2 923	12 655	34	-
Dons spéciaux liés à des projets	12 380	4 672	2 923	12 655	34	-
3. Coopération technique	85 762	106 190	99 095	48 162	56 362	4 965
dont: Cession de devises	...	...	...	...	...	-
B. Dons à des organismes privés ou à des particuliers(bourses d'études et stage)	3 796	1 994	7 462	4 223	2 319	-
Total	157 323	162 074	199 788	151 181	72 340	4 965

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau III.26. **ENCOURS UTILISE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE**
(en milliers de XDR)

	Au 31 décembre 1988	Au 31 décembre 1989	Au 31 décembre 1990	Au 31 décembre 1991	Montant en instance d'utilisation au 31-12-1991	Encours global des utilisations au 31-12-1991	Encours global des engagements au 31-12-1991
I. Crédits à l'Etat	3 806 787	5 317 346	4 675 754	4 390 287	303 805	6 169 224	6 473 029
1. Finances	3 571 974	5 068 282	4 451 427	4 179 807	210 578	5 738 753	5 949 331
2. Transports et Communication	29 455	30 494	28 093	24 456	1 390	106 823	108 213
3. Travaux Publics	4 536	5 036	4 230	4 234	-	4 928	4 928
4. Agriculture	149 166	155 313	138 083	132 651	64 202	193 535	257 737
5. Education Centrale	13 011	16 003	17 452	18 713	17 124	19 244	36 368
6. Défense Centrale	28 103	29 784	23 723	18 275	2 271	83 398	85 669
7. Information	6 936	7 386	7 267	6 335	672	16 727	17 399
8. Energie	3 606	4 268	4 152	3 960	77	3 960	4 037
9. Santé	-	780	1 327	1 856	4 104	1 856	5 960
10. Plan	-	-	-	-	3387	-	3 387
II. Crédits aux entreprises (1)	1 632 637	2 108 480	1 891 383	1 902 653	848 993	2 770 802	3 619 795
1. Air-Zaire	8 557	9 607	8 116	8 314	-	23 092	23 092
2. Siderna	3 251	3 725	1 955	1 701	-	24 563	24 563
3. C.N.E.C.I.	5 570	5 388	4 552	4 663	-	7 247	7 247
4. Gécamines	106 675	130 962	130 494	168 448	122 100	345 119	467 219
5. SICAI	214	244	232	209	-	8 830	8 830
6. Sofide	144 179	303 666	153 262	151 300	40 141	170 611	210 752
7. S.N.EL.	471 032	542 884	490 224	483 981	175 666	952 468	1 128 134
8. C.S.CO.	5 667	6 299	5 268	5 341	172	5 626	5 798
9. Onatra	141 237	182 691	180 114	172 207	79 362	188 649	268 011
10. Comingem	3 071	3 543	3 471	-	-	-	-
11. Office des Routes	351 538	408 966	378 489	389 708	149 614	433 107	582 721
12. Regideso	98 354	144 876	135 755	140 642	139 378	167 090	306 468
13. D.A.I.P.N.	1 021	1 175	1 158	1 009	-	14 128	14 128
14. Gosuma	21	25	21	21	5	21	26
15. S.N.C.Z.	154 534	179 007	214 857	211 486	104 222	232 781	337 003
16. ZAIRETAIN	202	189	168	155	37	195	232
17. Sotexki	7 655	8 276	6 973	6 591	-	10 598	10 598
18. O.N.D.E	11 854	13 170	16 516	11 188	-	11 958	11 958
19. Sucrerie de Kwilu-Ngongo	32 614	32 857	31 023	28 579	130	33 209	33 209
20. Sucrerie de Kiliba	31 966	36 992	36 619	33 931	-	37 089	37 089
21. Grands Hôtels du Zaire	11 190	11 306	7 429	6 523	-	10 871	10 871
22. Sotraz	27 922	46 546	49 126	42 972	-	42 972	42 972
23. B.C.A.	-	3 898	3 601	3 436	3 320	3 436	6 756
24. Hôtel Diplomate	-	-	-	66	289	66	355
25. Société KANIA	2 554	2 941	2 896	2 525	-	3 753	3 753
26. O.N.P.T.Z.	6 350	8 993	5 736	3 182	3 581	18 848	22 429
27. OKIMO	2 281	11 477	11 624	11 088	4 230	11 088	15 318
28. RVF	-	2 604	5 182	6 279	3 627	6 279	9 906
29. RVM	-	1 479	2 232	2 953	9 881	2 953	12 834
30. S.I.N.E.L.A.C.	3 128	4 694	4 290	4 155	675	4 155	4 830
31. R.V.A.	-	-	-	-	12 105	-	12 105
32. Imprimerie du Kivu	-	-	-	-	458	-	458
Total	5 439 424	7 425 826	6 567 137	6 292 940	1 152 798	8 940 026	10 092 824

Source: OGEDEP.

1) Il s'agit des crédits contractés par les entreprises publiques, semi-publiques ou privées avec la garantie de l'Etat.

Tableau III.27 ter MOUVEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE
(en milliers de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Utilisations	265 336	279 558	273 226	319 500	233 025	100 621
1. Crédits à l'Etat	74 626	155 637	84 691	111 154	70 179	10 710
a) Financiers	74 626	155 637	84 691	111 154	70 179	10 710
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
2. Crédits aux entreprises	190 710	123 921	188 535	208 346	162 846	89 911
a) Financiers	190 710	123 921	188 535	208 346	162 846	89 911
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
B. Remboursements	293 070	378 295	61 951	86 238	40 860	32 974
C. Variations nettes (A-B)	-27 734	-98 737	211 275	233 262	192 165	67 647
D. Intérêts	310 609	374 727	70 451	72 989	74 263	34 061

Sources : Banque Centrale du Congo et OGEDEP.

Tableau III.28. REPARTITION DE L'UTILISATION DES EMPRUNTS PUBLICS EXTERIEURES
(en milliers de XDR)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Crédits à l'Etat	78234	74626	155637	84691	111154	70179	10710
A. Crédits financiers	73 334	74 626	155 637	84 691	111 154	70 179	10 710
1. Finances	32 723	42 079	148 192	78 699	107 085	63 565	8 306
2. Transcoms	30	130	-	-	-	-	-
3. Information	1 033	155	100	57	27	-	-
4. Agriculture	34 220	27 311	4 619	3 025	1 221	905	81
5. Education Centrale	4 902	3 506	1 385	2 330	1 701	4 558	1 733
6. Energie	426	1 445	1 341	580	340	294	-
7. Santé	-	-	-	-	780	857	590
B. Crédits fournisseurs	4 900	-	-	-	-	-	-
1. Finances	4 900	-	-	-	-	-	-
II. Crédits aux entreprises (1)	86472	190740	123921	188549	208346	162856	89911
A. Crédits financiers	81 572	190 740	123 921	188 549	208 346	162 856	89 911
1. Régideso	6 362	14 318	13 741	19 013	25 469	10 353	12 226
2. Gécamines	7 399	5 396	7 325	47 957	24 908	30 160	31 845
3. Onatra	14 285	29 412	13 422	14 331	19 064	19 693	6 941
4. Sucrierie de Kwilu-Ngongo	2 024	1 836	6 074	7	-	-	-
5. R.V.F.	-	-	-	-	2 604	3 923	1 336
6. Sofide	11 375	56 244	5 581	21 435	14 100	4 857	282
7. S.NE.L.	18 580	23 645	23 905	29 572	30 396	13 501	8 915
8. S.N.C.Z.	4 330	9 668	15 641	17 786	7 488	56 475	10 440
9. Grands Hôtels du Zaire	-	12 764	-	-	-	-	-
10. Office des Routes	5 899	20 410	23 606	10 269	49 937	16 368	16 886
11. C.S.C.O.	-	-	-	-	-	-	-
12. R.V.M	-	-	-	-	1 479	1 224	823
13. Sucrierie de Kiliba	3 155	11 261	10 796	7 088	56	-	-
14. ZAIRETAIN	-	-	-	-	-	-	-
15. SOTRAZ	8 163	2 233	414	15 075	14 393	4 665	136
16. Sotexki	-	3 553	3 416	125	-	-	-
17. ONPTZ	-	-	-	487	81	-	-
18. PALMEZA	-	-	-	2	-	-	-
19. OKIMO	-	-	-	2 278	8 775	1 441	-
20. SINELAC	-	-	-	3 124	5 698	196	81
21. B.C.A.	-	-	-	-	3 898	-	-
B. Crédits fournisseurs	4 900	-	-	-	-	-	-
1. S.N.EL.	4 900	-	-	-	-	-	-
Total	164706	265366	279558	273240	319500	233035	100621

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cf. note 1 tableau III.20.

Tableau III.29. BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS (1) (en millions de XDR)

	CREDIT										DEBIT									
	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995		
A. Transactions sur biens et services	1 617,7	2 020,6	2 066,2	1 904,5	1 370,6	980,7	927,3	923,3	1 124,4	2 410,3	2 303,0	2 502,6	2 175,0	2 106,3	1 686,8	1 398,0	1 292,8	1 492,4		
Balance commerciale	1 402,0	1 830,7	1 885,7	1 714,6	1 205,5	884,6	819,2	876,9	1 076,0	1 371,6	1 198,0	1 501,5	1 281,4	953,3	663,8	440,0	465,7	626,9		
1. Marchandises	1 371,0	1 830,7	1 885,7	1 714,6	1 205,5	884,6	819,2	876,9	1 076,0	1 371,6	1 198,0	1 501,5	1 281,4	953,3	663,8	440,0	465,7	626,9		
2. Or non monétaire	31,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Services	215,7	189,9	180,5	189,9	165,1	96,1	108,1	46,4	48,4	1 038,7	1 105,0	1 001,1	893,6	1 153,0	1 023,0	958,0	827,1	865,5		
3. Expéditions internationales	0,6	16,4	12,6	12,9	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5	248,2	307,9	283,0	235,7	157,0	112,0	77,0	92,2	100,0		
4. Autres transports	31,3	39,4	24,7	36,0	20,0	9,0	9,0	7,4	10,4	11,4	39,8	8,4	20,0	6,0	5,0	5,0	1,3	1,2		
5. Voyages	13,1	8,8	7,9	8,7	7,0	5,0	4,0	2,9	4,0	26,4	40,2	41,9	30,6	50,0	51,0	44,0	38,9	29,2		
6. Revenus des investissements	36,0	10,1	25,5	20,1	25,0	15,0	16,0	3,5	5,1	284,1	212,4	235,4	190,5	517,0	671,0	662,0	585,6	563,2		
7. Transactions des pouvoirs publics	11,0	20,5	28,3	27,6	20,0	16,0	24,0	18,2	4,1	212,9	270,4	195,4	146,0	156,0	70,0	72,0	14,4	14,4		
8. Autres services	123,7	94,7	81,5	84,6	93,0	51,0	55,0	14,0	24,3	255,7	234,3	237,0	270,8	267,0	114,0	98,0	79,8	157,5		
B. Transferts unilatéraux	215,3	270,4	249,5	173,4	97,0	36,3	12,9	100,0	110,7	76,8	135,0	83,5	66,0	83,0	84,3	93,9	71,7	73,5		
9. Privés	31,4	51,6	29,7	25,6	19,2	14,8	5,6	2,8	3,1	72,2	125,9	77,4	58,8	79,2	83,8	93,6	71,4	70,6		
10. Publics	183,9	218,8	219,8	147,8	77,8	21,5	7,3	97,2	107,6	6,6	9,1	6,1	7,2	3,8	0,5	0,3	0,3	2,9		
Total (A + B)	1 833,0	2 291,0	2 315,7	2 077,9	1 467,6	1 017,0	940,2	1 023,3	1 235,1	2 489,1	2 438,0	2 586,1	2 241,0	2 189,3	1 771,1	1 491,9	1 364,5	1 585,9		
C. Capitaux des entreprises	609,0	710,6	611,3	810,1	780,9	274,4	197,0	67,2	74,7	520,9	774,6	760,8	1 011,6	595,2	35,4	257,0	176,0	189,4		
11. Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
12. Autres capitaux	609,0	710,6	611,3	810,1	780,9	274,4	197,0	67,2	74,7	520,9	774,6	760,8	1 011,6	595,2	35,4	257,0	176,0	189,4		
D. Capitaux de l'Etat	1 162,5	377,6	534,7	261,7	169,4	57,0	25,0	62,4	102,2	627,8	102,2	175,2	108,0	489,4	428,0	436,0	452,0	389,9		
13. Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
14. Autres emprunts de l'Etat(2)	582,0	377,6	534,7	261,7	169,4	57,0	25,0	60,8	102,2	60,8	102,2	175,2	108,0	489,4	428,0	436,0	452,0	389,9		
15. Autres capitaux(3)	580,5	-	-	-	-	-	-	1,6	-	567,0	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total (C + D)	1 771,5	1 088,2	1 146,0	1 071,8	950,3	331,4	223,0	129,6	176,9	1 148,7	876,8	936,0	1 119,6	1 084,6	463,4	693,0	628,0	579,3		
E. Erreurs et omissions (4)	-	-	-	-	-	-	-	90,0	108,5	3 637,8	3 314,8	3 522,1	3 360,6	3 273,9	2 234,5	2 184,9	1 992,5	2 145,2		
Total (A à E)	3 604,5	3 379,2	3 461,7	3 149,7	2 417,9	1 348,4	1 163,2	1 152,9	1 412,0	3 637,8	3 314,8	3 522,1	3 360,6	3 273,9	2 234,5	2 184,9	1 992,5	2 145,2		

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) La balance des paiements comprend les règlements financiers proprement dits, les opérations sur crédits fournisseurs, les aides extérieures les opérations en monnaie nationales des non-résidents et les opérations non-contrôlées.

(2) Y compris la contre-valeur de 416,9 millions de dollars constituant le montant consolidé en 1980 au titre de l'accord de refinancement de la dette bancaire, dont la contrepartie se retrouve dans les capitaux.

(3) Y compris la contrepartie des arriérés sur paiements extérieurs.

(4) Les transactions reprises dans la balance des paiements sont calculées aux taux annuels.

En revanche les avoirs du système bancaire en monnaies étrangères sont exprimés au cours de change à fin période (cf. tableau 96). La différence entre ces deux séries statistiques compose l'essentiel de la rubrique « erreurs et omissions ».

Tableau III.29.bis BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS (1)
(en millions de XDR)

	Crédit							Débit								
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002(2)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002(2)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																
A. Biens et services	1 161,0	1 230,3	1 035,4	1 137,6	624,3	660,7	769,7	950,0	948,2	905,3	970,4	1 195,8	602,9	701,7	837,2	1 072,0
Balance commerciale	1 062,4	1 189,6	1 000,3	1 060,0	590,3	628,6	706,1	851,5	657,3	635,8	744,8	822,5	414,8	532,1	633,2	812,7
1. Marchandises	1 062,4	1 189,6	1 000,3	1 060,0	590,3	628,6	706,1	851,5	657,3	635,8	744,8	822,5	414,8	532,1	633,2	812,7
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	98,6	40,7	35,1	77,0	34,0	52,1	63,6	98,5	280,9	269,5	225,6	373,3	188,1	169,6	204,0	259,3
3. Transports	12,3	7,2	13,5	7,1	2,8	1,0	1,1	3,8	111,9	111,1	82,6	64,3	48,8	64,3	47,1	75,2
3. Voyages	4,4	4,2	10,5	57,1	0,7	0,5	0,6	0,9	33,2	27,2	20,2	178,2	7,6	23,1	50,3	30,4
5. Services de communications	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	5,4	6,7	10,1	3,0	2,0	3,0	1,6	0,1	0,6	0,7	0,2
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,3	-	0,1	0,1	0,1	0,1	2,0	2,1
7. Service d'assurance	0,4	0,2	-	-	-	-	-	0,0	5,0	9,3	15,5	10,9	8,0	14,0	8,6	32,5
8. Services financiers	15,5	8,0	4,6	3,2	2,6	2,0	2,4	3,6	24,9	51,0	35,2	25	21,9	4,1	9,6	5,6
9. Services d'informatique et d'information	-	1,6	-	-	-	-	-	0,0	1,6	2,0	-	-	-	-	-	0,0
10. Relevance et droits de licence	-	4,5	0,4	6,5	3,0	3,7	5,0	7,6	4,6	1,6	5,2	1	0,1	2,1	2,0	0,8
11. Autres services aux entreprises	13,6	9,5	0,6	1,6	21,0	21,6	25,8	39,1	71,9	62,9	46	79,2	85,3	38,0	62,9	40,8
12. Soes personnels, culturels et rétailés aux loisirs	3,6	3,6	4,0	0,1	0,1	-	-	0,0	0,6	0,8	0,2	2,7	1,9	1,1	0,7	0,2
13. Soes fournis ou reçus par les admin. publiques	48,5	7,8	1,4	1,3	3,7	17,9	22,0	33,3	33,5	2,0	16,0	0,7	14,4	0,3	0,2	85,2
B. Revenus	6,0	4,8	2,1	2,2	0,8	12,3	15,7	4,4	544,5	550,6	200,7	184,8	376,1	319,0	339,6	240,3
14. Rémunérations des salariés	4,2	4,2	0,7	0,7	0,2	0,8	3,0	1,4	4,9	7,0	5,2	2	1,8	1,9	3,6	3,7
15. Revenus des investissements	1,8	0,6	1,4	1,5	0,6	11,5	12,7	3,0	539,6	543,6	195,5	182,8	374,3	317,1	336	236,5
C. Transferts courants	247,0	172,4	223,6	177,5	110,2	163,9	305,6	473,5	104,6	114,8	102,2	152,5	143,4	99,3	95,5	114,9
16. Transferts publics	225,8	152,3	206	135,7	96,1	112,9	232,0	374,8	1,4	-	1,6	0,7	-	0,2	0,2	14,7
17. Transferts privés	21,2	20,1	17,6	41,8	14,1	51,0	73,6	98,6	103,2	114,8	100,6	151,8	143,4	99,1	95,3	100,2
TOTAL (A + B + C)	1 414,0	1 407,5	1 261,1	1 317,3	735,3	856,9	1 091,0	1 427,9	1 597,3	1 570,7	1 273,3	1 533,1	1 122,4	1 120,0	1 272,3	1 427,2
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																
D. Capital	38,7	36,6	62,8	66,6	56,9	46,3	0,0	0,0	404,8	259,7	243,1	349,1	454,5	141,4	0,0	0,0
D.1. Transferts des capitaux	-	-	-	66,6	56,9	46,3	0,0	0,0	404,8	259,7	243,1	349,1	454,5	141,4	-	-
Capitaux publics	-	-	-	0,6	0,1	-	-	-	383,3	218,0	222,6	286,3	427,0	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	-	-	0,6	0,1	-	-	-	383,3	218,0	222,6	286,3	427,0	-	-	-
Capitaux privés	38,7	36,6	62,8	66,0	56,8	46,3	0,0	0,0	21,5	41,7	20,5	52,8	27,5	141,4	0	0
20. Transferts des migrants	2,2	2,1	2,1	2,1	-	-	-	-	4,1	4,1	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	36,5	34,5	60,7	63,9	56,8	46,3	-	-	17,4	37,6	16,4	48,7	27,5	141,4	-	-
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	54,4	124,8	45,5	101,1	20,7	62,0	118,7	444,7	190,3	199,3	168,9	160,6	156,2	358,3	370,3	417,7
24. Investissements directs	31,3	121,3	25,3	73,7	20,7	56,1	64,4	106,1	38,3	32,8	48,8	31,7	53,0	34,8	43,9	12,4
25. Investissements de portefeuille	-	-	-	-	-	-	42,5	0,0	21,7	23,8	15,7	18,4	10,5	34,8	43,9	89,7
26. Autres investissements	23,1	3,5	20,2	27,4	-	5,9	11,8	338,6	130,3	142,7	94,4	110,5	94,7	323,5	326,4	315,5
TOTAL (D + E)	93,1	161,4	108,3	167,7	77,6	108,3	118,7	444,7	585,1	459,0	402,0	509,7	612,7	489,7	370,3	417,7
F. Erreurs et omissions	173,3	147,1	78,8	147,7	126,7	93,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-145,2	-59,8
Total (A à F)	1 680,4	1 716,0	1 448,2	1 632,7	939,6	1 059,0	1 209,7	1 872,5	2 192,4	2 029,7	1 675,3	2 042,8	1 735,1	1 619,7	1 497,4	1 785,1

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP au FMI.

(2) 1 USD = 1,273 DTS

(3) 1 USD = 1,330 DTS

Tableau III.30. SOLDE DE LA BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
(en millions de XDR)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES								
A. Biens et services	212,8	325	65	-58,2	13,4	-21,0	-67,5	-122,1
Balance commerciale	+405,1	+553,8	+255,5	+238,1	+175,5	+96,5	+72,9	38,8
1. Marchandises	+405,1	+553,8	+255,5	+238,1	+175,5	96,5	72,9	38,8
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-192,3	-228,8	-190,5	-296,3	-162,1	-117,5	-140,4	-160,9
3. Transports	-99,6	-103,9	-69,1	-66,8	-46,0	-63,3	-46,0	-71,4
4. Voyages	-28,8	-23,0	-9,7	-121,1	-6,9	-22,6	-49,7	-29,4
5. Services de communications	-2,7	-1,8	-2,9	-1,5	-	4,8	6,0	9,9
6. Services de bâtiment et travaux publics	-0,3	-	-0,1	-0,1	-	-22,0	-21,9	-8,4
7. Service d'assurance	-4,6	-9,1	-15,5	-10,9	-8,0	-14,0	-8,6	-32,5
8. Services financiers	-9,4	-43,0	-30,6	-9,4	-19,3	-2,1	-7,2	-2,0
9. Services d'informatique et d'information	-2,0	-1,6	-1,6	+0	-8,0	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	-4,6	-1,6	-4,8	5,5	+2,9	1,6	3,0	6,8
11. Autres services aux entreprises	-58,3	-53,4	-45,4	-77,6	-64,3	-16,4	-37,1	-1,7
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,0	2,8	3,8	-2,6	-1,8	-1,1	-0,7	-0,2
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	15,0	5,8	-14,6	0,6	-10,7	17,6	21,8	-31,9
B. Revenus	-538,5	-545,8	-198,6	-182,6	-375,3	-306,7	-323,9	-235,8
14. Rémunérations des salariés	-0,7	-2,80	-4,5	-1,3	-1,6	-1,1	-0,6	-2,3
15. Revenus des investissements	-537,8	-543,00	-194,1	-181,3	-373,7	-305,6	-323,3	-233,5
C. Transferts courants	142,4	57,6	121,4	25,0	-33,2	64,6	210,1	358,6
16. Transferts publics	224,4	152,30	204,4	135,0	96,1	112,7	231,8	360,2
17. Transferts privés	-82	-94,70	-83	-110,0	-129,3	-48,1	-21,7	-1,6
TOTAL (A + B + C)	-183,3	-163,2	-12,2	-215,8	-395,1	-263,1	-181,3	0,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES								
D. Capital	-366,1	-223,1	-180,3	-282,5	-397,6	-95,1	-	-
D.1. Transferts des capitaux	-366,1	-223,1	-180,3	-282,5	-397,6	-95,1	-	-
Capitaux publics	-383,3	-218	-222,6	-295,7	-426,9	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-383,3	-218,0	-222,6	-295,7	-426,9	-	-	-
Capitaux privés	17,2	-5,1	42,3	13,2	29,3	-95,1	-	-
20. Transferts des migrants	-1,9	-2,00	-2,0	-2,0	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	19,1	-3,10	44,3	15,2	29,3	-95,1	-	-
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	-135,9	-74,5	-113,4	-59,5	-137,5	-296,3	-251,6	27,0
24. Investissements directs	-7	88,5	-23,5	42,0	-32,3	56,1	64,4	93,7
25. Investissements de portefeuille	-21,7	-23,8	-15,7	-18,4	-10,5	-34,8	-1,4	-89,7
26. Autres investissements	-107,2	-139,2	-74,2	-83,1	-94,7	-317,6	-314,6	23,0
TOTAL (D + E)	-502,0	-297,6	-293,7	-342,0	-535,1	-391,4	-251,6	27,0
F. Erreurs et omissions	173,3	147,1	78,8	147,7	+126,7	93,8	-145,2	-59,8
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-512,0	-313,7	-227,1	-410,1	-803,5	-560,7	-578,1	-32,2
G. Moyens de financement	512,0	313,7	227,1	410,1	+795,5	560,7	578,1	30,8
1. Arriérés (réduction -)	457,0	278	387,7	452,7	+784,8	539,9	548,2	-
2. Crédit net du FMI	29,3	10,4	31,9	17,5	+8,7	13,0	12,2	-
- Prêts FAS	-	-	-	-	-	-	-	-
- Achats	-	-	-	-	-	-	-	-
- Rachats	44,5	39,2	31,9	17,5	+8,7	13,0	12,2	-
- Variations d'arriérés (réduction -)	-15,2	-28,8	-	-	-	-	-	-
3. Autres mouvements de réserve (accroissement -)	25,7	25,3	21,6	22,3	-65,8	3,7	17,7	30,8
4. GAP à financer et rééchelonnement dette extérieure	+0	+0	-214,1	-82,4	+67,8	4,1	-	-

Tableau III.31. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de XDR)

	2003
	SOLDE
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	
A. Biens et services	-267,4
Balance commerciale	16,4
1. Marchandises	16,4
2. Or non monétaire	-
Services	-283,8
3. Transports	-184,0
4. Voyages	-31,8
5. Services de communications	10,2
6. Services de bâtiment et travaux publics	-8,5
7. Service d'assurance	-37,2
8. Services financiers	-1,2
9. Services d'informatique et d'information	-
10. Redevances et droits de licence	7,1
11. Autres services aux entreprises	-0,2
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-0,2
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	-38,1
B. Revenus	-142,2
14. Rémunérations des salariés	0,4
15. Revenus des investissements	-142,6
C. Transferts courants	362,2
16. Transferts publics	393,0
17. Transferts privés	-30,9
TOTAL (A + B+ C)	-47,4
COMPTE DU CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	
D. Capital	-
D.1. Transferts des capitaux	-
Capitaux publics	-
18. Remises de dettes	-
19. Autres transferts	-
Capitaux privés	-
20. Transferts des migrants	-
21. Remises de dettes	-
22. Autres transferts	-
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-
E. Opérations financières	-135,7
24. Investissements directs	137,3
25. Investissements de portefeuille	-59,4
26. Autres investissements	-213,6
TOTAL (D + E)	-135,7
F. Erreurs et omissions	-6,3
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-189,4

(1) 1 DTS = 1,39 USD.

Tableau III.32. REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'ENTREPRISES (en milliers de XDR)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004
A. Entreprises minières	1 199 775	608 108	584 327	409 199	336 000	475 000	459 600	491 800	552 400	256 200	295 000	289 200	472 392	763 185	1 301 992
Gécamines (1)	928 985	470 676	379 100	152 000	121 500	206 300	179 000	208 800	214 700	43 600	106 300	65 900	43 463	42 321	1 342 277
MIBA (2)	75 602	38 711	33 086	37 279	36 800	42 400	52 000	55 600	69 100	71 000	58 000	51 200	54 759	102 268	99 626
Sengamines(2)													2 337	16 151	86 28
Comptoirs diamant (2)	114 336	57 770	132 142	185 550	157 400	212 700	214 400	222 200	264 400	140 600	125 200	141 000	241 151	523 856	605 710
Kilo-Moto (3)	766	383	714	143	600	400	900	-	-	-	-	-	-	-	1056
Comptoirs d'Or (3)	623	316	4 214	4 184	1 600	4 700	5 900	1 900	800	100	-	8 600	7 218	-	-
Zairetain (4)	490	248	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sodimico (5)	37 346	18 912	16 700	16 300	5 300	1 400	1 400	-	-	-	3 700	1 600	-	-	-
Sominki (6)	6 825	4 407	-	-	4 000	4 800	4 200	-	-	-	-	-	-	-	-
D.G.M.P. (7)	32 233	12 636	14 071	3 143	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2 569	4 049	4 300	10 600	8 800	2 300	1 800	30 300	3 400	900	1 800	20 900	123 464	78 589	452 695
B. Entreprises agricoles	175 977	89 011	48 500	49 320	145 000	131 200	170 800	63 700	63 400	38 800	21 700	34 900	10 359	25 941	41 728
C. Entreprises industrielles et non définies	178 753	90 586	112 200	95 600	90 600	119 100	142 300	130 300	76 500	86 500	158 000	166 100	161 148	262 924	384 241
Sous-total	1 554 505	787 705	745 027	554 119	571 600	725 300	772 700	685 800	692 300	381 500	474 700	490 200	643 900	1 052 050	1 727 961
D. Ajustements	160 100	538 595	138 973	265 081	305 300	337 100	416 900	314 500	368 300	208 800	153 900	214 600	207 524	325 639	1 227 773
Produits miniers	88 125	299 227	119 873	209 001	178 100	229 600	262 800	268 300	315 600	168 800	150 400	203 000	199 417	314 314	1 090 028
Diamant	87 360	296 560	111 539	204 143	176 300	225 200	257 300	266 600	314 900	168 700	150 200	169 200	192 921	314 314	1 090 028
Autres	765	2 667	8 334	4 858	1 800	4 400	5 500	1 700	700	100	200	33 800	6 496	-	-
Produits agricoles	71 975	239 368	19 100	56 080	127 200	107 500	154 100	46 200	52 700	40 000	3 500	9 600	6 435	8 312	10 828
Café	14 700	48 831	16 900	36 028	125 800	106 200	152 900	44 800	48 000	40 000	3 500	9 500	6 422	7 415	10 037
Autres	57 275	190 537	2 200	20 052	1 400	1 300	1 200	1 400	4 700	-	-	100	13	897	791
Produits industriels											0	2 000	1 672	3 013	2918
Total des recettes d'exportation des marchandises	1 714 605	1 326 300	884 000	819 200	876 900	1 062 400	1 189 600	1 000 300	1 080 600	590 300	628 600	704 800	851 423,0	1 377 689,0	1 850 734,0

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Cuivre, cobalt, concentré de zinc, argent, or, cadmium et germanium.

(2) Diamant industriel et artisanal.

(3) Or.

(4) Etain, cassitérite, colombo-tantalite et wolfram-tungstène.

(5) Cuivre.

(6) Cassitérite, colombo-tantalite et wolfram-tungstène.

(7) D.G.M.P.: Direction Générale des Matières Précieuses, or et diamant.

(8) 2002: 1 DTS = 1,33 USD.

Tableau III.33. REPARTITION DES PAIEMENTS D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR
MODE DE FINANCEMENT (1)
(en millions de XDR)

	2001	2002	2003	2004
A. Ressources propres (2)	390,0	458,3	746,3	1 132,6
B. Ressources extérieures	243,2	354,4	747,9	853,9
1. Dons et contributions assimilables	152,6	262,6	249,4	271,5
Etat	134,3	262,6	249,4	271,5
Particuliers et organismes bénévoles	18,3	0,0	0,0	0,0
2. Prêts à des conditions spéciales	0,0	0,0	97,1	147,0
Etat	0,0	0,0	97,1	147,0
Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capitaux	90,6	91,8	401,4	435,4
Crédits fournisseurs	-	-	-	-
Investissements en nature	26,2	29,5	287,2	319,2
Apports non contrôlés	64,4	62,3	114,2	116,2
Total	633,2	812,7	1 494,3	1 986,5

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

(2) Cf tableau III.31.

Tableau III.34. REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR
PRODUIT
(en milliers de XDR)

	2001	2002	2003*	2004*	2005*	2006*	2007*
Produits miniers	493 500	671 809	1 077 498	1 411 021	0	0	0
Cuivre	38 100	33 352	18 992	58 360			
Cobalt	74 100	131 826	101 766	528 612			
Zinc	700	1 750	151	-			
Etain	-	-	-	-			
Germanium	-	-	-	-			
Diamant	363 000	491 167	956 589	824 049			
Argent	-	-	-	-			
Or	16 300	13 714	-	-			
Cassitérite	-	-	-	-			
Cuivre Sodimico	1 300	-	-	-			
Autres	-	-	-	-			
Produits agricoles	44 500	17 512	35 145	52 556	0	0	0
Produits du règne animal	-	-	-	-			
Café	15 800	10 703	13 249	16 728			
Thé	-	-	-	-			
Cacao	-	570	3 264	2 783			
Rauwolfia	-	-	-	-			
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-			
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-			
Caoutchouc	900	166	2 690	2 578			
Bois	26 700	5 472	15 942	30 467			
Quinquina	-	-	-	-			
Autres	1 100	602	-	-			
Produits industriels	168 100	162 219	265 938	387 159	0	0	0
Ciment	10 000	5 357	12 249	14 590			
Produits chimiques	-	-	1 342	-			
Pétrole brut	158 100	153 858	250 873	372 569			
Divers	-	3 004	1 474	-			
Total	706 100	851 539	1 378 581	1 850 736	0	0	0

Source: Banque Centrale du Congo.

* En milliers de USD

Tableau III.35. REPARTITION DES PAIEMENTS D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'UTILISATIONS (1) Sur ressources propres
(en milliers de XDR)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
A. Biens de consommation	252 539	199 519	228 980	85 691	104 640	125 147	103 392	163 244	196 942	87 748	116 301	133 600	132 624		
Alimentation, boissons, tabacs	150 391	118 713	144 028	49 651	60 587	50 434	61 622	97 293	117 377	52 298	69 315	79 600	79 044		
Textiles, habillement	6 314	4 988	4 122	1 726	2 109	15 894	2 585	4 081	4 924	2 194	2 908	3 300	3 316		
Autres biens non durables	28 989	22 945	26 562	11 837	14 455	32 413	11 980	18 773	22 648	10 091	13 375	15 400	15 252		
Biens de consommation durables	66 845	52 873	54 268	22 477	27 489	26 406	27 295	43 097	51 993	23 165	30 703	35 300	35 013		
B. Energie	115 575	111 310	33 705	36 776	41 594	64 093	54 676	77 197	93 132	41 495	54 943	63 100	126 718		
Matières brutes	155	-	202	49	541	-	109	154	186	83	110	100	253		
Matières élaborées	115 420	111 310	33 503	36 727	41 053	64 093	54 567	77 043	92 946	41 412	54 833	63 000	126 465		
C. Matières premières et semi-produits	171 160	175 367	112 350	73 828	55 320	58 929	52 344	82 114	99 064	44 138	58 569	67 200	48 946		
Destinés à l'alimentation	80 247	82 071	53 703	27 126	19 201	8 957	24 497	38 429	46 362	20 657	27 410	31 500	22 907		
Destinés à l'agriculture	3 856	3 858	2 696	2 550	1 831	4 066	1 204	1 889	2 278	1 015	1 347	1 500	1 126		
Textiles, cuirs, caoutchouc	19 584	19 991	15 841	13 102	9 313	4 361	5 967	9 443	11 392	5 076	6 735	7 700	5 629		
Produits chimiques, colorants	39 212	40 159	25 728	18 976	13 446	1 473	11 987	18 804	22 886	10 108	13 412	15 400	11 209		
Matériaux de construction	8 389	8 592	2 567	3 791	2 668	354	2 565	4 106	4 953	2 207	2 928	3 400	2 447		
Minerais et produits métalliques	12 813	12 977	5 955	5 332	6 767	13 023	3 926	6 159	7 430	3 310	4 393	5 000	3 671		
Autres	7 059	7 719	5 860	2 951	2 094	26 695	2 198	3 284	3 963	1 765	2 344	2 700	1 958		
D. Biens d'équipement	55 287	52 505	103 790	11 837	38 465	55 588	48 716	68 838	83 048	37 002	49 087	56 400	66 609		
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	5 014	4 757	8 926	1 095	3 576	1 890	4 384	6 195	7 474	3 330	4 418	5 100	5 995		
Véhicules routiers non domestiques	28 926	27 339	44 941	5 353	17 382	10 339	25 478	36 071	43 517	19 389	25 722	29 500	34 903		
Autres matériels de transport	1 953	1 838	9 964	856	2 769	9 450	1 755	2 547	3 073	1 369	1 816	2 100	2 465		
Machines pour industries spécialisées	1 890	1 785	4 774	483	1 577	8 561	1 705	2 341	2 824	1 258	1 669	1 900	2 265		
Autres	17 504	16 786	35 185	4 050	13 151	25 348	15 394	21 684	26 160	11 656	15 462	17 800	20 982		
E. Autres	518 539	501 082	30 495	752	24 591	97 743	99 072	100 307	121 014	53 917	71 200	69 800	437 851		
Biens importés par la Gécamines	313 800	220 800	-	-	-	67 300	78 900	58 600	85 900	23 300	22 600	19 800	13 039		
Autres importations (2)	204 739	280 282	30 495	752	24 591	30 443	20 172	41 707	35 114	30 617	48 600	50 000	424 812		
Sous-total	1 113 100	1 039 783	509 320	208 884	264 600	401 500	358 200	491 700	593 200	264 300	350 100	390 100	812 748		
F. Importations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
E. Ajustement	-	23 102	25 680	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total	1 113 100	1 062 885	535 000	208 884	264 600	401 500	358 200	491 700	593 200	264 300	350 100	390 100	812 748		

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

(2) Importations Miba, importations des sociétés pétrolières exportatrices.

Tableau III.36. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE (en millions de XDR)

Pays	Crédit					Débit					Solde				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
U.E.B.L.	261,8	319,2	277,8	205,2	124,9	294,3	314,1	292,5	207,5	93,1	-32,5	5,1	-14,7	-2,3	31,8
Italie	0,9	2,3	2,5	1,7	10,5	10,4	11,6	10,9	6,2	151,3	-9,5	-9,3	-8,4	-4,5	-140,8
Allemagne Fédérale	22,5	18,5	17,6	25,3	25,5	41,7	51,7	34,6	50,3	49,2	-19,2	-33,2	-17,0	-25,0	-23,7
France	47,5	47,0	34,3	24,1	28,5	56,0	101,3	83,7	65,3	38,2	-8,5	-54,3	-49,4	-41,2	-9,7
Espagne	0,3	0,2	0,3	2,6	2,0	0,8	1,2	2,0	12,6	1,3	-0,5	-1,0	-1,7	-10,0	0,7
Pays-Bas	2,6	3,6	3,3	98,9	4,4	14,5	24,6	23,7	30,8	6,2	-11,9	-21,0	-20,4	68,1	-1,8
Grèce	-	-	-	-	0,1	1,0	0,7	0,5	0,4	1,7	-1,0	-0,7	-0,5	-0,4	-1,6
Royaume-Uni	205,0	206,1	160,2	-	31,4	57,7	33,7	28,2	3,2	20,7	147,3	172,4	132,0	-3,2	10,7
Danemark	-	-	-	0,3	0,1	0,6	0,6	0,1	0,3	0,3	-0,6	-0,6	-0,1	0,3	-0,2
Irlande	-	-	0,4	0,3	0,6	1,9	2,8	3,3	0,8	4,5	-1,9	-2,8	-2,9	-0,5	-3,9
Portugal	-	0,7	0,2	0,1	1,8	0,5	0,6	0,2	0,6	0,3	-0,5	0,1	-	-0,5	1,5
Norvège	0,1	0,8	0,2	0,2	0,1	-	1,0	3,2	0,2	0,5	0,1	-0,2	-3,0	-	-0,4
Total C.E.E.	540,7	598,4	496,8	358,7	229,9	479,4	543,9	482,9	377,9	367,3	61,3	54,5	13,9	-19,2	-137,4
Etats-Unis	423,3	496,6	398,8	364,8	140,9	447,1	428,1	399,5	341,5	103,9	-23,8	68,5	-0,7	23,3	37,0
Suisse	63,6	68,7	41,3	38,4	38,0	35,1	24,8	26,9	16,3	18,8	28,5	43,9	14,4	22,1	19,2
Japon	9,3	22,9	6,1	3,1	1,0	17,2	20,7	36,5	16,1	10,7	-7,9	2,2	-30,4	-13,0	-9,7
Suède	0,6	0,9	0,9	0,3	2,0	1,0	1,1	2,7	0,3	0,6	-0,4	-0,2	-1,8	-	1,4
Autres	92,5	103,5	55,8	32,7	64,3	114,0	150,5	129,3	146,0	-	-21,5	-47,0	-73,5	-113,3	64,3
Total général	1 130,0	1 291,0	999,7	798,0	476,1	1 093,8	1 169,1	1 077,8	898,1	501,3	36,2	121,9	-78,1	-100,1	-25,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.37, REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE EN 1992
(en millions de XDR)

Pays	Totaux			Marchandises FOB			Services (1)			Transferts privés			Capitaux		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
U.E.B.L.	124,9	93,1	31,8	54,0	42,3	11,7	43,9	21,3	22,6	17,7	29,5	-11,8	9,3	-	9,3
Italie	10,5	151,3	-140,8	3,2	104,2	-101,0	6,8	45,8	-39,0	0,5	1,3	-0,8	-	-	-
Allemagne Fédérale	25,5	49,2	-23,7	5,3	17,5	-12,2	10,4	31,4	-21,0	8,4	0,3	8,1	1,4	-	1,4
France	28,5	38,2	-9,7	1,4	11,6	-10,2	25,0	26,1	-1,1	11,4	0,5	10,9	0,4	-	0,4
Pays-Bas	4,4	6,2	-1,8	2,3	2,3	-	1,5	3,9	-2,4	0,6	-	0,6	-	-	-
Royaume-Uni	31,4	20,7	10,7	14,4	6,9	7,5	9,9	13,4	-3,5	6,8	0,3	6,5	0,3	0,1	0,2
Danemark	0,1	0,3	-0,2	-	0,2	-0,2	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	0,6	4,5	-3,9	0,6	1,7	-1,1	-	2,8	-2,8	-	-	-	-	-	-
Portugal	1,8	0,3	1,5	1,0	-	1,0	0,8	0,3	0,5	-	-	-	-	-	-
Espagne	2,0	1,3	0,7	0,4	0,6	-0,2	1,6	0,7	0,9	-	-	-	-	-	-
Grèce	0,1	1,7	-1,6	0,1	0,4	-0,3	-	1,3	-1,3	-	-	-	-	-	-
Norvège	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	-	-	-
Total C.E.E.	229,9	367,3	-137,4	82,7	187,7	-105,0	100,1	147,6	-47,5	45,4	31,9	13,5	11,4	0,1	11,3
Etats-Unis	140,9	103,9	37,0	13,3	20,5	-7,2	85,9	76,3	9,6	28,6	2,7	25,9	13,1	4,4	8,7
Suisse	38,0	18,8	19,2	23,3	4,6	18,7	5,7	14,0	-8,3	8,4	0,2	8,2	0,6	-	0,6
Japon	1,0	10,7	-9,7	-	2,9	-2,9	1,0	7,8	-6,8	-	-	-	-	-	-
Suède	2,0	0,6	1,4	-	0,2	-0,2	0,9	0,4	0,5	1,1	-	1,1	-	-	-
Autres	64,3	-	64,3	182,9	36,1	146,8	-77,0	-36,1	-40,9	-75,7	-25,6	-50,1	24,4	25,6	-1,2
Total général	476,1	501,3	-25,2	302,2	252,0	50,2	116,6	210,0	-93,4	7,8	9,2	-1,4	49,5	30,1	19,4

Source : Banque Centrale du Congo.

(1). Ce poste comprend les expéditions interCentrales, les autres transferts, les revenus des investissements, les transactions des pouvoirs publics (y compris les transferts publics) et les services divers.

Tableau III.38. Cours interbancaires des devises (1)
(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR	1 ZAR
1995										
Décembre	0,15	0,24	0,03	0,13	0,01	0,15	0,03	0,23	0,20	0,05
1996										
Décembre	1,11	1,84	0,21	0,84	0,03	0,98	0,21	1,60	1,39	0,34
1997										
Décembre	1,09	1,81	0,18	0,76	0,03	0,84	0,18	1,48	1,21	0,22
1998										
Décembre	2,45	4,10	0,44	1,78	0,07	2,00	0,44	3,42	2,90	0,43
1999										
Décembre	4,50	7,26	0,69	2,85	0,11	4,27	0,71	6,18	4,28	0,73
2000										
Décembre	50,00	72,33	6,77	29,30	1,10	45,02	6,77	64,53	44,43	5,09
2001										
Décembre	320,08	458,85	43,57	194,04	6,74	242,75	41,45	385,49	271,90	27,74
2002										
Décembre	377,40	584,43	...	253,13	...	322,84	56,80	530,72	394,11	40,06
2003										
Décembre	369,37	646,17	...	291,79	...	342,78	69,12	541,22	453,39	56,77
2004										
Janvier	376,63	684,95	...	303,29	...	353,76	72,37	561,81	474,69	54,68
Février	379,30	706,57	...	305,11	...	356,34	73,19	567,92	480,10	56,17
Mars	381,53	697,91	...	299,09	...	351,29	71,45	562,37	468,68	57,63
Avril	384,12	693,55	...	296,59	...	357,62	70,26	561,67	459,63	58,82
Mai	385,66	688,38	...	300,26	...	343,63	70,47	559,15	462,50	57,12
Juin	386,66	706,61	...	296,73	...	353,32	71,52	566,94	469,15	60,08
Juillet	388,92	717,06	...	313,13	...	356,16	72,85	573,19	477,86	63,62
Août	390,36	710,66	...	309,35	...	353,76	72,56	561,17	475,97	60,68
Septembre	405,03	727,65	...	320,59	...	368,12	75,38	587,22	494,46	61,95
Octobre	426,12	769,71	...	344,83	...	390,82	81,00	619,37	531,33	66,65
Novembre	434,68	820,89	...	380,47	...	421,98	84,84	648,05	556,48	70,89
Décembre	440,56	849,03	...	384,69	...	424,56	90,00	678,12	590,36	76,95
2005										
Janvier	460,99	864,60	...	389,95	...	445,91	91,96	702,30	603,23	76,87
Février	472,26	890,97	...	...	...	450,31	93,71	716,45	614,68	78,58
Mars	494,05	940,87	...	420,61	...	469,30	99,33	753,85	651,58	82,07
Avril	509,98	967,82	...	427,38	...	476,11	100,77	770,01	660,38	82,94
Mai	512,40	955,63	...	423,06	...	482,74	99,65	769,35	653,02	81,89
Juin	453,91	826,63	...	359,77	...	418,61	84,32	666,87	553,14	67,36
Juillet	482,67	851,39	...	374,67	...	432,83	88,89	701,64	583,10	72,30
Août	485,53	871,10	...	384,34	...	439,10	91,03	712,62	597,13	75,19
Septembre	464,77	841,10	...	367,98	...	418,68	86,87	681,63	569,86	73,12
Octobre	458,02	807,72	...	355,55	...	399,05	83,94	662,16	550,62	69,70
Novembre	453,71	787,97	...	348,09	...	383,29	81,62	648,19	535,42	68,24
Décembre	437,07	762,22	...	334,64	...	367,96	78,91	622,78	517,15	68,69
2006										
Janvier	434,94	768,20	...	340,59	...	376,86	80,39	629,69	527,32	71,43
Février	433,38	757,82	...	332,45	...	367,88	78,96	622,30	517,92	70,97
Mars	437,49	765,19	...	336,81	...	375,15	80,35	629,46	527,09	69,99
Avril	440,04	776,97	...	342,95	...	377,48	82,55	637,65	537,75	72,00
Mai	445,91	832,81	...	365,73	...	398,80	86,78	663,74	569,21	70,56
Juin	448,51	828,34	...	364,66	...	391,82	86,72	663,94	568,88	64,68
Juillet	454,64	837,96	...	367,76	...	393,08	87,95	671,44	576,93	64,28
Août	463,95	875,25	...	375,89	...	400,94	90,33	687,98	592,51	67,72
Septembre	486,52	917,82	...	391,36	...	415,45	94,48	721,13	619,75	65,69
Octobre	518,11	971,38	...	411,17	...	437,00	99,67	763,60	653,76	68,08
Novembre	531,83	1 016,79	...	430,44	...	453,61	104,41	791,91	685,01	73,33
Décembre	521,85	1 023,92	...	431,42	...	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04
2007										
Janvier	527,88	1 034,27	...	424,82	...	437,80	104,64	789,26	686,39	73,49
Février	549,57	1 074,61	...	443,12	...	455,60	109,52	822,88	718,43	76,68
Mars	558,81	1 087,64	...	459,00	...	476,78	112,79	842,62	739,86	75,77
Avril	552,16	1 096,90	...	455,12	...	464,81	113,60	839,04	754,18	77,57
Mai	533,50	1 059,21	...	437,60	...	442,04	110,06	809,52	721,98	75,97
Juin	497,34	987,39	...	403,39	...	405,80	101,69	751,83	667,23	69,43
Juillet	495,66	1 007,49	...	410,18	...	407,10	103,62	758,04	679,73	71,15
Août	494,77	995,21	...	411,33	...	423,72	102,74	756,76	673,95	68,45
Septembre	495,60	999,68	...	417,41	...	430,61	104,83	764,46	687,62	69,56
Octobre	497,10	1 016,68	...	423,42	...	429,10	107,87	775,09	707,55	73,51
Novembre	497,45	1 030,39	...	443,24	...	448,11	111,21	788,34	729,50	74,16
Décembre	500,56	1 010,98	...	438,53	...	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

(2) Euro à partir de 2000.

Tableau III.38 bis. Cours interbancaires des devises (1)
(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR	1 ZAR
2000								
Décembre	50,00	72,33	29,30	45,02	6,77	64,53	44,43	5,09
2001								
Décembre	320,08	458,85	194,04	242,75	41,45	385,49	271,90	27,74
2002								
Décembre	377,40	584,43	253,13	322,84	56,80	530,72	394,11	40,06
2003								
Décembre	369,37	646,17	291,79	342,78	69,12	541,22	453,39	56,77
2004								
Décembre	440,56	849,03	384,69	424,56	90,00	678,12	590,36	76,95
2005								
Décembre	437,07	762,22	334,64	367,96	78,91	622,78	517,15	68,69
2006								
Décembre	521,85	1 023,92	431,42	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04
2007								
Décembre	500,56	1 010,98	438,53	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99
2008								
Janvier	523,28	1 030,58	473,85	483,55	117,20	827,52	768,82	74,93
Février	546,15	1 073,42	500,80	500,80	122,82	865,72	805,64	71,65
Mars	554,37	1 109,95	545,75	545,75	130,86	902,58	858,41	69,60
Avril	558,38	1 105,79	552,21	552,21	134,27	914,79	880,74	71,54
Mai	558,00	1 096,06	534,60	534,60	132,38	906,26	868,37	73,36
Juin	559,33	1 098,27	538,35	538,35	132,52	905,74	869,55	70,48
Juillet	558,47	1 110,44	544,24	544,24	133,88	910,62	880,75	73,11
Août	559,12	1 057,41	516,73	516,73	127,68	887,39	837,52	72,97
Septembre	560,60	1 009,25	505,95	505,95	122,95	881,66	806,47	69,95
Octobre	567,47	963,17	497,27	497,27	115,44	894,45	757,23	59,20
Novembre	582,25	896,90	490,51	490,51	113,24	862,52	742,77	57,84
Décembre	606,04	905,30	529,92	529,92	124,43	918,67	816,19	60,88

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.39. ECART ENTRE LES TAUX DE CHANGE INTERBANCAIRES ET PARALLELES

Périodes	Cours Interbancaires		Cours Parallèles		Ecart en %	
	USD	EURO	USD	EURO	USD	EURO
2005						
Janvier	463,48	-	459,94	-	-0,8	-
Février	482,39	-	481,87	-	-0,1	-
Mars	499,33	-	502,50	-	0,6	-
Avril	514,09	-	514,68	-	0,1	-
Mai	502,12	-	501,94	-	0,0	-
Juin	425,31	-	432,06	-	1,6	-
Juillet	490,89	-	493,35	-	0,5	-
Août	469,24	-	471,10	-	0,4	-
Septembre	458,83	-	460,58	-	0,4	-
Octobre	455,32	-	458,56	-	0,7	-
Novembre	445,40	-	450,22	-	1,1	-
Décembre	431,28	-	434,31	-	0,7	-
2006						
Janvier	433,02	-	437,52	-	1,0	-
Février	435,05	-	438,23	-	0,7	-
Mars	438,03	-	444,52	-	1,5	-
Avril	440,24	-	442,83	-	0,6	-
Mai	449,04	-	450,07	-	0,2	-
Juin	449,66	-	452,87	-	0,7	-
Juillet	463,79	-	462,37	-	-0,3	-
Août	470,36	-	476,81	-	1,4	-
Septembre	503,67	-	509,73	-	1,2	-
Octobre	533,41	-	536,48	-	0,6	-
Novembre	529,28	-	533,49	-	0,8	-
Décembre	503,43	-	515,93	-	2,5	-
2007						
Janvier	540,20	-	543,75	-	0,7	-
Février	562,62	-	562,08	-	-0,1	-
Mars	553,23	-	557,08	-	0,8	-
Avril	545,95	-	546,87	-	0,2	-
Mai	495,47	-	501,59	-	1,2	-
Juin	496,18	-	494,33	-	-0,4	-
Juillet	494,98	-	491,94	-	-0,6	-
Août	495,06	-	496,60	-	-0,6	-
Septembre	499,24	-	497,86	-	-0,3	-
Octobre	497,28	-	499,78	-	0,5	-
Novembre	502,85	-	501,00	-	-0,4	-
Décembre	502,99	-	504,72	-	0,3	-
2008						
Janvier	535,02	793,57	548,87	-	2,6	-
Février	551,36	836,96	555,09	-	0,7	-
Mars	554,00	875,65	559,20	-	0,9	-
Avril	557,98	867,86	560,23	-	0,4	-
Mai	558,86	866,75	559,64	-	0,1	-
Juin	554,57	873,13	561,91	-	1,3	-
Juillet	559,29	873,83	561,16	-	0,3	-
Août	558,91	821,74	562,43	-	0,6	-
Septembre	564,22	805,84	568,67	-	0,8	-
Octobre	572,39	728,43	579,40	-	1,2	-
Novembre	588,05	749,66	598,53	-	1,8	-
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-

Tableau III.40. BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS
(en millions de XDR)

	Crédit		Débit	
	1994	1995	1994	1995
A. Biens et services	619,0	702,0	563,6	712,6
Balance commerciale	572,6	653,6	345,4	530,0
1. Marchandises	572,6	653,6	345,4	530,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-
Services	46,4	48,4	218,2	182,6
3. Expéditions interCentrales	0,4	0,5	55,3	58,4
4. Autres transports	7,4	10,4	1,3	1,2
5. Voyages	2	4	38,9	29,2
6. Revenus des investissements	3,5	5,1	33,4	36,8
7. Transactions des pouvoirs publics	18,2	4,1	29,3	14,4
8. Autres services	14,9	24,3	60	42,6
B. Transferts unilatéraux	100,1	120,6	5,5	7,3
9. Privés	2,8	120,6	5,2	4,4
10. Publics	97,3	-	0,3	2,9
Total (A + B)	719,1	822,6	569,1	719,9
C. Capitaux nets	68,8	74,7	115,3	52,3
11. Capitaux privés	67,2	74,7	115,0	52,0
12. Capitaux de l'Etat à long terme	-	-	-	-
13. Autres capitaux de l'Etat (1)	1,6	-	0,3	0,3
D. Erreurs et omissions (2)	-	-	110,0	150,8
Total (A à D)	787,9	897,3	794,4	923,0

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 3 du tableau III.23

(1) Cf note 4 du tableau III.23

Tableau III.40.bis BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS (en millions de XDR)

	CREDIT					DEBIT				
	1998	1999	2000	2001	2002	1998	1999	2000	2001	2002
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	769,3	0,0	526,8	555,1	711,3	907,3	0,0	441,7	514,1	500,5
Balance commerciale	692,3	0,0	474,7	491,5	646,4	593,2	0,0	324,7	363,7	387,8
1. Marchandises	692,3	-	474,7	491,5	646,4	593,2	-	324,7	363,7	387,8
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	77,0	0,0	52,1	63,6	64,9	314,1	0,0	117,0	150,4	112,7
3. Transports	7,1	-	1,0	1,1	3,8	38,5	-	29,2	16,7	24,7
3. Voyages	57,1	-	0,5	0,6	0,6	178,2	-	23,1	50,3	30,3
5. Services de communications	0,1	-	5,4	6,7	6,5	1,6	-	0,6	0,7	0,2
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	0,1	-	22,0	21,9	8,3
7. Services d'assurance	-	-	-	-	-	5,5	-	4,2	4,1	7,7
8. Services financiers	3,2	-	2,0	2,4	2,3	25,0	-	4,1	9,6	5,2
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	0,0
10. Redevances et droits de licence	6,5	-	3,7	5,0	4,9	1,0	-	2,1	2	0,8
11. Autres services aux entreprises	1,6	-	21,6	25,8	25,2	60,8	-	30,3	44,2	35,3
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,1	-	-	-	-	2,7	-	1,1	0,7	0,2
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	1,3	-	17,9	22,0	21,5	0,7	-	0,3	0,2	0,1
B. Revenus	2,2	0,0	12,3	15,7	4,4	4,7	0,0	17,2	6,8	152,4
14. Rémunérations des salariés	0,7	-	0,8	3,0	4,4	2,0	-	1,9	3,6	3,5
15. Revenus des investissements	1,5	-	11,5	12,7	0,0	2,7	-	15,3	3,2	148,9
C. Transferts courants	45,1	0,0	20,7	42,4	0,0	78,8	0,0	68,5	48,1	0,0
16. Transferts publics	3,3	-	0,2	0,2	-	0,7	-	0,2	0,2	0
17. Transferts privés	41,8	-	20,5	42,2	-	78,1	-	68,3	47,9	0
TOTAL (A + B + C)	816,6	0,0	559,8	613,2	715,6	990,8	0,0	527,4	569,0	652,9
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	66,6	0,0	46,3	0,0	0,0	58,1	0,0	141,4	0,0	0,0
D.1. Transfert des capitaux	66,6	0,0	46,3	-	-	58,1	0,0	141,4	0,0	0,0
Capitaux publics	0,6	0,0	-	-	-	5,3	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-
19. Autres transferts	0,6	-	-	-	-	5,3	-	-	-	-
Capitaux privés	66,0	0,0	46,3	0,0	0,0	52,8	0,0	141,4	0,0	0,0
20. Transferts des migrants	2,1	-	-	-	-	4,1	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-
22. Autres transferts	63,9	-	46,3	-	-	48,7	-	141,4	-	-
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	27,4	0,0	5,9	2,4	0,0	31,7	0,0	40,7	45,7	0,0
24. Investissements directs	-	-	-	-	-	31,7	-	-	-	-
25. Investissements de portefeuille	-	-	-	-	-	0,0	-	22,2	33,2	-
26. Autres investissements	27,4	-	5,9	2,4	-	0,0	-	18,5	12,5	-
TOTAL (D + E)	94,0	0,0	52,2	2,4	0,0	89,8	0,0	182,1	45,7	0,0
F. Erreurs et omissions	147,7	0,0	93,8	-	-	-	-	-	145,2	171,4
TOTAL (A à F)	1 058,3	0,0	705,8	615,6	715,6	1 080,6	0,0	709,5	759,9	824,3

Tableau III.41. SOLDE DE LA BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS
(en millions de XDR)

	1998	1999	2000	2001	2002
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES					
A. Biens et services	-138	-	85,1	41	210,8
Balance commerciale	99,1	-	150	127,8	258,6
1. Marchandises	99,1	-	150	127,8	258,6
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-
Services	-237,1	-	-64,9	-86,8	-47,8
3. Transports	-31,4	-	-28,2	-15,6	-20,8
3. Voyages	-121,1	-	-22,6	-49,7	-29,7
5. Services de communications	-1,5	-	4,8	6	6,3
6. Services de bâtiment et travaux publics	-0,1	-	-22	-21,9	-8,3
7. Service d'assurance	-5,5	-	-4,2	-4,1	-7,7
8. Services financiers	-21,8	-	-2,1	-7,2	-2,9
9. Services d'informatique et d'information	-	-	0	0	0,0
10. Redevances et droits de licence	5,5	-	1,6	3	4,1
11. Autres services aux entreprises	-59,2	-	-8,7	-18,4	-10,1
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,6	-	-1,1	-0,7	-0,2
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	0,6	-	17,6	21,8	21,4
B. Revenus	-2,5	-	-4,9	8,9	-148,0
14. Rémunérations des salariés	-1,3	-	-1,1	-0,6	0,8
15. Revenus des investissements	-1,2	-	-3,8	9,5	-148,9
C. Transferts courants	-33,7	-	-47,8	-5,7	0,0
16. Transferts publics	2,6	-	-	-	-
17. Transferts privés	-36,3	-	-47,8	-5,7	-
TOTAL (A + B + C)	-174,2	-	32,4	44,2	62,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES					
D. Capital	8,5	-	-95,1	0	0,0
D.1. Transferts des capitaux	8,5	-	-95,1	-	-
Capitaux publics	-4,7	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-4,7	-	-	-	-
Capitaux privés	13,2	-	-95,1	-	-
20. Transferts des migrants	-2,0	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	15,2	-	-95,1	-	-
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	-4,3	-	-34,8	-43,3	-
24. Investissements directs	-31,7	-	-	-	-
25. Investissements de portefeuille	-	-	-22,2	-33,2	-
26. Autres investissements	27,4	-	-12,6	-10,1	-
TOTAL (D + E)	4,2	-	-129,9	-43,3	-
F. Erreurs et omissions	147,7	-	93,8	-145,2	-171,4
TOTAL (A à F)	-22,3	-	-3,7	-144,3	-108,6
G. Mouvements des avoirs extérieurs	22,3	-	3,7	144,3	108,6
Banque Centrale du Congo	10,7	-	6,6	148,4	117,9
Banques de dépôts	11,6	-	-2,9	-4,1	-9,3

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT

Au terme de l'année 2007, la situation monétaire est globalement restée contrastée avec trois sous périodes distinctes ayant caractérisée l'évolution des agrégats monétaires.

La première, couvrant les trois premiers mois de l'année, révèle une expansion accélérée de la masse monétaire, dans un contexte de croissance modérée de la base monétaire dictée par l'amenuisement des réserves internationales.

La seconde, s'étalant d'avril à août, est marquée par la maîtrise du rythme de formation des liquidités intérieures à la suite d'une part, de l'ajustement budgétaire amorcée par le Gouvernement et d'autre part, par l'application d'une politique monétaire prudente par la Banque Centrale du Congo.

Cette dernière évolution a permis d'enclencher la désinflation à partir du mois de mars et d'asseoir les conditions propices à la stabilité du niveau général des prix.

Et, la troisième s'échelonnant de septembre à décembre, renseigne une reprise de l'expansion des agrégats monétaires.

Contrairement aux années précédentes, la demande de monnaie a évolué à la hausse au cours de l'année 2007 à la suite de la restauration de la stabilité du cadre macroéconomique.

En dépit de perturbations de trois premiers mois, le multiplicateur monétaire est resté relativement stable en raison de l'ajustement budgétaire et la politique monétaire prudente appliquée depuis mars 2007.

Dans le souci de sauvegarder la stabilité des prix intérieurs, la BCC a procédé à quatre modifications successives de son taux directeur tout en laissant inchangé le taux de la réserve obligatoire. Une politique monétaire restrictive au premier trimestre attestée par la hausse du taux directeur de 50 % l'an et proactive au second trimestre avec trois modifications à la baisse du taux directeur, dont le plus bas est celui de 22,5 % depuis juillet 2007. Cette politique a été relayée concomitamment par les interventions sur le marché en vue de lisser les fluctuations erratiques ainsi que des interventions sur le marché de change. Il sied de noter que le coefficient de la réserve obligatoire a été maintenu à 4 % depuis le début de l'année.

En ce qui concerne le crédit à l'économie, l'évolution à la hausse observée en 2006 s'est poursuivie en 2007.

CHAPITRE I

SITUATION MONETAIRE

I. EVOLUTION DE L'OFFRE DE MONNAIE

1. Base monétaire

Après avoir enregistré une augmentation de 58 % en 2006, la base monétaire au sens strict s'est de nouveau accrue de 39,0 % en 2007, s'établissant à 283.557 millions de CDF contre 204.072 millions une année plus tôt.

En dépit de cette évolution, le multiplicateur monétaire est demeuré stable à l'instar de l'année 2006.

Tableau IV.1 Evolution du multiplicateur de la base monétaire au sens strict

	2004	005	2006	2007											
	Déc.	Déc.	Déc.	Janv.	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Multiplicateur	1,8	2,0	2,1	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,5	2,4	2,6	2,4	2,3

Source : Banque Centrale du Congo

1.1. Composantes de la base monétaire

Principale composante de la base monétaire, la circulation fiduciaire a augmenté de 31,5 % contre 49,7 % en 2006 et sa part relative dans la base monétaire s'est située à 84,5 % du total contre 87,7 % en 2006, soit un repli de 3,2 points. Pour ce qui est des dépôts de banques, ils ont progressé de 110,3 %, alimentés essentiellement par les virements du Trésor.

Tableau IV.2 Evolution des composantes de la base monétaire
(en millions de CDF, sauf indication contraire)

	Déc. 2005	Déc.2006	Variat° 06 en %	Déc. 2007	Variat° 07 en %
- Circulation fiduciaire	123.794	185.334	49,7	243.785	31,5
- Dépôts des banques commerciales	5.261	18.415	250,0	38.740	110,4
- Autres dépôts	167	324	94,0	1.032	218,5
Base monétaire au sens strict	129.222	204.072	57,9	283.557	39,0
- Provisions pour importation+dépôts en devises	8.981	7.242	-19,4	2.960	-59,1
Base monétaire au sens large	138.203	211.313	52,9	288.463	36,5

Source : Banque Centrale du Congo

1.2. Contreparties de la base monétaire

L'accroissement des avoirs extérieurs nets ainsi que du crédit net à l'Etat ont été les principaux facteurs à l'origine de l'expansion de la base monétaire en 2007. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont améliorés de 23,1 % contre une baisse de 21,2 % en 2006. Quant au crédit net à l'Etat, il s'est accru de 21,8 % à fin décembre 2007 contre 58,0 % une année plus tôt.

Il importe de souligner la baisse des créances sur les banques créatrices de monnaie à la suite des remboursements des avances consenties au titre de refinancement.

Tableau IV. 3 Evolution des contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	déc-05	déc-06	Variation en %	déc-07	Variation en %
Avoirs extérieurs nets	-357.787	-433.605	-21,2	-333.265	23,1
Avoirs intérieurs nets	495.988	644.918	30,0	621.727	-3,6
Crédit net à l'Etat	103.278	163.131	58,0	198.728	21,8
Créances sur les banques	19.964	14.771	-26,0	4.403	-70,2
Créances sur le secteur privé	5	920	18.300,0	3.486	278,9
Autres postes nets	372.741	466.096	25,0	415.110	-10,9

Source : Banque Centrale du Congo

2. Masse monétaire

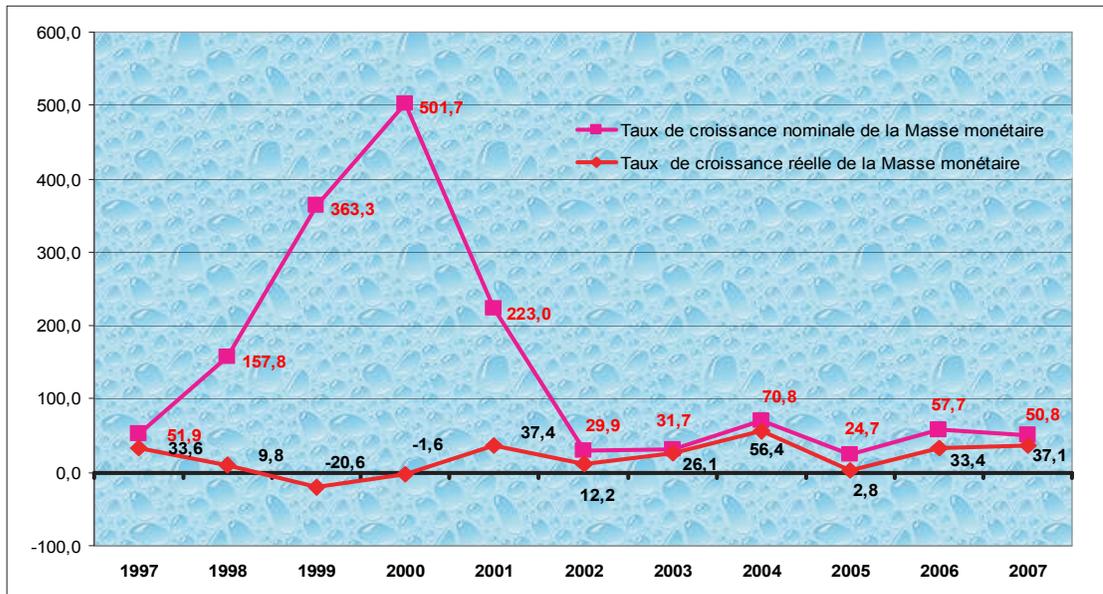
L'expansion de la masse monétaire observée en 2006 a connu une décélération en 2007. En effet, cet agrégat s'est accru de 50,7 % contre 57,7 % en 2006.

Tableau IV.4. Evolution de la masse monétaire
(en millions de CDF, sauf indication contraire)

	Masse monétaire	Taux de croissance (en %)
1997	328	51,9
1998	841	156,6
1999	3 915	365,5
2000	23 558	501,7
2001	77 144	227,5
2002	98 833	28,1
2003	130 119	31,7
2004	222 227	70,8
2005	277 111	24,7
2006	436 922	57,7
2007	658 834	50,8

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique Evolution de la masse monétaire
(Variation en %)



2.1. Composantes de la masse monétaire

Les disponibilités monétaires ont enregistré un accroissement de 41,6 % en 2007 contre 52,6 % en 2006. Cette contraction s'explique essentiellement par le repli de la circulation fiduciaire. En effet, après une progression de 51,9 % en 2006, cette dernière n'a augmenté que de 28 % en 2007. Quant aux dépôts à vue en monnaie nationale, ils se sont accrus de 125,5 % après une hausse de 56,9 % en 2006.

La quasi-monnaie a progressé de 59,4 %, d'une année à l'autre essentiellement sous l'effet des dépôts en devises. Ces derniers ont été en hausse de 58,8 % contre 66,4 % en 2006. Bien que faible, les dépôts à terme ont augmenté de 58,8 % contre 66,4 % une année avant.

L'examen de la structure de la masse monétaire renseigne une prépondérance de la quasi-monnaie sur les disponibilités monétaires. En effet, la quasi-monnaie a représenté 54,4 % de la masse monétaire contre 51,5 % en 2006. La part des dépôts en devises s'est située à 51,4 % en 2007 contre 48,8 % en 2006, attestant l'accroissement de la dollarisation de l'économie.

Quant aux disponibilités monétaires, leur part s'est établie à 45,6 % après avoir représenté 48,5 % une année plus tôt. L'importance relative de la circulation fiduciaire a connu une baisse, passant de 41,7 % à 35,4 % d'une année à l'autre.

A l'inverse, celle des dépôts à vue en monnaie nationale a augmenté, représentant 10,2% du total contre 6,8% une année plus tôt.

La ventilation des dépôts à vue par province montre que la part la plus importante se trouve concentrée dans la ville de Kinshasa, avec 72,4 % suivie par la province du Katanga 13,5 %, la différence étant partagée par les autres provinces. La couverture inégale des Banques à travers le pays est en partie à l'origine de cette situation.

Comme en 2006, les dépôts des entreprises privées et ceux des particuliers ont continué à représenter plus du trois quarts de l'ensemble des dépôts bancaires du pays en 2007, soit respectivement 53,8 % et 29,8 %.

S'agissant de dépôts bancaires par secteur d'activité, on a noté la prédominance des dépôts issus des activités de commerce, soit 12 %. Il importe de relever l'importance des dépôts enregistrés dans les rubriques divers et autres qui ont représenté respectivement 38,8 % et 31,6 %.

Tableau IV. 5. Evolution des Composantes
(en millions de CDF)

	Déc. 05	Déc. 06	Variation en %	Déc. 07	Variation en %
1. DISPONIBILITES MONETAIRES. (M1)	138.893,0	211.982,9	52,6	300.273,0	41,7
Circulation fiduciaire	119.935,0	182.233,8	51,9	233.253,0	28,0
Dépôts à vue en Monnaie Nationale	18.958,0	29.749,1	56,9	67.020,0	125,5
2. QUASI-MONNAIE	138.218,5	224.939,3	62,7	358.561,0	59,4
Dépôts à terme en Monnaie Nationale	381,5	441,0	15,6	2.500,0	466,8
Dépôts en devises	128.017,6	213.074,3	66,4	338.464,0	58,8
Provisions pour paiement des importations	9.819,4	11.423,0	16,3	17.597,0	54,3
MASSE MONETAIRE. (M2)	277.111,5	436.922,2	57,7	658.834,0	50,7

Source : Banque centrale du Congo

2.2. Contreparties de la masse monétaire

La croissance de la masse monétaire en 2007 est principalement expliquée par l'expansion des crédits à l'économie et subsidiairement par celle du crédit net à l'Etat et des avoirs extérieurs nets.

Tableau IV. 6. Evolution des contreparties de la masse monétaire
(en millions de CDF)

	Décembre 2005	Décembre 2006	Variation en %	Décembre 2007	Variation en %
1. Avoirs extérieurs nets	-273.877,1	-320.022,9	-16,8	-172.601,0	46,1
- Avoirs extérieurs	165.880,1	225.141,4	35,7	308.030,8	36,8
- Engagements extérieurs	439.757,3	545.164,4	26,5	480.631,8	-11,8
2. Avoirs intérieurs nets	550.988,6	756.945,1	37,4	831.434,8	9,8
a) Crédits intérieurs	83.701,5	166.316,2	98,7	264.473,9	59,0
- Créances nettes sur l'Etat	20.232,3	45.535,8	125,1	67.335,4	47,9
- Crédit à l'économie	63.469,2	120.780,5	90,3	197.138,5	63,2
b) Autres postes nets	402.952	505.530,0	25,5	458.084,0	-9,4
Masse monétaire	277.111,4	436.922,2	57,7	658.833,8	50,7

Source : Banque Centrale du Congo

2.2.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire se sont accrus de 46,1 % en 2007 contre une détérioration de 16,8 % en 2006. Cette évolution est attribuable à la fois à la hausse des avoirs extérieurs bruts et à la baisse des engagements extérieurs du système bancaire.

2.2.2. Avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets (AIN) ont enregistré une hausse de 9,8 % en 2007 après une expansion de 37,4 % une année avant.

Tableau IV.7 Contribution des contreparties à l'évolution de la masse monétaire (en %)

	Décembre 06	Décembre 07
Avoirs extérieurs nets	-28,9	66,4
Avoirs intérieurs nets	128,9	33,6
Crédits intérieurs	104,9	54,9
dont CNE	17,1	20,5
Autres postes nets	23,9	-21,4
Masse Monétaire	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo

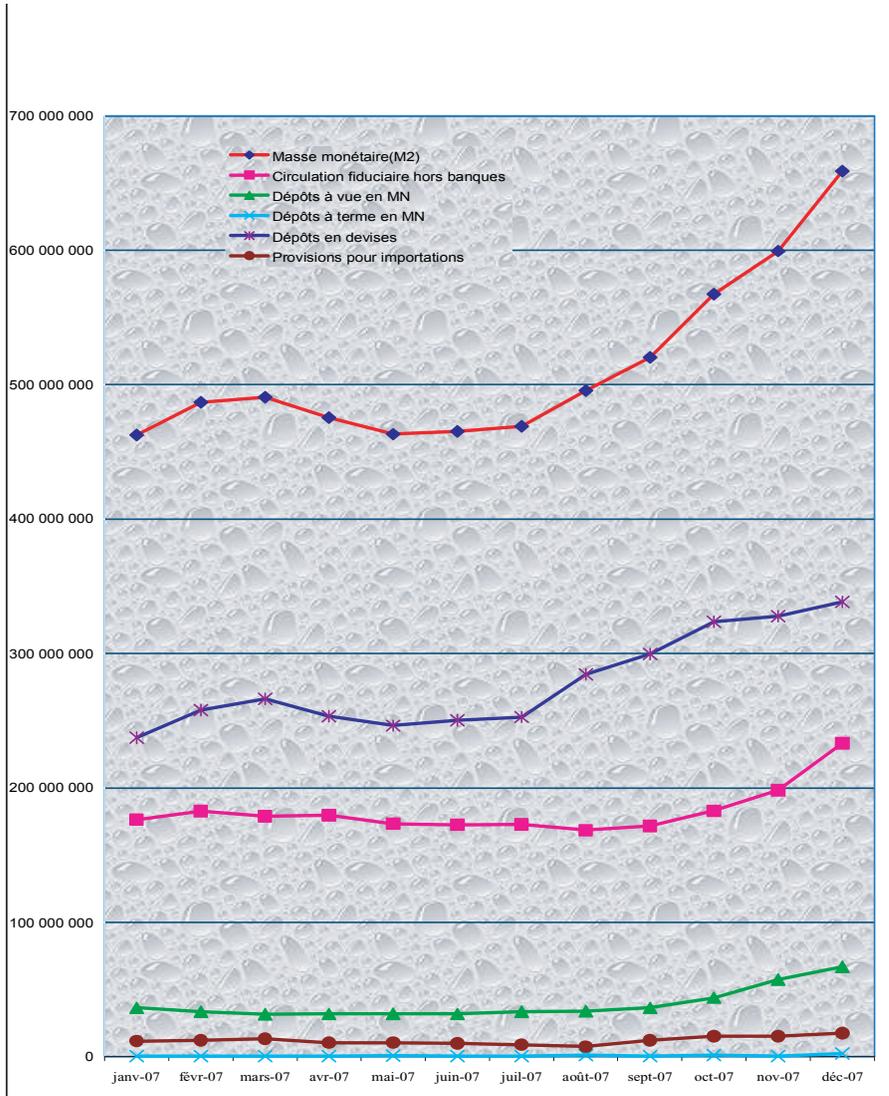
a. Crédits intérieurs

Les crédits intérieurs sont à la base de l'augmentation de la masse monétaire en 2007. L'analyse de la structure des crédits intérieurs renseigne que les crédits à l'économie ont augmenté de 63,2 % tandis que la position nette du Gouvernement s'est détériorée de 47,9 %.

b. Autres Postes Nets

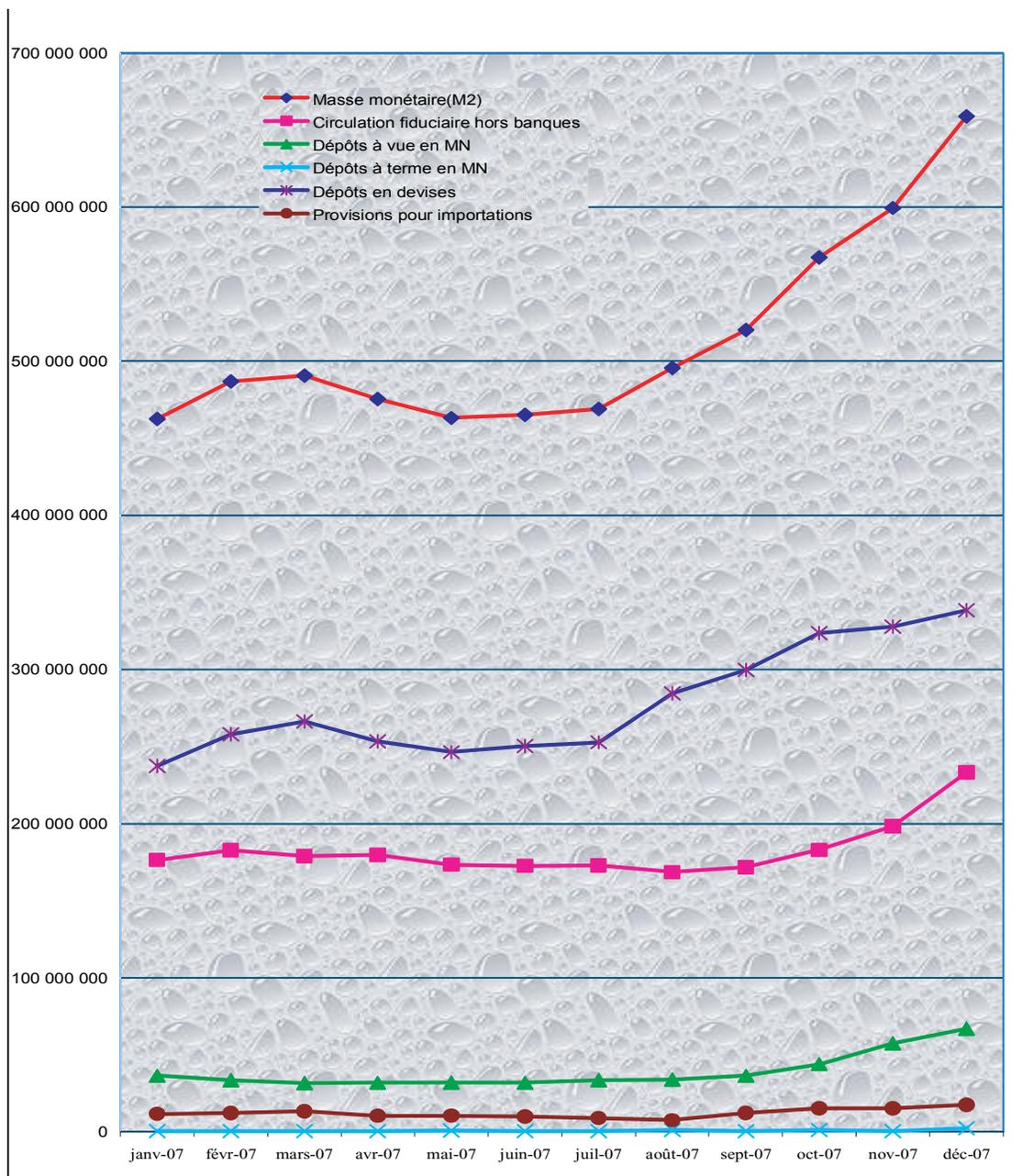
D'une année à l'autre, il a été observé une baisse des autres postes nets (APN) du système bancaire de 9,4 % contre une hausse de 25,5 % en 2006. Cette contraction est expliquée par l'augmentation plus importante des soldes des comptes d'engagement et de capital que des autres avoirs en 2007.

Graphique 21 : Situation monétaire intégrée – Engagements (1)
(en milliers de CDF)



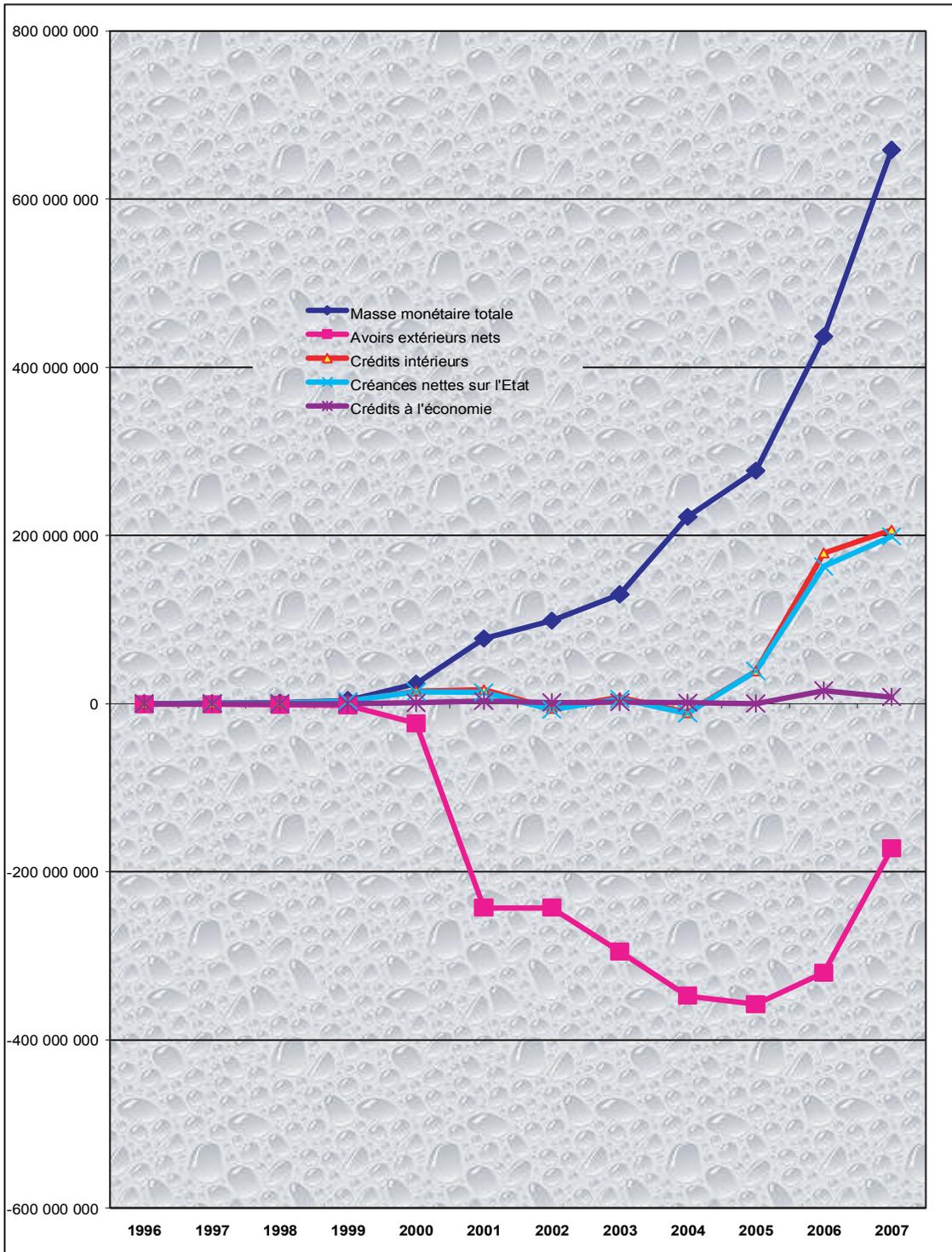
() Cfr. Tableaux IV.8 et IV.10

Graphique 21 bis : Situation monétaire intégrée en 2007 – Engagements (1)
(en milliers de CDF)



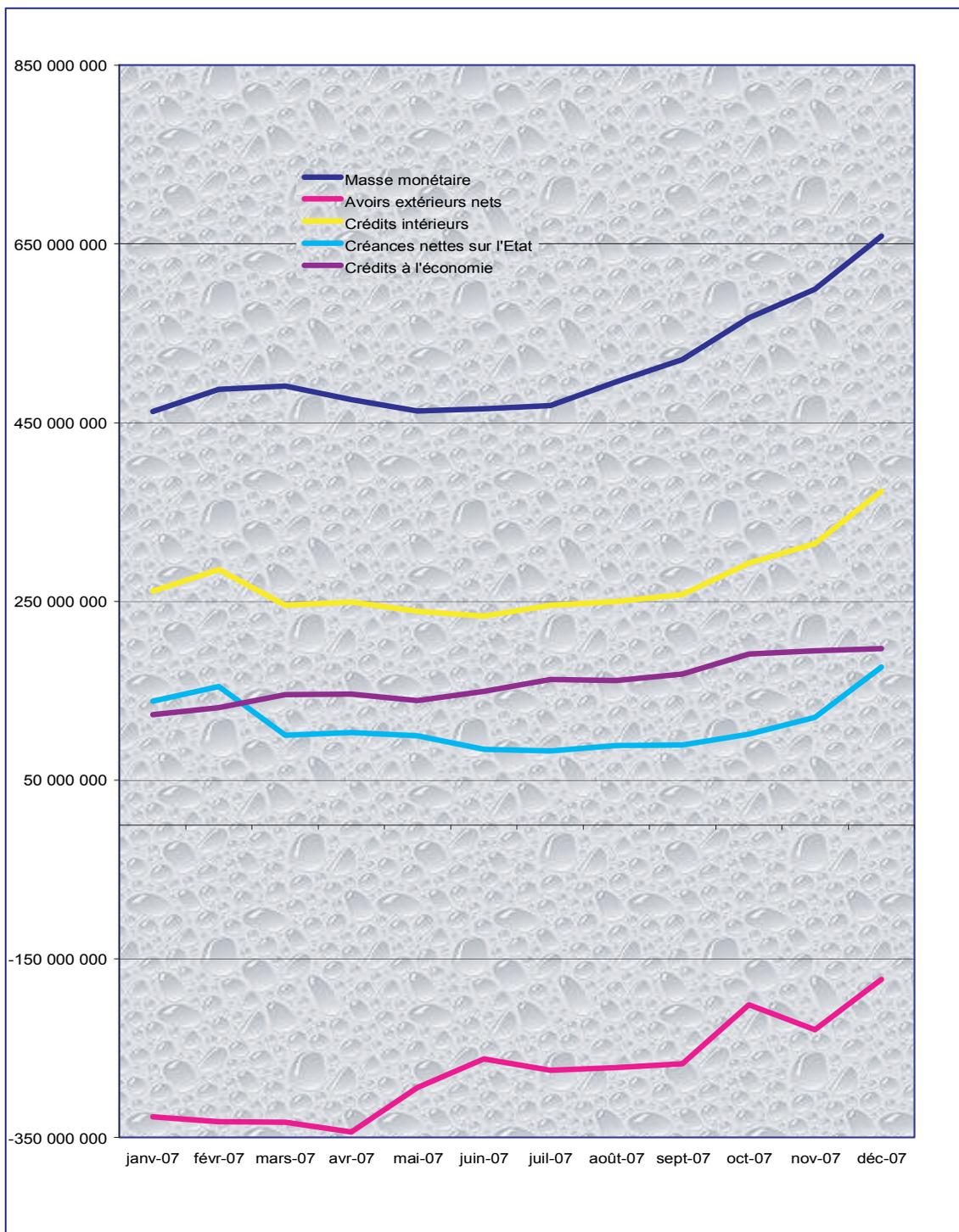
(1) Cfr. Tableaux IV.9 et IV.23

Graphique 22 : Situation monétaire intégrée en 2007 – Avoirs (1)
(en milliers de CDF)



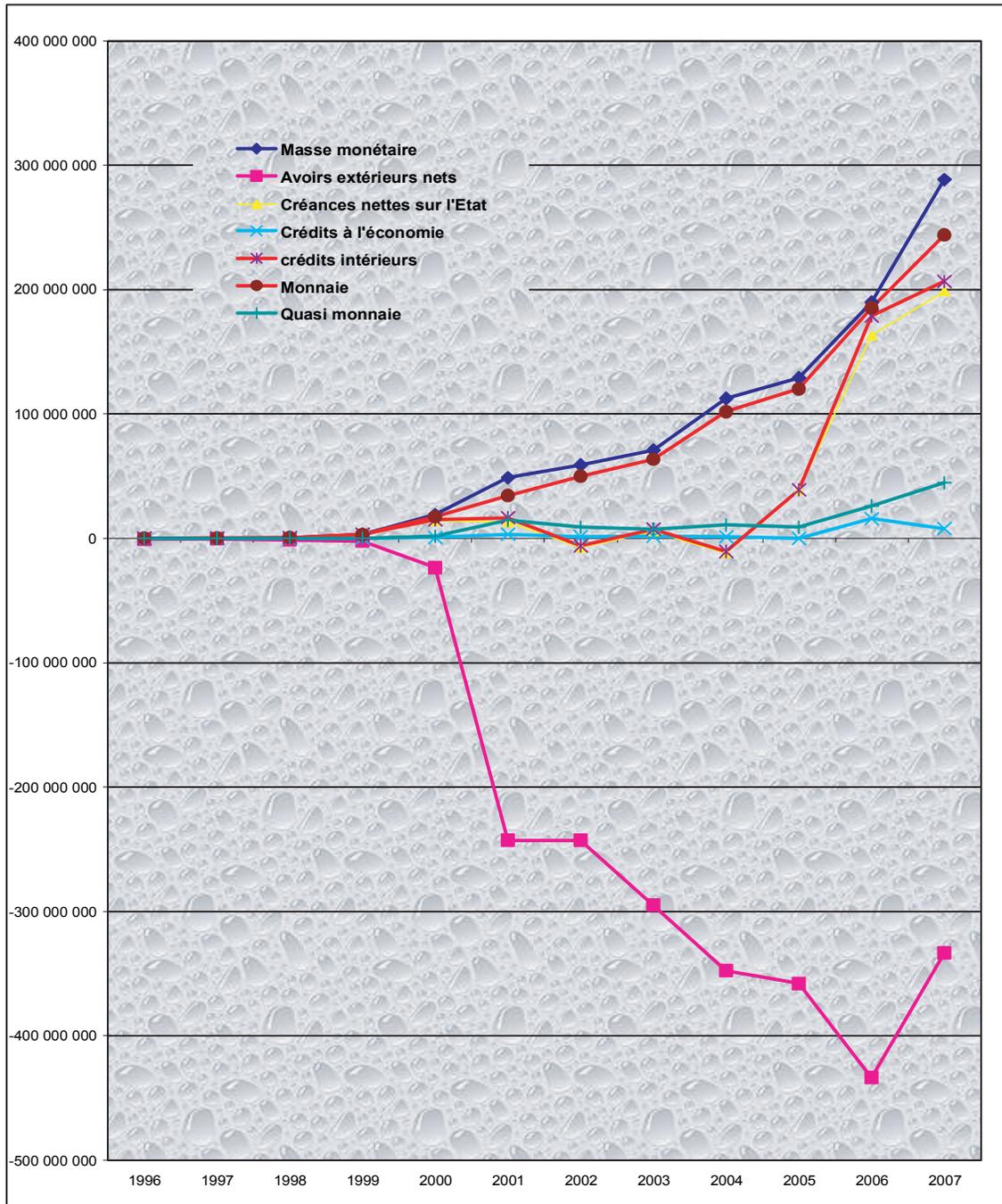
(1) Cfr. Tableaux IV.7

Graphique 22 bis : Situation monétaire intégrée en 2007 – Avoirs (1)
(en milliers de CDF)



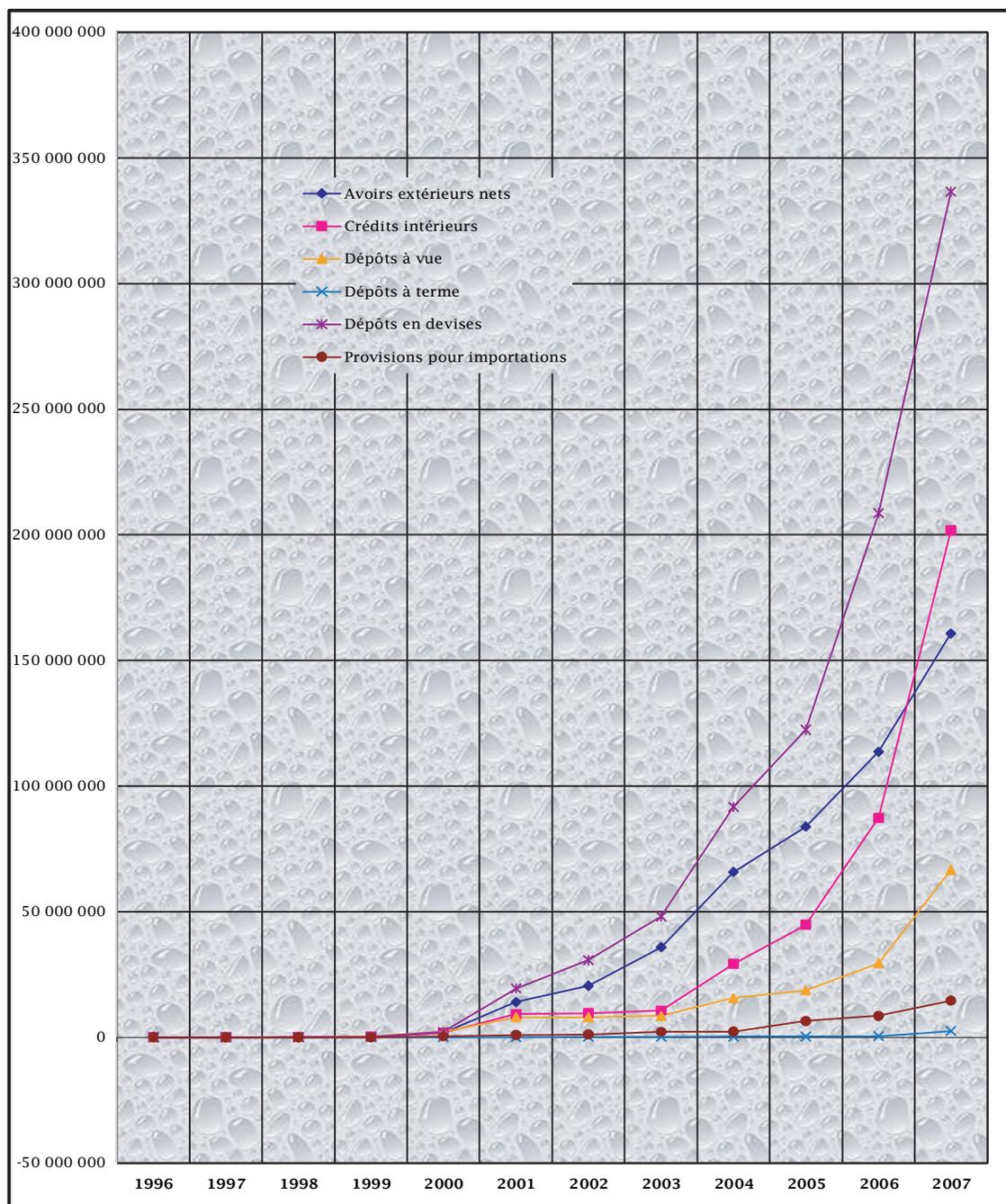
(1) Cfr. Tableaux IV.8

Graphique 23 : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo (1)
(en milliers de CDF)



(1) Cfr. Tableaux IV.23

Graphique 24 : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo (1)
(en milliers de CDF)



(1) Cfr. Tableaux IV.9 et 25

II. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE MONNAIE

1. Offre de monnaie programmée (en milliards de CDF)

	Stock 2006	Stock 2007	Flux 2007
Totale	439,8	562,4	122,6
sans provisions	428,3	640,5	212,2
Centrale (SL)	212,2	258,7	46,5
* Sens strict	205,9	251,9	46,0

2. Résultats d'offre de monnaie (en milliards de CDF)

	Stock 2006	Stock 2007	Flux 2007
Totale	436,9	658,8	221,9
sans provisions	425,5	641,2	215,7
Centrale (SL)	211,3	288,5	77,2
* Sens strict	204,1	283,6	79,5

3. Demande de monnaie prévisionnelle

2.1. Cadre macroéconomique 2007 :

- a) Taux d'inflation 2007 : 12,0 %
- b) Taux de croissance : 6,5 %

2.2. Détermination de la demande de monnaie

Pour rappel, la demande de monnaie évolue en raison directe du revenu réel et inverse de l'inflation. Sur cette base, elle est approximée comme suit :

- multiplier le flux annuel programmé d'offre de monnaie (variation du stock de l'offre de monnaie) par le coefficient de croissance ;
- diviser le résultat obtenu au point 1 par le coefficient d'inflation.

Le résultat final donne la demande de monnaie prévisionnelle tel que illustré ci-dessous :

- Coefficient de croissance : $(1 + 6,5/100) \times 100 = 1,065$
- Coefficient d'inflation : $(1 + 12,0/100) \times 100 = 1,12$
- Flux d'offre de monnaie : 122,6 milliards de CDF
- Flux de demande de monnaie : $(122,6 \times 1,065 / 1,12) = 116,6$ milliards de CDF

4. Résultats de demande de monnaie

4.1. Résultats du cadrage macroéconomique

- Taux de croissance : 6,3 %
- Taux d'inflation : 9,9 %

4.2. Détermination de la demande de monnaie réalisée

- Coefficient de croissance : 1,063
- Coefficient d'inflation : 1,099
- Flux d'offre monnaie : 221,9 milliards de CDF
- Flux de demande de monnaie : $(221,9 \times 1,063 / 1,099) = 214,6$ milliards de CDF.

5. Offre et demande de monnaie (en flux et en milliards de CDF)

	Offre de monnaie	Demande de monnaie	Ecart
Prévisions	122,6	116,6	6,0
Résultats	221,9	214,6	7,3
Ecart	99,3	98,0	1,3

Dans les prévisions, l'équilibre tendanciel se situait à 122,6 milliards de CDF pour l'offre de monnaie et 116,6 milliards pour la demande. La différence, soit 6,0 milliards représentait l'ajustement par la hausse prévue du niveau général de prix contrebalancée par l'augmentation du revenu réel.

Dans les réalisations, l'équilibre tendanciel situait l'offre de monnaie à 221,9 milliards de CDF, soit une déviation de 99,3 milliards par rapport à la programmation de 122,6 milliards. Quant à la demande de monnaie, il la situait à 214,6 milliards contre une programmation de 116,6 milliards, soit un surplus de demande de monnaie de 98,0 milliards.

Il ressort qu'en 2007 la demande de monnaie a augmenté du fait que l'inflation réalisée a été plus faible que celle prévue tandis que la croissance économique réalisée a été globalement semblable à celle prévue. Comme conséquence, l'offre de monnaie s'est adaptée à la demande expliquant son augmentation par rapport au niveau prévu.

Il peut être retenu qu'en situation d'inflation moindre par rapport à celle prévue et de croissance économique inchangée en réalisations par rapport aux prévisions, l'augmentation de la demande de monnaie nécessite un supplément d'offre de monnaie.

6. Vitesse de circulation - Revenu de la monnaie

La masse monétaire, à fin décembre permet d'obtenir la vitesse - revenu niveau de la monnaie. Cette dernière est estimée à 7,8 points au 31 décembre 2007. Comparé au niveau de la vitesse revenu observé une année plus tôt, lequel s'est établi à 9,09 points, il en résulte une baisse de 0,1 point contre 2,9 points une année auparavant. Ainsi en terme de flux, la vitesse de circulation a augmenté entre 2007-2006 comparativement à la période 2006-2005. Il en résulte une augmentation de la demande de monnaie en termes de flux au cours de la période 2007-2006.

Tableau IV.10 : Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie

Année	VITESSE
2001	18,25
2002	19,45
2003	17,67
2004	11,70
2005	12,25
2006	9,3
2007	7,8

Source : Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

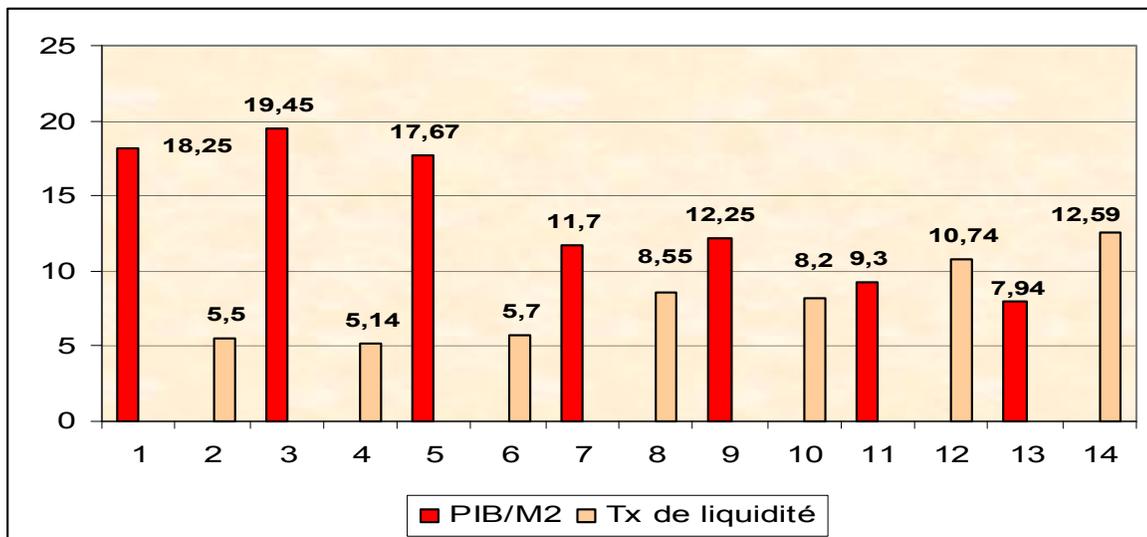
7. Taux de liquidité

Le taux de liquidité est passé de 10,7 % en 2006 à 12,8 % en 2007, soit une augmentation de 2,1 points contre 2,5 points au cours de la période 2006 -2005. Il en résulte en termes de flux, une baisse du taux de liquidité expliquant l'augmentation de la demande de monnaie.

Tableau IV. 11 Evolution de la vitesse - revenu de la monnaie de 2001 à 2007

Années	Tx de liquidité
2001	5,5
2002	5,14
2003	5,7
2004	8,55
2005	8,2
2006	10,74
2007	12,8

Graphique



CHAPITRE II

CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

Au 31 décembre 2007, l'encours des crédits du système bancaire à l'économie a été marqué par une progression de 51,8 % contre 61,1 % en 2006.

La répartition des crédits en force accordés par les banques créatrices de monnaie renseigne que 72,1 % sont constitués des crédits à décaissement et 27,9 % des crédits d'engagement.

I. CREDIT A DECAISSEMENT

L'examen par terme révèle que les crédits à court terme et les crédits à moyen terme ont représenté respectivement 84,3 % et 15,7 % de l'encours des crédits à décaissement contre 91,1 % et 8,9 % en 2006.

1. Répartition par terme

En 2007, l'encours des crédits à court terme s'est accru de 47,0 % contre 90,0 % en 2006. Cette évolution est la conséquence de la progression des crédits consentis au secteur de distribution.

S'agissant des crédits à moyen et long terme, ils ont affiché une hausse de 180,2 % contre 272,7 % en 2006 sous l'effet des évolutions observées dans les rubriques « investissements productifs » et « autres secteurs ».

2. Répartition par secteur d'activité

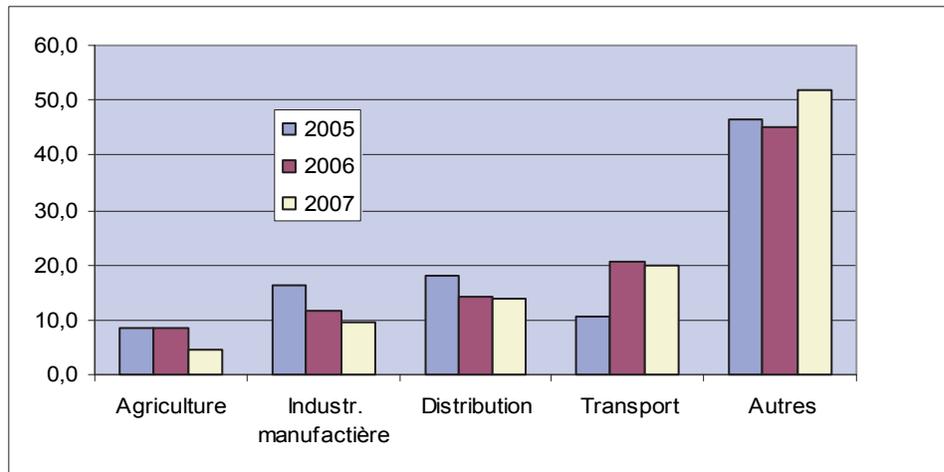
En 2007, les secteurs bénéficiaires des crédits à décaissement ont été le transport qui a absorbé 19,9 % du total, suivi de la distribution, 13,7 %, et de l'industrie manufacturière, 9,7 %. En ce qui concerne la part de l'agriculture, elle a continué à s'inscrire en baisse en 2007, passant de 8,5 % du total à 4,7 %.

Il convient de relever que la part des crédits non ventilés s'est située à 52,0 % en 2007 contre 45,2 % en 2006.

Tableau IV.12. Structure des crédits à décaissement
(en %)

	2005	2006	2007
Agriculture	8,6	8,5	4,7
Industr. manufact	16,3	11,6	9,7
distribution	18,0	14,3	13,7
Transport	10,6	20,5	19,9
Autres	46,6	45,2	52,0

Graphique : Structure des crédits à décaissement
(en %)



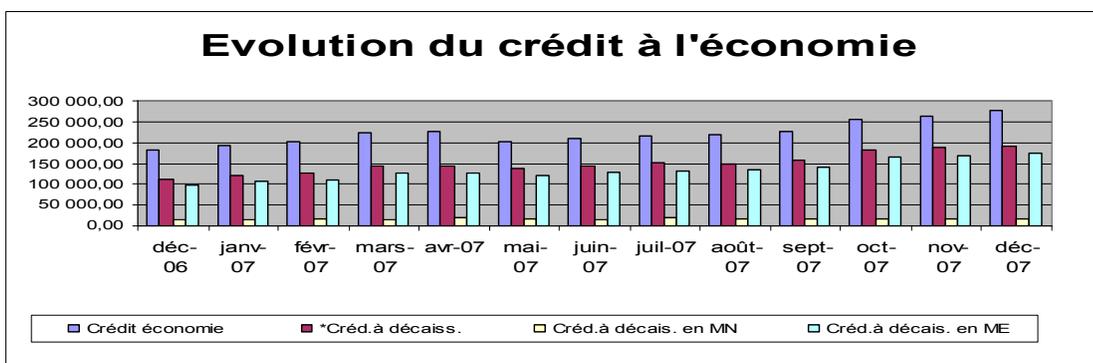
D'une année à l'autre, l'évolution de l'encours des crédits par secteurs d'activités à court terme indique des hausses respectives de 43,3 %, 41,6 % et 22,4 %, pour les secteurs de transport, de distribution et de l'industrie manufacturière. En ce qui concerne les crédits accordés au secteur agricole, ils ont baissé de 18,7 %.

Il en est de même du poste «autres», constitué pour l'essentiel des crédits non ventilés qui a augmenté de 69,11 %.

3. Répartition du crédit suivant la monnaie de règlement

3.1. Importance relative des crédits en monnaies étrangères

Les crédits en monnaies étrangères ont représenté 86,8 % des crédits à décaissement en 2007 contre 82,5 % en 2006. Cette prédominance s'explique principalement par la préférence des banques pour les crédits libellés en monnaies étrangères et ce, en vue de se prémunir contre le risque de change éventuel et par l'importance des dépôts en devises mobilisés par les banques.



3.2. Evolution des crédits en monnaies étrangères

En dépit de la relative stabilité du taux de change et des prix intérieurs en 2007, les crédits en monnaies étrangères ont progressé de 67,0 % contre 19,0 % pour les crédits en monnaie nationale. Cette évolution laisse entrevoir l'octroi de nouveaux crédits en devises.

Tableau IV. 13 Evolution des crédits suivant la monnaie de règlement
(en millions de CDF)

	2006	2007	Variation en %
Crédits en devises	104 231	174 340	67
Crédits en monnaie nationale	14 699	17 548	19

Source : Banque Centrale du Congo

II. CREDIT DE SIGNATURE

Les crédits d'engagements ont atteint 77,6 milliards de CDF contre 57,1 milliards une année avant, soit une augmentation de 35,9 %. Ils ont représenté 27,8 % de l'encours global.

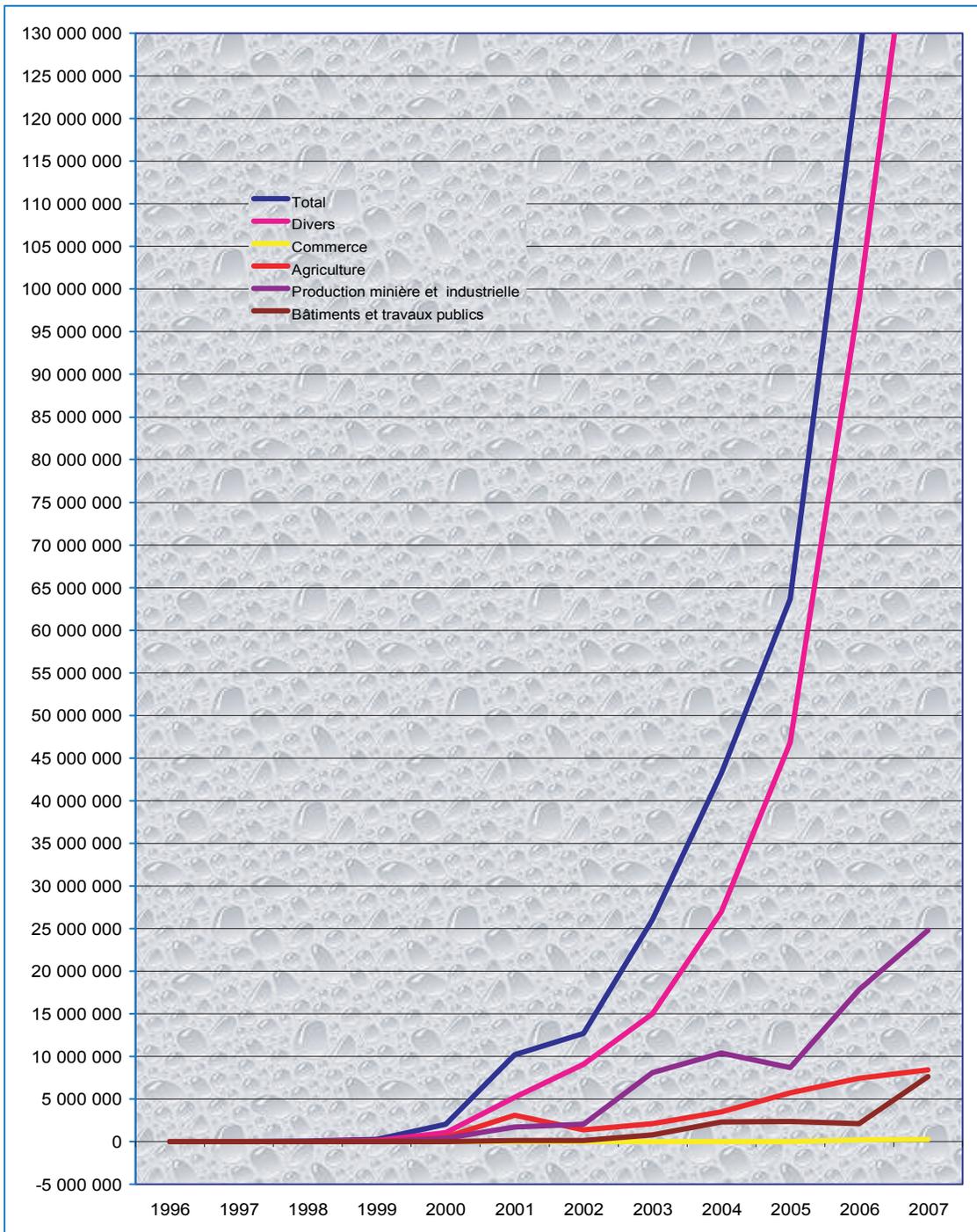
Tableau IV.12. CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS
(en milliards de CDF)

	2005	2006	2007
I. Crédits à décaissement	63 624	126 400	200 833
A. Crédits à court terme	60 607	115 152	169 307
1. Agriculture	5 188	9 747	7 921
2. Industrie Manufacturière	9 870	13 379	16 375
3. Distribution	10 904	16 437	23 267
4. Transport	6 414	23 555	33 752
5. Autres	28 231	52 034	87 992
B. Crédits à M.T.	3 017	11 247	31 526
1. Investissements productifs	1 198	4 844	6 456
2. Prêts spéciaux	9	9	2 327
3. Autres	1 810	6 394	22 742
II. Crédits d'engagement	50 237	57 070	77 605
A. Crédocs à l'import	10 767	15 753	38 588
B. Crédocs à l'export	1 199	0	0
C. Autres (1)	38 271	41 317	39 017
III. Total banques créatrices de monnaie	113862	183469	278438
IV. Banque Centrale du Congo	5,1	0,9	3300
V. TOTAL GENERAL	113867	183470	281738

Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

(1) Lettres de garantie et autres crédits aux entreprises et aux particuliers (en millions de CDF)

Graphique 25 : Situation des crédits bancaires par secteur d'activité (1)



(1) Cfr. Tableaux IV.18

CHAPITRE III

MARCHE MONETAIRE

1. MARCHE EN BANQUE

Les transactions du marché en banque se rapportent essentiellement aux refinancements des banques auprès de l'Institut d'Emission à travers les guichets des prêts à court terme et des facilités permanentes.

Pour rappel, les prêts à court sont des avances accordées par la Banque Centrale aux banques créatrices de monnaie, remboursables endéans 7 jours maximum. Quant aux facilités permanentes, ce sont des avances de trésorerie consenties par l'Institut d'Emission aux banques pour une échéance maximum de 72 heures. Au cours de l'année 2007, le guichet des facilités permanentes été plus actif que celui des prêts à court tel que renseigné dans le graphique qui suit.

Graphique Evolution des opérations de refinancement

Tableau IV.13 Evolution des opérations sur le marché en banque

	Prêts à court terme			Facilités permanentes		
	Volume des opérations (en milliards de CDF)			Volume des opérations (en milliards de CDF)		
	Kinshasa	Provinces	Total	Kinshasa	Provinces	Total
déc-06	25,5	0	25,5	3,2		3,2
Total 2006	235,9		235,9	64,7		64,7
janv-07	34,0	0,0	34,0	8,5	0,0	8,5
févr-07	8,5	0,0	8,5	3,2	0,0	3,2
mars-07	0,0	0,0	0,0	11,8	0,0	11,8
avr-07	0,0	0,0	0,0	52,8	0,0	52,8
mai-07	2,7	0,0	2,7	0,0	0,0	0,0
juin-07	5,8	3,6	9,4	9,1	2,2	11,3
juil-07	0,0	4,2	4,2	0,0	60,1	60,1
août-07	4,5	3,9	8,4	0,0	40,9	40,9
sept-07	6,5	2,7	9,2	0,7	24,3	25,0
oct-07	9,5	2,4	11,9	0,0	30,1	30,1
nov-07	1,5	2,4	3,9	0,0	7,4	7,4
déc-07	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3
Total 2007	73,0	19,2	92,2	86,1	165,3	251,4

1. VOLUME

1.1. Prêts à court terme

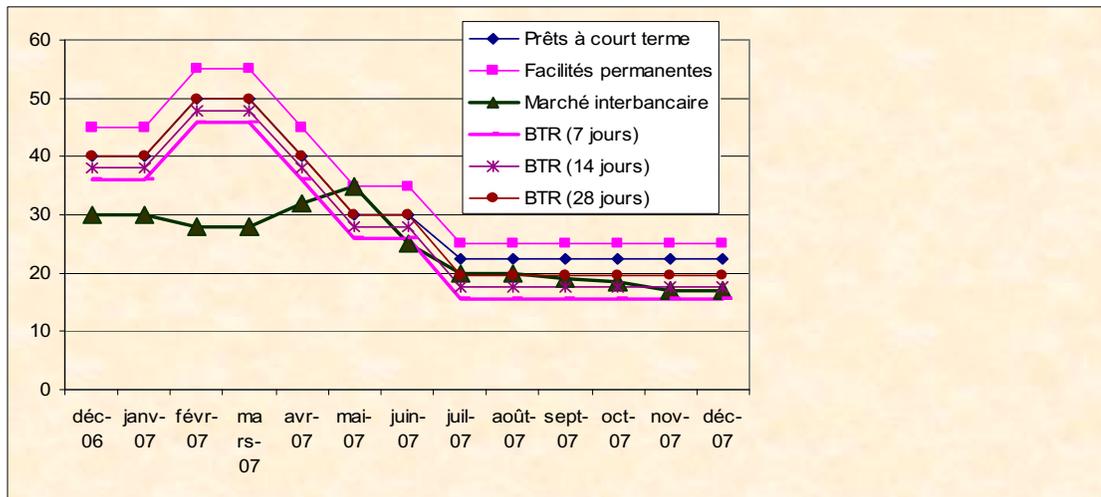
Le volume des opérations effectuées au guichet des prêts à court terme a totalisé 92,2 milliards de CDF à fin décembre 2007 contre 235,9 milliards une année auparavant, soit une baisse de 60,9 % consécutive à l'arrêt de l'opération de refinancement d'une banque de la place en février 2007 à la faveur de la reprise de l'UBC. Quant à l'encours, il a été nul suite au remboursement de la totalité de ce dernier à fin décembre 2007.

1.2. Facilités permanentes

L'ensemble des transactions sur ce guichet s'est établi à 251,4 milliards de CDF au 31 décembre 2007 après avoir atteint 64,7 milliards en 2006. A l'instar des prêts à court terme, l'encours sur ce compartiment de marché a été nul suite au remboursement de l'ensemble des prêts consentis.

2. TAUX

D'une manière générale, l'année 2007 a été caractérisée par une certaine détente des taux d'intérêt sur l'ensemble du marché monétaire. Ces évolutions ont été favorisées par la baisse accélérée du taux directeur de la Banque Centrale du Congo suite au repli du taux d'inflation



En effet, suite à l'évolution du taux d'inflation, le taux directeur a été modifié à quatre reprises durant l'année 2007. Ce taux est passé de 40 % à 50 % le 15 février. Revenu à 40 % le 11 avril, il a baissé à 30 % le 31 mai et à 22,5 % le 12 juillet. Le niveau ainsi observé a été maintenu jusqu'à fin décembre 2007.

Il importe de relever que ces réajustements ont été dictés par l'importance de la marge de positivité, l'élargissement de l'écart entre le taux directeur et celui de l'interbancaire et le repli du crédit à l'économie en monnaie nationale.

Jusqu'au mois de juin 2007, le taux d'intérêt sur ce guichet est resté à 5 points en dessous du taux directeur. A partir du mois de juillet, le taux appliqué sur ce compartiment de marché a été porté au-dessus du taux directeur de 2,5 points. Il s'établit à 25 % à fin décembre 2007.

II. MARCHE INTERBANCAIRE

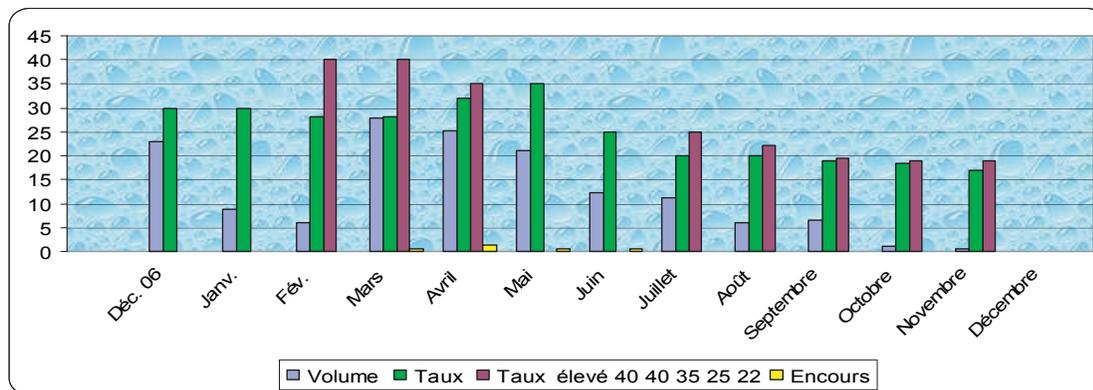
2. Volume

Le volume des opérations dénouées sur ce marché s'est chiffré à 126,4 milliards de CDF à fin décembre 2007 contre 117,11 milliards une année auparavant, soit un accroissement de 7,9 %. L'assèchement des virements en provenance du Trésor durant deux trimestres de l'année explique en partie cette faible progression.

2. Taux

Le taux appliqué à l'interbancaire a varié dans la fourchette de 17 % à 40 % au cours de l'année 2007.

GraphiqueEvolution du marché Interbancaire



Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

Tableau.IV.13. Evolution des transactions et des taux du marché monétaire (en milliards de CDF)

		2006	2007											
		Déc	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Prêts à court terme	Volume Kinshasa	25,5	34	8,5	-	-	2,7	5,8	-	4,5	6,5	9,5	3,9	-
	*Volume Provinces							3,6	4,2	3,9	2,7	2,4	1,5	-
	Encours	8,5							1,2	2,2	2,6	2,1	2,4	-
	Taux	40	40	50	50	40	30	30	22,5	22,5	22,5	22,5	22,5	22,5
Facilités permanentes	Volume Kinshasa	3,2	8,5	3,2	11,8	52,8	-	9,1	-	-	0,68	0,025	-	-
	*Volume Provinces		-	-	-	-		2,2	60,1	40,9	25	30,1	7,4	0,3
	Encours		0,8						2,6	1,5	0,82	0	0	-
	Taux	45	45	55	55	45	35	35	25	25	25	25	25	25
Marché interbancaire	Volume	23	8,9	6,1	27,8	25,3	21,0	12,2	11,1	5,9	6,5	0,95	0,52	-
	Encours				0,5	1,2	0,58	0,41	0,08	0,065	-	-	-	-
	Taux	30	30	28	28	32	35	25	20	20	19	18,5	17	-
	Taux élevé			40	40	35			25	22	19,5	19	19	-

Source : Banque Centrale du Congo/Etudes
* Volume Provinces à partir de juin 2007

III. BILLET DE TRESORERIE

1. Volume

Les souscriptions au billet de trésorerie se sont situées à 773,9 milliards de CDF au 31 décembre 2007 contre 351,1 milliards en 2006. En ce qui concerne les remboursements, ils se sont chiffrés à 752,6 milliards alors qu'ils avaient atteint 342,9 milliards en 2006. Il en est résulté un encours de 32,9 milliards de CDF contre 13,1 milliards une année avant. Ainsi, la ponction de la liquidité par cet instrument de politique monétaire a augmenté de 151,1 % contre 166,9 % en 2006.

Tableau IV.14. Evolution du Billet de Trésorerie
(en milliards de cdf)

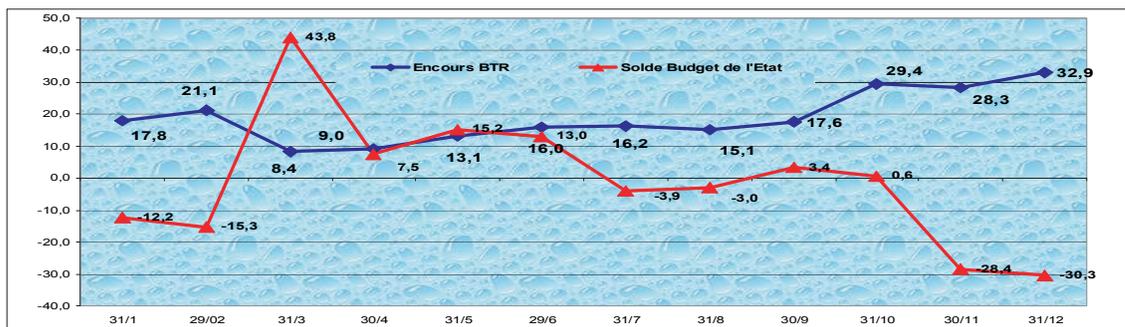
	2006	2007											
	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct..	Nov.	Déc.
Souscriptions cumulées	351,1	388,4	426,7	452,2	466,6	489,5	519,4	532,3	559,4	591,4	643,5	699,9	773,9
Remboursements cumulés	342,9	375,4	410,5	448,7	462,4	481,3	506,9	534,0	561,3	583,2	624,4	683,2	752,6
Encours Kin	13,1	17,8	21,1	8,4	9,0	13,1	12,3	11,5	11,2	13,2	24,1	21,6	26,5
Encours Prov.							3,7	4,7	3,8	4,4	5,2	6,7	6,3
Encours Total	13,1	17,8	21,1	8,4	9,0	13,1	16,0	16,2	15,1	17,6	29,4	28,3	32,9

Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

2. Taux

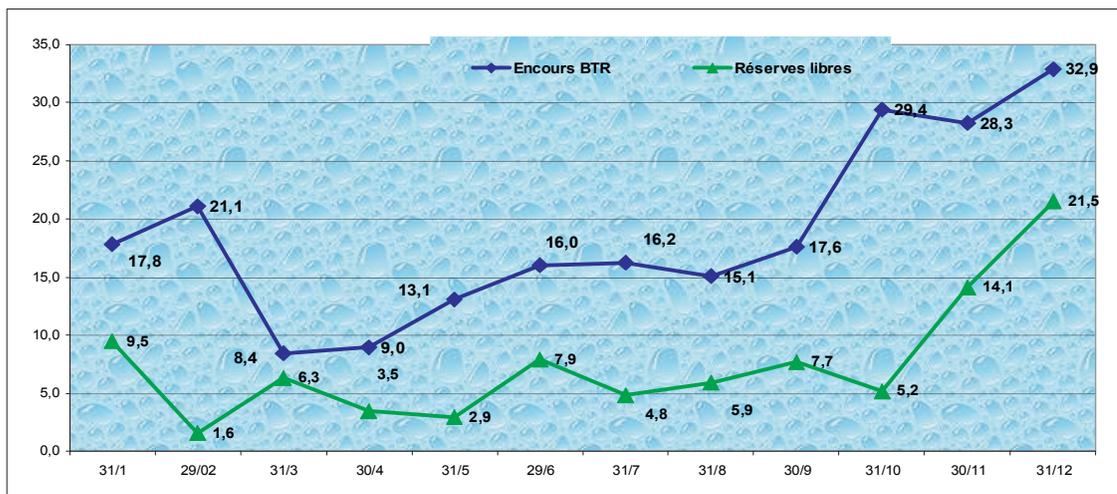
Depuis le mois de juillet 2007, le taux d'intérêt du BTR à 28 jours n'est plus adossé au taux directeur. Le décrochage de 3 points à la baisse répond au besoin de réduire la ponction de la liquidité et de favoriser le refinancement de l'économie tel qu'attesté par l'expansion du crédit. A cet égard, la grille des taux de rémunérations du BTR depuis le 12 juillet ont été modifiés comme suit à savoir 15,5 %, 17,5 % et 19,5 % pour les maturités respectives de 7 jours, 14 jours et 28 jours.

Graphique Evolution de l'encours du BTR et du solde budgétaire



Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

Graphique Evolution des réserves libres des BCM et de l'encours du BTR



Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

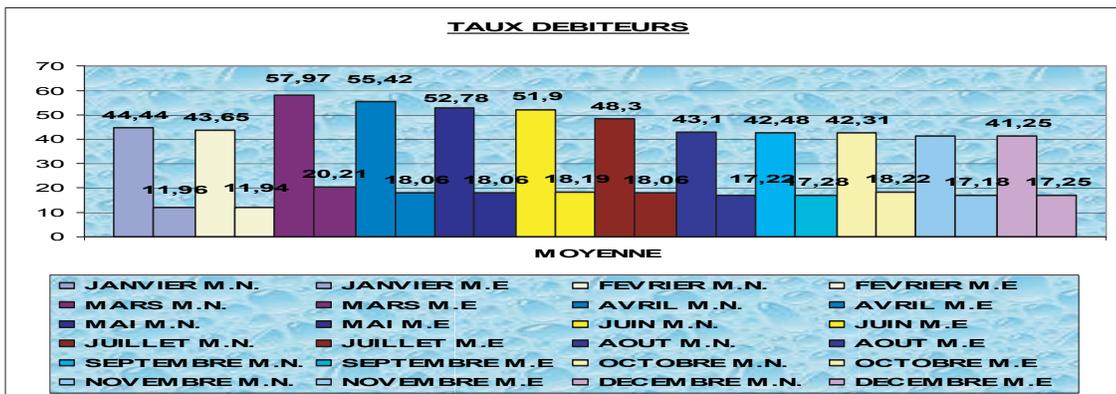
L'influence de l'effet taux sur la demande de cet actif financier est le plus ressentie par les particuliers.

IV. MARCHÉ D'ÉCHANGE

Le taux d'intérêt débiteurs moyen pratiqués par les banques créatrices de monnaie a oscillé entre 41,3 % et 57,9 % pour les opérations en monnaie nationale et 11,9 % et 20,2 % pour celles en devises.

Il sied toutefois de signaler que les taux les plus élevés ont été appliqués de mars à juillet 2007. A partir d'août, la tendance est demeurée constamment baissière.

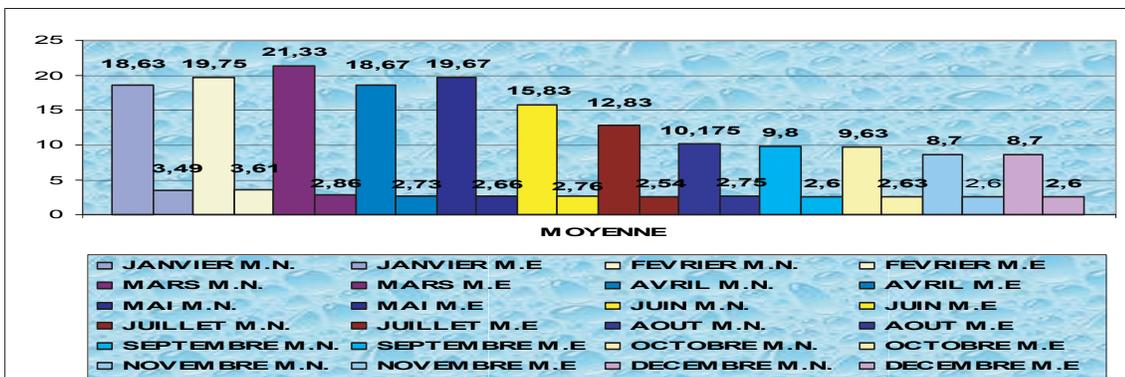
GraphiqueEvolution du Taux Débiteur



Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

S'agissant des taux créditeurs, ils ont continué durant cette période à être négocié entre les banques et leurs clients. Pour ces taux, la tendance baissière a été observée dès le mois de juin.

GraphiqueEvolution du Taux Créditeur



Source : Banque Centrale du Congo/Etudes

CHAPITRE IV

POLITIQUE MONETAIRE, GESTION DE LA LIQUIDITE EN 2007 ET PERSPECTIVES

I. INTRODUCTION

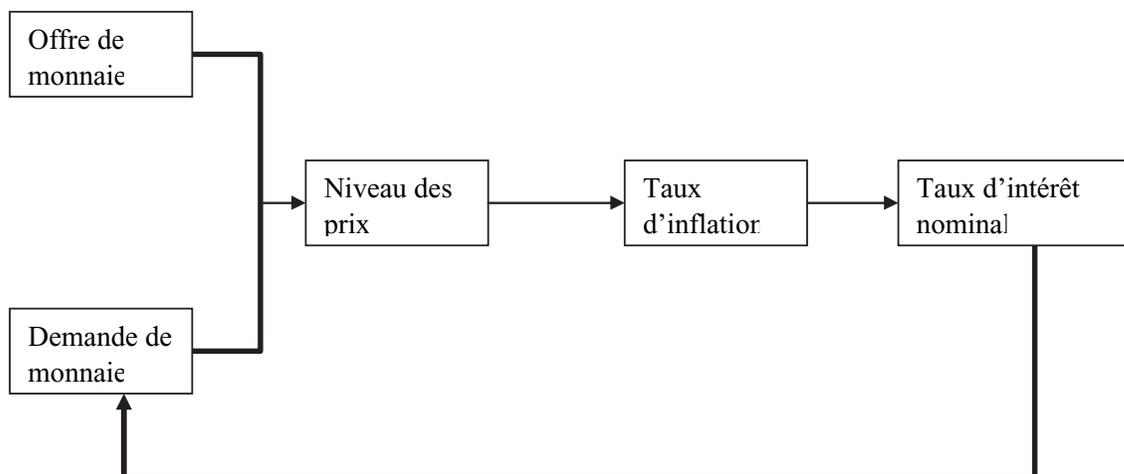
Le cadre de pilotage est un tableau de bord qui permet à la Banque Centrale du Congo de disposer à temps utiles des indications sur les évolutions des repères essentiels quant à la conduite de la politique monétaire et au suivi régulier de la conjoncture.

A ce titre, il vise à mieux faire connaître les canaux de transmission de cette politique monétaire, la nature des chocs ou des facteurs à la base des fluctuations monétaires, leurs répercussions sur les différents objectifs (opérateur, intermédiaire et final) ainsi que les ajustements à opérer à travers la manipulation des instruments appropriés pour rechercher ou préserver la stabilité des prix.

C'est un outil mis à la portée de tout décideur en particulier de l'autorité monétaire.

1. Mécanisme ou canal de transmission

S'agissant spécifiquement du canal de transmission de la politique monétaire, il se fonde sur le processus intégrant la théorie quantitative de la monnaie et l'effet Fisher selon la séquence suivante :



Cette séquence illustre de manière schématique les relations existant entre la monnaie, le prix et le taux d'intérêt. L'offre et la demande de monnaie déterminent conjointement le niveau des prix. Les variations de ce niveau se traduisant par le taux d'inflation, lequel à son tour influence le taux d'intérêt nominal. Celui-ci étant le coût de détention de monnaie, il est susceptible d'affecter la demande de monnaie.

Il y a lieu de préciser que ce canal n'est pas unique mais qu'il est considéré comme le principal dans le contexte spécifique de l'économie congolaise.

Outre les objectifs opératoire (base monétaire) et intermédiaire (masse monétaire ou M2) de la politique monétaire, il comporte :

- les origines des chocs : les opérations du Trésor Public en monnaie nationale et en devises appréhendées sous forme des flux, le refinancement des banques auprès de la Banque Centrale et les avoirs de cette dernière auprès des correspondants locaux ;
- les instruments de la politique monétaire et enfin,
- les indicateurs clés de la conjoncture et la situation des marchés.

2. Les Instruments

La politique monétaire et de change de la Banque Centrale du Congo dispose essentiellement des instruments d'encadrement indirect dont les taux d'intérêt. Ceux-ci comprennent d'une part, les taux débiteurs, à savoir le taux directeur ou taux d'intérêt sur les prêts à court terme et le taux d'intérêt sur les facilités permanentes et d'autre part, le taux créditeur rémunérant l'actif financier appelé billet de trésorerie servant à la régulation de la liquidité, le coefficient de réserves obligatoires appliqué tant sur les avoirs en monnaie nationale qu'en devises ainsi que les interventions sur le marché de change par voie d'adjudication (à l'achat et à la vente).

II. ETAT DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

1. Comportement de l'objectif opératoire : base monétaire au sens strict

Au cours de la première sous période, les réalisations de la base monétaire indiquent une expansion de 1,5 % contre une prévision et une programmation respective de 7,7 % et 6,4 %. La base monétaire s'est située à 207,1 milliards de CDF à fin mars contre 204,1 milliards à fin décembre 2006.

A partir d'avril jusqu'à fin août, un mouvement de destruction de la base monétaire a été observé. Dans cet intervalle de temps, la base monétaire a baissé de 4,8 %, passant de 207,1 milliards de CDF à 197,2 milliards. Par ailleurs, une évolution relativement stable a été observée de fin mai à fin août.

Cependant, de septembre à décembre, la base monétaire connaît un accroissement notable de 38,4 %. En effet, elle s'est établie à 288,16 milliards contre 208,17 milliards à fin septembre 2007.

Il importe toutefois de relever que la base monétaire est globalement demeurée en deçà de la programmation et de la prévision de janvier à octobre 2007. Par contre, il a été observé un dépassement des réalisations de la base monétaire par rapport à la programmation et aux prévisions au mois de décembre 2007.

2. Comportement de l'objectif intermédiaire : stock monétaire augmenté des dépôts à terme en monnaie nationale

De janvier à février, le stock monétaire augmenté des dépôts à terme en monnaie nationale a enregistré une hausse de 2,1 % contre une hausse prévue de 10,3 % et un accroissement programmé de 3,4 %.

D'avril à août 2007, une baisse de 0,5 % de la masse monétaire en monnaie nationale a été observée contre une prévision de +5,5 % et une programmation de +4,8 %.

Il sied de noter qu'à partir de septembre 2007, les indications provisoires renseignent un accroissement du stock monétaire augmenté des dépôts à terme en monnaie nationale de 30,9 % à fin décembre 2007.

3. Comportement de l'objectif final : niveau général des prix

Au cours de deux premiers mois de l'année, les réalisations de l'inflation, soit 25,3 % en annualisé, ont largement dépassé l'objectif annuel arrêté à 12 %. Cette situation a perduré jusqu'à fin juin où le taux d'inflation annualisé a atteint 15,12 %. Il convient cependant de relever que le taux d'inflation cumulé réalisé entre fin mars et fin juin a été égal à celui enregistré les deux premiers mois de l'année, soit 3,6 %. De fin juillet à fin décembre, la hausse des prix a été en deçà de l'objectif annuel de 12 %. Ainsi, le taux d'inflation annualisé a été ramené à 9,96 %, nonobstant les chocs d'offre liés à la hausse des prix pétroliers et ceux de demande induits par les importants déficits budgétaires.

III. LES FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EVOLUTION DE LA LIQUIDITE ET DE L'INFLATION

1. Origine des chocs

Les facteurs autonomes de la liquidité, principalement le crédit net à l'Etat, ont été à l'origine soit de l'expansion ou de la contraction de la liquidité au cours de l'année 2007. Ils ont également influencé de manière significative le comportement des facteurs institutionnels. Les facteurs explicatifs de liquidité ont évolué comme suit :

De janvier à février 2007

L'expansion modérée de la base monétaire dans une situation d'importants déficits du secteur public, trouve son explication dans la consommation des devises, traduite par la baisse sensible des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale.

Cette situation a compensé l'accroissement des avoirs intérieurs nets (AIN). Situés à - 433,6 milliards de CDF à fin décembre 2006, les avoirs extérieurs nets (AEN) se sont

établis à - 489,7 milliards à fin février, soit une baisse significative de 12,9 %. Par contre, les AIN sont passés de 644,9 milliards de CDF à 704,3 milliards de fin décembre 2006 à fin février 2007.

En effet, l'élargissement du déficit du secteur public a été essentiellement financé par des paiements en devises, induisant le déficit du budget en devises de la BCC et ponctionnant une partie de la liquidité de la monnaie centrale.

Pour rappel, le secteur public a réalisé un déficit cumulé de 27,5 milliards de CDF aux deux premiers mois de 2007. La détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) a été également à l'origine de l'expansion de la **masse monétaire**, de la dépréciation du taux de change et de la déviation de l'inflation par rapport à l'objectif.

A fin février 2007, le taux d'inflation cumulé s'est situé à 3,98 % contre un objectif de 1,9 %. Quant au taux de change, il a atteint le pic de 562,62 CDF/USD à fin février 2007 contre 503,43 CDF/USD à fin décembre 2006, soit une dépréciation de 11,8 %.

Le facteur autonome de liquidité « crédit net à l'Etat » a contribué aux perturbations du cadre macroéconomique. Par contre, le facteur autonome « Avoirs extérieurs nets » et les facteurs institutionnels « réserve obligatoire et encours de BTR » ont permis tant soit peu d'amortir les chocs sur les prix intérieurs et le taux de change en atténuant l'accélération de la base monétaire.

S'agissant particulièrement de l'encours de BTR, il a atteint 21,1 milliards de CDF à fin février 2007 contre 13,1 milliards à fin décembre 2006, soit une ponction de la liquidité de 8 milliards de CDF.

De mars à novembre 2007

Au cours de la période, l'ajustement budgétaire, traduit par l'accumulation des excédents a induit l'amélioration de la PNG ainsi que celle des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire. Toutefois, une consommation de ces excédents a été observée en juillet et août puis en novembre et décembre.

Il est à souligner que les chocs sur les prix au cours de mai 2007 et de novembre, avec la hausse significative des prix de produits pétroliers, soit environ 20 %, la spéculation sur le prix du ciment, ont favorisé la rigidité à la baisse des prix jusqu'au mois de septembre suivi des tensions inflationnistes dès octobre 2007.

Décembre 2007

Cette dernière période est marquée par l'expansion vive du facteur autonome « crédit net à l'Etat », à la suite de l'élargissement du déficit du secteur public. Ce dernier a influencé le comportement de tous les autres facteurs de la liquidité, notamment les avoirs extérieurs nets en baisse, la circulation fiduciaire, l'encours de BTR et la cible de contrôle à savoir les avoirs libres des banques.

2. Nature des chocs

Aux deux premiers mois de l'année, l'économie congolaise a dû faire face à des *chocs permanents* de liquidité liés aux déficits du secteur public. Ces derniers, devenus récurrents et financés structurellement par les avances du système bancaire, se sont traduits par l'excès des moyens de paiement dans l'économie et des perturbations sur les

principaux marchés. Dans ce contexte, la réponse a été le durcissement de la politique monétaire de la BCC en février 2007, avec la hausse du taux directeur de 10 points et le maintien du coefficient de réserve obligatoire à 4 %, lesquels ont permis d'atténuer l'expansion de la masse monétaire.

De mars à juin 2007, il a été observé des *chocs transitoires* sur la liquidité, induits par la réalisation des excédents budgétaires considérés comme phénomènes ponctuels. Ces excédents se sont traduits par la contraction de la liquidité au cours de cette période.

Face à cette évolution, la BCC a réagi en deux phases.

En réaction à l'atténuation des chocs permanents, l'Institut d'Emission a baissé son taux de base de 50 % à 22,5 %.

En réponse aux chocs transitoires, la Banque Centrale par sa politique de change, a procédé à des achats de devises, par voie d'adjudication, de 66,94 millions de USD, pour lisser les fluctuations du taux de change, reconstituer ses réserves internationales et moduler la base monétaire.

De juillet à décembre 2007, l'évolution du cadre macroéconomique a été de nouveau marquée par la résurgence des chocs permanents, attestés par les déficits budgétaires. Le choc le plus important est observé au cours de deux derniers mois avec un déficit de 59 milliards de CDF. Cette situation explique la non utilisation de la politique de change par la BCC au cours de la période.

3. Considérations finales

En 2007, les fluctuations monétaires ont été principalement expliquées par des facteurs autonomes de la liquidité, principalement le crédit net à l'Etat et les avoirs extérieurs nets. Le rôle des facteurs de la politique monétaire notamment la réserve obligatoire et l'encours du BTR a été relativement négligeable.

En outre, l'économie congolaise est en proie de façon récurrente aux chocs permanents alimentés par les déficits structurels d'origine publique. Elle a été confrontée exceptionnellement à des chocs transitoires entre mars et juin 2007. Ces chocs dérivent de l'apparition des excédents budgétaires lesquels ont entraîné la contraction de la base monétaire et la rapide appréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises.

En matière de cadre d'analyse de la politique monétaire, la BCC continue d'affiner les prévisions hebdomadaires de l'offre et de la demande de monnaie. Elle approfondira également l'analyse des cycles économique-financiers infra annuels.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.7. SITUATION MONETAIRE INTEGREE (CDF)

	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-1 376 430 442	-2 058 507 856	-21 729 098 644	-72 050 597	-222 333 186	-258 994 575	-281 771 653	-273 877 146	-320 022 951	-172 600 999
a) Avoirs	277 197 787	752 337 006	7 692 135 802	49 457 991	65 210 308	103 602 062	212 957 864	165 880 168	225 141 411	308 030 781
b) Engagements	1 653 628 229	2 810 844 862	29 421 234 446	121 508 588	287 543 494	362 596 637	494 729 517	439 757 315	545 164 362	480 631 780
2. Avoirs intérieurs nets	2 221 473 013	5 973 781 489	45 287 162 637	149 194 329	321 166 067	389 113 289	503 998 194	84 168 863	756 945 133	831 434 853
2.1. Crédits intérieurs	659 395 382	3 523 442 725	16 677 832 892	25 849 618	3 560 887	18 056 609	18 640 503	83 701 576	166 316 237	373 350 913
a) Créances nettes sur l'Etat	561 099 624	3 189 565 634	13 729 729 816	12 496 437	-10 390 967	-1 566 389	-23 013 366	20 232 323	45 535 779	176 212 434
b) Crédits à l'économie	98 295 758	333 877 091	2 948 103 076	13 353 181	13 951 854	19 622 998	41 653 869	63 469 253	120 780 458	197 138 479
2.2. Autres postes nets	1 562 077 631	2 450 338 764	28 609 329 745	123 344 711	317 605 180	371 056 680	485 357 691	467 287	590 628 896	458 083 941
3. Masse monétaire	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 833 855
- Monnaie	638 154 169	3 462 328 904	19 373 019 177	42 170 891	57 892 782	72 110 061	117 077 906	138 893 004	211 982 878	300 272 941
- Quasi - monnaie	206 888 402	452 944 729	4 185 044 816	34 972 841	40 940 099	58 008 653	105 148 635	138 218 473	224 939 304	358 560 914

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.7. Bis SITUATION MONETAIRE INTEGREE (en milliers de XDR)

	1994	1995	1998	1999	2000	2001 [®]	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-375,5	-415,9	-399,0	-333,1	-336,5	-181,6	-459,3	-469,7	-409,9	-444,4	-420,1	-219,0
a) Avoirs	180,5	172,0	80,3	121,7	119,1	124,6	195,9	187,9	309,8	269,1	295,6	390,8
b) Engagements	556,1	587,9	479,3	454,8	455,6	306,2	655,2	657,5	719,7	713,5	715,7	609,8
2. Crédits Intérieurs	47,0	37,2	191,1	570,1	258,3	65,2	-42,2	32,7	27,1	135,8	218,3	473,7
a) Créances nettes sur l'Etat	28,2	11,6	162,6	516,1	212,6	31,5	-8,0	-2,8	-33,5	32,8	59,8	223,6
b) Crédits à l'économie	18,8	25,6	28,5	54,0	45,7	33,7	-34,2	35,6	60,6	103,0	158,6	250,1
3. Autres postes nets	505,7	533,3	452,8	396,5	443,0	310,8	743,2	672,9	706,1	758,2	775,4	581,2
4. Masse monétaire	177,2	154,6	244,9	633,5	364,8	194,4	241,7	236,0	323,3	449,6	573,6	835,9
- Monnaie	83,2	89,8	185,0	560,2	300,0	106,3	129,3	130,8	170,3	225,4	278,3	381,0
-Quasi - monnaie	93,9	64,7	60,0	73,3	64,8	88,1	112,4	105,2	153,0	224,3	295,3	455,0

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.8. SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2007 (en milliers de CDF)

	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Sept. 2007	Décembre 2007
1. Avoirs extérieurs nets (a-b)	-320 022 951	-332 948 982	-262 231 157	-267 180 423	-172 600 999
a) Avoirs extérieurs	225 141 411	269 284 745	269 368 626	277 046 613	308 030 781
b) Engagements extérieurs	545 164 362	602 233 727	531 599 783	544 227 036	480 631 780
2. Crédits intérieurs	166 316 237	245 821 518	233 756 952	257 896 613	373 350 913
a) Créances nettes sur l'Etat	45 535 779	100 369 323	84 345 545	89 127 576	176 212 434
b) Crédits à Economie	120 780 458	145 452 195	149 411 407	168 769 037	197 138 479
3. Autres postes nets	590 628 896	577 863 085	493 777 082	529 661 837	458 083 941
4. Masse monétaire	436 922 182	490 736 414	465 302 878	520 378 027	658 833 855
Monnaie	211 982 878	210 625 147	204 537 180	208 010 457	300 272 941
Quasi - Monnaie	224 939 304	280 111 267	260 765 698	312 367 570	358 560 914

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.8. bis. SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2007 (en milliers de XDR)

	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Sept. 2007	Décembre 2007
1. Avoirs extérieurs nets (a-b)	-420,1	-422,5	-332,7	-339,0	-219,0
a) Avoirs extérieurs	295,6	341,7	341,8	351,5	390,8
b) Engagements extérieurs	715,7	764,1	674,5	690,5	609,8
2. Crédits intérieurs	218,3	311,9	296,6	327,2	473,7
a) Créances nettes sur l'Etat	59,8	127,4	107,0	113,1	223,6
b) Crédits à l'Economie	158,6	184,6	189,6	214,1	250,1
3. Autres postes nets	775,4	733,2	626 518,3	672,0	581,2
4. Masse monétaire	573,6	622,7	590,4	660,3	835,9
Monnaie	278,3	267,2	259,5	263,9	381,0
Quasi - Monnaie	295,3	355,4	330,9	396,3	455,0

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.9. LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES (en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Circulation fiduciaire hors banques	2 717 650	16 443 570	82 704 350	152 170 580	514 520 041	2 944 499 065	15 962 788 910	31 417 133,0	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	182 233 759	233 252 894
Emissions monétaires	2 856 160	18 511 900	101 014 340	204 460 750	812 472 623	3 327 643 896	17 619 660 832	35 082 894	53 014 533	68 170 484	112 155 778	136 515 883	182 563 313	243 784 783
Encaisses B.C.C.	34 290	1 380 240	8 140 130	36 865 150	268 102 564	334 179 759	1 108 540 025	2 871 087	1 455 982	-2 273 685	-6 267 269	-12 722 160	-7 229 547	-
Encaisses B.C.M.	104 220	688 090	10 169 860	15 425 020	29 850 028	48 965 072	548 331 897	804 674	1 801 077	-2 748 354	-4 421 249	-3 858 746	-3 100 007	-10 531 889
2. Monnaie scripturale	5 496 380	17 540 580	133 048 780	175 586 220	330 522 530	970 774 568	7 595 275 083	45 726 599	49 075 407	66 970 269	120 759 281	157 176 501	254 688 424	425 164 381
Dépôts à vue	1 142 190	3 306 450	27 044 970	71 166 400	123 634 128	517 829 839	3 410 230 267	10 753 758	8 135 308	8 961 616	15 610 646	18 958 028	29 749 120	66 603 467
- Banque Centrale du Congo	173 350	1 310 550	7 671 440	22 736 080	60 995 765	113 016 494	1 249 367 568	2 773 686	179 364	355 442	246 447	167 511	323 606	615 727
- Banques Créatrices de Monnaie	968 840	1 995 900	19 373 530	48 430 320	62 638 363	404 813 345	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	29 425 514	65 987 740
Dépôts à terme et dépôts en devises des résidents	2 987 700	8 042 660	63 304 390	72 743 350	131 636 371	247 758 362	2 630 705 445	27 058 671	36 195 806	52 392 711	98 192 247	128 399 046	213 515 712	340 964 375
Dépôts à terme en MN	13 600	87 590	1 304 440	795 920	4 655 542	1 785 268	358 236	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412	2 500 099
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	13 600	87 590	1 304 440	795 920	4 655 542	1 785 268	358 236	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412	2 500 099
Dépôts en devises des résidents	2 974 100	7 955 070	61 999 950	71 947 430	126 980 829	245 973 094	2 630 347 209	27 033 713	36 034 232	52 071 471	97 829 862	128 017 565	213 074 300	338 464 277
- Banque Centrale du Congo	1 423 490	2 025 800	8 242 080	9 004 480	19 520 548	43 637 995	470 860 506	7 637 203	5 332 770	3 963 886	6 071 094	5 619 630	4 423 572	1 945 902
- Banques Créatrices de Monnaie	1 550 610	5 929 270	53 757 870	62 942 950	107 460 281	202 335 099	2 159 486 703	19 396 510	30 701 462	48 107 585	91 758 768	122 397 935	208 650 728	336 518 375
Provision pour paiements des importations	1 366 490	6 191 470	42 689 420	31 676 470	75 252 031	205 186 367	1 554 339 371	7 914 170	4 744 293	5 615 942	6 956 388	9 619 427	11 423 592	17 596 539
- Banque Centrale du Congo	1 004 580	4 869 860	38 371 610	29 320 610	70 262 411	152 639 893	1 224 048 820	6 935 743	3 650 299	3 458 763	4 667 520	3 361 056	2 817 921	2 959 765
- Banques Créatrices de Monnaie	361 910	1 321 610	4 327 810	2 355 860	4 989 620	52 546 474	330 290 551	978 427	1 093 994	2 157 179	2 288 868	6 458 371	8 605 671	14 636 753
Total (1 + 2)	8 214 030	33 984 150	215 753 130	327 756 800	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 417 275

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.10. LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES EN 2007 (En milliers de CDF)

	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Sept. 2007	2007
1. Circulation fiduciaire hors banques	182 233 759	178 905	172 631	171 637	233 252 894
Emissions monétaires	192 563 313	206 654 906	177 385 014	181 296 909	243 784 783
Encaisses B.C.C.	-7 229 547	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-3 100 007	-8 279 767	-4 753 603	-9 660 152	-10 531 889
2. Monnaie scripturale	254 688 424	311 831 597	292 671 467	348 741 270	425 580 960
Dépôts à vue	29 749 120	31 720 330	31 905 769	36 373 700	67 020 046
- Banque Centrale du Congo	323 606	883 518	1 255 137	2 086 974	1 032 306
- Banques Créatrices de Monnaies	29 425 514	30 836 812	30 650 632	34 286 726	65 987 740
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	213 515 712	266 796 255	250 809 181	300 199 943	340 964 375
Dépôts à terme en M.N.	441 412	482 712	454 392	492 811	2 500 099
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	441 412	482 712	454 392	492 811	2 500 099
Dépôts en devises des résidents	213 074 300	266 313 543	250 354 789	299 707 132	338 464 277
- Banque Centrale du Congo	4 423 572	6 460 897	1 774 454	1 763 639	1 945 902
- Banques Créatrices de Monnaies	208 650 728	259 852 647	248 580 335	297 943 493	336 518 375
Provision pour paiements des importations	11 423 592	13 315 012	9 956 517	12 167 627	17 596 539
- Banque Centrale du Congo	2 817 921	2 726 079	2 439 093	2 410 462	2 959 785
- Banques Créatrices de Monnaies	8 605 671	10 588 932	7 517 424	9 757 165	14 636 753
Total (1 + 2)	436 922 182	312 010 502	292 844 099	348 912 907	658 833 855

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.11. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Variations de la masse monétaire	8 111 087	25 770 120	181 768 980	112 003 670	517 285 771	3 070 231 062	19 642 790 361	53 585 668	21 689 149	8 054 755	25 661 832	16 788 680	159 810 705	221 911 672
Monnaie fiduciaire	2 671 077	13 725 920	66 260 780	69 466 230	362 349 461	2 429 979 024	13 018 289 845	15 454 344	18 340 341	9 795 388	11 044 241	12 059 786	73 089 874	88 290 062
Monnaie scripturale	5 440 010	12 044 200	115 508 200	42 537 440	154 936 310	640 252 038	6 624 500 516	38 131 324	3 348 808	-1 740 633	14 617 591	4 728 894	86 720 831	133 621 610
Origine des variations	8 111 087	25 770 120	181 768 980	112 003 670	517 285 771	3 070 231 062	19 642 790 361	53 585 668	21 689 149	8 054 755	25 661 832	16 788 680	159 810 705	221 911 672
1. Avoirs extérieurs nets	-17 230 798	-74 032 640	-564 774 900	80 917 330	-801 127 872	-682 077 414	-19 670 590 788	-50 321 498	-150 282 589	5 690 436	-770 145	-7 444 455	-46 145 805	147 421 952
2. Avoirs intérieurs nets	25 341 885	99 802 760	746 543 880	31 086 340	1 318 413 643	3 752 308 476	39 313 381 149	103 907 166	171 971 738	2 364 319	26 431 977	24 233 135	205 956 510	74 489 720
l'Etat	1 267 059	1 234 030	36 169 710	264 920 250	257 467 854	2 628 466 010	10 540 164 182	-1 233 293	-22 887 404	-8 362 872	11 035 448	30 626 551	25 303 456	130 676 655
Créances nettes sur l'Etat	869 361	4 764 790	35 965 460	5 669 890	51 022 788	235 581 333	2 614 225 985	10 405 078	598 673	326 081	2 544 015	9 858 030	57 311 205	76 358 020
Autres postes nets	23 205 465	93 803 940	674 408 710	-239 503 800	1 009 923 001	888 261 133	26 158 990 982	94 735 381	194 260 469	10 401 110	12 852 514	-16 251 446	123 341 849	-132 544 956

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.11.bis. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE (en pourcentage)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001⑥	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Variations de la masse monétaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Monnaie fiduciaire	36,5	62,0	70,0	79,1	66,3	28,8	84,6	121,6	43,0	71,8	45,7	39,8
Monnaie scripturale	63,5	38,0	30,0	20,9	33,7	71,2	15,4	-21,6	57,0	28,2	54,3	60,2
Origine des variations	100											
1. Avoirs extérieurs nets	-310,7	72,2	-154,9	-22,2	-100,1	-93,9	-692,9	70,6	-3,0	-44,3	-28,9	66,4
2. Avoirs intérieurs nets	410,7	27,8	254,9	122,2	200,1	193,9	792,9	29,4	103,0	144,3	128,9	33,6
Créances nettes sur l'Etat	19,9	236,5	49,8	85,6	53,7	-2,3	-105,5	-103,8	43,0	182,4	15,8	58,9
Crédits à l'économie	19,8	5,1	9,9	7,7	13,3	19,4	2,8	4,0	9,9	58,7	35,9	34,4
Autres postes nets	371,0	-213,8	195,2	28,9	133,2	176,8	895,7	129,1	50,1	-96,8	77,2	-59,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.12. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2007
(en milliers de CDF)

	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Sept. 2007	Décembre 2007
Variations de la masse monétaire	+159 810 705	+53 814 232	+28 380 696	+83 455 845	+221 911 672
Monnaie fiduciaire	+73 089 874	-1 357 732	-7 445 699	-3 972 422	+88 290 062
Monnaie scripturale	+86 720 831	+55 171 963	+35 826 394	+87 428 266	+133 621 610
Origine des variations	+159 810 705	+53 813 440	+28 380 696	+83 455 845	+221 911 672
1. Avoirs extérieurs nets	-46 145 805	-12 926 031	+57 791 794	+52 842 528	+147 421 952
2. Avoirs intérieurs nets	+205 956 510	+66 739 471	-29 411 098	+30 613 317	+74 489 720
Créances nettes sur l'Etat	+25 303 456	+54 833 545	+38 809 767	+43 591 797	+130 676 655
Crédits à l'économie	+57 311 205	+24 671 736	+28 630 949	+47 988 579	+76 358 020
Autres postes nets	+123 341 849	-12 765 810	-96 851 814	-60 967 059	-132 544 956

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.12.bis. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2007
(en pourcentage)

	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Sept. 2007	Décembre 2007
Variations de la masse monétaire	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
Monnaie fiduciaire	+71,8	-2,5	-26,2	-4,8	+39,8
Monnaie scripturale	+28,2	+102,5	+126,2	+104,8	+60,2
Origine des variations	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
1. Avoirs extérieurs nets	-44,3	-24,0	+203,6	+359,4	+66,4
2. Avoirs intérieurs nets	+144,3	+124,0	-103,6	-259,4	+33,6
Créances nettes sur l'Etat	+182,4	+101,9	+136,7	+48,4	+58,9
Crédits à l'économie	+58,7	+45,8	+100,9	-70,6	+34,4
Autres postes nets	+77,2	-23,7	-341,3	-237,2	-59,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.13. VENTILATION DES EMISSIONS MONETAIRES EN BILLETS ET PIECES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

	1994	1995	1996				1997				1998
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	juin
BILLETS	2 856 150	18 511 890	28 588 890	46 183 880	68 462 760	101 014 330	181 310 750	202 160 750	202 160 750	204 460 740	280 577 780
1.000.000 NZ	-	-	-	-	-	-	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 800 000
500.000 NZ	-	-	-	-	-	-	16 499 910	20 099 920	20 099 920	20 099 920	20 100 000
100.000 NZ	-	-	-	-	-	-	37 319 990	44 399 990	44 399 990	46 699 980	122 200 000
50.000 NZ	-	-	-	6 959 990	23 949 990	48 919 990	70 949 990	81 079 990	81 079 990	81 079 990	81 120 000
20.000NZ	-	-	-	3 964 000	6 000 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000
10.000 NZ	-	-	4 930 000	9 902 000	11 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000
5.000 NZ	-	11 383 400	16 530 400	18 229 400	20 007 400	20 007 400	20 007 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400
1.000 NZ	-	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790
500 NZ	2 283 190	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 990	4 039 990	4 039 990	4 039 980	4 039 980
200 NZ	299 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200
100 NZ	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900
50 NZ	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120
20 NZ	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740
10 NZ	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160
5 NZ	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350
1 NZ	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
50 NK	100	100	100	100	100	120	120	120	120	120	120
20 NK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Billets émis à format réduit ⁽¹⁾	2 380	2 140	2 140	2 140	-68 980	(223.430)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(10)
PIECES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1 NK	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a
TOTAL	2 856 160	18 511 900	28 588 900	46 183 890	68 462 770	101 014 340	181 310 760	202 160 760	202 160 760	204 460 750	280 577 780

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.13. suite. VENTILATION DES EMISSIONS MONETAIRES EN FRANCS CONGOLAIS (1)

	1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007	
	Décembre		Décembre		Décembre		Décembre		Décembre		Décembre		Décembre		Décembre		Décembre	
BILLETS	3 081 377 093	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201									
500 FC	-	-	-	-	2 319 999	15 119 977	34 868 289	82 739 393	156 266 158									
200 FC	100 590 000	9 120 590 000	24 028 590	38 716 590	49 952 590	55 395 118	57 575 297	32 084 911	40 082 790									
100 FC	71 795 000	1 793 795 000	4 467 795	7 864 795	8 860 795	13 069 154	14 928 042	57 163 103	61 415 417									
50 FC	1 683 580 000	4 939 580 000	4 940 380	4 940 380	5 509 580	6 606 152	4 059 300	15 576 347	16 772 521									
20 FC	542 179 000	859 179 000	859 179	859 979	1 204 179	1 627 394	1 397 868	1 199 061	1 469 681									
10 FC	420 644 500	530 644 500	530 645	530 644	530 645	406 496	375 667	370 807	370 652									
5 FC	100 540 000	100 540 000	100 540	100 540	100 540	41 950	41 160	41 122	41 122									
1 FC	97 250 000	122 250 000	122 250	122 250	122 250	50 244	49 373	49 356	49 352									
50 CC	37 998 600	37 998 600	37 999	37 999	37 999	15 738	14 976	14 970	14 967									
20 CC	18 999 994	19 019 994	19 020	19 020	19 020	8 431	8 270	8 267	8 266									
10 CC	7 600 000	7 600 000	7 600	7 600	7 600	3 040	3 016	3 016	3 015									
5 CC	199 999	199 999	200	200	200	152	150	150	150									
1 CC																		
TOTAL	3 081 377 093	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201									

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir 2001.

Tableau IV.14. DEPOTS BANCAIRES A VUE (1)
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province (en CDF) (2)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Secteur d'activité	72 440 420	108 428 950	189 825 474	572 065 696	5 130 248 645	29 141 439	42 255 939	59 024 669	93 453 808	152 049 537	249 487 931	386 160 695
Agriculture	2 652 490	2 913 440	4 482 713	7 133 241	84 128 030	266 377	326 065	475 354	920 044	4 192 817	1 395 302	2 159 667
Sylviculture et exploitation forestière	748 470	384 440	341 222	1 227 485	2 035 400	68 739	16 605	44 583	87 273	337 504	173 275	268 197
Elevage et pêche	75 500	232 000	731 706	408 676	6 658 950	35 791	9 116	87 697	1 041 768	413 347	423 327	655 231
Industries extractives	2 918 440	1 855 110	2 252 386	5 242 944	52 093 345	496 116	170 059	158 133	917 651	1 884 878	6 737 360	10 428 174
Industries manufacturières	12 420 760	15 361 740	24 596 968	86 534 636	502 942 114	4 082 111	4 143 995	5 112 889	6 967 590	6 243 149	10 147 991	15 707 194
Eau, gaz, électricité	2 070 290	2 554 450	2 282 034	9 829 220	63 815 041	569 918	452 822	349 676	1 248 291	5 351 295	2 745 663	4 249 773
Industries du bâtiment et travaux publics	843 630	1 053 960	1 691 122	3 981 412	30 676 163	46 431	14 884	29 059	699 670	1 226 174	2 835 740	4 389 196
Commerce	16 863 640	31 067 560	50 222 050	121 677 725	1 138 128 661	6 197 212	9 181 557	9 957 077	19 280 567	18 561 573	29 884 974	46 256 355
Transports	3 044 660	4 642 600	5 956 226	18 816 486	203 274 615	1 226 887	874 672	1 406 611	1 505 489	4 557 275	4 546 757	7 037 530
Entreprises immobilières et d'assurances (3)	386 850	1 019 130	904 666	3 652 118	16 954 839	108 185	411 324	219 314	506 569	725 527	14 733 813	22 805 189
Autres services	24 385 950	29 396 920	62 975 441	197 147 959	2 369 901 731	10 284 300	16 544 472	24 956 988	32 592 888	45 222 188	78 878 237	122 088 771
Divers (4)	6 029 740	17 947 600	33 388 940	116 413 794	659 639 756	5 759 372	10 110 368	16 227 288	27 686 008	63 333 810	96 985 492	150 115 418
B. Catégorie de déposants	72 440 420	108 428 950	189 825 474	572 065 696	5 130 248 645	29 141 439	42 255 939	56 063 109	116 330 113	152 049 537	249 487 931	386 160 695
Particuliers	11 274 900	20 378 740	40 784 656	85 883 741	715 050 677	4 061 441	7 212 797	10 797 342	31 279 226	36 524 442	74 511 687	115 330 167
Entreprises privées	55 064 540	71 526 150	125 622 567	398 703 437	2 962 861 691	19 090 401	28 558 279	31 672 875	54 590 840	78 733 407	134 426 613	208 067 276
Entreprises publiques	4 876 220	11 466 280	13 966 351	43 523 120	544 331 763	3 107 894	3 222 325	4 120 851	10 894 444	14 025 816	15 409 309	23 850 731
Organismes financiers non monétaires	440 410	3 537 160	6 859 388	17 019 436	282 884 210	1 799 627	2 316 281	9 038 749	11 180 268	11 156 439	8 735 608	13 521 089
Pouvoirs publics subordonnés	312 040	686 280	17 244	460 834	25 600 149	49 974	309 397	433 292	3 848 562	4 725 595	3 391 242	5 249 009
Organismes publics à caractère administratif	472 310	834 340	2 420 038	2 645 128	599 520 155	1 032 102	636 860	-	4 536 773	6 883 838	13 013 472	20 142 423
C. Région	72 445 280	108 428 950	189 825 474	572 065 696	5 130 248 645	29 141 379	42 255 939	59 142 835	103 388 108	152 049 537	249 487 931	386 160 695
Kinshasa	68 522 060	79 760 110	141 003 486	472 258 689	4 355 692 139	23 989 321	35 677 879	50 299 591	85 309 684	120 044 074	183 378 714	279 507 952
Bas-Congo	977 230	1 280 530	4 541 348	13 959 104	92 802 922	1 260 453	1 723 134	2 707 939	3 216 307	4 946 048	6 553 195	10 143 121
Bandundu	13 480	98 740	135 834	-	859 000	10 208	8 481	8 946	63 919	98 782	-	-
Equateur	38 530	427 480	155 540	-	174 000	839	595	9 898	58 552	98 439	-	-
Orientale	64 420	451 290	574 456	1 836 852	17 037 100	109 009	134 239	62 762	397 678	533 486	1 008 695	1 561 271
Kivu	926 070	6 166 430	9 782 623	9 311 453	132 731 042	503 554	1 215 886	2 146 756	5 410 972	8 479 411	18 289 606	28 308 893
Katanga	1 749 480	19 244 090	32 530 799	69 508 603	496 799 854	3 028 835	2 960 311	2 847 366	6 963 895	16 067 273	40 257 721	62 311 429
Kasai Oriental	135 060	177 450	932 480	3 330 709	24 741 627	222 326	423 127	830 358	1 481 063	1 242 061	2 200 666	3 406 220
Kasai Occidental	18 950	822 830	168 908	1 860 286	9 410 961	16 834	112 287	229 219	486 038	539 962	595 556	921 809

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) En milliers de CDF à partir de 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

Tableau IV.15. DEPOTS BANCAIRES A TERME (1)
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, région et échéance (en CDF) (2)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Secteur d'activité	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 497 811	16 500 754	8 880 235	21 308 480	45 484 909
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	33 382	71 257
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elevage et pêche	-	-	-	-	-	124 821	-	2 535	5 411
Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	-	-	624 870	410 930	90 832	309 610	256 315	-	-
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	100 000	9 693 512	3 400 520	861 394	1 838 725
Industries du bâtiment et travaux publics	-	-	3 006	0	7 267	-	34 283	187 045	399 265
Commerce	80 000	33 587 494	264 525	693 467	482 771	1 280 992	527 701	3 055 206	6 521 618
Transports	4 500 000	-	156 800	181 171	-	53 897	81 207	767 186	1 637 629
Entreprises immobilières et d'assurances(3)	-	1 529 814	27 888	15 246	7 267	53 452	8 650	50 694	108 211
Autres services	14 700 438	259 916 048	977 251	713 939	1 126 495	3 838 963	2 576 221	3 251 225	6 940 038
Divers(4)	1 927 327	17 209 636	276 373	204 656	683 179	1 145 507	1 995 338	13 099 813	27 962 755
B. Catégorie de déposants	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 496 016	16 038 463	8 880 235	21 308 480	45 484 909
Particuliers	2 045 177	49 457 597	438 424	590 321	657 251	1 318 510	2 098 180	9 279 497	19 807 939
Entreprises privées	9 804 137	195 530 523	1 375 279	924 754	1 457 559	11 612 707	3 329 636	10 691 190	22 821 327
Entreprises publiques	9 358 451	66 009 069	489 122	674 603	373 939	-	3 400 520	991 544	2 116 543
Organismes financiers non monétaires	-	1 245 803	27 888	15 246	7 267	2 750 452	51 899	346 249	739 100
Pouvoirs publics subordonnés	-	-	-	-	-	356 794	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	-	-	-	14 485	-	-	-	-	-
C. Province	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 494 651	20 276 711	8 880 235	21 308 480	45 484 909
Kinshasa	21 170 037	309 818 708	2 205 508	2 142 144	2 289 524	19 947 849	8 603 172	18 631 639	39 770 945
Bas-Congo	-	-	-	4 219	33 913	18 083	13 428	75 753	161 702
Bandundu	-	-	-	-	4 195	312	-	-	-
Equateur	-	-	-	-	4 964	450	-	-	-
Orientale	-	-	-	-	1	-	-	30 416	64 926
Sud, Nord Kivu et Maniema	31 500	725 000	22 000	38 300	58 319	220 672	4 315	345 963	738 490
Katanga	6 228	1 699 284	103 205	34 746	82 261	79 536	259 320	2 224 709	4 748 846
Kasai Oriental	-	-	-	-	12 800	4 918	-	-	-
Kasai Occidental	-	-	-	-	8 674	4 891	-	-	-
D. Echéance	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 496 016	16 038 462	8 880 235	21 308 480	45 484 909
15 jours	-	-	-	2 016	41 409	-	-	6 602 986	14 094 680
1 mois	190 355	276 000	1 637	525 311	491 130	666 561	371 459	2 131 324	4 549 507
3 mois	11 252 279	88 628 995	669 200	861 947	252 494	1 235 857	2 897 834	3 522 609	7 519 333
6 mois	1 156 862	21 092 332	95 015	516 949	529 378	7 706 810	3 488 830	6 245 592	13 331 790
1 an et plus	8 608 269	202 245 665	1 564 861	313 186	1 181 605	6 429 234	2 122 112	2 805 969	5 989 599

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) En milliers de CDF à partir de 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Zaïre et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

Tableau IV.16. CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS (en CDF)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Banques	82 717 820	94 463 910	146 208 212	417 612 675	3 544 155 321	18 062 520	18 652 342	40 715 420	73 794 351	113 862 803	315 107 944	278 437 872
- crédits à décaissement (2)	41 607 470	47 277 770	99 528 476	333 877 091	2 942 336 336	13 357 900	13 964 452	27 759 493	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 966
- crédits de signature	41 110 350	47 186 140	46 679 736	83 735 584	601 818 985	4 704 620	4 687 890	12 955 927	30 596 347	50 237 468	188 708 335	77 604 906
B. Institutions spécialisées	3 942 390	3 671 020	6 747 790	27 398 432	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731	190 850 030
Total	86 660 210	98 134 930	152 956 002	445 011 107	3 751 066 269	19 709 034	27 188 935	62 504 554	135 934 943	831 658 841	592 279 675	469 287 902

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001

(2) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17. CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS (1)
Utilisations des crédits (en CDF)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽²⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Crédits à court terme	22 947 320	22 078 790	59 464 229	255 744 819	2 052 882 804	10 025 410	12 638 431	24 607 173	41 442 671	60 607 951	115 152 330	169 307 350
1. Agriculture	12 972 240	12 034 800	22 240 177	58 704 378	574 661 643	2 928 996	1 324 842	1 318 969	3 312 033	5 188 906	9 747 132	7 921 429
2. Industries manufacturières	1 424 250	2 742 970	6 470 577	54 165 418	421 639 810	1 770 748	2 185 566	7 732 593	11 894 445	9 870 150	13 378 890	16 374 537
3. Distribution	929 600	371 710	9 804 282	59 558 217	439 149 405	1 792 499	3 331 756	5 413 014	6 777 373	10 904 197	16 436 935	23 287 254
4. Transport	1 051 950	285 200	2 771 601	15 789 521	143 295 106	423 455	669 241	1 669 857	6 941 938	6 413 585	23 555 296	33 751 888
5. Autres	6 569 280	6 644 110	18 177 592	67 527 285	473 898 840	3 109 712	5 127 026	8 472 740	12 516 882	28 231 113	52 034 077	87 982 242
6. Coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Fibres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Vivres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11. Autres crédits trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Crédits Banque Mondiale (66)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	363 080	123 100	3 529 478	76 207	1 691 833	13 782	42 935	1 463 003	1 755 333	3 017 384	11 247 279	31 525 615
1. Investissements productifs	286 780	123 100	-	-	-	-	-	968 827	1 146 125	1 198 349	4 844 037	6 455 813
2. Prêts spéciaux	76 300	0	3 529 478	-	-	3 722	9 508	12 290	-	9 038	9 045	2 327 457
3. Autres	0	0	-	76 207	1 691 833	10 060	33 427	481 886	609 208	1 809 987	6 394 197	22 742 345
I. Crédits à décaissement total (A + B)	23 310 400	22 201 890	62 993 707	255 821 026	2 054 374 637	10 039 192	12 681 366	26 070 176	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 965
II. Crédits d'engagement	41 110 350	47 186 140	46 679 736	83 735 584	601 818 985	4 704 670	4 687 890	12 955 927	30 596 347	50 237 468	57 069 540	77 604 906
1. Crédocs à l'exportation	6 806 690	846 210	4 296 256	1 881 416	13 530 893	41 894	18 660	22 121	25 854	1 199 262	-	-
2. Crédocs à l'importation	29 791 550	31 882 400	25 116 006	35 230 877	292 262 928	2 706 592	1 713 002	3 435 438	7 025 883	10 766 818	15 752 749	38 588 359
- payables à l'embarquement	880 130	2 693 500	4 526 505	3 349 950	27 365 785	81 286	394 393	1 396 686	2 596 152	2 179 511	4 741 837	5 262 007
- payables à délai d'embarquement	28 911 420	29 188 900	20 589 501	31 880 927	264 897 143	2 625 306	1 318 609	2 038 752	4 276 728	8 587 307	9 429 165	26 206 890
3. Autres	4 512 110	14 457 530	17 267 474	46 623 291	296 025 164	1 956 184	2 956 228	9 498 368	23 544 610	38 271 388	41 316 791	39 016 547
TOTAL GENERAL (I + II)	64 420 750	69 388 030	109 673 443	339 556 610	2 656 193 622	14 743 862	17 369 256	39 026 103	73 794 351	113 862 803	183 469 149	278 437 871

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.

(1) uniquement les crédits BCM.

(2) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.18. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITE (1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽²⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
Secteurs d'activité économique														
Agriculture, forêts, élevage et pêche	215 940	1 116 960	12 330 580	12 600 620	21 013 410	61 020 980	535 859 242	3 126 433	1 398 246	2 129 715	3 480 470	5 727 871	7 458 281	8 458 984
Production minière	4 700	124 860	72 300	177 380	2 983 450	10 307 835	15 194 522	56 983	88 763	3 877 973	5 298 064	4 340 690	10 058 278	15 185 400
Production industrielle	115 740	564 880	444 260	1 303 610	3 898 470	32 528 469	400 299 581	1 656 823	1 976 044	4 246 897	5 123 190	4 373 574	7 794 241	9 638 500
Bâtiments et travaux publics	12 840	55 120	979 620	822 480	1 149 700	11 184 213	43 592 358	138 476	139 911	820 983	2 339 179	2 361 072	2 136 130	7 636 968
Energie	1 050	59 570	239 890	1 126 220	1 708 860	4 151 643	34 819 176	42 367	183 858	184 873	1 405 336	123 516	4 902 816	3 954 488
Transports	75 360	145 510	1 051 950	285 200	2 786 000	15 789 521	143 295 106	436 926	833 120	1 972 609	2 496 975	11 632 519	12 859 097	18 687 339
Distribution	142 120	674 450	2 152 880	916 400	10 335 370	60 250 546	432 096 613	2 326 168	4 277 523	4 571 423	6 966 120	12 547 055	18 407 978	23 534 148
Commerce, import, biens de consommation	-	-	1 329 400	1 458 810	6 331 380	10 610 654	-	-	-	-	-	-	173 303	202 402
Commerce, import, biens d'équipement, et matières incorporées à la production	-	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69 372	66 945
Commerce, export, matières premières	23 550	274 770	36 740	-	63 340	-	-	-	-	-	-	-	2 405	14 373
Commerce, export, prod. finis ou semi-finis	-	19 870	3 610	-	853 560	644 397	2 211 015	32 864	-	-	-	-	-	-
Autres	142 800	643 580	4 669 170	3 511 170	11 873 430	49 332 768	447 007 024	2 403 504	3 783 901	8 265 703	16 088 670	22 519 038	62 537 708	113 453 417
Total	734 100	3 679 590	23 310 400	22 201 890	62 996 970	255 821 026	2 054 374 637	10 220 544	12 681 366	26 070 176	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 964

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.19. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITE (en CDF)

Branches d'activité	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production agricole	37 700	763 170	2 219 040	2 923 360	4 514 660	15 721 764	257 572 512	2 228 873	1 172 772	2 721 875	2 866 961	3 424 073	21 955 682	52 737 866
Traitement et conditionnement de la production agricole	73 570	228 870	529 350	501 680	777 350	1 614 300	31 156 432	233 100	218 304	384 732	422 689	1 256 949	5 752 389	14 159 955
Sylviculture et exploitation forestière	19 230	14 300	888 380	673 160	1 239 890	2 824 754	36 440 904	160 062	62 147	160 405	428 697	1 060 018	8 551 008	30 422 327
Elevage	1 360	2 130	57 120	12 030	170	-	5 864 845	12 738	49 378	56 000	18 488	17 933	428 536	8 334 770
Pêche	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	2 910	114 200	71 160	74 250	1 169 270	2 901 550	9 954 127	99 232	11 928	99 911	4 852 045	3 603 532	58 837 187	79 153 583
Minerais non métalliques	42 360	14 300	14 150	5 080	760	1 366	-	801	934	-	-	-	237 016	1 451 994
Alimentation	5 020	22 020	13 780	1 440	743 460	-	5 272 762	2 556	-	236 453	592 074	522 972	5 333 181	19 170 716
Boissons	46 080	930	1 630	-	63 780	20 305	84 417 330	424 173	591 118	805 932	925 981	1 201 093	11 651 231	20 702 445
Tabac	5 390	13 810	-	940	86 720	13 306	-	-	-	-	127 105	1 070 679	-	9 852 044
Textiles et confections	23 810	193 540	552 790	225 070	650 840	922 483	19 097 432	307 692	4 860	407 816	1 486 834	2 046 802	4 014 420	34 040 439
Industries chimiques	3 010	143 330	5 500	65 720	417 490	14 053 735	173 643 488	426 749	922	83 263	191 766	245 683	203 135	14 192 786
Matériaux de construction	7 700	730	-	-	160	752 173	18 071 221	95 465	32 786	238 866	502 681	1 962 834	16 381 061	8 185 060
Métallurgie et fabrications métalliques	410	5 360	65 790	-	457 570	402 068	7 905 214	148 471	5 087	249 633	480 374	435 472	10 424 796	17 332 793
Autres industries manufacturières	6 390	68 960	195 980	107 180	1 186 150	3 489 982	23 797 559	323 737	138 104	1 049 162	1 341 878	2 357 198	13 295 798	21 889 573
Eau, gaz, électricité	10	10	-	-	156 670	11 088 702	35 065 979	19 602	338 783	437 416	1 760 979	464 662	16 526 131	26 040 981
Industries du bâtiment et travaux publics	5 350	19 310	16 930	944 920	184 850	163 639	9 735 902	197 632	8 549	50 725	475 001	1 261 005	13 675 857	19 074 236
Commerce de gros et demi-gros	28 310	203 340	2 032 360	1 220 450	7 636 760	13 070 244	62 476 110	1 539 365	532 664	261 360	1 648 913	2 306 057	100 368	67 506 701
Commerce de détail	86 070	364 970	4 037 220	4 027 830	7 498 120	26 943 508	397 003 757	1 044 635	401 635	1 947 356	18 812 598	3 178 565	15 482 658	70 631 374
Compagnies pétrolières	760	6 850	288 860	300 050	3 416 130	381 499	34 702 080	366 966	291 544	604 582	839 634	1 993 743	29 496 094	17 321 801
Transports	43 290	88 490	661 570	618 490	1 624 210	5 160 375	45 016 001	176 158	401 249	615 396	1 829 473	3 965 802	4 038 314	52 359 556
Entreprises immobilières et d'assurances	-	70	-	-	-	360 000	3 800 000	24 640	-	67 296	139 291	259 120	1 376 154	98 180
Autres services	30 050	94 330	562 100	445 060	2 652 730	6 807 047	33 506 217	324 666	96 319	766 524	2 728 143	9 807 708	115 171	-
Divers	133 280	667 060	4 476 180	2 824 930	9 115 010	38 398 154	353 265 431	2 011 672	1 917 289	6 656 355	9 008 450	15 095 179	124 984 499	-
Total	602 080	3 030 080	16 689 890	14 971 640	43 592 750	145 090 954	1 647 765 303	10 168 985	6 276 372	17 901 058	51 480 055	57 537 079	578 195 329	584 659 180

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

(1) En milliers de CDF à partir 2001.

Tableau IV.20. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES DE SIGNATURE PAR BRANCHE D'ACTIVITE (en CDF)

Branches d'activité	1994 (1)	1995	1996	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production agricole	12 060	390 720	1 784 820	6 488 410	67 381 997	291 707	3 17 908	526 001	568 293	-	434 795	265 902
Traitement et conditionnement de la production agricole	12 930	35 550	29 050	11 724	15 759 925	-	-	11 000	44 000	5 306	115 819	194 441
Sylviculture et exploitation forestière	28 160	53 480	769 530	-	-	-	-	-	-	2 16 240	86 192	100 640
Elevage	-	6 070	-	-	-	-	3 172	6 344	-	-	4 066 300	7 345 379
Minerais métalliques	10	-	6 940	450 000	6 000 000	-	35 000	60 000	135 321	22 405	1 480 859	978 287
Minerais non métalliques	2 420	77 980	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	18 300	1 590	36 020	-	-	-	-	-	24 739	52 546	448 530	668 724
Boissons	106 840	93 150	1 382 020	13 231 581	67 339 925	260 565	6 17 370	439 256	2 051 744	1 727 141	27 243 998	34 734 154
Tabac	29 010	263 090	1 935 150	4 758 044	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	114 680	1 074 110	1 946 270	1 075 959	16 136 965	154 025	65 000	140 000	80 000	842 152	11 354 398	6 587 960
Industries chimiques	22 230	40 220	451 340	1 411 804	18 527 597	38 846	4 598	8 780	-	19 459	9 401 447	-
Matériaux de construction	30 220	195 610	1 539 810	1 501 330	17 900 000	75 000	85 000	175 627	1 474 195	889 197	14 668 818	7 439 277
Métallurgie et fabrications métalliques	12 700	100 180	327 090	757 679	200 000	9 382	12 753	15 403	236 147	149 341	1 351 233	2 718 904
Autres industries manufacturières	19 560	50 840	805 510	717 377	20 067 833	166 085	130 266	89 689	247 554	747 202	2 850 346	915 074
Eau, gaz, électricité	-	-	5 170	-	-	-	3 000	3 000	270 133	20 000	2 073 849	5 484 076
Industries du bâtiment et travaux publics	1 630	173 940	98 030	1 034	8 895 946	56 044	43 000	46 944	3 371 943	3 738 281	39 537 294	57 352 412
Commerce de gros et demi-gros	22 360	388 620	2 005 550	4 832 931	10 254 863	1 007 888	16 000	-	95 397	96 974	38 333 939	19 743 988
Commerce de détail	33 360	141 380	1 788 200	207 000	136 282 571	155 925	524 236	603 657	102 183	991 750	8 949 131	8 673 500
Compagnies pétrolières	75 100	554 340	225 800	3 621 333	15 342 187	237 360	393 879	906 002	1 342 339	1 469 788	4 171 408	-
Transports	2 530	23 050	169 690	3 291 219	-	2 248	-	-	108 086	231 871	4 038 314	10 854 771
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 448 105
Autres services	3 730	162 520	1 260 900	450 000	-	-	-	-	274 918	552 928	14 462 600	33 861 125
Divers	178 290	482 400	2 567 240	189 840	7 941 928	183 442	9 039	20 030	233 545	389 993	3 639 065	7 473 619
Total	726 120	4 308 840	19 134 130	42 997 265	408 031 737	2 638 517	2 260 221	3 051 733	10 660 537	12 162 574	188 708 335	206 840 338

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

(1) En milliers de CDF à partir 2001.

Tableau IV.21. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES DE SIGNATURE SUIVANT LA FORME DES CREDITS (en CDF)

Formes des crédits	1994	1995	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Crédits d'acceptation à l'importation	25 730	11 410	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	456 840	3 453 700	13 623 520	22 779 891	215 606 298	934 967	192 150	730 578	2 774 647	4 864 136	51 999 147	33 391 203
Crédits documentaires à l'exportation	117 590	142 780	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettres de garantie	-	1 750	-	-	-	-	-	-	166 192	2 652 830	33 190 440	22 070 942
Cautions	125 960	690 230	15 984 180	20 217 374	178 897 477	1 655 006	1 972 805	2 321 160	8 706 922	7 719 044	104 121 480	91 385 490
Avais	-	8 970	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	726 120	4 308 840	29 607 700	42 997 265	394 503 775	2 589 973	2 164 955	3 051 738	11 647 761	15 236 010	189 311 067	146 847 635

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.22. VENTILATION DES CREDITS OCTROYES PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES DE CREDIT PAR BRANCHE D'ACTIVITE (en CDF)

Branches d'activité	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production agricole	10	4790	115780	100330	-	-	9 002 090	103 751	1 490 680	3 247 876	3 435 254	41 461 885	23 186 186	19 592 961
Traitement et conditionnement de la production agricole	10850	13150	13150	13150	1 708 030	6 935 211	37 908 716	36 858	218 304	395 732	466 689	19 157 309	697 088	-
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	-	2 499 246	44 283	62 147	160 405	428 697	5 719 881	6 677 190	10 058 034
Elevage	-	-	7800	10	-	-	459 403	28 296	52 550	62 344	18 488	256 057	168 294	8 849 516
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	116 184
Industries métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	53 610	1 599 911	4 987 366	66 238 289	-	-
Alimentation	540	-	155280	155280	-	-	828 706	20 513	-	236 453	616 813	13 520 831	10 270 856	16 803
Boissons	-	-	-	-	-	-	-	-	1 208 488	1 245 188	2 977 725	30 487 513	6 428	2 800 117
Tabac	-	-	-	-	-	-	1 236 995	-	-	-	127 105	1 053 200	-	-
Textiles et confections	67440	340070	2521690	2104250	3 914 390	15 893 818	1 420 779	572	69 860	547 816	1 566 834	24 072 679	19 944 571	11 187 801
Industries chimiques	-	-	-	-	-	-	8 211 743	41 466	5 520	92 043	191 766	9 125 317	5 035 255	13 730 101
Matériaux de construction	-	850	800	2270	3 220	13 074	781 537	2 508	117 786	414 493	1 976 876	25 245 626	2 002 232	1 990 224
Métallurgie et fabrications métalliques	-	-	-	-	-	-	278 099	100 751	17 840	265 036	716 521	8 852 080	300 288	300 288
Autres industries manufacturières	18180	255560	882300	1128050	609 770	2 475 883	16 921 889	60 234	268 370	1 138 851	1 589 432	23 399 854	20 681 591	13 480 423
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	-	-	-	341 783	440 416	2 031 112	10 007 107	850 142	8 566 078
Industries du bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	2 220 158	10 501	51 549	164 965	3 986 235	49 604 239	-	850 620
Commerce de gros et demi-gros	390	1530	11950	12210	-	-	3 811 832	140 319	1 072 900	261 360	1 744 310	23 537 654	26 440 151	22 537 195
Commerce de détail	30	-	36650	-	38 480	156 243	23 230 424	158 114	401 635	1 947 356	18 914 781	39 153 741	29 687 506	8 185 204
Compagnies pétrolières	-	-	-	24180	-	-	-	-	685 423	1 510 584	2 181 973	30 559 601	1 233 786	770 892
Transports	-	1250	27180	23180	286 580	1 163 617	4 244 834	81 039	401 249	615 396	1 937 559	52 578 332	-	1 660 367
Autres services	30	-	11740	-	-	-	7 355 663	13 598	96 319	766 524	3 003 061	74 036 339	51 111 340	50 704 483
Divers	2010	87940	158070	108110	187 320	760 586	86 498 834	803 711	1 920 580	6 676 385	9 241 995	169 728 504	78 878 827	15 452 739
Total	99 480	705 140	3 942 390	3 671 020	6 747 790	27 398 432	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731	190 850 030

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

(1) milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.23. SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (en CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Avoirs extérieurs nets	-96 190 860	-676 089 700	-581 591 640	-1 351 481 286	-2 213 238 521	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013
Avoirs	25 234 760	106 948 340	66 740 290	183 441 044	412 652 992	3 919 838 262	20 162 720	28 662 553	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257
Engagements	121 425 620	783 038 040	648 331 930	1 534 922 330	2 625 891 513	27 451 975 074	106 213 905	271 507 282	331 301 543	452 494 314	414 374 014	511 386 233	424 129 269
2. Avoirs intérieurs nets	120 840 640	813 079 180	794 823 390	2 016 780 051	5 467 031 968	42 439 202 616	134 814 950	322 099 951	365 814 081	460 051 381	486 868 080	644 919 036	621 727 615
2.1 Crédits intérieurs	4 880 990	63 897 540	296 924 140	571 330 347	3 221 649 159	14 907 676 642	16 649 104	14 371 757	7 440 022	-10 666 466	38 948 095	178 822 718	206 617 519
a) Créances nettes sur l'Etat	3 022 560	45 600 470	271 848 260	534 798 838	3 143 593 094	14 019 714 943	13 334 800	13 088 671	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	163 131 124	198 728 364
b) Crédits à l'économie	1 958 430	18 297 070	25 075 880	36 531 509	78 056 065	887 961 699	3 314 304	1 283 086	1 689 317	1 176 716	5 069	15 691 594	7 889 155
2.2 Autres postes nets	115 859 650	749 181 640	497 899 250	1 445 449 704	2 245 382 809	27 531 525 974	118 165 846	307 728 194	358 374 059	470 717 847	447 919 985	466 096 318	415 110 096
3. Masse monétaire	24 649 780	136 989 480	213 231 750	665 298 765	3 253 793 447	18 907 065 804	77 143 732	98 832 881	70 926 536	112 472 321	129 083 173	211 313 493	288 462 602
Monnaie	17 754 120	90 375 790	174 906 660	575 515 806	3 057 515 559	17 212 156 478	42 170 891	57 892 782	63 503 887	101 713 707	120 102 487	185 333 765	243 784 783
Quasi-monnaie	6 895 660	46 613 690	38 325 090	89 782 959	196 277 888	1 694 909 326	34 972 841	40 940 099	7 422 649	10 758 614	8 980 686	25 979 728	44 677 819

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.24. SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2007
(en milliers de CDF)

	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Sept. 2007	Décembre 2007
1. Avoirs extérieurs nets	-433 605 336	-491 776 214	-393 309 513	-401 104 473	-333 265 013
Avoirs	77 782 897	69 277 925	107 204 011	107 840 769	90 864 257
Engagements	511 388 233	561 054 138	500 513 524	508 945 242	424 129 269
2. Avoirs intérieurs nets	644 919 036	708 078 284	595 637 617	613 582 509	621 727 615
2.1 Crédits intérieurs	178 822 718	182 563 623	130 200 000	130 123 905	206 617 519
a) Créances nettes sur l'Etat	163 131 124	139 932 013	111 189 100	114 666 113	198 728 364
b) Crédits à l'économie	15 691 594	42 631 611	19 010 900	15 457 791	7 889 155
2.2 Autres postes nets	466 096 318	525 514 661	465 437 617	483 458 604	415 110 096
3. Masse monétaire	211 313 493	216 301 864	202 328 104	212 478 036	288 462 602
Monnaie	185 333 765	187 184 584	177 385 014	181 296 909	243 784 783
Quasi-monnaie	25 979 728	29 117 280	24 943 091	31 181 127	44 677 819

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.25. SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE (en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Avoirs extérieurs nets	1 334 540	4 745 860	19 869 800	6 289 070	-24 949 156	14 000 588	20 511 543	35 892 970	65 807 407	83 907 761	113 582 385	160 664 014
Avoirs	3 232 220	12 581 290	83 031 210	75 292 410	93 756 743	29 295 271	36 547 755	67 188 064	108 042 610	109 291 062	147 358 514	217 166 524
Engagements	1 897 680	7 835 430	63 161 410	69 003 340	118 705 899	15 294 683	16 036 212	31 295 094	42 235 203	25 383 301	33 776 129	56 502 510
2. Avoirs intérieurs nets	1 560 420	14 550 010	58 893 850	108 235 980	204 692 962	14 379 379	19 401 431	23 299 208	39 525 563	64 120 543	121 946 935	201 752 003
2.1 Crédits intérieurs	753 230	13 159 940	16 417 060	53 980 600	88 065 035	9 200 514	9 524 445	10 616 587	29 306 969	44 753 481	87 363 633	171 136 840
a) Créances nettes sur l'Etat	-69 910	9 480 750	-6 888 950	31 783 510	26 300 786	-838 363	-3 144 323	-7 317 094	-11 170 184	-18 710 703	-32 496 346	-22 515 930
b) Crédits à l'économie	823 140	3 679 190	23 306 010	22 197 090	61 764 249	10 038 877	12 668 768	17 933 681	40 477 153	63 464 184	119 859 978	193 652 769
2.2 Autres postes nets	807 190	1 390 070	42 476 790	54 255 380	116 627 927	5 178 865	9 876 986	12 682 621	10 218 594	19 367 062	34 583 303	30 615 164
3. Masse monétaire	2 894 960	9 334 370	78 763 650	114 525 050	179 743 806	28 379 967	39 912 974	59 192 178	109 754 220	148 028 304	247 123 325	419 642 967
Monnaie	968 840	1 995 900	19 373 530	48 430 320	62 638 363	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	29 425 514	65 987 740
Quasi-monnaie	1 926 120	7 338 470	59 390 120	66 094 730	117 105 443	20 399 895	31 957 030	50 586 004	94 390 021	129 237 787	217 697 811	353 655 227

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.26. SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE EN 2007 (en milliers de CDF)

	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Sept.2007	Décembre 2007
1. Avoirs extérieurs nets	113 582 385	158 827 231	131 078 356	133 924 050	160 664 014
Avoirs	147 358 514	200 006 820	162 164 615	169 205 845	217 166 524
Engagements	33 776 129	41 179 589	31 086 259	35 281 795	56 502 510
2. Avoirs intérieurs nets	121 946 935	138 899 377	151 662 753	171 098 289	205 720 142
2.1 Crédits intérieurs	87 363 633	104 316 074	117 079 451	136 514 986	171 136 840
a) Créances nettes sur l'Etat	-32 496 346	-39 562 689	-26 843 554	-25 538 538	-22 515 930
b) Crédits à l'économie	119 859 978	143 878 763	143 923 005	162 053 524	193 652 769
2.2 Autres postes nets	34 583 303	34 583 303	34 583 303	34 583 303	34 583 303
3. Masse monétaire	247 123 325	301 761 103	287 202 783	342 480 196	419 642 967
Monnaie	29 425 514	30 836 812	30 650 632	34 286 726	65 987 740
Quasi-monnaie	217 697 811	270 924 291	256 552 151	308 193 470	353 655 227

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.27. RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (en CDF)(1)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. AVOIRS EN DEVICES	97 433 280	66 572 770	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989
Avoirs libres	97 433 280	66 572 770	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	3 108 443	2 961 152	2 447 196	598 917	132 226	1 639 268
3. DEVICES ET DTS (1+2)	97 433 280	66 572 770	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	28 587 369	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257
4. OR	9 515 060	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	9 515 060	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	982 180	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	8 532 880	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	253 423 510	189 811 180	444 223 544	658 613 079	6 877 450 863	43 564 430	58 115 152	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419	21 027 660
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-146 475 170	-123 070 890	-260 782 500	-245 960 087	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-676 089 700	-581 591 640	-1 351 481 286	-2 213 238 521	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013
Reserves nettes	-146 475 170	-123 070 890	-260 782 500	-245 960 087	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597
F.M.I. position nette	-503 984 590	-436 252 420	-1 038 585 600	-1 876 742 400	-19 611 654 400	-56 573 879	-213 392 130	-261 034 214	-362 087 132	-341 123 922	-419 844 814	-403 101 610
Provisions arriérés	-25 629 940	-22 266 330	-52 113 186	-90 536 034	-962 869 811	-6 075 596	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.27. bis RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(en millions de USD)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. AVOIRS EN DEVISES	147,71	159,53	84,28	62,80	74,72	91,53	78,20	64,14	66,70	89,80	230,74	129,82	154,24	177,39
Avoirs libres	147,71	159,53	84,28	62,80	74,72	91,53	78,20	64,14	66,70	89,80	230,74	129,82	154,24	177,39
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	8,10	7,95	5,51	1,39	0,26	3,26
3. DEVISES ET DTS (1+2)	147,71	159,53	84,28	62,80	74,72	91,53	78,20	64,14	74,80	97,75	236,25	131,21	154,51	180,65
4. Or	10,52	10,62	8,23	0,16	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	10,52	10,62	8,23	0,16	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	0,88	0,89	0,85	0,16	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	9,64	9,73	7,38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	246,01	311,99	219,22	179,07	181,32	146,36	137,50	138,85	152,10	178,07	123,61	169,84	181,84	41,77
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-87,78	-141,84	-126,71	-116,10	-106,44	-54,66	-59,20	-74,56	-77,14	-80,32	32,67	-38,63	-27,33	138,88
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-588,21	-648,60	-584,85	-548,67	-551,63	-491,83	-470,00	-274,33	-635,54	-791,60	-782,68	-829,59	-861,30	-662,56
Reserves nettes	-87,78	-141,84	-126,71	-116,10	-106,44	-54,66	-58,50	-74,56	-77,14	-90,88	32,67	-38,63	-27,33	138,84
F.M.I. position nette	-478,43	-483,83	-435,97	-411,56	-423,91	-417,05	-392,20	-180,40	-558,40	-700,72	-815,35	-790,96	-833,97	-801,40
Provisions arriérés	-22,00	-22,93	-22,17	-21,01	-21,27	-20,12	-19,30	-19,37	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.28. RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2007
(en milliers de CDF)

	2006	2007			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	77 650 671	67 965 544	104 241 366	105 667 675	89 224 989
Avoirs libres	77 650 671	67 965 544	104 241 366	105 667 675	89 224 989
2. AVOIRS EN DTS	132 226	1 312 381	2 962 645	2 173 093	1 639 268
3. DEVISES ET DTS (1+2)	77 782 897	69 277 925	107 204 011	107 840 769	90 864 257
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	91 543 419	96 938 577	85 854 582	82 935 861	21 027 660
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-13 760 522	-27 660 653	21 349 429	24 904 908	69 836 597
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-433 605 336	-491 776 214	-393 309 513	-401 104 473	-333 265 013
Réserves nettes	-13 760 522	-27 660 653	21 349 429	24 904 908	69 836 597
F.M.I. position nette	-419 844 814	-464 115 561	-414 658 942	-426 009 381	-403 101 610
Provisions arriérés	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.28.bis. RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2007
(en millions de USD)

	2006	2007			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	154,2	122,5	211,2	213,4	154,4
Avoirs libres	154,2	122,5	211,2	213,4	154,4
2. AVOIRS EN DTS	0,3	2,4	6,0	4,4	0,3
3. DEVISES ET DTS (1+2)	154,5	124,9	217,2	217,8	154,6
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	181,8	174,7	173,9	167,5	182,0
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-27,3	-49,9	43,3	50,3	-27,4
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-861,3	-886,3	-796,8	-810,2	-862,0
Réserves nettes	-27,3	-49,9	43,3	50,3	-27,4
F.M.I. position nette	-834,0	-836,5	-840,1	-860,5	-834,7
Provisions arriérés	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV. 29. SITUATION CONSOLIDÉE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES (en CDF) (1)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Avoirs extérieurs bruts	37 816 050	189 979 550	142 032 700	277 197 787	752 337 006	7 692 135 802	49 457 991	65 210 308	103 602 062	212 957 864	165 880 168	225 141 411	308 030 781
a) Banque Centrale du Congo	25 234 760	106 948 340	66 740 290	183 441 044	412 652 992	3 919 838 262	20 162 720	28 662 553	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257
1. Avoirs en or	1 575 570	9 515 060	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	132	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	-	-	-	-	-	-	-	3 108 443	2 961 152	2 447 196	588 917	226	1 639 288
3. Avoirs en devises	23 659 190	97 433 280	66 572 770	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 680	89 224 989
b) Banques de dépôts	12 581 290	83 031 210	75 292 410	93 756 743	339 684 014	3 772 297 540	29 295 271	36 547 755	67 188 064	108 042 610	109 291 062	147 358 514	217 166 524
B. Engagements extérieurs	129 261 050	846 199 450	717 335 270	1 653 628 229	2 810 844 862	29 421 234 446	121 508 588	287 543 494	362 596 637	494 729 517	439 757 315	545 164 362	480 631 780
a) Banque Centrale du Congo	121 425 620	783 038 040	648 331 930	1 534 922 330	2 625 891 513	27 451 975 074	106 213 905	271 507 282	331 301 543	452 494 314	414 374 014	511 388 233	424 129 289
1. Crédit F.M.I.	71 754 740	503 984 590	436 252 420	1 038 585 600	1 876 742 400	19 611 654 400	56 573 879	213 392 130	261 034 214	362 087 132	341 123 922	419 844 814	403 101 610
2. Autres engagements	49 670 880	279 053 450	212 079 510	496 336 730	749 149 113	7 840 320 674	49 640 026	58 115 152	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419	21 027 680
b) Banques de dépôts	7 835 430	63 161 410	69 003 340	118 705 899	184 953 349	1 969 259 372	15 294 683	16 036 212	31 295 094	42 235 203	25 383 301	33 776 129	56 502 510
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	-91 445 000	-656 219	-575 302	-1 376 430	-2 058 507	-21 729 098 644	-72 050 597	-222 333 186	-258 994 575	-281 771 653	-273 877 146	-320 022 951	-172 600 989
(sens strict)		900	570	442	856								
a) Banque Centrale du Congo	-96 190 860	-676 089	-581 591	-1 351 481	-2 213 238	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013
b) Banques de dépôts	4 745 860	19 869 800	6 289 070	-24 949 156	154 730 665	1 803 038 168	14 000 588	20 511 543	35 892 970	65 807 407	83 907 761	113 562 385	160 664 014

Tableau IV. 30. SITUATION CONSOLIDÉE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES
MONETAIRES EN 2007
(en milliers de CDF)

	2006	2007			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
A. Avoirs extérieurs bruts	165 880 168	221 762 350	204 949 886	248 972 502	225 141 411
a) Banque Centrale du Congo	56 589 107	76 602 728	73 124 593	84 192 243	77 782 897
1. Avoirs en or	-	-	-	-	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	598 917	201 869	1 703 881	751 712	132 226
3. Avoirs en devises	55 990 190	76 400 859	71 420 713	83 440 531	77 650 671
b) Banques de dépôts	109 291 062	145 159 622	131 825 293	164 780 259	147 358 514
B. Engagements extérieurs	439 757 315	484 449 768	482 668 728	543 285 625	545 164 362
a) Banque Centrale du Congo	414 374 014	423 627 063	440 973 287	498 015 478	511 388 233
1. Crédit F.M.I.	341 123 922	349 387 732	363 742 831	411 463 890	419 844 814
2. Autres engagements	73 250 092	74 239 331	77 230 456	86 551 588	91 543 419
b) Banques de dépôts	25 383 301	60 822 705	41 695 441	45 270 147	33 776 129
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	-273 877 146	-378 193 828	-262 231 157	-267 180 423	-172 600 999
a) Banque Centrale du Congo	-357 784 907	-491 776 214	-393 309 513	-401 104 473	-333 265 013
b) Banques de dépôts	83 907 761	113 582 385	131 078 356	133 924 050	160 664 014

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.31. SITUATION RESUMEE DE LA SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPEMENT (en CDF) (1)

	1994	1995	1996	1997	1998 (R)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ⁽³⁾
1. Trésorerie	2 168 380	380 080	17 180	3 480	51 568	240 786	14 262 914	22 542 204	4 233 089	1 256 223	7 835 329	68 389 846	175 410 000
2. Crédits à moyen terme et long terme	80 123 760	293 983 030	2 165 470	1 817 740	4 017 212	10 675 249	83 693 166	244 393 770	504 439 547	765 146 071	1 011 899 635	550 688 067	78 780 479
3. Crédits à court terme	2 478 710	64 826 020	205 970	4 470	337 626	2 569 528	18 848 646	358 063 300	272 347 909	59 830 608	-	-	-
4. Immobilisés nets	87 833 740	339 209 610	2 356 510	1 793 170	3 011 269	15 537 114	83 838 044	160 751 521	159 067 426	180 455 703	166 383 473	159 810 265	141 800 000
Avoirs = Engagements	172 604 590	698 408 740	4 745 130	3 618 860	7 417 675	29 022 677	200 642 770	785 750 795	940 087 971	1 006 688 605	276 118 437	778 888 178	395 990 479
1. Fonds propres	81 561 630	32 053 204	32 053 204	2 024 790	3 464 594	16 323 290	86 386 519	175 834 526	196 281 979	285 309 865	194 467 452	411 820 300	500 600 000
Capital	0	-	-	2 024 790	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	-	-
Réserves et provisions	81 561 630	32 053 203	32 053 203	-	1 439 800	14 298 496	84 361 725	173 809 732	194 257 185	283 285 071	292 442 658	-	-
2. Quasi-capital	3 170	4 920	12	320	491	-	-	-	21 754 758	88 652 548	-	-	570 760 000
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à long terme de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 900 000
Fonds consolidés (2)	3 170	492	493	320	491	-	-	-	21 754 758	88 652 548	-	-	568 860 000
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	68 737 530	281 032 500	2 704 160	2 151 790	4 178 616	7 477 856	53 203 004	220 788 075	169 873 997	61 786 031	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	-15 279 390	-116 265 960	-1 899 060	-2 212 950	-4 853 917	-8 397 137	-3 660 207	11 980 907	-22 697 949	13 401 266	24 867 261	17 389 088	25 510 000
5. Autres éléments nets	37 581 650	213 105 240	1 594 750	1 654 910	4 627 691	13 618 668	64 713 454	377 147 287	574 875 186	557 538 875	724 343 075	663 439 543	-221 770 000

Source : Société Financière de Développement.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

(2) Y compris les fonds divers et dettes à CT.

Tableau IV.32. SITUATION RESUMEE DE L'INSTITUT NATIONAL DE SECURITE SOCIALE (en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1. Trésorerie dont : dépôts à terme	16 470	68 380	883 470	3 380 000	3 764 775	6 215 460	16 557 456	170 364 614	182 357 062	259 379 010	528 634 606
2. Créances sur l'Etat (1)	-	-	-	578 240	626 353	476 806	1 452 643	870 074 034	934 671 284	976 025 078	1 541 903 635
3. Créances sur les entreprises et les particuliers	77 630	679 420	5 765 410	78 274 620	53 071 180	127 824 401	586 405 231	779 609 348	2 135 730 129	6 309 026 802	9 879 604 778
4. Immobilisés nets	948 340	4 248 170	31 412 080	28 085 240	42 406 676	196 138 969	1 074 280 604	2 410 344 956	2 142 954 103	1 604 445 629	1 186 055 593
Avoirs = Engagements	1 042 440	4 995 970	38 060 960	110 875 370	99 868 984	330 655 636	1 678 695 934	4 230 292 952	5 395 712 578	9 148 876 519	13 136 198 612
1. Réserves de sécurité	938 350	4 311 480	31 439 830	32 444 890	45 373 216	194 181 596	1 029 457 825	2 647 205 553	3 054 967 435	5 495 497 402	8 597 461 572
a) Allocations familiales	-	-	162 260	162 260	162 260	162 260	162 260	141 115	-	-	5 200 777 901
b) Risques professionnels	-	-	85 970	85 970	85 970	85 970	85 970	85 969	1 012 488	31 638 495	-
c) Pensions	-	-	141 110	141 110	141 110	141 110	141 110	162 257	100 236 276	2 436 587 103	280 941 007
d) Plus-value de réévaluation des immobilisés	938 350	4 311 480	31 050 490	32 055 550	44 983 876	193 792 256	1 029 068 485	2 646 816 212	2 953 718 671	3 027 271 804	3 115 742 664
2. Fonds de roulement	-	-	16 900	16 900	16 896	16 897	16 897	16 897	278 114 973	324 196 398	358 936 354
a) Allocations familiales	-	-	14 550	14 550	16 896	16 897	16 897	1 629	1 629	1 629	229 475 679
b) Risques professionnels	-	-	720	720	-	-	-	718	8 343 400	12 945 062	9 646 227
c) Pensions	-	-	1 630	1 630	-	-	-	14 550	269 769 944	311 249 708	119 814 448
3. Engagement à L/M/C termes	60 790	149 720	1 552 750	1 039 040	18 556 378	73 158 878	454 998 758	1 258 068 283	2 173 851 428	3 471 670 325	4 267 479 552
4. Résultat à affecter	-1 360	407 470	4 445 100	10 096 110	-2 817 896	32 127 407	139 808 097	354 632 755	-	-	3 506 344 673
5. Autres éléments nets	44 660	127 300	606 380	67 278 430	38 740 388	31 170 858	54 414 357	-29 630 535	-111 221 258	-142 487 606	-3 594 023 539

Source: Institut National de Sécurité Sociale.

(1) Non compris les cotisations non versées par l'Etat.

Tableau IV.33. SITUATION RESUMEE DE LA SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES
(en CDF) (1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003®	2004
1. Trésorerie	56 440	159 160	1 290 460	957 046	1 707 586	1 927 220	26 111 238	125 986	90 674	34 227	95 515
2. Créances diverses	170 440	1 027 920	2 936 440	14 982 704	27 680 935	57 392 690	524 348 620	2 154 903	5 268 711	5 769 739	6 406 322
3. Réassurance	443 370	868 890	3 783 410	7 587 917	7 006 704	14 594 088	19 576 056	12 781	16 212	1 038 099	1 038 099
4. Immobilisés nets (2)	375 510	1 882 000	20 099 890	18 886 888	33 462 486	113 813 118	235 397 898	240 373	758 328	786 168	1 991 150
ACTIF = PASSIF	1 045 760	3 937 970	28 110 200	42 414 555	69 857 711	187 727 116	805 433 812	2 534 043	6 133 925	7 628 233	9 531 087
1. Fonds propres	301 300	1 727 450	20 477 320	20 642 230	37 109 720	125 438 539	340 904 053	325 092	476 451	918 149	1 660 080
a) Capital libéré (3)	10	10	10	1	1	1	1	295 339	295 339	295 339	295 339
b) Bénéfices et réserves	301 290	1 727 440	20 477 310	20 642 229	37 109 719	125 438 538	340 904 052	29 754	181 315	622 810	1 364 741
2. Dettes diverses à LT	-	-	-	-	-	-	-	-	97 040	99 381	103 809
3. Provisions techniques	645 430	1 446 240	2 579 790	7 987 177	16 583 460	34 283 295	245 461 134	347 559	1 420 344	2 402 939	2 433 191
4. Provisions mathématiques	6 010	108 760	466 260	473 095	473 095	2 890 720	6 506 267	6 506	24 935	28 935	27 950
5. Engagements à court terme	110 220	604 750	4 328 580	12 234 623	9 685 797	13 888 074	128 494 287	1 810 818	2 499 563	4 178 828	5 306 057
6. Autres éléments nets	-17 200	50 770	258 250	1 077 429	6 005 639	11 226 488	84 068 071	44 067	1 615 589	1	-

Source: Direction financière de la SOMAS.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001

(2) Y compris le portefeuille titres.

Tableau IV.34. RECETTES ET DEPENSES DE DIFFERENTES BRANCHES D'ASSURANCES (en CDF) (1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
I. RECETTES	671 350	2 295 240	8 061 780	39 801 846	25 870 625	79 133 285	348 825 756	3 112 142	5 478 492	6 953 290	8 243 478	8 243 478	8 243 478	
1. Primes et frais	265 970	1 431 330	5 542 210	28 247 665	19 030 196	63 200 650	243 845 235	2 414 956	4 172 377	6 855 477	8 118 146	8 118 146	8 118 146	
Automobiles et cycles	119 180	681 490	3 614 190	8 614 331	13 376 867	38 787 052	162 513 375	1 440 473	1 994 053	4 421 569	4 510 568	4 510 568	4 510 568	
Incendie	5 040	45 490	233 690	5 277 692	1 764 020	5 435 972	35 023 528	244 165	817 147	550 451	485 256	485 256	485 256	
Transport	24 210	287 870	1 491 130	11 964 379	2 527 480	3 378 416	11 911 268	322 476	554 081	330 787	926 109	926 109	926 109	
Risques divers ⁽¹⁾	108 560	400 040	173 260	2 274 547	1 184 153	14 992 894	32 385 469	392 138	767 410	1 498 051	2 037 969	2 037 969	2 037 969	
Vie	8 980	16 440	29 940	116 716	177 676	606 316	2 011 595	15 706	39 686	54 619	158 244	158 244	158 244	
2. Autres recettes	405 380	863 910	2 519 560	11 554 180	6 840 429	15 932 635	104 980 521	697 185	1 306 116	97 813	125 332	125 332	125 332	
II. DEPENSES	903 070	3 021 840	10 892 720	20 592 293	33 973 326	82 429 368	288 086 524	3 351 103	4 476 156	3 120 303	3 210 772	3 210 772	3 210 772	
1. Régléments des sinistres	13 650	154 270	898 320	3 972 054	1 929 038	4 572 971	28 501 839	878 897	759 398	481 404	728 660	728 660	728 660	
Automobiles et cycles	11 110	113 720	702 700	3 116 999	1 744 898	3 851 029	24 320 976	492 463	572 314	394 866	640 203	640 203	640 203	
Incendie	1 400	650	71 960	44 121	18 700	115 337	658 186	321 572	2 400	17 817	3 003	3 003	3 003	
Transport	760	28 340	76 750	732 256	68 164	176 890	752 658	10 336	104 754	11 157	19 296	19 296	19 296	
Risques divers ⁽²⁾	370	5 850	41 910	51 372	56 252	266 305	1 283 732	27 996	31 997	20 822	15 526	15 526	15 526	
Vie	10	5 710	5 000	27 306	41 024	163 410	1 486 287	26 530	4 733	36 942	50 632	50 632	50 632	
2. Commissions	13 050	105 370	803 220	3 639 080	2 187 279	3 557 402	26 143 703	217 840	248 486	448 372	684 646	684 646	684 646	
3. Dépenses d'exploitation	88 750	881 020	5 681 010	3 590 347	16 602 872	42 722 888	324 975 833	2 278 771	1 611 185	2 902 856	1 527 654	1 527 654	1 527 654	
4. Provisions diverses	650 750	1 271 560	2 051 630	5 414 224	9 661 002	16 339 926	-138 762 292	-94 431	1 087 473	-3 135 189	29 267	29 267	29 267	
5. Charges diverses	136 870	609 620	1 458 540	3 976 588	3 593 135	15 236 181	47 227 441	70 026	769 613	2 422 860	240 545	240 545	240 545	
III. SOLDE (I - II)	-231 720	-726 600	-2 830 940	19 209 553	-8 102 701	-3 296 083	60 739 232	-238 962	1 002 337	3 832 987	5 032 707	5 032 707	5 032 707	

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) En milliers de CDFa partir de 2001

Tableau IV.35. SITUATION RESUMEE DU FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003®	2004	2005	2006	2007
1. Trésorerie	7610	27200	354170	1668960	1960604	21268385	137720585	358462239	994328636	900457582	857249105	1695368894	1695368894	
2. Réalisables	39560	413570	2450100	7857730	13152870	34169422	393272629	3074477421	5446698081	7616785332	10087694987	11228573727	11228573727	
dont :														
prêts à court terme	8550	148500	836260	678930	3050624	5604268	114190017	1033135087	686189670	268346970	5071987410	6638024699	6638024699	
3. Immobilisés nets	19750	97550	755640	1757020	10241672	55799632	438118207	599231849	2135672734	4637563276	8255944912	12573119263	12573119263	
Avoirs = Engagements	66920	538320	3559920	11283710	25355146	111237439	969111421	4032171509	8576699450	13154806190	19200889004	25497061884	25497061884	
1. Fonds Propres	43530	383980	2848620	9837140	20088801	35839912	482128609	92907328,5	5134694451	8672122046	13310210497	18252553645	18252553646	
dont : Capital social	1510	1510	1510	1004470	1681802	13511818	13511818	166428981	166428981	166428981	166428981	0	0	0
Fonds de dotation	35810	314620	2417180	8602750	25971338	51659767	458435214	454353876	6119095582	10134516059	13143781515	0	0	0
2. Engagements à court terme	1430	26490	223760	366380	5370267	69904749	482226341	3941872651	3434792831	4482451281	5887892588	7242628251	7242628251	
3. Emprunts & Dettes à L M T	0	0	0	0	0	5656990	5592117,72	5592117,72	14263287,5	14263288	406323	1853260	1853260	
4. Autres éléments nets	21960	127850	487540	1080190	-103922	-164212	-835646	-8200588,16	-7051118,86	-14030425	2379596	26728	26728	

SOURCE: Fonds de Promotion de l'Industrie.

Tableau IV.36. EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE (au sens strict) (en CDF) (1)

	1993	1994	1995	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Circulation fiduciaire hors banques	46 573	2 717 650	16 443 570	514 520 041	2 944 499 065	15 962 788 910	31 417 133	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	182 233 759	233 252 894
Caisse des banques	2 294	104 220	688 090	29 850 028	48 965 072	548 331 897	804 674	1 801 077	2 748 354	4 421 249	3 858 746	3 100 007	10 531 889
Dépôts de banques	15 992	128 980	350 590	29 981 253	199 262 223	1 147 125 933	2 896 200	638 007	1 475 747	5 787 739	5 260 882	18 414 629	38 739 825
Dépôts des entr.publiques	145	20 780	357 060	7 18 786	4 134 279	20 240 505	90 603	51 633	85 526	193 028	89 194	206 682	416 996
Dépôts des entr.privées et part.	3 174	152 570	953 490	60 276 979	108 882 215	1 229 127 063	2 683 083	127 731	269 916	53 419	78 317	116 923	615 310
Dépôts des inst. fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	68 178	3 124 200	18 792 800	635 347 087	3 305 742 854	18 907 614 308	37 891 693	52 375 922	67 727 988	111 922 695	129 222 116	204 072 000	283 556 915
Masse monétaire (M2)	102 948	8 214 030	33 984 150	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 833 855
Multiplificateur monétaire(M2/BM)	1,51	2,63	1,81	1,33	1,18	1,25	2,04	1,89	1,92	1,99	2,14	2,14	2,32

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

DEUXIEME PARTIE

**L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES
ET LES COMPTES DE LA BANQUE**

TITRE I

L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

1. CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque est l'organe suprême de la Banque. Il conçoit et arrête les orientations générales de la politique de la Banque. Il contrôle son exécution.

Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire, la réglementation du crédit et du change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Aussi, le Conseil prend les actes qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de la mission principale et des missions secondaires de la Banque.

Le Conseil de la Banque est composé des personnes ci-après :

- Président : Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur ;
Membres : Monsieur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA, Vice-Gouverneur ;
Monsieur Emmanuel TSHIBINGU NSENGA, Administrateur ;
Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
Monsieur ISSA SELEMANI, Administrateur ;
Monsieur Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
Monsieur Albert YUMA, Administrateur.

2. HAUTE DIRECTION

La Haute Direction assure la gestion quotidienne de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Elle est composée de Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur, et de Monsieur Jean Marie EMUNGU EHUMBA, Vice-Gouverneur.

La Haute Direction dispose d'un Cabinet, lequel est structuré comme suit :

1. Directeur de Cabinet : Jean-Marcel KASONGO MWAMBA
2. Conseillers :
MAWAKANI SAMBA
Clovis KABAMBI wa ILUNGA
KAYEMBE wa KAYEMBE
Désiré YAV KAT MUTCHAIL
BIKUBA KABAMBI
3. Chargés de Mission : MUNGANGA GADIMBA
BIGOSHI MUSIMWA
MUKIZA MUHIMA
Aimée KAPIPA

3. STRUCTURES DE CONTROLE

La Banque a comme structures de contrôle : le Conseil de la Banque, le Collège des Commissaires aux Comptes, le Comité d'Audit, l'Audit Interne et l'Audit Externe.

3.1. Le Conseil de la Banque

Le Conseil de la Banque est l'organe suprême qui

3.2. Le Collège des Commissaires aux comptes

Le Collège des Commissaires aux comptes assure le contrôle des opérations financières de la Banque. Il a la prérogative de vérification de tous les actes de gestion de la Banque.

Il est composé de :

- Monsieur Nico MABATA NTANTU ;
- Monsieur Dany NKUVU ;
- Monsieur André FOKO TOMENA.

3.3. Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit veille sur les procédures d'audit, le système de contrôle interne et le cadre d'information financière et comptable de la Banque.

Il est un organe de contrôle du Conseil de la Banque et composé des trois administrateurs ci-après :

- Monsieur Albert YUMA, Coordonnateur ;
- Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE ;
- Monsieur Roger MASAMBA MAKELA.

3.4. L'Audit Interne

L'essentiel des activités d'Audit Interne en 2007 a concerné ce qui suit :

- * exécution du plan pluriannuel d'audit 2007-2009 ;
- * exécution des missions ponctuelles ;
- * travaux en commissions et en groupes de travail.

La Direction de l'Audit Interne est doté d'un Plan Pluriannuel d'Audit 2007-2009, approuvé par la Haute Direction. Ce plan avait retenu 81 objets d'audit pour pouvoir assurer une large couverture des risques inhérents au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.

S'agissant particulièrement de la tranche annuelle 2007, ce plan avait initialement prévu 30 objets d'audit les plus risqués, lesquels ont été réduits à 24 au mois de juin 2007 à la suite principalement des mutations engendrées par l'implémentation du logiciel comptable NAVISION et de l'indisponibilité des opérationnels de cet objet d'audit.

Ce plan pluriannuel 2007-2009 a été réalisé à 83,3 %. Sur les 24 objets d'audit programmés, 20 ont été effectivement réalisés au 31 décembre 2007.

Concernant les missions ponctuelles de l'Audit Interne effectuées en 2007, il convient de retenir notamment les enquêtes et la supervision des remises et reprises dans les entités provinciales.

Pour ce qui est des travaux effectués en Commissions ou en Groupes de travail, la Direction de l'Audit Interne a piloté :

- * les travaux d'audit organisationnel de la Banque Centrale du Congo et a procédé à l'encadrement du Cabinet DFC SA qui a réalisé cet audit ;
- * les travaux du CTF qui ont porté sur la mise en œuvre des recommandations d'audit formulées par le Cabinet DELOITTE à l'issue de l'audit des comptes de l'exercice 2006. Ces travaux ont porté également sur la préparation de la clôture comptable annuelle dans la perspective de la certification des comptes de l'exercice 2007 ;
- * les travaux de validation et finalisation des manuels de procédures ci-après :
 - Manuel de procédures de la Direction des Services Etrangers ;
 - Manuel de procédures de la Sous Direction de la Sécurité ;
 - Manuel de procédures de la Direction des Ressources Humaines ;
 - Manuel de procédures de la Sous Direction des Approvisionnements ;
 - Amendement des manuels de procédures des Correspondances et des opérations de la Direction de la Trésorerie.

Aussi, sur instruction de la Haute Direction et sous la supervision du Comité d'Audit, la Direction de l'Audit Interne, d'une part, a conduit les travaux relatifs au recrutement d'un Cabinet d'Audit en vue de la certification des comptes de la BCC pour les exercices 2007 à 2009 et d'autre part, élaboré les projets des termes de référence se rapportant aux audits du Logiciel Comptable et Financier et du Logiciel de la Salle des Marchés, des avis d'appel d'offre y relatifs et du chronogramme d'exécution des travaux.

Pour ce qui est de la professionnalisation des activités d'Audit Interne, il sied de noter que dans le cadre de l'appropriation des procédures et techniques d'audit interne conformément aux standards internationaux d'audit (ISA), la Direction de l'Audit Interne a créé en son sein, un groupe pour accélérer ce processus. En 2007, les travaux ont porté essentiellement sur l'actualisation des textes organiques et réglementaires (Charte de l'Audit Interne, Statut particulier de l'Auditeur Interne et Code de déontologie) et sur l'élaboration de la nouvelle philosophie d'audit en matière de notation de fin de mission d'audit (cotation de la qualité de management et du niveau de couverture des risques).

Enfin, quand à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, la Direction de l'Audit Interne s'est attelée à constituer une base documentaire de travail ainsi qu'à identifier les actions à mener au cours de l'exercice 2008 dans le domaine de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

3.5. L'Audit Externe

Les Comptes 2006 et 2007 de la Banque ont été soumis au Cabinet Deloitte & Touche qui les a certifiés.

4. GESTION COURANTE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service dont les plus importants sont :

1. Ordre de Service n°053/07 du 13 mars 2007

En perspective de l'élection du Gouverneur au poste du Président du G24 pour un mandat d'une année partant de septembre 2007 à septembre 2008, l'ordre de service susmentionné a été publié. Il porte création de la structure chargée du suivi des activités du G 24 et a pour missions de :

- servir comme secrétariat technique et d'appui à la Présidence congolaise du G 24 ;
- recueillir et d'échanger les informations avec les autres membres du Groupe ;
- s'enquérir du calendrier des séminaires du G 24 et des thèmes retenus ;
- se renseigner sur les différents groupes de pression au sein du G 24 ;
- proposer un programme de travail à Monsieur le Gouverneur ;
- mener des réflexions sur les questions monétaires internationales et sur le développement, intéressant le G 24 et de soumettre les projets de solutions à la Présidence du G 24.

Le Comité est constitué comme suit :

- Président : Mr. MAWAKANI SAMBA ;
- 1^{er} Vice Président : Mr. NGONGA NZINGA ;
- 2^{ème} Vice Président : Mr KOTO EY'OLANGA ;
- Secrétaire : Mr LINGOSA MOMI ;
- Secrétaire Adjoint : Mr MALATA KAFUNDA ;
- Membres :
 - Mr. ESSIMBO NUMAYEME, Coordonnateur du CTR ;
 - Mr. WEMBI LOAMBO, Directeur du Cabinet du Ministre des Finances
 - Mr. DEDE MOLOSSA, Conseiller du Ministre du Budget
 - Mr. BLAISE KIANGALA, Directeur du Trésor
- Un personnel d'appoint
 - Mr. MUPWELA PUM
 - Mme. BAKWI AYIBIA
 - Mme. KIBANGUDI NTANDA
 - Mr. MUSIWA MULUMBA

2. Ordre de Service n° 065/07 du 30 mars 2007

Cet Ordre de Service est relatif à la définition et à l'organisation des travaux en commissions, Comités et Groupe de Travail. Il s'agit de :

2.1. Comités

- Comité de Suivi de la Politique Monétaire, CSPM ;
- Comité de Suivi du Programme Economique, PEG ;
- Comité des Billets de Banque, CBB ;
- Comité de Pilotage du Système National de Paiement, CPSNP et V-SAT ;
- Logiciel Comptable et Financier ;
- Logiciel Salle des Marchés ;
- Nouveau Plan Comptable ;
- Comité de Coordination de Liquidation des Banques, CCLB ;
- Comité de Suivi du Plan de Trésorerie Consolidé, CSPTC ;
- Comité d'Encadrement et du Suivi du Plan de Trésorerie, CESPT ;
- Comité des Experts du Gouvernement ;
- Comité des Stratégies ;
- Comité de Suivi du Projet de Modernisation de la Direction de la Trésorerie, CSPMDT ;
- Comité d'Evaluation des Postes ;
- Information de la Dette Extérieure ;
- Comité d'Hygiène et de Sécurité de Travail ;
- Projet Fonds de pension, PROFOP ;
- Comité de Suivi du Groupe Intergouvernemental des 24 pour les Questions Monétaires Internationales et de Développement.

2.2. Commissions

- Commission de Discipline ;
- Commission de Recours ;
- Commission d'Avancement ;
- Commission Paritaire ;
- Commission Médicale.

2.3. Groupe de Travail

- Groupe de Travail chargé du Suivi de l'Union des Banques Congolaises (UBC) et de la surveillance du plan de développement de la Banque Congolaise.

3. Ordre de Service n° 070/07 du 09 avril 2007

Le présent Ordre de Service met en place un Groupe de Travail chargé d'adapter le Guide Comptable des Etablissements de Crédits (G.C.E.C) pour son exploitation par les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Il est composé comme suit :

- Présidence : Direction des Intermédiaires Financiers
- Secrétariat : Sous Direction de la Microfinance
- Membres :

Des Délégués des Directions de la Supervision des Intermédiaires Financiers ; de l'Administration Générale ; de la Sous Direction Juridique, du Crédit et des Marchés Financiers ; du Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo ; des Partenaires au Développement ; des cabinets des Commissaires aux Comptes, de l'Institut des Réviseurs Comptables (IRC) ; du Centre de Formation en Management et Développement Organisationnel (CEPROMAD) et des délégués des SFD.

4. Ordre de Service N° 80/07 du 14 mai 2007

Le présent Ordre de Service porte sur la mise en place d'un Groupe de Travail chargé d'accompagner le processus de mise en œuvre du Guide Comptable des Etablissements de Crédit, en sigle G.C.E.C. Le Groupe se compose de la manière suivante :

- Présidence : BCC/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers
- Membres : Banque Centrale du Congo, Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo, Association Congolaise des Banques et Institut des Réviseurs Comptables.

5. Ordre de Service n° 115/07 du 22 juin 2007

Cet Ordre de Service porte sur la création d'un Groupe de Travail chargé de la Programmation des Missions de Service. Sa mission correspond notamment à celle énoncée dans l'Instruction n° 000694 du 03 mai 2007, à savoir :

- centraliser toutes les demandes de mission de service à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ces demandes doivent être motivées ;
- dresser un tableau synoptique indiquant notamment, par mission, l'objet, le nombre de personnes ainsi que tous les frais encourus (frais de mission et coût des billets) ;
- procéder à l'analyse de l'opportunité et à la programmation des missions retenues, et ce, en concertation avec la Direction de l'Administration Générale et la Direction de la Comptabilité et du Budget. En cas de nécessité, l'organe demandeur peut être invité à la concertation.

L'Ordre de Service susdit désigne les membres ci-après :

- Président : M. Jean Marcel KASONGO MWAMBA, Directeur du Cabinet
- Secrétaire : M. TEMBO dia MASSAMBA, Directeur de l'Administration Gén.;

- Membres :
- M. MAWAKANI SAMBA, Conseiller à la Haute Direction ;
- M. Clovis KABAMBI wa ILUNGA, Conseiller à la Haute Direction ;
 - M. MUDHERWA IGULU, Directeur de la Comptabilité et du Budget ;
 - M. Désiré YAV KAT MUCHAÏL, Conseiller à la Haute Direction ;
 - M. BIKUBA KABAMBI, Conseiller à la Haute Direction ;

6. Ordre de Service n° 136/07 du 20 juillet 2007

Le présent Ordre de Service crée un Groupe de Travail chargé de l'actualisation du Statut des Agents. Font partie de ce groupe les organes ci-après :

1. Cabinet du Gouverneur ;
2. Direction des Ressources Humaines ;
3. Direction de l'Administration Générale ;
4. Délégation Syndicale Nationale.

7. Ordre de Service n° 171/07 du 06 septembre 2007

Cet Ordre de Service met en place un Groupe de Travail chargé d'examiner la Réglementation du Change en vigueur en République Démocratique du Congo en vue de son adaptation au regard de l'évolution socio-économique national, des spécificités des provinces de l'Est du pays et des engagements de la Banque Centrale du Congo au sein de la Southern African Development Community, SADC en sigle. Ce groupe comprend :

1. Président : MUTOMBO MWANA NYEMBO
2. Secrétariat :
 - MUDERWA MARANDURA
 - MUKINAY TSHIMANGA
 - RUHIMBASA MULUM'ODERHWA
 - ILUNGA KABUYA
3. Membres :
 - Haute Direction
 - Direction des Etudes
 - Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers
 - Direction de la Trésorerie
 - Direction du Crédit et des Marché Financiers
 - Direction de la Comptabilité et du Budget
 - Direction de l'Administration Générale/Juridique
 - Direction de l'Audit Interne
 - Direction des Services Etrangers.

8. Ordre de Service n° 151/07 du 03 août 2007

Le présent Ordre de Service porte sur la nomination des membres du Comité d'Organisation de la 13^{ème} Conférence annuelle du Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, en signe C.O.13^{ème} C.S.B.A.O.C. Il est composé de la manière suivante :

1. Président : Monsieur KATALIKO VIRANGA
2. Secrétaire Rapporteur : Monsieur KALOMBO NSENDA
3. Membres de la :
 - Commission chargée des questions Administratives et Organisation :
 - Commission chargée de la Logistique, Relations Publiques et Presse :
 - Commission chargée des Finances.

9. Ordre de Service n° 172/07/07 du 10 septembre 2007

Le présent Ordre de Service porte création d'un Groupe de Travail chargé de la réhabilitation et de la modernisation de la téléphonie. Il a pour missions :

- la coordination et la mise en œuvre des travaux d'installation du central téléphonique de nouvelle technologie HiPath 4000 ;
- la migration des utilisateurs actuels ;
- la connexion progressive des nouveaux utilisateurs ;
- l'interconnexion avec le système Cisco Manager ;
- la réhabilitation du réseau téléphonique de la Banque, au siège et dans les entités provinciales.

10. Ordre de Service n° 182/07 du 08 octobre 2007

Cet Ordre de Service crée un Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre et de l'exécution de l'opération de vente des immeubles de la Banque Centrale du Congo non liés à son objet social. Ce dernier restera en fonction jusqu'à la clôture définitive de l'opération de vente de ces immeubles.

Les missions lui assignées consistent notamment à :

- la fourniture d'amples informations au public concernant ces immeubles ;
- la notification des préavis légaux aux locataires ;
- l'organisation des visites des lieux ;
- la réception des adjudications sous pli fermé et leur dépouillement ;
- la publication des offres retenues et leurs informations aux bénéficiaires ;
- l'entretien des contacts avec les autres organes concernés de la Banque en vue de la finalisation de toutes les séquences de l'opération liée à cette vente ;
- l'information régulière à la Haute Direction sur l'état d'avancement des travaux.

11. Ordre de Service n° 187/07 du 10 octobre 2007

Le présent Ordre de Service crée un Groupe de Travail chargé de l'actualisation du Statut des Agents. Font partie de ce Groupe les organes ci-après :

- Cabinet du Gouverneur , Direction des Ressources Humaines
- Direction de l'Administration Générale et Délégation Syndicale Nationale

12. Ordre de Service n° 208/07 du 16 novembre 2007

Cet Ordre de Service a trait à la création d'un Sous-Comité des Prévisions de la Liquidité dans le but de l'amélioration des instruments de régulation monétaire (reprise et injection de la liquidité), notamment des adjudications des titres de créances à court terme. Il a pour missions de :

- examiner avec les représentants du Trésor les prévisions du Crédit Net à l'Etat à l'horizon d'une semaine en fonction des recettes et des dépenses attendues ;
- élaborer des prévisions de trésorerie en devises et en francs congolais de la Banque Centrale du Congo ;
- harmoniser les données fournies par le tableau prévisionnel (T6) sur les mouvements de la circulation fiduciaire et celle de la comptabilité de la Banque Centrale du Congo ;
- établir les prévisions sur les encours de refinancement et des billets de trésorerie ainsi que le niveau de réserve obligatoire et des avoirs auprès des correspondants locaux ;
- dégager, par différence, la cible de contrôle, à savoir les avoirs libres des banques ;
- soumettre au CSPM (Comité de Suivi de la Politique Monétaire), dans une note, les principales hypothèses retenues et les prévisions ad hoc à charge pour ce dernier de décider du montant de liquidité à absorber ou à injecter après rapprochement avec les réalisations correspondantes.

Le Sous-Comité est composé de :

- deux membres de la Direction des Etudes ;
- un membre de la Direction des Services Etrangers ;
- un membre de la Direction du Crédit et des Marchés Financiers ;
- un membre de la Direction de la Comptabilité et du Budget ;
- un membre de la Direction de la Trésorerie ;
- deux membres de la Direction du Trésor du Ministère de Finances ;
- un membre du Ministère du Budget.

La présidence et le secrétariat du Sous-Comité sont assumés par les représentants de la Direction des Etudes en raison de la responsabilité qui leur incombe de synthétiser de façon cohérente tous les éléments de prévision du bilan analytique élaborés par les parties prenantes.

Le Sous-Comité se réunit le lundi de chaque semaine et transmet ses prévisions, pour dispositions utiles, au CSPM dont la concertation est prévue chaque

mardi de la semaine. A la suite de la réunion du CSPM, la Banque Centrale du Congo publiera une fourchette indicative d'émission de billets de trésorerie.

5. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2007, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ont effectué les missions officielles ci-après à l'extérieur du pays :

5.1. Le Gouverneur

- Au 22 mars 2007 : Sao Tomé et Principe, participation à la réunion du Comité de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) Sous-Région de l'Afrique Centrale ;
- Du 13 au 15 avril 2007 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), participation aux réunions des Assemblées Annuelles de Printemps du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale :
 - 13 avril : Réunion de Ministres du G24 ;
 - 14 avril : Réunion du Comité Monétaire et Financier International ;
 - 15 avril : Réunion du Comité de Développement.
- Du 16 au 17 mai 2007 : Shanghai (Chine), Participation à l'Assemblée Annuelle du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD/FAD) ;
- Du 06 au 07 août 2007 : Accra (Ghana), Participation au Symposium à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la Banque Centrale du Ghana ;
- Au 15 août 2007 : Tripoli (Libye), Participation à la 31^{ème} réunion ordinaire des Gouverneurs de l'ABCA ;
- Du 19 au 21 octobre 2007 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), Participation aux Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ;
 - 19 octobre : Réunion des Ministres du G24
 - 20 octobre : Réunion du Comité Monétaire et Financier International
 - 21 octobre : Réunion du Comité de Développement
 - 21 octobre : Assemblées Annuelles.

5.2. Le Vice-Gouverneur

- Au 25 avril 2007 : Dar es-Salam (Tanzanie), Participation à la réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCGB) ;
- Du 29 au 31 mai 2007 : Berne (Suisse), Participation à la 14^{ème} réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des pays francophones ;
- Du 29 juin au 06 juillet 2007 : Paris (France), Participation aux travaux du Groupe Consultatif de la Banque Mondiale sur la République Démocratique du Congo ;
- Du 19 au 21 novembre 2007 : Luanda (Angola), Discussions avec la Banque Nationale d'Angola pour la récupération de la créance de la Banque Centrale du Congo ;

- Du 26 novembre au 01 décembre 2007 : Paris (France), Participation aux travaux du Groupe Consultatif de la Banque Mondiale sur la République Démocratique du Congo.

6. PERSONNEL

En 2007, l'effectif de la Banque Centrale du Congo est passé à 1.873 agents contre 1.882 en 2006, soit une diminution de 0,48 %.

Cette évolution est consécutive aux mouvements ci-après : 70 engagements, 2 réintégration, 58 mises à la retraite dont 7 anticipées, 1 licenciement, 2 mises en disponibilité, 1 détachement, 2 démissions volontaires et 7 décès.

Le personnel féminin est passé à 431 unités en 2007 contre 433 en 2006, soit une réduction de 0,46 %.

L'ensemble du personnel ainsi que les membres de famille à charge de la Banque Centrale ont constitué une population de 18.408 personnes en 2007 contre 18.953 en 2006, soit une baisse de 2,88 %. Cette évolution baissière est induite par les mouvements du personnel, principalement les départs en retraite et la sortie des enfants de plus de 25 ans de la matrice de la Direction des Ressources Humaines.

La population à charge de la Banque Centrale du Congo se présente de la manière suivante en 2007 :

TABLEAU I : EVOLUTION DES PERSONNES A CHARGE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(1)

DESIGNATION	AU 31/12/2006	AU 31/12/2007	VARIATION	
			En nombre	En %
Total agents	1.882	1.873	-9	-0,48
(dont sexe Féminin)	(433)	(431)	(2)	(-0,46)
Epouses	2.493	2.515	22	0,88
(dont épouses des agents passifs)	(1.220)	(1.263)	(43)	(3,52)
Enfants	12.135	11.510	-625	-5,15
(dont : - enfants des agents passifs	(5.613)	(4.804)	(-809)	(-14,41)
- orphelins)	(469)	(429)	(40)	(-8,53)
Retraités	1.587	1.645	58	3,65
Veuves	856	865	9	1,05
Total	18.953	18.408	-545	-2,88

(1) Le présent tableau n'intègre pas les travailleurs temporaires

En 2007, la répartition de l'effectif du personnel selon le niveau d'études se présente de la manière ci-après :

TABLEAU II : REPARTITION DU PERSONNEL DE LA BANQUE PAR NIVEAU D'ETUDES ⁽¹⁾

DESIGNATION	AU 31/12/2006	AU 31/12/2007	VARIATION	
			En nombre absolu	En %
Licence et post-licence	351	364	13	3,70
Graduat	326	342	16	4,91
Secondaire degré supérieur	539	605	66	12,24
Secondaire degré inférieur	535	451	-84	-15,70
Primaire et Assimilé	131	111	-20	-15,27
TOTAL	1.882	1.873	-9	-0,48

⁽¹⁾ Le présent tableau ne tient pas compte des travailleurs temporaires.

7. FORMATION

7.1. Formation des agents

Au cours de l'année 2007, les actions de formation ont été réalisées en faveur de 1.599 agents et cadres de la Banque Centrale du Congo, dont 149 à l'étranger, contre 974 agents et cadres en 2006, soit une hausse de 64,17 %.

Cette évolution notable observée est consécutive aux différentes formations organisées par la Banque, surtout dans le cadre de l'implémentation du nouveau logiciel comptable et de la modernisation de l'outil informatique de l'Institut d'Emission.

TABLEAU 1 : PERSONNEL FORME A L'INTERIEUR DU PAYS EN 2007

N°	THEME	ORGANES FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS
1.	Cours d'Anglais		Kinshasa	
2.	Connaissances de la Banque	C.A.L.I.	Kinshasa	33
3.	Description des Postes	DRH	Kinshasa	29
4.	Formation des O.P.J.	DRH	Kinshasa	52
5.	journée de sensibilisation des femmes	Edition BATENA Ingénierie Juridique	Kinshasa	14
6.	Séminaire Intégré BNB/BCC	DRH	Kinshasa	185
	1. Atelier sur Info-centre	BNB/DRH	Kinshasa	15
	2. Atelier Sécuritaire Informatique	BNB/DRH	Kinshasa	16
	3. Atelier Bases des Données	BNB/DRH	Kinshasa	21
		BNB/DRH	Kinshasa	11
	4. Atelier : exploitation	BNB/DRH	Kinshasa	15
	5. Atelier : Systèmes des Paiements	BNB/DRH	Kinshasa	10
	6. Atelier : Comptes de L'Etat	BNB/DRH	Kinshasa	23
	7. Atelier : Evolution Monétaire	BNB/DRH	Kinshasa	36
7.	8. Atelier : Salle des marchés	DRH	Kinshasa	66
8.	Tronc Commun des Banquiers	CAPAF	Kinshasa	22
	Formation en Micro-finances :			
9.	Comptabilité des IMF & analyses financières	CPCC	Kinshasa	78
10.	Guide Comptable des Etablissements de Crédit	IBFI/DRH	Kinshasa	24
11.	- Le marché des Changes & - la maîtrise du risque bancaire	Centre pour la promotion des normes sociales (CPNS)	Kinshasa	3
12.	Gestion du Régime disciplinaire dans une entreprise	DRH	Kinshasa	21
13.	Conduite méthodique des analyses des problèmes & prises de décisions rationnelles	IRC	Kinshasa	4
14.		CEPETEDE	Kinshasa	4
15.	9 ^{ème} journée du réviseur comptable	PRODIMPEX	Kinshasa	4
	Audit & contrôle des Banques			
16.	Entretien des groupes électroniques IVECO	BCC	Kinshasa	116
17.	& YAMAHA	BCC	Kinshasa	274
18.	Excel	BCC	Kinshasa	227
19.	Navision	BCC	Kinshasa	127
	Portail			
	Messagerie			

TABLEAU 2 : PERSONNEL FORME A L'EXTERIEUR DU PAYS EN 2007

N°	THEME	ORGANES FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS
1.	Stage professionnel sur le Système Intégré de Contrôle des Accès Sélectifs	ELCOSTEP		4
2.	Stage professionnel sur l'impression des billets de Banque	BNB	Turin (Italie)	7
3.	Stage de formation en communication & management	Groupe Aveliance Conseil	Bruxelles (Belgique)	2
4.	11 ^{ème} session de formation sur le thème « Construire des systèmes Financiers Inclusifs qui servent les pauvres »	CGAP	Marseille (France)	2
5.	Séminaire sur l'évaluation du risque de crédit	Banque de France	Bamako (Mali)	2
6.	Séminaire sur le paiement, lettres de crédit & crédits documentaires	SWIFT ALLIANCE	Vienne (Autriche)	2
7.	Stage professionnel sur l'élaboration d'un modèle intégré des prévisions macro-économie	Banque Centrale de Tunisie	Douala (Cameroun)	2
8.	Séminaire sur « Soutenabilité & Gestion de la dette publique »	BANQUE/IBFI	Tunis (Tunisie)	2
9.	Séminaire sur « le taux de change »	BANQUE/COMESA	Paris (France)	1
10.	Opération salles des marchés (visite d'Etudes)	BANQUE/BAM	Lusaka (Zambie)	3
11.	Séminaire sur « le renforcement de la surveillance bancaire en Afrique »	ABCA	Rabat/Maroc	2
12.	Programmation & Politiques Financières	FMI	Alger (Algérie)	2
13.	Formation sur le système HIPATH 4500 (stage professionnel)	SIEMENS	Washington (USA)	4
14.	Visite d'études sur la Micro-finance	AFRACA	Bruxelles (Belgique)	1
15.	Séminaire sur le contrôle des accès & la gestion des temps de travail	ELCOSTEP	Dakar (Sénégal)	4
16.	Réunion annuelle du groupe de travail des Directions de Formation des Banques Centrales Francophones	Association des Directeurs de Formation des Banques Centrales Francophones	Turin (Italie)	1
17.	13 ^{ème} session du programme de formation en micro-finance Boulder	Programme Boulder	Rabat (Maroc)	8
18.	Modernisation de la Centrale des risques	Banque Centrale de Tunisie	Tunis (Tunisie)	3
19.	Rudiments de base sur Swift, les transferts & les paiements	Swift Alliance	Douala (Cameroun)	2
20.	Analyse macro économique & modélisation pro-pauvre	PNUD	Lusaka (Zambie)	1
21.	Séminaire régional sur la réglementation de la micro-finance	OIDD	Paris (France)	2

N°	THEME	ORGANES FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS
22.	Initiation comptable et financière, Communication orale de l'Auditeur, Communication écrite de l'Auditeur et le système d'information	Institut Français d'Audit et du Contrôle Interne « IFACI »	Paris (France)	23
23.	Audit des ressources humaines, Audit de la fonction comptable, Audit du contrôle de gestion, Audit de la sécurité du système d'information,	Institut Français d'Audit et du Contrôle Interne « IFACI »	Paris (France) Brazza (Congo)	23
24.	Audit d'un processus informatisé, détection et prévention de la fraude	Centrale d'Expertise, Renforcement des capacités et Transfert des performances		4
25.	Technique de l'efficacité personnelle et collective			25
26.		Centre de Formation « The Full Business » F.M.I. /Washington		1
27.	Comptabilité générale et bancaire Evaluation des Sauvegardes des banques centrales			16
28.	Organisation de l'Audit, Méthodes de travail, Moyens et outils de l'Audit, Notation de fin de mission, Analyse et Audit informatique, Organisation des travaux d'Audit Comptabilité bancaire	Mission d'Assistance Technique du FMI (J.C. Normand) Centre de Formation «The Full Business »		

7.2. Accueil des stagiaires

Au total, la Banque Centrale du Congo a accueilli 474 stagiaires en 2007 contre 419 une année auparavant, soit une augmentation de 13,13 %.

Le tableau ci-dessous indique leur répartition par organe de la BCC.

TABLEAU 3 : REPARTITION DES STAGIAIRES PAR DIRECTION EN 2006 – 2007 (1)

DIRECTIONS		2006	2007
1.	Haute Direction	1	1
2.	Etudes	65	60
3.	Informatique	30	70
4.	Ressources Humaines	68	55
5.	Services Etrangers	43	27
6.	Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics	56	52
7.	Supervision des Intermédiaires Financiers	20	20
8.	Administration Générale	36	62
9.	Crédit et Marchés Financiers	52	58
10.	Centre Hospitalier	22	14
11.	Trésorerie	26	54
12.	Hôtel des Monnaies	-	1
TOTAL		419	474

(1) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales.

TITRE II

COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2007

CHAPITRE I

BILAN

A l'instar de l'exercice 2006, les états financiers de la Banque Centrale arrêtés le 31 décembre 2007 ont été certifiés par un cabinet d'audit externe.

Depuis le 04 juin 2007, il a été mis en application concomitamment à la mise en ligne d'un nouveau logiciel comptable dénommé « Navision », un Nouveau Plan Comptable à 10 classes contre 23 classes dans l'ancien plan. Cette évolution a eu des implications sur la présentation des comptes d'attente, comptes hors bilan, comptes de gestion et des états financiers. S'agissant des états financiers, les comptes de la BCC devront s'analyser désormais au travers son bilan et le hors bilan.

Ainsi, au 31 décembre 2007, le total bilantaire de la Banque Centrale a atteint 916.893,0 millions de CDF contre 856.195,0 millions en 2006, correspondant à une progression de 7,1 %. Cette évolution reflète à l'actif, la variation des comptes « Avoirs et créances en monnaies étrangères », « Régulation et Suspens » ainsi que « Autres Actifs Divers ». Au Passif, cet accroissement résulte de la hausse des postes « Billets et Pièces en Circulation » et « Reprise de liquidité et Résultat de l'Exercice ».

S'agissant des comptes en Hors-Bilan, ils se sont accrus de 36,2 %, passant d'une année à l'autre de 405.697 millions de CDF à 552.739 millions. La progression ainsi constatée trouve son origine en engagements dans les dépôts BTR et en Avoirs, dans le poste « Billets et monnaies ».

1. ACTIF

Avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS

Cette rubrique est constituée des avoirs et créances en monnaies étrangères et des titres en monnaies étrangères.

Au 31 décembre 2007, le solde de compte a totalisé 91.517 millions de CDF contre 73.133 millions en 2006, soit une progression de 25,1 % consécutive essentiellement à l'importance des disponibilités à vue en ME correspondants étrangers, des avoirs à vues en ME sur les Non-résidents.

	<u>Au 31 décembre 2006</u> (en millions de CDF)	<u>Au 31 décembre 2007</u> (en millions de CDF)
- Avoirs et créances à vue en monnaies étrangères sur les non résidents (A)	69.917	88.509
• Encaisses à vue en monnaies étrangères	3.783	2.651
• Disponibilité à vue en monnaies étrangères correspondants étrangers	66.134	85.858
- Avoirs et créances à court terme sur les non résidents (B)	2.829	615
• Provision versée crédocs	312	615
• Prêt à terme en monnaies étrangères	2.517	0
- Avoirs et créances à court terme sur les résidents (C)	365	2.369
• Disponibilité à vue en monnaies étrangères Correspondants locaux	<u>365</u>	<u>2.369</u>
Total A + B + C	73.111	91.493

Avoirs et créances en DTS

Le poste Avoirs et créances en DTS enregistre les avoirs et créances en DTS auprès du Fonds Monétaire International et la position dans la tranche de réserve.

D'une année à l'autre, le solde de ce compte s'est accru de 1.151,1 %, s'établissant à 1.639 millions de CDF contre 131 millions une année avant. Cette évolution est en grande partie due à la variation des avoirs en droit de tirage spéciaux auprès du FMI.

	<u>Au 31 décembre 2006</u> (en millions de CDF)	<u>Au 31 décembre 2007</u> (en millions de CDF)
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI	131	1.639
* Avoirs à vue en DTS	131	1.639
* Position dans la branche de réserve	<u>0</u>	<u>0</u>
TOTAL	131	1.639

Avoirs et créances en monnaie nationale

Le solde de ce compte représente le Concours en Monnaie Nationale au bénéfice des établissements de crédit et les Titres en monnaie nationale. Après avoir totalisé 11.062 millions de CDF en 2006, le solde de ce compte a enregistré une chute en 2007, s'établissant à 11,0 millions du CDF à fin décembre 2006.

Cette importante contraction s'explique par l'absence des prêts à court terme en 2007 à la suite de la clôture du refinancement accordé à la Banque Congolaise dans le cadre de l'opération de reprise du potentiel utile de l'UBC.

	<u>Au 31 décembre 2006</u> (en millions de CDF)	<u>Au 31 décembre 2007</u> (en millions de CDF)
- Concours en monnaie nationale aux Etablissements de crédit	11.062	11
- Titres en monnaie nationale	<u>0</u>	<u>0</u>
Total A + B	11.062	11

Autres Actifs

Les autres actifs comprennent quatre comptes à savoir, les immobilisations, les autres avoirs et créances divers, les régularisations et suspens ainsi que les autres actifs divers.

A fin 2007, le solde de ce compte a augmenté de 6,7 %, totalisant 823.776 millions de CDF contre 771.869 une année plus tôt.

Outre l'accroissement du solde du compte régularisation et suspens, la variation de cette rubrique est attribuable à la progression du solde du compte « Autres Actifs divers ».

	<u>Au 31 décembre 2006</u> (en millions de CDF)	<u>Au 31 décembre 2007</u> (en millions de CDF)
- Immobilisations	57.470	59.247
- Avoirs et créances diverses	66.825	827
- Régularisation et suspens	42.462	112.665
- Autres actifs	<u>605.112</u>	<u>650.987</u>
Total A + B	771.869	823.726

2. PASSIF

Engagements en monnaie nationale

Le solde du compte sous rubrique a totalisé 319.317 millions de CDF au 31 décembre 2007 contre 230.866 millions une année auparavant, soit une progression de 38,3 %. Celle-ci est consécutive à la variation des comptes Billets et pièces en circulation, dépôts en monnaie nationale des résidents et reprise de liquidité. Il y a lieu de noter qu'en dehors des comptes énumérés ci-dessus, le compte « Dépôts en monnaie nationale des non-résidents » fait également partie du compte « Engagements en monnaie nationale ».

		<u>Au 31 décembre 2006</u> (en millions de CDF)	<u>Au 31 décembre 2007</u> (en millions de CDF)
- Billets et pièces en circulation	A	184.723	243.785
- Dépôts en monnaie nationale des résidents	B	30.992	42.595
- Dépôts en monnaie nationale des non-résidents	C	79	79
- Reprises de liquidité	D	<u>15.072</u>	<u>32.858</u>
Total A + B + C + D		230.866	319.317

Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS

Après avoir atteint 69.344 millions en 2006, le montant total des engagements en or et monnaies étrangères hors DTS s'est contracté de 65.393 millions en 2007, se fixant à 3.951 millions de CDF.

		<u>Au 31 décembre 2006</u> (en millions de CDF)	<u>Au 31 décembre 2007</u> (en millions de CDF)
- Engagements en or	A	-	-
- Engagements en monnaies étrangères	B	<u>69.344</u>	<u>3.951</u>
Total A + B		69.344	3.951

Engagements en DTS

Les engagements en DTS ont enregistré une baisse de 17.588 millions de CDF, passant d'une fin d'année à une autre de 503.721 millions à 486.133 millions de CDF. Cette évolution est imputable pour l'essentiel, à la diminution des engagements en DTS envers le FMI à la suite du remboursement du principal sur le prêt de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance « FRPC ».

	<u>Au 31 décembre 2006</u>	<u>Au 31 décembre 2007</u>
- Engagements en DTS envers le FMI	485.316	471.124
- Engagements en DTS envers les autres Institutions financières non résidentes	<u>18.405</u>	<u>15.009</u>
Total A + B	503.721	486.133

Autres passifs

Ce compte enregistre les engagements de la Banque vis-à-vis des tiers et les autres passifs. Après avoir totalisé 16.483 millions de CDF en 2006, le compte « Autres passifs » a baissé de 4.444 millions de CDF, se chiffrant 12.039 millions de CDF en 2007. La régularisation des suspens en 2007 explique cette évolution.

	<u>Au 31 décembre 2006</u> (en millions de CDF)	<u>Au 31 décembre 2007</u> (en millions de CDF)
- Engagements divers	7.461	8.181
- Régularisations et suspens	7.650	2.911
- Autres passifs divers	<u>1.372</u>	<u>947</u>
Total	16.483	12.039

Provisions pour risques et charges

Le solde de ce compte s'est accru de 778 millions de CDF en 2007, s'élevant à 2.578 millions de CDF contre 1.800 millions une année plus tôt. Cette augmentation a été enregistrée au niveau des provisions pour amendes et pénalités suite au procès déjà coulés en force de la chose jugée.

Fonds propres

Les fonds propres de la Banque Centrale se sont chiffrés à 60.849 millions de CDF en 2007 contre 57.487 millions en 2006. Cette évolution est imputable pour l'essentiel à la plus value de réévaluation dégagée au terme de cet exercice sur cession des immobilisations de l'Institut d'Emission.

CHAPITRE II

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2007

L'année 2007 s'est clôturée par un excédent de 32.026 millions de CDF contre un déficit de 23.506 millions de CDF enregistré en 2006. Les recettes se sont élevées à 123.296 millions de CDF tandis que les charges ont totalisé 91.269 millions de CDF.

1. CREDIT

D'une année à l'autre, le total des produits s'est inscrit en hausse de 229 %, passant de 37.458 millions de CDF à 123.296 millions. Cette expansion est due essentiellement à la prise en recettes d'un montant de 63.160 millions de CDF suite à l'annulation de la créance de la Belgique sur la RDC et également à la prise en compte de la plus value réalisée sur la cession des immeubles de la Banque Centrale.

TABLEAU II.1. RECETTES D'EXPLOITATION
(en millions de CDF)

RECETTES	Au 31 décembre 2006		Au 31 décembre 2007	
	Valeur	En %	Valeur	En %
Produit d'exploitation monétaire	4.051		3.002	
Produit d'exploitation bancaire	28.328	10,81		2,43
Produits divers	2.889	75,63		32,01
Reprises s/Amortissement et provisions non exigibles	1.367	7,71		1,64
Produits exceptionnels et hors exploitations	823	3,65	39.473	1,83
		2,20	2.020	62,09
			2.251	
			76.550	
TOTAL	37.458	100	123.296	100

Source : Banque Centrale du Congo

2. DEBIT

Les charges d'exploitation de la BCC ont atteint 91.269 millions de CDF à fin décembre 2007 contre 60.962 millions de CDF en 2007, soit une progression de 49,7 % consécutive aux évolutions des charges d'exploitation monétaire, aux charges diverses et du personnel.

Tableau II.2. CHARGES D'EXPLOITATION
(en millions de CDF)

CHARGES	AU 31 DECEMBRE 2006		AU 31 DECEMBRE 2007	
	Valeur	En %	Valeur	En %
Charges d'exploitation monétaire	8.778	14,40	17.506	19,18
Charges d'exploitation bancaire	8.044	13,20	10.397	11,39
Matières & Fournitures consommées	5.240	8,60	5.804	6,36
Services consommés	4.847	7,95	9.827	10,77
Charges diverses	8.945	14,67	13.598	14,90
	15.257	25,03	21.044	23,06
Charges du personnel	5.433	8,91	6.262	6,86
Dotation aux amortissements & provisions non exigibles	2.643	4,33	4.253	4,66
Charges exceptionnelles et hors exploitations	1.7	2,91	2.578	2,82
Dotation aux provisions exigibles	75			
TOTAL	60.9	100	91.269	100
	62			

Source : Banque Centrale du Congo

3. POINT SUR LE PLAN DE TRESORERIE DE LA BCC

La différence entre le compte d'exploitation et le plan de trésorerie tient au fait que le premier intègre les produits sans encaissement et les charges sans décaissement. Les produits sans encaissement reprennent les reprises sur provisions, les profits divers et les profits sur exercices antérieurs. Quant aux charges sans décaissement, elles concernent les dotations aux amortissements et provisions ainsi que les pertes diverses.

Le plan de trésorerie quant à lui ne prend en compte que les produits avec encaissement et les charges avec décaissement ou en d'autres termes, les éléments ayant une incidence sur la trésorerie et la liquidité.

a) Il existe un lien étroit entre la dégradation de l'économie congolaise et les difficultés qu'éprouve la Banque Centrale au niveau de son compte d'exploitation et de l'exécution de son plan de trésorerie.

Les deux volets du plan de trésorerie sont les recettes et les dépenses. Les principales recettes de la Banque proviennent des intérêts sur le marché monétaire, des redevances et commissions, des produits des interventions sur le marché de change, des recettes diverses et des amendes et pénalités.

Quant aux dépenses, ses différentes rubriques se déclinent en trois parties, à savoir :

- dépenses de fonctionnement propre à la Banque ;
- dépenses relatives au coût de la politique monétaire ;
- dépenses d'investissement.

- b) L'analyse de l'évolution du PIB sur plusieurs années démontre une régression de celle-ci. La dégradation du PIB a un impact sur les recettes de la Banque.

En effet, le PIB constant de l'économie congolaise est passé de 487,9 millions de CDF en 1982 à 385,4 millions en 2006, soit une diminution de 21,0 %. Il y a lieu de relever qu'il a atteint son niveau le plus bas en 2001 avec 290,8 millions de CDF.

- c) Parallèlement, au cours de la même période, les recettes de la Banque ont baissé de 47,6 %, passant de 131,7 millions de dollars américains en 1982 à 69,05 millions en 2006 sous l'effet de l'effondrement de l'économie principalement de la Gécamines en 1990, impliquant notamment la chute de ses recettes d'exportation et de sa contribution au budget en devises, la principale ressource de la Banque constituée des intérêts sur le placement extérieur a quasiment tari. Depuis 1990, la structure de ses recettes a connu une modification importante avec une prédominance des intérêts sur les avances au Trésor consécutive au déficit persistant des opérations financières de l'Etat.
- d) Cette évolution a eu également des implications sur la structure des dépenses de la Banque Centrale qui est à l'origine du déficit de son compte d'exploitation et de son plan de trésorerie. Ces dépenses ont baissé de 37,8 % de 1982 en 2006, se situant à 122.232,7 milliers de USD à 76.058,2 milliers. Cependant, les dépenses d'intérêt général constituées des frais des signes monétaires, des intérêts sur le BTR, des intérêts sur les engagements en monnaies étrangères ont connu des augmentations assez importantes au cours de ces deux dernières décennies.

Il en est de même des frais de gestion résultant notamment du déploiement de la Banque à l'intérieur du pays pour continuer à assurer la fonction du caissier de l'Etat en remplacement des banques commerciales qui ont fermé dans plusieurs points d'exploitation à l'intérieur en raison soit de l'insécurité ou de faille de rentabilité des activités.

CHAPITRE III

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS
FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO**

CHAPITRE IV

MODERNISATION DU SYSTEME COMPTABLE ET FINANCIER DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

En tant que entreprise, la Banque Centrale du Congo a connu au cours de l'année 2007, une véritable révolution. Celle-ci a porté d'une part sur l'adoption par l'Institut d'Emission d'un Nouveau Plan Comptable à 10 classes contre 23 précédemment et d'autre part la modernisation du système comptable et financier, la Banque Centrale a mis en ligne deux logiciels :

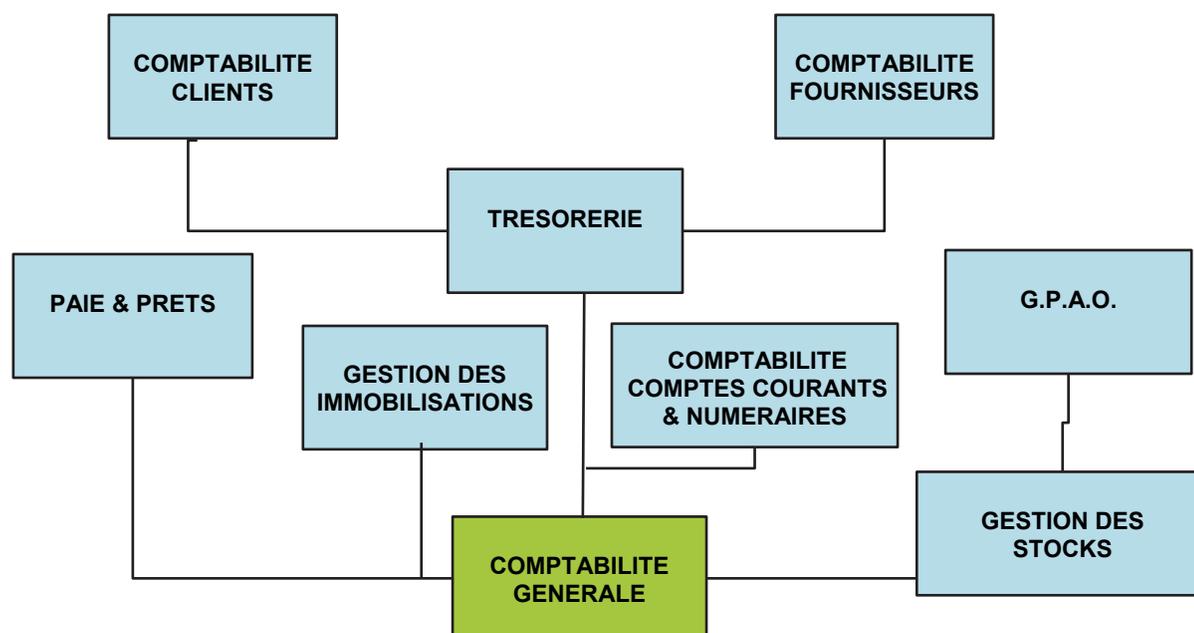
- ACUMEN-FLEXCUBE pour la gestion de ses avoirs en devises mis en ligne le 25 mai 2007 ;
- Dynamics Navision de la firme Microsoft, pour la gestion intégrée de la Banque, mis en ligne le 04 juin 2007. Ce dernier logiciel permet désormais la tenue de la comptabilité de la Banque en temps réel dans une base des données unique accessible à partir de ses différents points d'exploitation.

Au plan organisationnel, cette modernisation a induit la restructuration administrative de certaines Directions et l'adaptation des procédures des activités directement touchées par la mise en ligne de ces logiciels. Ainsi, il a été créé notamment une Sous-Direction des Approvisionnements qui centralise la fonction achat au sein de la Banque.

APERÇU SUR LE LOGICIEL NAVISION

Le logiciel de gestion intégrée DYNAMICS NAVISION permet une gestion transversale des activités de la Banque dans les domaines financier et comptable, la gestion des achats et des ventes, la gestion de la production et la gestion des ressources humaines. Il a été mis en service au même moment aussi bien le siège que l'ensemble des entités provinciales de la Banque.

Le schéma d'intégration des modules pour la réalisation de l'activité comptable est le suivant :



Le module comptabilité générale est alimenté par les différents modules en amont du système qui sont des comptabilités auxiliaires et qui génèrent automatiquement dans le système les écritures comptables. Les opérations non pré-configurées dans les différents modules ci-haut cités sont enregistrées comme opérations diverses et alimentent directement les comptes généraux de la Banque.

Les comptabilités auxiliaires enregistrent également les opérations diverses dans des feuilles comptables dédiées. Elles impactent directement les soldes des comptes en auxiliaire. A terme, les opérations diverses récurrentes enregistrées dans les différents modules devront faire l'objet d'une prise en charge dans le système de manière automatique.

S'agissant des opérations en monnaies étrangères, leur gestion est assurée par le logiciel Flexcube de la salle des marchés. En attendant l'interfaçage entre ce dernier logiciel et Navision, les mouvements journaliers des opérations en monnaies étrangères sont intégrés dans Navision sur une feuille d'opérations diverses de comptabilité générale.

1. Apports de Navision

Parmi les effets induits par la mise en production du Logiciel Navision on peut noter :

- l'automatisation des opérations enregistrées au siège comme en provinces et leur homogénéisation grâce à la pré-configuration des écritures comptables;
- la dématérialisation des documents comptables par la réduction sensible du support papier au moment du contrôle et de la validation des opérations;

- la suppression des comptes de liaison, conséquence de l'utilisation d'une base unique des données accessible en temps réel par tous les points d'exploitation ;
- la centralisation au siège de toutes les tâches relatives à l'ouverture et à la fermeture des journées comptables ;
- la mise à jour automatique des soldes comptables rendue possible après validation de chaque opération ;
- la consolidation en temps réel du Compte Général du Trésor permettant au Trésor de connaître sa position à tout instant ;
- la mise en évidence des comptabilités auxiliaires et de la comptabilité générale, chacune avec ses responsabilités ;
- le suivi en temps réel par les Directions gestionnaires et la Direction de la Comptabilité et du Budget des consommations budgétaires.

2. Effets structurants de Navision

Des modifications notables tant sur la structure organique que sur les procédures de certaines activités de la Banque Centrale ont été opérées afin de répondre aux exigences de Navision. Il s'agit notamment de :

- l'adaptation des structures des organes impactés par l'automatisation de certaines de leurs activités ;
- la centralisation des services de comptabilité au niveau de la Direction de la Comptabilité et du Budget ;
- la création d'une Sous-Direction des Approvisionnements ayant en charge la fonction achat pour toute la Banque ;
- l'adaptation de certaines procédures au sein de tous les organes de la Banque telles que les procédures d'approvisionnement, des comptes courants, de trésorerie, de comptabilité, etc.
- l'émergence de nouveaux métiers dans la Banque tels que Assistant appro, Contrôleur du budget, Trésorier interne, Gestionnaire des comptes courants, Comptable fournisseurs, Comptables clients, Caissier-guichet, Analyste comptable, etc. ;
- la canalisation de toutes les opérations budgétaires de la Banque vers un point unique de contrôle et de validation ;
- le développement d'un système de messageries instantanées, etc. ;
- le déploiement sur l'ensemble des points d'exploitation de la Banque Centrale d'un système de télécommunication par satellite.

S'agissant de ce dernier point, il est important de relever que les apports de Navision, tels que déclinés ci-haut, ne seraient pas mis en exergue sans une couverture totale de tous les points d'exploitation de la Banque en matière de télécommunication grâce aux antennes V-Sat y implantés avec toute l'infrastructure qu'imposent la disponibilité en énergie électrique, la protection des équipements, etc.

APERÇU SUR LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE DE LA BANQUE

La mise en application du nouveau plan comptable vise d'une part à doter la Banque d'un « guide comptable sectoriel » conformément à l'Ordonnance - loi n° 77-332 du 30/11/1977 et d'autre part de rénover son dispositif d'enregistrement des opérations afin de permettre la production des états financiers conformes aux normes nationales et internationales.

1. Fondements du nouveau Plan Comptable

Le nouveau Plan Comptable de la Banque Centrale du Congo, repose sur les trois grands piliers suivants : le fondement juridique national, les normes et pratiques comptables internationales en l'occurrence les normes IAS/IFRS et la triple nature de la Banque qui est à la fois Institut d'Emission, Etablissement bancaire et Entreprise.

Pour la communauté financière internationale, la reconnaissance des normes IAS/IFRS assure la crédibilité, la transparence et la garantie d'indépendance nécessaire aux banques centrales.

2. Spécificités et innovations du nouveau Plan Comptable

Les Principales Innovations par rapport à l'ancien plan comptable portent sur :

- 1° Nombre de classes des comptes : L'option des classes des comptes exclusivement d'actif ou de passif se trouve abandonnée au profit de celle relative à la concordance des classes selon le sens des soldes des comptes. Le nombre des classes des comptes du bilan, de gestion et hors-bilan est réduit de vingt-trois à neuf.
- 2° Comptes d'attente : Le Plan Comptable de la Banque classe dorénavant les comptes d'attente, non plus dans une seule classe, mais les regroupe dans différentes classes en fonction de la nature des opérations qu'ils enregistrent. Ce faisant, l'information qu'ils véhiculent s'en trouve mieux rendue.
- 3° Comptes hors-bilan : Les engagements hors-bilan sont regroupés dans une seule classe au lieu de quatre classes. Il importe de noter que les informations relatives aux numéraires en monnaie nationale, en l'occurrence les émissions, le stockage et mouvements des encaisses ainsi que les destructions y sont enregistrées.

En ce qui concerne les encaisses détenues par les caisses auxiliaires (de la BCC en tant qu'entreprise), elles sont désormais considérées comme étant déjà mises en circulation et enregistrées dans un compte de régularisation en attente de justification lors des utilisations effectives.

Les Spécificités par rapport au Plan Comptable Général Congolais sont :

Au niveau des comptes du bilan

1. l'apparition dans la classe 5 du compte « Billets et pièces en circulation » qui enregistre l'engagement de la Banque envers les détenteurs de la monnaie fiduciaire nationale ;

2. l'affectation de la classe 3 aux relations d'affaires de la Banque avec sa clientèle bancaire ;
3. la classification des opérations relatives aux stocks dans la classe 4 « Tiers et Régularisations » pour l'achat et le stockage des matières et fournitures achetées ou produites ;

Désormais, une claire distinction est opérée entre la gestion des matières et fournitures et celle des flux financiers concernant leur acquisition.

Au niveau des comptes de gestion

1. La classification des charges et des produits non par nature mais par fonction en référence à la triple fonction exercée par la Banque ;
2. La comptabilité des stocks telle que prescrite par le Plan Comptable et qui permet à la Banque de présenter à tout moment le niveau des charges d'exploitation correspondant aux consommations effectives des stocks, des matières et des fournitures. A cet effet, il est retenu l'utilisation :
 - a) du compte 60 « Charges d'exploitation monétaire » en ce qui concerne le coût des matières et fournitures relatives aux numéraires consommées et le coût des signes monétaires achetés;
 - b) du compte 62 « Matières et fournitures consommées » pour le coût des consommations des stocks au titre de fonctionnement de la Banque en tant qu'entreprise ;
 - c) du compte 64 « Charges diverses » en ce qui concerne le coût d'acquisition des stocks vendus ;
 - d) du compte 74 « Produits divers » pour le prix facturé des stocks achetés et revendus, la production vendue et le stockage des produits fabriqués par la Banque.
3. Le regroupement des charges et des produits exceptionnels et hors exploitation, respectivement aux comptes 67 « Charges exceptionnelles et hors exploitation » et « Produits exceptionnels et hors exploitation ».

Au niveau des états financiers

1. Structure du Tableau de Formation du Résultat

Le Tableau de Formation du Résultat reprend les soldes des comptes de charges et de produits ainsi que les « soldes de gestion ». Il conduit à la détermination du résultat d'exploitation, appelé « résultat de la période à affecter » à travers les sept paliers des soldes de gestion suivants : (i) Marge d'exploitation monétaire, (ii) Marge d'exploitation bancaire, (iii) Valeur ajoutée, (iv) Résultat brut d'exploitation, (v) Résultat courant d'exploitation, (vi) Résultat exceptionnel et hors exploitation et (vii) Résultat de la période à affecter.

Le résultat final d'exploitation se compose des résultats courant et exceptionnel (hors exploitation). Ces soldes fournissent ainsi les éléments de l'analyse affinée des performances de la Banque.

La structure du Tableau de Formation du Résultat de la Banque permet de mettre en évidence les produits et les charges propres à chacune de ses trois fonctions afin d'apprécier leur contribution dans la rentabilité de la Banque et envisager éventuellement des actions correctrices.

2. Structure du bilan

Le bilan de la Banque est structuré de manière à le conformer à la présentation monétaire traditionnelle des banques centrales. Il classe les emplois et ressources en fonction de l'exposition ou non au risque de change, rassemble les opérations en monnaie nationale en fonction de leur nature monétaire, rejette les autres composants dans les divers actifs et passifs, distingue les opérations effectuées en monnaie nationale de celles en Or, DTS et Monnaies étrangères et distinguer les opérations effectuées avec les résidents de celles avec les non-résidents.

3. Tableau de concordance Ancien Plan /Nouveau Plan

L'établissement et la consultation de la concordance entre les comptes de l'ancien plan et ceux du nouveau ont permis de basculer correctement de l'ancien au nouveau plan comptable et de présenter suivant le nouveau Plan Comptable, les états financiers (TFR et Bilan) de la Banque des années antérieures à 2007. De manière synthétique, la concordance entre les classes des comptes du nouveau et de l'ancien plan comptable se présente comme indiquée dans le tableau ci-dessous :

N°	ANCIEN PLAN COMPTABLE	N°	NOUVEAU PLAN COMPTABLE
00	AVOIRS EN OR	5	COMPTES FINANCIERS
01	AVOIRS EN DTS	5	COMPTES FINANCIERS
02	AVOIRS A VUE ET A CT EN M.E	5	COMPTES FINANCIERS
03	ENCAISSES EN MN	0	COMPTES HORS-BILAN
04	CREANCES SUR L'ETAT	3	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE EN MN
05	CREANCES SUR ORG ET ENTR PUB ET SEMI PUBLIC	3	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE EN MN
06	CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE	3	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE EN MN
07	DEBITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSIT. D'ACTIF	1	FONDS PROPRES ET EMPRUNTS A PLUS D'UN AN
		2	VALEURS IMMOBILISEES ET ENGAGEES
		4	TIERS ET REGULARISATIONS
		5	COMPTES FINANCIERS
		6	COMPTES DE CHARGES ET PERTES
08	PARTICIPATIONS	2	VALEURS IMMOBILISEES ET ENGAGEES
09	IMMOBILISATIONS	2	VALEURS IMMOBILISEES ET ENGAGEES
10	EMISSIONS	0	COMPTES HORS-BILAN
11	COMPTES COURANTS EN MN	3	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE EN MN
12	ENGAGEMENTS A VUE ET A C/T EN ME	5	COMPTES FINANCIERS
13	CREDITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSIT. DU PASSIF	1	FONDS PROPRES ET EMPRUNTS A PLUS D'UN AN
		3	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE EN MN
		4	TIERS ET REGULARISATIONS
		5	COMPTES FINANCIERS
14	ENGAGEMENTS A M ET L/T ENVERS L'ETRANGER	7	COMPTES DE PRODUIT ET PROFITS
		1	FONDS PROPRES ET EMPRUNTS A PLUS D'UN AN
15	FONDS PROPRES ET PROVISIONS	1	FONDS PROPRES ET EMPRUNTS A PLUS D'UN AN
		2	VALEURS IMMOBILISEES ET ENGAGEES
		4	TIERS ET REGULARISATIONS
		5	COMPTES FINANCIERS
16	AMORTISSEMENTS	2	VALEURS IMMOBILISEES ET ENGAGEES
17	PRODUITS D'EXPLOITATION	7	COMPTES DE PRODUITS ET PROFITS
18	CHARGES D'EXPLOITATION	6	COMPTES DE CHARGES ET PERTES
19	COMPTES D'ORDRE DEBITEURS EN MN	0	COMPTES HORS-BILAN
20	COMPTES D'ORDRE CREDITEURS EN MN	0	COMPTES HORS-BILAN
21	COMPTES D'ORDRE DEBITEURS EN ME	0	COMPTES HORS-BILAN
22	COMPTES D'ORDRE CREDITEURS EN ME	0	COMPTES HORS-BILAN

CHAPITRE V

LES CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2007

1. HAUTE DIRECTION

- | | |
|-------------------|-----------------------------|
| - Gouverneur | Jean Claude MASANGU MULONGO |
| - Vice-Gouverneur | Jean Marie EMUNGU EHUMBA |

2. CABINET DU GOUVERNEUR

- | | |
|------------------------|--|
| - Directeur de Cabinet | Jean Marcel KASONGO MWAMBA |
| - Conseillers | MAWAKANI SAMBA
Clovis KABAMBI wa ILUNGA
KAYEMBE wa KAYEMBE
Désiré YAV KAT MUCHAÏL
BIKUBA KABAMBI |
| - Chargés des Missions | MUNGANGA GADIMBA
BIGOSHI MUSIMWA
MUKIZA MUHIMA
Aimée KAPIPA |

3. COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Nico MABATA TANTU
Deny NKUVU
André FOKO TOMENA
MUKIZA MUHIMA

4. BUREAU DE REPRESENTATION A BRUXELLES

- | | |
|-------------|--------------|
| Responsable | SANGWA LUMBU |
|-------------|--------------|

5. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

Direction du Crédit et des Marchés Financiers

- | | |
|-----------|---------------|
| Titulaire | WEMBI LOANGO |
| Adjoint | MUDIAY MPINGA |

Direction de la Trésorerie

Titulaire	FIKIRI ALIMASI wa ASANI
Adjoint	PALUKU NDUSHIRE

Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics

Titulaire	KAZAD DISAMB IRUNG
Adjoints :	
- chargé des C.C. M. N.	ASSAMBWA BOITA
- chargé des Fonds Publics	MUSA GALU

Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers

Titulaire	KATALIKO VIRANGA
Adjoints :	
- chargé du Contrôle sur Pièces	N'SA ELONGO
- chargé du Contrôle sur Place	KALUBI KAYEMBE
- chargé de la Micro-Finance	LEBUGHE NKOBAFILI

Direction des Services Etrangers

Titulaire	MUTOMBO MWANA NYEMBO
Adjoints :	
- chargé d'appui des opérations	BOPE MISHAMIEM
- chargé de la Réglementation et du Suivi des Opérations de Change	MWANA ABUYABA

Direction des Ressources Humaines

Titulaire	Albert KASONGO MWAMBA
Adjoints :	
- chargé de la gestion du personnel	KAHAMBWA SALIMA
- chargé de la formation	BATETELE BOLEKI LINKA

Direction de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire

Titulaire	MUDERHWA IGULU
Adjoints :	
- chargé de la Comptabilité	SHABANI ANIFA
- chargé du Budget	LINDJANDJA BACHAMBALE

Direction de l'Administration Générale

Titulaire TEMBO dia MASSAMBA

Adjoints :

- chargé du Secrétariat Général MBELU MAPUNDA
- chargé des Questions Juridiques GENE VUNGBO
- chargé des Services Généraux TSHILIATA THAHWA

Direction des Etudes

Titulaire NGONGA NZINGA

Adjoint LINGOSA MOMI

Direction de l'Informatique et de la Recherche Opérationnelle

Titulaire KIWEWA MALUNDA ma BONZU

Adjoints :

- chargé du Développement et Maintenance LUSAMBA NTUMBA
- chargé de l'Infrastructure KAZEGE CIZUNGU

Audit Interne

Titulaire ELONGO ONGONA

Adjoints

- chargé de l'Audit Opérationnel MWIKIZA MBONEKUBE
- chargé de l'Audit Financier et de Conformité MANZONGO LIKENZA

Sous-Direction de la Sécurité BELONGO BOOTO

Secrétariat d'Appui à la Coordination Provinciale

Titulaire MUBIALA HONDA

Centre Hospitalier

- Coordonnateur CHIRISHUNGU MUKULU

6. HOTEL DES MONNAIES**Direction Générale**

Titulaire LUWENYEMA LULE

Direction Technique

Titulaire KATHY MBAYA

Adjoints :

- chargé de la Production des Billets de Banque NGALI TSHITEMPA

- chargé de la Production des Documents de
Sécurité

NGONGO NGOYI BOSADI

- chargé de la Maintenance

MBANGU KASALUMUNA

- chargé du Contrôle et Sécurité

KASHWANTALE BUGALE

Direction Commerciale

Titulaire

BOLIPOMBO MBOMBO

Adjoint

IPANGA MUNENGE

Direction Administrative et Financière

Titulaire

IMIDY PENE MALEMBA

Adjoint

TSHIZUBU NGOYI

7. DIRECTIONS PROVINCIALES

Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire

KALEJ N'KAND

Adjoint

MFUTA MBUYI TSHIMANGA

Direction Provinciale de Mbuji- Mayi

Titulaire

MUSANGU LUFULUABO

Adjoint

MAWAKA LUBEMBO

Direction Provinciale de Kananga

Titulaire

KAYEMBE TSHITUPA

Adjoint

INKOKO ISA LOKOMBE

Direction Provinciale de Matadi

Titulaire

MABAKU KINSUMUNA

Adjoint

MULONGO KIBAWA

Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire

MUSHAGALUSA GWA MBIRIBINDI

Adjoint

EBENGO NZOLENGE

Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire

MOEBA MAZANGO ENYOLO

Adjoint

KALONGA NTABALA

Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire

EKETEBI MOYIDIBA DJOLI

Adjoint

AFUNDI MONENE

Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire

BONDOMBE ASSANGO

Adjoint

MUBALAMA MUKUZO

Direction Provinciale de Goma

Titulaire

LENGWE BIN KAUMBA

Adjoint

MUNDECKE LITANDA

Direction Provinciale de Kindu

Titulaire

THIBANGU SABW'A TSHIBANGU

Adjoint

MULAMBA MUSAFIRI

8. AGENCES AUTONOMES**Agence de Boende**

Chef d'Agence

AISSI YUMA

Agence de Boma

Chef d'Agence

BONTALA EKULA

Agence de Bumba

Chef d'Agence

FELA LIHENYA

Agence de Bunia

Chef d'Agence

SANGWA MASKOT

Agence de Gbadolite

Chef d'Agence

DEWAGI TOMANI

Agence de Gemena

Chef d'Agence

MUKADI KANGANA

Agence d'Ilebo

Chef d'Agence

TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA

Agence d'Inongo

Chef d'Agence

KIBONGO DIANA

Agence d'Isiro

Chef d'Agence

ADEITO KEMISA

Agence de Kabinda

Chef d'Agence

KAMPANGA KATEMBWE

Agence de Kalemie

Chef d'Agence

NTUALI BOMPETI

Agence de Kamina

Chef d'Agence

MUYEBA KANDENGA

Agence de Kasumbalesa

Chef d'Agence

MUGANZA BEYA

Agence de Kikwit

Chef d'Agence

KIMPIAB MISSIR EKOB

Agence de Kongolo

Chef d'Agence

CHUMO KANGULA

Agence de Lodja

Chef d'Agence

KANYINDA TANGILA MESO

Agence de Tshikapa

Chef d'Agence

KEMFUMI MOFU

Agence d'Uvira

Chef d'Agence

ZIGABE BANDEKE

Agence de Zongo

Chef d'Agence

YOKA LILEMBIA

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

A. BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

1. Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)
Siège : Kinshasa
Succursales ou agences : Kinshasa, Bukavu, Buta, Butembo, Gemena, Goma, Isiro, Kalemie, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Kananga, Matadi, Mbuji-Mayi, Bunia, Beni, Gbadolite, Kalima, Uvira, Kongolo et Bumba.
2. Banque Congolaise
Siège : Kinshasa
3. Afriland First Bank Congo Démocratique (First Bank CD)
Siège : Kinshasa
4. Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)
Siège : Kinshasa
Succursale : Lubumbashi.
5. Citi Group (C.B.)
Siège : Kinshasa
6. Stanbic Bank (S.B.C.)
Siège : Kinshasa
7. Banque Privée du Congo (B.P.C.)
Siège : Goma/Nord - Kivu
8. Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)
Siège : Kinshasa
Succursales ou agences : Butembo, Matadi et Muanda.
9. Procredit Bank (Congo)
Siège : Kinshasa
10. Raw Bank
Siège : Kinshasa
11. Trust Merchant Bank (T.M.B.)
Siège : Lubumbashi
12. Solidaire Banque Internationale
Siège : Kinshasa

B. INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

1. Société Financière de Développement (SOFIDE)
Siège : Kinshasa
Succursales ou agences : Goma, Kisangani, Lubumbashi et Kananga.
2. Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)
Siège : Kinshasa
Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu,

- Mbandaka, Kikwit, Kananga et Matadi.
Agences : Kinshasa, Kalemie, Kolwezi, Likasi, Bunia, Isiro, Yangambi, Gandajika, Butembo, Goma, Kindu, Gemena, Bumba, Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Inongo, Lodja, Mweka, Mwene-Ditu, Kamina, Muanda, Bandundu, Kabinda, Ilebo, Tshikapa, Boende, Aketi, Kikwit, Kipushi, Kasongo, Uvira, Gbadolite, Idiofa, Nioki, Kongolo, Luozi, Masi-Manimba, Luiza, Tshimbulu, Kasumbalesa, Kwilu-Ngongo, Kimpese, Bolobo, Mushie, Tshilenge, Luputa, Mapangu, Banga, Luebo, Mulundu, Miabi et Lusambo.
3. Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.)
Siège : Kinshasa
Agences : Kinshasa, Mbandaka, Kisangani, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Goma, Mbuji- Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.
 4. Société Nationale d'Assurances (SONAS)
Siège : Kinshasa
Succursales ou agences : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.
 5. Fonds de Promotion de l'Industrie (F.P.I.)
Siège : Kinshasa.
Succursales ou agences : Lubumbashi et Matadi
 6. Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT)
 7. Coopérative d'Épargne, de Crédit et de Développement Economique et Social (COOPECS)
 8. Coopérative d'Épargne et de Crédit de l'Association des Chauffeurs du Congo (COOPEC/ACCO)
 9. Coopérative d'Épargne et de Crédit pour la Promotion des Investissements (COOPECI)
 10. Coopérative d'Épargne et de Crédit « Amitié Salutiste » (COOPECAS)
 11. Caisse d'Épargne et de Crédit Kimbanguiste (CECKI)
 12. Coopérative d'Épargne, de Crédit et d'Investissement des PME (CECI/PME)
 13. Société Coopérative de Crédit et d'Épargne de Petites et Moyennes Entreprises (SOCREPE)
 14. Coopérative d'Épargne et de Crédit du Mouvement des Ouvriers Chrétiens du Congo (COOPEC MOCC)
 15. Coopérative d'Épargne et de Crédit des Mamans Maraîchères de Kinshasa (COOPEC MAKIN)
 16. Coopérative d'Épargne et de Crédit Molende (COOPEC MOLENDE)
 17. Mutuelle d'épargne et de Crédit Bomoko (COOPEC BOMOKO)
 18. Mutuelle des Femmes Sages de Kin (MUFESAKIN/COOPEC)
 19. Coopérative d'Épargne et de Crédit de l'Union pour le Développement Intégral de Pay – Kingandu «COOPEC UDIPAK »
 20. Coopérative Financière la Cruche « COOPEC – LA CRUCHE »

21. Mutuelle de Crédit et d'Epargne des Femmes de Kikwit «MUCREFEKI/COOPEC»
22. Coopérative d'Epargne et de Crédit Logos – Rhéma «COOPEC LOR»
23. Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Appui au Développement «COOPECAD»
24. Coopérative d'Epargne et de Crédit de Nyawera «COOPEC NYAWERA»
25. Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique de Butembo «COODEFI»
26. Société Coopérative d'Epargne et de Crédit Orientale «COOPEC SOCECO»
27. Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de Mbandaka «MUCREMB/COOPEC»
28. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement du Kasai Occidental «COOPEC DEKOC»
29. Caisse d'Action Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Mbanza-Ngungu «CAMEC MBANZA NGUNGU/ COOPEC»
30. Caisse d'Action Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Inkisi «CAMEC INKISI/COOPEC»
31. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Kinshasa «MECREKIN/COOPEC»
32. Mutuelle d'Epargne et de Crédit BOSANGANI «MEC BOSANGANI»
33. Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA «COOPEC IMARA»
34. Coopérative d'Epargne et de Crédit PILOTE «COOPEC PILOTE»
35. Coopérative d'Epargne et de Crédit Scolaire «COOPEC'SCO»
36. Coopérative d'Epargne et de Crédit BOLINGO « COOPEC BOLINGO»
37. Coopérative d'Epargne et de Crédit Congolais pour la Reconstruction «COOPEC CR»
38. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de GOMA «MECREGO/COOPEC»
39. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de KATINDO «MECRE-KATINDO COOPEC»
40. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de VIRUNGA «MECRE-VIRUNGA»
41. Coopérative d'Epargne et de Crédit Entraide pour le Développement Economique «COOPEC- EDE»
42. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Bukavu « MECREBU/COOPEC »
43. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement « COOPEC EDE »
44. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Beni « MECRE-BENI/COOPEC »
45. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Mabanga « MECRE-MABANGA/COOPEC »
46. Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo « COOPEC CEAC-MATETE »

47. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Goma « COOPECCO-GOMA »
48. Coopérative d'Epargne et de Crédit de la KAWA « COOPEC KAWA »
49. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Vitshumbi « COOPECCO-VITSHUMBI »
50. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Buturande « COOPECCO/BUTURANDE »
51. Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kanyabayonga « COOPEC KANYABAYONGA »
52. Coopérative d'Epargne et de Crédit Kiwanja « COOPEC KIWANJA »
53. Coopérative d'Epargne et de Crédit Tumaini « COOPEC TUMAINI »
54. Coopérative d'Epargne et de Crédit Rutshuru « COOPEC RUTSHURU »
55. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'action pour la Promotion Sociale et Culturelle des Artiste Chrétiens « MEC APROSCAC »
56. Coopérative d'Epargne et de Crédit Congolais d'entraide et d'appui au développement « COOPEC EAD »
57. Coopérative d'Epargne et de Crédit BOBANDANA « COOPEC BOBANDANA »
58. Coopérative d'Epargne et de Crédit CAHI « COOPEC CAHI »
59. Coopérative d'Epargne et de Crédit Umoja « COOPEC UMOJA »
60. Coopérative d'Epargne et de Crédit Kirumba « COOPEC KIRUMBA »
61. Coopérative d'Epargne et de Crédit Beni « COOPEC BENI »
62. Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Eglise du Christ au Congo « COOPEC ECC/Kikwit »
63. Coopérative d'Epargne et de Crédit CEAC Kinzau Mvuetete « COOPEC CEAC KINZAU MVUETE »
64. Mutuelle d'Epargne et de Crédit BIRERE « MECRE BIRERE/COOPEC ».
65. Coopérative d'Epargne et de Crédit DIBAYA-LUBWE « COOPEC DILU »

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A. Organismes nationaux

BEDEPE	Bureau d'Encouragement au Développement des Petites Entreprises
CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de Fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.D.C.	Compagnie Maritime du Congo
D.G.C.	Direction Générale des Contributions
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
MIBA	Société Minière de Bakwanga
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDEP	Office de Gestion de la Dette Publique
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
SIDERNA	Sidérurgie Nationale de Maluku
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage

B. Organismes internationaux

A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.C.E.A.C	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
U.E.	Union Européenne
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
COMESA	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.NU.DI	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development

